
JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC
VOLUME LXXIII

JOURNAUX
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DU 26 JANVIER AU 12 AVRIL 1938

Dans la deuxième année du règne de Sa Majesté

LE ROI GEORGE VI
TROISIÈME SESSION DE LA VINGTIÈME LÉGISLATURE
DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

SESSION 1938

Imprimé par ordre de l'Assemblée législative



QUÉBEC

1938

Volume LXXIII



PROCLAMATION

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]

} ÉS.-L. PATENAUDE

GEORGE VI, par la grâce de Dieu Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes:—

A Nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le VINGT-SIX JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. ÉSIOFF-LÉON PATENAUDE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce DIX-HUITIÈME
jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent trente-sept et de
Notre règne le premier.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,

L.-P. GEOFFRION.

J O U R N A U X
DE
L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE
DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

2 GEORGE VI, 1938

MERCREDI 26 JANVIER 1938

A la première séance de la troisième session de la vingtième Législature de la province de Québec, convoquée pour l'expédition des affaires, les députés présents, qui ont prêté le serment d'allégeance, prennent leur siège.

M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, apporte le message suivant :

MESSIEURS,

“L'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province désire la présence immédiate de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.”

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent dans la salle des séances du Conseil législatif.

Les députés étant de retour, M. l'Orateur, s'exprime comme suit :

J'ai l'honneur d'informer la Chambre que j'ai reçu la lettre suivante de la part de Sa Majesté le Roi George VI:

PALAIS DE BUCKINGHAM

Le 1er juin, 1937.

Cher Monsieur l'Orateur,

Sa Majesté le ROI a reçu avec beaucoup de plaisir l'adresse à l'occasion de son avènement au Trône qu'a adoptée l'Assemblée législative de la Province de Québec.

Sa Majesté m'ordonne de vous prier de transmettre aux membres de l'Assemblée sa sincère appréciation de leur protestation de loyauté et ses vifs remerciements des bons souhaits qu'ils expriment à l'égard de la Reine, de lui-même et de leurs filles.

Bien sincèrement vôtre,

A. H. L. HARDINGE.

L'honorable Orateur de
l'Assemblée législative de
la Province de Québec.

J'ai l'honneur d'informer la chambre que j'ai reçu une copie authentique du jugement suivant de trois juges de la Cour supérieure siégeant à Montréal au sujet de l'élection de M. Cyrille Dumaine, dans le district électoral de Bagot, ainsi qu'une copie authentique de la renonciation suivante, et que j'ai, en conséquence, adressé au Secrétaire de la chancellerie un mandat lui enjoignant d'émettre un nouveau bref portant convocation du collège électoral de Bagot.

PROVINCE DE QUÉBEC,

COUR SUPÉRIEURE

DISTRICT DE MONTRÉAL,
(*District de St-Hyacinthe*).

No 1.

Le 30ème jour de décembre 1937.

(Loi des Élections contestées de Québec, Statuts Refondus de la Province de Québec, 1925, Chap. 5 et amendements.)

No 450 du district de Montréal.

Présents:

Les honorables Juges Joseph Demers, Louis Boyer, Alfred Duranleau.

IN RE:

Élection d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot, tenue le dix-septième jour d'août mil neuf cent trente-six,

PHILIPPE ADAM, médecin, ayant ses résidence et domicile dans la cité d'Acton-Vale, district de St-Hyacinthe,

Pétitionnaire;

VS

CYRILLE DUMAINE, notaire, ayant ses résidence et domicile dans le village d'Upton, district de St-Hyacinthe, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot,

Défendeur.

Le tribunal, parties ouïes, sur examen de toutes les pièces versées au dossier; ayant examiné la procédure, les pièces produites au dossier et délibéré;

VU le consentement signé par les parties et contresigné par leurs procureurs respectifs à l'effet que l'Élection du défendeur comme Député pour le district Electoral de Bagot, tenue le 17 août 1936, soit annulée, sans frais, et que le Tribunal en fasse rapport immédiatement à l'orateur;

Vu les avis produits au dossier, leur publication dans la Gazette officielle de Québec et dans le District Electoral de Bagot, et le certificat du Protonotaire du district de St-Hyacinthe à l'effet qu'il n'y a pas eu d'intervention d'aucun électeur qualifié dans les dix jours de la publication de ces avis; et que toutes les autres formalités de la loi ont été remplies;

Par ces motifs:

DÉCLARE annulée l'élection du défendeur, tenue le 17 août 1936, comme Député pour le district Electoral de Bagot, à l'Assemblée législative de Québec, sans frais, et ORDONNE qu'une copie certifiée du présent juge-

ment soit immédiatement transmise à l'Orateur de l'Assemblée législative et au Protonotaire du district de St-Hyacinthe.

Signé) JOSEPH DEMERS,
J.C.S.

ALFRED DURANLEAU,
J.C.S.

LOUIS BOYER,
J.C.S.

COPIE CONFORME

C.-E. SAUVÉ.
Député Protonotaire,
Cour Supérieure,
Montréal.

PROVINCE DE QUÉBEC,

COUR SUPÉRIEURE

DISTRICT DE ST-HYACINTHE,
No 1.

Loi des Élections contestées de Québec, Statuts refondus de la Province de Québec, 1925, Chap. 5, et amendements.

No 450.

District de Montréal.

IN RE:

ÉLECTION d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot, tenue le dix-septième jour d'août mil neuf cent trente-six,

PHILIPPE ADAM, médecin, ayant ses résidence et domicile dans la cité d'Acton-Vale, district de St-Hyacinthe,

Pétitionnaire;

VS

CYRILLE DUMAINE, notaire, ayant ses résidence et domicile dans le village d'Upton, district de St-Hyacinthe, et déclaré élu comme député à l'Assemblée législative de Québec, pour le district électoral de Bagot,

Défendeur.

RENONCIATION A L'APPEL

Les parties renoncent à l'appel et au délai d'appel du jugement rendu ce jour par le Tribunal de trois Juges siégeant à Montréal et annulant l'élection du défendeur et consentent à ce que ce jugement soit exécuté immédiatement.

Montréal, ce 30 décembre 1937.

(Signé) PHILIPPE ADAM, M.D.,
 Pétitionnaire.
CYRILLE DUMAINE,
 Défendeur.

Contresigné:
Édouard Masson,
Procureur du Pétitionnaire.

Victor Chabot,
Procureur du défendeur.

COPIE CONFORME,
C.-E. SAUVÉ,
Dép. Prot., C. S.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 1) intitulé: "Loi relative à la prestation des serments d'office",
En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Puis M. l'Orateur s'exprime comme suit:

J'ai l'honneur de faire rapport que lorsque cette Chambre s'est rendue aujourd'hui auprès de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur dans la salle des séances du Conseil législatif, il lui a plu de lire un discours à l'adresse des deux Chambres de la législature de cette province, et que, pour prévenir toute erreur, j'en ai obtenu une copie dont je vais donner lecture à la Chambre:

Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,

Au moment où vous allez reprendre vos travaux parlementaires, il m'est agréable de constater les heureux résultats des lois que vous avez votées au cours des deux dernières sessions. Ces lois contribuent, dans une large mesure, à l'amélioration des conditions économiques et sociales de notre province.

Le gouvernement sait quels services rendent les différentes professions; aussi entend-il les traiter toutes avec justice. Il a cependant une sollicitude particulière pour la classe agricole; car l'agriculture offre d'incomparables éléments de sécurité et de stabilité, ses progrès sont intimement liés à la prospérité générale, et elle doit être, chez nous, l'industrie fondamentale.

Le crédit agricole que vous avez établi donne aux cultivateurs, qui connaissent déjà des jours meilleurs, de puissants motifs d'espérer, d'avoir foi en leur avenir. Vous serez appelés à placer des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole.

Le gouvernement, comme il a commencé de le faire, aidera à la diffusion de l'enseignement agricole, à l'extension d'une saine et libre coopération, au développement de l'industrie laitière, bref à la solution de tous les problèmes qui, depuis plusieurs années, empêchent l'essor de l'agriculture en notre province.

Pour mieux assurer l'expansion de celle-ci, le ministère actuel a pris l'initiative de nouvelles méthodes de colonisation: il fournit des terres libres à nos défricheurs, afin de mieux favoriser leur établissement. Il croit qu'il importe aussi de coloniser de proche en proche, particulièrement de peupler autant que possible les paroisses déjà constituées. Pour lui permettre d'appliquer cette politique, il vous demandera d'autoriser le ministre de la colonisation à établir des cultivateurs et des fils de cultivateurs sur certaines terres inoccupées ne faisant plus partie du domaine public.

La grande importance de l'industrie forestière n'échappe pas aux pré-occupations du gouvernement. Celui-ci prendra, comme il en a déjà pris, des mesures appropriées afin d'assurer à la fois la stabilité de cette industrie et une exploitation profitable pour notre province, en particulier pour nos ouvriers, qui jouissent maintenant de meilleures conditions de travail.

Le gouvernement s'occupera d'améliorer le sort des institutrices de nos écoles rurales, sans obérer le budget des municipalités scolaires.

Conscient de la valeur de l'enseignement à tous ses degrés, il vous demandera de contribuer à l'établissement d'écoles moyennes d'agriculture et de subventionner l'École supérieure de commerce de Québec. Il vous invitera en outre à voter les crédits nécessaires au perfectionnement de notre enseignement technique industriel, avec le dessein particulier de former une main-d'œuvre experte pour nos filatures.

Le développement minier, qui a récemment pris beaucoup d'ampleur dans le Nord, contribuera non seulement à ramener la prospérité en notre province, mais en même temps à ouvrir de nouvelles carrières à notre jeunesse, dont l'avenir intéresse beaucoup le gouvernement. C'est pourquoi vous serez saisis d'un projet autorisant la création d'une école des mines à Québec sous la direction de l'Université Laval.

Les conditions de nos pêcheries se sont beaucoup améliorées depuis un an, grâce aux efforts du ministère, et celui-ci continuera d'aider les pêcheurs à rendre leur industrie plus rémunératrice.

La nécessité d'un bon réseau routier est indéniable, tant au point de vue agricole qu'au point de vue commercial et touristique. Vous serez donc invités à autoriser la mise à exécution d'un plan d'ensemble de chemins à construire et à restaurer.

Le ministère se préoccupe toujours du sort des chômeurs. Il a mené jusqu'ici une lutte vigoureuse contre les effets de la dépression, et c'est son intention de prendre et de favoriser les initiatives qui pourront fournir à ceux qui sont sans emploi toutes les occasions possibles de travailler.

Il veillera, comme par le passé, à l'exécution des lois sociales en vigueur, et il ne négligera aucun des moyens à sa disposition pour aider le capital et le travail à collaborer sincèrement et pour établir entre eux le règne de la justice et de la charité.

Il ne saurait être question de transiger avec le communisme. Aussi la lutte engagée contre cet ennemi de nos institutions et de nos traditions sera poursuivie avec énergie. Pour mieux assurer le succès de cette lutte, notre police de sûreté, dont l'efficacité, laissait à désirer, a été réorganisée. Une loi vous sera proposée à ce sujet, ainsi que plusieurs autres se rapportant à la bonne administration de la justice.

Vous serez invités également à venir de nouveau en aide à la petite propriété, ce facteur de paix sociale et de progrès.

Le gouvernement continuera d'appliquer les mesures nécessaires pour que nos ressources naturelles, particulièrement nos ressources hydro-électriques, se développent de façon rationnelle et à l'avantage de la province et de sa population.

Dès que le comité d'étude de notre fiscalité et le comité de refonte de nos lois générales auront présenté leurs rapports, des législations appropriées vous seront soumises.

Vous serez appelés, en outre, à légiférer sur plusieurs questions d'intérêt public concernant les différents services de l'administration.

Le gouvernement du Québec est heureux de coopérer avec celui de l'Ontario à la solution des problèmes qui leur sont communs, car il considère que cette coopération est dans le meilleur intérêt des deux provinces et du pays tout entier.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Les comptes publics du dernier exercice vous seront soumis. Il vous plaira sans doute de constater que les revenus ordinaires ont excédé les dépenses dites ordinaires et se sont considérablement accrus, bien que nos lois d'impôt n'aient pas été modifiées.

Le gouvernement se propose de poursuivre l'enquête commencée au comité des comptes publics.

Le budget des dépenses prévues pour le prochain exercice sera déposé et je vous prie de bien vouloir le voter.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous apporterez, je n'en doute pas, aux nombreuses questions dont vous serez saisis toute l'attention qu'elles méritent. Je demande au Ciel de bénir vos travaux, afin qu'ils contribuent à la prospérité de notre province et au bonheur de sa population.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que la prise en considération du discours du Trône ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que les comités permanents suivants soient institués, savoir : 1° un comité des privilèges et élections; 2° un comité des règlements; 3° un comité des comptes publics; 4° un comité des chemins de fer et autres moyens de communication; 5° un comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; 6° un comité des industries et du commerce; 7° un comité du Code municipal; 8° un comité des bills privés en général; 9° un comité des bills publics en général; 10° un comité de la bibliothèque de la législature; 11° un comité des impressions législatives; et que chacun de ces comités soit autorisé à délibérer et à s'enquérir de toutes les affaires et matières qui lui seront renvoyées par la Chambre, à faire de temps à autres des rapports exprimant ses observations et ses vues sur ces affaires et matières, et à envoyer chercher les personnes, pièces et dossiers dont il pourra avoir besoin.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'un comité spécial de onze membres soit institué pour dresser et présenter avec toute la diligence possible une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents dont la Chambre a décidé la formation.

Ordonné que les honorables MM. Duplessis, Auger, Fisher, Bastien, Bertrand (Montréal-Laurier) et Drouin, MM. Béique, Boiteau, Pouliot (Missisquoi), Lafleur et Tardif forment ledit comité spécial.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 27 JANVIER 1938

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Duplessis, du comité des onze chargé de préparer et de soumettre une liste des députés qui feront partie de chacun des comités permanents de la Chambre, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi, comme devant faire partie des divers comités permanents, les membres dont les noms suivent :

Comité des règlements:

Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Layton; MM. Béique, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Casgrain, Langlais, Larochelle, Larouche, Marcoux, Marier, Roy.

Comité des Chemins de fer et autres moyens de communication:

Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Dussault, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Bastien, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bouthillier, Bulloch, Carignan, Castonguay, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Paradis, Pouliot (Missisquoi), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Thibeault, Turcotte.

Comité des privilèges et élections:

Les honorables MM. Coonan, Gagnon, Leduc; MM. Barré, Barrette (Terrebonne), Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (St-Sauveur), Bouchard, Casgrain, Dansereau, Ducharme, Duguay, Grégoire, Jolicœur, Lesage, Marier, Monette, Pouliot (Gaspé-Sud), Robinson, Tellier, Trudel.

Comité des bills privés en général:

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bilodeau, Bourque, Coonan, Dussault, Elie, Fisher, Gagnon, Layton, Leduc, Paquette, Tremblay; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Béique, Bélanger, Bellemare, Bercovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Bertrand (St-Sauveur), Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Bulloch, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Chaloult, Choquette, Connors, Dansereau, Delagrave, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Duguay, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Hamel, Jolicœur, Labbé, Labelle, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Marier, Messier, Monette, Paradis, Pelletier

(Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Rochefort, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Thiheault, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité du Code Municipal:

Les honorables MM. Bilodeau, Dussault, Élie, Fisher, Leduc; MM. Auger (Gatineau), Barré, Bastien, Beaudry, Béique, Bellemare, Bertrand (St-Sauveur), Bouchard, Bouthillier, Carignan, Caron, Casgrain, Castonguay, Choquette, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Ducharme, Fleury, Gagné, Goudreau, Grégoire, Labbé, Lamoureux, Larivière, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Marier, Messier, Paradis, Perron, Raynault, Sherman, Taché, Tardif, Tellier, Turcotte, Vachon.

Comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation:

Les honorables MM. Duplessis, Auger, Bourque, Dussault, Élie, Fisher, Paquette; MM. Auger (Gatineau), Barré, Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bellemare, Boiteau, Bouchard, Bouthillier, Boyer, Caron, Casgrain, Castonguay, Chabault, Choquette, Dansereau, Delagrave, Dubé (Rimouski), Dubé (Témiscouata), Fleury, Goudreau, Grégoire, Lamoureux, Langlais, Larivière, Laroche, Larouche, Lawn, Leclerc, Leduc (Soulanges), Lesage, Lorrain, Marcoux, Messier, Monette, Pelletier (Gaspé-Nord), Pelletier (Lotbinière), Perron, Raynault, Robinson, Rousseau, Roy, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Tardif, Tellier, Trudel, Turcotte, Vachon.

Comité des comptes publics:

Les honorables MM. Duplessis, Bourque, Fisher, Paquette, MM. Bastien, Béique, Berceovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Casgrain, Drouin, Duguay, Labbé, Lorrain, Marier, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Taché, Tardif, Tellier.

Comité des bills publics en général:

Les honorables MM. Duplessis, Bilodeau, Coonan, Fisher, Gagnon, Paquette; MM. Barrette (Terrebonne), Bastien, Béique, Bélanger, Berceovitch, Bertrand (Montréal-Laurier), Boiteau, Bouchard, Boyer, Bulloch, Carignan, Casgrain, Delagrave, Drouin, Ducharme, Duguay, Hamel, Jolicœur, Lafleur, Langlais, Leclerc, Marier, Monette, Paradis, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Missisquoi), Raynault, Robinson, Roy, Taché, Tellier, Trudel.

Comité des Industries et du Commerce:

Les honorables MM. Auger, Bilodeau, Coonan, Élie, Layton, Tremblay, MM. Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien, Beaudry, Bégin, Bélanger, Bellemare, Bertrand (St-Sauveur), Bouchard, Bulloch, Carignan, Castonguay, Connors, Dansereau, Drouin, Dubé (Rimouski), Dubé (Té-

miscouata), Gagné, Grégoire, Labbé, Lafleur, Lamoureux, Langlais, Larivière, Larochelle, Lawn, Lorrain, Messier, Paradis, Pelletier (Gaspé-Nord), Rochefort, Rousseau, Sauvé (Beauharnois), Sherman, Thibeault, Turcotte.

Résolu que la Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 2, intitulé: "Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec."

M. Barrette (Joliette) propose, secondé par M. Sherman:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur:

A l'honorable Monsieur.

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des chambres.

La motion est mise en délibération et un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier), il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Auger dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport général des activités du Ministère de la Colonisation, Province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1937.

(Document de la session No 3.)

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 1er FÉVRIER 1938

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.— M. Bélanger.

De la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi relative à la dite ville et demandant l'autorisation de faire un emprunt.— M. Goudreau.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.— M. Lafleur.

M. Bégin, du comité des Bills privés en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Bégin pour son Président et recommande de réduire le quorum à quinze (15).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Duplessis, du comité des Bills publics en général, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi l'honorable M. Duplessis, pour son Président et M. Boyer, pour son vice-président, et recommande que le quorum soit fixé à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Carignan, du comité du Code municipal, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Carignan pour son Président et recommande que le quorum soit fixé à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des Règlements, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Marier pour son Président et recommande que son quorum soit réduit à cinq (5).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Duguay, du comité des Privilèges et Élections, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Duguay pour son Président et recommande que le quorum soit fixé à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des Chemins de Fer et autres moyens de communication, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Pouliot (Missisquoi) pour son Président et recommande que le quorum soit fixé à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Lafleur, du comité des Industries et du Commerce, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Lafleur pour son Président et recommande que le quorum soit fixé à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Tardif, du comité de l'Agriculture, de l'Immigration et de la Colonisation, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Tardif pour son Président et recommande que le quorum soit fixé à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Dussault :

Que, vu l'urgence qu'il y a de mettre des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole, la résolution relative au bill No 2, intitulé : "Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec", soit maintenant étudiée en comité plénier.

L'honorable M. Bouchard objecte que la motion ne peut être proposée, aucun avis préalable n'en ayant été donné.

Après discussion, M. l'Orateur décide que la motion en discussion est de la nature des motions proposant de passer à un ordre du jour déterminé qui n'ont pas besoin d'être annoncées (Règlement, art. 188), et que, dans le cas d'urgence, il appartient à la Chambre de décider, à sa discrétion, si une motion doit être annoncée ou non (Règlement, art. 132, note sous le 2e alinéa).

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur.

Et appel de la décision étant ainsi fait, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR:

Messieurs:

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Rocheport,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Vachon.—61.</i>
<i>Labelle,</i>	

CONTRE:

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Turcotte.—12.</i>

La décision de M. l'Orateur est ainsi maintenue.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Rocheftort,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Vachon.—61.</i>
<i>Labelle,</i>	

CONTRE :

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>

*Connors,
Dansereau,
Delagrave,*

*Marcoux,
Messier,
Turcotte.—12.*

La motion est ainsi adoptée.

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Dussault propose "que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil." Et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est de la plus haute importance que la province de Québec ait un caractère essentiellement agricole, parce que l'agriculture offre des éléments incomparables de sécurité et de stabilité économiques et sociales;

Attendu que venir en aide à l'agriculture c'est sauvegarder le présent et garantir l'avenir de la province;

Qu'il soit en conséquence,

Résolu,—Que le montant que l'Office du crédit agricole du Québec est autorisé à prêter aux cultivateurs, en vertu de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 3, établissant un crédit agricole de dix millions de dollars dans la province de Québec, et en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 32, augmentant ce crédit agricole à quinze millions de dollars, soit maintenant porté à vingt-cinq millions de dollars, conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 2) intitulé: "Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la Province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 2 FÉVRIER 1938

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Moses-J. Wachtfogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham".—M. Bercovitch.

De Joseph Fabry et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension".—M. Bercovitch.

De la Corporation de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Boiteau.

De Joel Sternthal et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont".—M. Bulloch.

Des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission scolaire de la dite municipalité.—M. Carignan.

De la Corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Ducharme.

Du Révérend Adélard Harbour et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major.—M. Lafleur.

De la Ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de la dite ville.—M. Lesage.

De "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier", demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.—M. Hamel.

De Clement Hamilton Cronyn et Juanita Elinor Hamilton-Jackson, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.—M. Robinson.

De Henri Tessier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de feu l'honorable Joseph Tessier et Dame Marguerite Adèle Kelly.—M. Tellier.

De Eugène Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Société Coopérative des dentistes de Québec".—M. Thibeault.

De la Corporation de Ville St-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Boyer.

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Dussault :

Que, vu l'urgence qu'il y a de mettre des sommes additionnelles à la disposition de l'Office du crédit agricole, la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour appelant la deuxième lecture du bill No 2, intitulé: "Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec".

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Auger</i> (Gatineau),	<i>Labelle</i> ,
<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Laflleur</i> ,
<i>Barré</i> ,	<i>Lamoureux</i> ,
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais</i> ,
<i>Barrette</i> (Terrebonne),	<i>Larivière</i> ,
<i>Bégin</i> ,	<i>Larochelle</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Larouche</i> ,
<i>Bélanger</i> ,	<i>Layton</i> ,
<i>Bellemare</i> ,	<i>Leclerc</i> ,
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leduc</i> (Laval),
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Bourque</i> ,	<i>Lesage</i> ,
<i>Boyer</i> ,	<i>Lorrain</i> ,
<i>Bulloch</i> ,	<i>Marier</i> ,
<i>Carignan</i> ,	<i>Monette</i> ,
<i>Caron</i> ,	<i>Paradis</i> ,
<i>Castonguay</i> ,	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Choquette</i> ,	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Coonan</i> ,	<i>Perron</i> ,
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Robinson</i> ,
<i>Ducharme</i> ,	<i>Rochefort</i> ,
<i>Duguay</i> ,	<i>Rousseau</i> ,
<i>Duplessis</i> ,	<i>Roy</i> ,
<i>Dussault</i> ,	<i>Sauvé</i> ,
<i>Elie</i> ,	<i>Taché</i> ,
<i>Fisher</i> ,	<i>Tellier</i> ,
<i>Fleury</i> ,	<i>Thibeault</i> ,
<i>Gagné</i> ,	<i>Tremblay</i> ,
<i>Gagnon</i> ,	<i>Trudel</i> ,
<i>Goudreau</i> ,	<i>Vachon</i> .—63.
<i>Jolicœur</i> ,	

CONTRE:

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.—14.</i>

La motion est ainsi adoptée.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 2) intitulé: "Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 3, intitulé: "Loi relative à la taxe sur les profits des corporations".

L'honorable M. Fisher informe la Chambre que M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que la taxe prescrite par l'article 5a de la Loi de la taxe sur les corporations (Statuts refondus, 1925, chapitre 26), tel qu'édicte par la loi 22 George V, chapitre 23, section 2 et modifié par les lois 24 George V, chapitre 13, section 5 et 25-26 George V, chapitre 15, section 4, sera imposée pendant une période de temps comprenant huit années fiscales consécutives, l'année fiscale en cours le 19 février 1932 devant, dans chaque cas, compter comme étant la première de ces huit années, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 3) intitulé: "Loi relative à la taxe sur les profits des corporations".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Fisher dépose, sur le bureau de la Chambre:

ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AUDITEUR DE LA PROVINCE.—

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
14.—DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE:—			
Écoles techniques en dehors des cités de Québec, Montréal et Hull et pour cours professionnels.....	3,100.00	3,058.56	41.44
Écoles d'arts et métiers.....	9,000.00	8,884.62	115.38
Imprimeur du Roi.....	4,000.00	2,555.42	1,444.58
Asiles d'aliénés:—			
L'Aide à la Femme, Montréal..... (O.C. No 1806, du 30 juin 1937)	26,886.92	26,886.92	.....
1.—DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—			
Prime sur police d'assurance pour responsabilité patronale..... (O.C. No 2479, du 23 septembre 1937)	44,794.68	44,794.68	.....
2.—DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS:—			
Entretien des ponts de péage..... (O.C. No 2647, du 5 octobre 1937)	52,125.00	40,758.81	11,366.19
3.—DÉPARTEMENT DU SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE:—			
Université de Montréal, octroi spécial.... (O.C. No 2704, du 15 octobre 1937)	250,000.00	250,000.00	.....

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL
ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AU-
DITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
4.—DIVERS SERVICES:—			
Service civil.—Dépenses d'administration des départements:—			
Bureau des Assurances.....	3,000.00	.....	3,000.00
Bureau de l'Auditeur de la province et Service d'Inspection, de vérification et de comptabilité.....	15,000.00	7,245.02	7,754.98
Département du Travail:—			
Loi relative à l'extension des conventions collectives du travail..... (O.C. No 3033, du 18 novembre 1937)	20,000.00	3,022.22	16,977.78
5.—DÉPARTEMENT DE LA COLONISATION:—			
Chemins de colonisation:—Pour remplacer les secours directs par des travaux qui bénéficieraient largement à la province et à ceux qui les exécuteront..... (O.C. No 3032, du 18 novembre 1937)	700,000.00	176,230.82	523,769.18
6.—DIVERS SERVICES:—			
Département de la Colonisation: achat de grains de semence.....	450,000.00	.....	450,000.00
Département de l'Agriculture: achat de grains de semence..... (O.C. No 3031, du 18 novembre 1937)	300,000.00	129.21	299,870.79
7.—SERVICE CIVIL—Dépenses d'administration des départements:—			
Département de l'Exécutif..... (O.C. No 3303, du 23 décembre 1937)	1,114.80	823.55	291.25
8.—DÉPARTEMENT DES MINES ET DES PECHERIES:—			
Service Chasse et pêcheries:—			
Pêcheries maritimes:—			
Primes aux pêcheurs de la Baie des Cha- leurs et du Golfe Saint-Laurent, com- me compensation à la suite du refus du gouvernement fédéral de leur faire, conjointement avec la province, des prêts d'argent comme aux pêcheurs des Provinces maritimes.....	65,000.00	.....	.....
Part de la province comme prêts aux pê- cheurs nécessiteux des Iles-de-la-Ma- deleine, conformément à un arrange- ment avec le gouvernement fédéral, ce dernier contribuant 50%.....	25,000.00	56,141.86	45,858.14
Pour payer des octrois pour construction de barges aux pêcheurs des Iles-de-la- Madeleine, ces réclamations datant du temps de l'ancien régime et le paiement étant devenu dû depuis longtemps.....	12,000.00	.....	.....

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL
ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFOUNDUS DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AU-
DITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
Pisciculture:—			
Pour travaux faits à certaines piscicultures, à cause de force majeure, en vue de sauver plusieurs centaines de milliers de poissons en danger de mourir comme conséquence d'eau insuffisamment propice.....	23,000.00	11,930.49	11,069.51
Parc National:—			
Pour travaux additionnels dans le Parc National des Laurentides, en vue de permettre à la province de prendre avantage de tout le mouvement touristique venant des États-Unis dès l'ouverture de la prochaine saison, à la fin du mois de mai.....	15,000.00	10,379.46	4,620.54
Service des Mines—Aide à la recherche des mines:—			
Pour compléter le montant nécessaire pour payer les bourses accordées en vertu de l'item 96 du budget..... (O.C. No 3302, du 23 décembre 1937)	7,300.00	7,300.00	.....
9.—DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS:—			
Ponts-routes—Octrois..... (O.C. No 3377, du 24 décembre 1937)	250,000.00	88,803.86	161,196.14
10.—DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—			
École supérieure de commerce de Québec, premier de vingt versements annuels égaux en rapport avec octroi de \$200,-000.00..... (O.C. No 11, du 14 janvier 1938)	10,000.00	.....	10,000.00
11.—DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—			
Fonds des écoles élémentaires, S. R., 1925, c. 133, a. 474, modifié par 16 Geo. V, c. 43, a. 1..... (O.C. No 9, du 14 janvier 1938)	225,000.00	.....	225,000.00
12.—DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS:—			
Entretien des palais de justice et prisons.. (O.C. No 12, du 14 janvier 1938)	35,000.00	.....	35,000.00
13.—DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE:—			
Comité protestant du conseil de l'instruction publique:—Octroi spécial pour être utilisé à défrayer le coût d'une étude par un comité d'étude conjointement avec le secrétaire dudit comité. (O.C. No 10, du 14 janvier 1938)	15,000.00	.....	15,000.00

**ÉTAT DES MANDATS SPÉCIAUX ÉMIS EN VERTU DE RAPPORTS DU CONSEIL
ET DE L'ART. 10, CHAP. 21, DES STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE
QUÉBEC, PENDANT LA VACANCE DU PARLEMENT, PRÉPARÉ PAR L'AU-
DITEUR DE LA PROVINCE.—(Suite).**

SERVICE ET RAPPORTS DU CONSEIL	Montant	Dépensé	Non dépensé
14.—DIVERS SERVICES:—			
Législation—Assemblée législative:—			
Traitements, dépenses contingentes, etc..	24,000.00	.....	24,000.00
Bibliothèque de la législature:—			
Traitements, dépenses contingentes, etc..	1,500.00	.....	1,500.00
Administration de la justice:—			
Loi des véhicules-automobiles:—Service de la circulation..... (O.C. No 116, du 25 janvier 1938)	43,000.00	.....	43,000.00
15.—DÉPARTEMENT DES TERRES ET FORÊTS:—			
Service forestier et inspection des terres... (O.C. No 117, du 25 janvier 1938)	87,500.00	.....	87,500.00
	\$ 2,717,321.40	738,945.50	1,978,375.90

Département du Trésor,

Bureau de l'Auditeur.

EDGAR VÉZINA,

Auditeur de la province.

Québec, le 28 janvier 1938.

(Document de la session No 4.)

L'honorable M. Gagnon, dépose, sur le bureau de la Chambre:

Rapport général du Ministère des mines et des pêcheries de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1937.

(Document de la session No 5.)

L'honorable M. Bourque dépose, sur le bureau de la Chambre:

Rapport général du Ministre des Travaux publics de la province de Québec pour l'année finissant le 30 juin 1937.

(Document de la session No 6.)

Question par M. Casgrain.—1. Le Gouvernement de la province est-il propriétaire de l'immeuble où le Ministère de la Colonisation a des bureaux, à Notre-Dame-du-Lac, dans le comté de Témiscouata.

2. Si non:—

A.—Qui est propriétaire de cet immeuble ?

B.—Quel en est le numéro du cadastre ?

C.—Quel est le loyer payé annuellement ?

D.—À qui ce loyer est-il payé ?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Non.

2. A.—J. A. C. Violette;

B.—67 de la paroisse de Notre-Dame-du-Lac, (partie de 67);

C.—\$420.00; chauffé et éclairé;

D.—A. M. Jos. Violette, de Notre-Dame-du-Lac.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 3 FÉVRIER 1938

Prière.

Plusieurs pétitions sont présentées et déposées sur le bureau de la Chambre.

Conformément à l'ordre du jour, les pétitions suivantes sont lues et reçues:

De la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois qui régissent la dite commission.—M. Bélanger.

De M. Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.—M. Boyer.

De George Robert Younger, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.—M. Bulloch.

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Delagrave.

De la Compagnie de Chemin de fer Témiscamingue and Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.—M. Larivière.

De James Henry Cecil Waite et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de Normetal Railway Company.—M. Lesage.

Des Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, demandant l'adoption d'une loi les déclarant propriétaires de l'école de Saint-Édouard de Beauport et pour autres fins.—M. Pelletier (Lothbinière).

De William Francis Hadley, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit.—M. Taché.

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Taché.

De l'Association des Boulangers et Pâtisseries de la province de Québec Incorporée, demandant l'adoption d'une loi concernant le pain.—M. Thibeault.

M. Marier du comité des règlements, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant la loi la constituant en corporation.

De la corporation de la ville de Richmond, demandant l'adoption d'une loi relative à la dite ville et demandant l'autorisation de faire un emprunt.

De la cité de Verdun, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De Moses-J. Wachtfogel et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham".

De Joseph Fabry et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension".

De Joel Sternthal et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont".

Des Commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville Lasalle, dans le comté de Jacques-Cartier, demandant l'adoption d'une loi concernant la Commission scolaire de la dite municipalité.

Du Révérend Adélard Harbour et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major.

De Clement Hamilton Cronyn et Juanita Elinor Hamilton-Jackson, demandant l'adoption d'une loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.

De Henri Tessier et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant les successions de feu l'honorable Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly.

M. Taché, du comité des Comptes publics, présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a choisi M. Taché pour son Président et recommande que le quorum soit fixé à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Carignan ait la permission de présenter un bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la commission scolaire pour la municipalité de la ville Lasalle, dans le comté de Jacques-Cartier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 104) intitulé: "Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly, son épouse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance

Ordonné que M. Goudreau ait la permission de présenter un bill (No 108) intitulé: "Loi relative à la ville de Richmond".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 111) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lafleur ait la permission de présenter un bill (No 110) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No 102) intitulé: "Loi constituant en corporation "Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bercovitch ait la permission de présenter un bill (No. 103) intitulé: "Loi constituant en corporation "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

Le 27 janvier 1938.

Ordonné,—que les honorables MM. Baribeau, Chapais, Choquette, Daniel, Kelly, Nicol, Raymond et Simard forment un comité permanent pour aider le président dans l'administration de la bibliothèque, dans la mesure où les intérêts du Conseil législatif sont en cause, et pour représenter cette Chambre dans le Comité mixte des deux Chambres chargé d'administrer la bibliothèque.

Ordonné,—que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative;

Ordonné,—que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que les honorables MM. Fisher, Gagnon, Paquette, Leduc, Élie et Bertrand (Montréal-Laurier), MM. Barré, Bélanger, Boyer, Casgrain, Marcoux, Monette, Pelletier (Lotbinière), Pouliot (Gaspé-Sud), Roy et Taché soient nommés membres du comité de la bibliothèque et représentent cette Chambre dans le comité mixte des deux chambres qui est chargé d'assister MM. les Orateurs dans l'administration de la bibliothèque de la législature.

Ordonné qu'il soit envoyé au conseil législatif un message lui communiquant la résolution ci-dessus.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'il soit envoyé au Conseil législatif un message l'invitant à se joindre à cette Chambre pour former un comité mixte qui s'occupe des impressions législatives durant la session en cours, et l'informant que les honorables MM. Auger, Coonan et Bastien, MM. Auger (Gatineau), Bertrand (St-Sauveur), Bulloch, Delagrave, Labelle, Lafleur et Vachon représenteront cette chambre dans ledit comité mixte.

Ordonné que le greffier porte ce message au Conseil législatif.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 27 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur :

A l'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, secondé par M. Turcotte, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Une pétition est présentée et déposée sur le bureau de la Chambre.

L'honorable M. Paquette, secrétaire de la province, transmet à M. l'Orateur les deux messages suivants de l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, lesquels sont lus comme suit:

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative, copie des rapports de l'honorable Conseil Exécutif concernant certaines nominations dans le service civil.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 26 janvier 1938.

(Document de la session No 7.)

E.-L. PATENAUDE.

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative de cette province le rapport de l'imprimeur du Roi, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquels ils ont été distribués, le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation, puis le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui restent en mains, avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus pour l'impression et la distribution desdits statuts.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, ce 26 janvier 1938.

(Document de la session No 8.)

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 8 FÉVRIER 1938

Prière.

Conformément à l'ordre du jour, es pétitions suivantes sont lues et reçues:

De Eugène Gibeau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "l'Association Professionnelle Catholique des Voyageurs de Commerce du Canada".—M. Carignan.

De la Corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi relative à la charte de ladite cité.—M. Marier.

De Horace St-Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie d'assurance-vie.—M. Pouliot (Missisquoi).

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.—M. Raynault.

De la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant la deuxième partie de la charte de ladite ville.—M. Beaudry.

De Joseph Grignon et autres, propriétaires catholiques romains, de la paroisse de Saint-Edouard, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi exemptant de cotisation certaines parties de la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix, de Montréal. —M. Boyer.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 27 janvier dernier:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A l'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Hamel, secondé par l'honorable M. Drouin, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

L'honorable M. Dussault dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Rapport du Ministre de l'agriculture de la province de Québec, pour l'année finissant le 30 juin 1937.

(Document de la session No 9.)

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 9 FÉVRIER 1938

Prière.

Sur la motion de M. Goudreau, secondé par M. Boyer, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville d'Asbestos, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Marier du comité des règlements, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier" demandant l'adoption d'une loi modifiant leur charte.

De M. Raymond Masson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

De William Francis Hadley, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à l'étude du droit.

De la cité de Hull, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la corporation de la ville de Montmagny, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la corporation de la ville de La Tuque, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Eugène Pelletier et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "La Société Coopérative des dentistes de Québec".

De James Henry Cecil Waite et autres, demandant l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom de "Normetal Railway Company".

De l'Association des Boulangers et Pâtisseries de la province de Québec Incorporée, demandant l'adoption d'une loi concernant le pain.

De Horace St-Germain et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation "La Survivance" compagnie d'assurance-vie.

De la corporation de la ville de Magog, demandant l'adoption d'une loi amendant la deuxième partie de la charte de ladite ville.

Ordonné que M. Pouliot (Missisquoi) ait la permission de présenter un bill (No 124) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Survivance" compagnie mutuelle d'assurance-vie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Ducharme ait la permission de présenter un bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boiteau ait la permission de présenter un bill (No 126) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taché ait la permission de présenter un bill (No 106) "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Taché ait la permission de présenter un bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thibeault ait la permission de présenter un bill (No 121) intitulé: "Loi concernant le pain".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Thibeault ait la permission de présenter un bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation La Société coopérative des dentistes de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Beaudry ait la permission de présenter un bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la ville de Magog".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Hamel ait la permission de présenter un bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte de Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter un bill (No 113) intitulé: "Loi constituant en corporation The Normetal Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 27 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec :

L'honorable Monsieur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sept heures et demie du soir.

Conformément à l'article 111 du règlement, la Chambre passe à la prise en considération des bills privés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No. 115) intitulé : "Loi concernant la commission scolaire pour la municipalité de la ville La-salle, dans le comté de Jacques-Cartier".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 119) intitulé : "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 104) intitulé : "Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly, son épouse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 108) intitulé : "Loi relative à la ville de Richmond".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation "Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 111) intitulé: "Loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 110) intitulé: "Loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph Prosper Major".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 102) intitulé: "Loi constituant en corporation "Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 103) intitulé: "Loi constituant en corporation "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

La Chambre reprend le débat sur la motion en discussion à 6 heures, ce jour:

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

A l'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

NOUS, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Pelletier (Lotbinière), secondé par M. Jolicœur, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 10 FÉVRIER 1938

Prière.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Jolicœur, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jacques Villeneuve, jr., et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J.-O. Villeneuve et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Marier du comité des règlements, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De Eugène Gibeau et autres, demandant l'adoption d'une loi constituant en corporation l'Association Professionnelle Catholique des Voyageurs du Commerce du Canada.

De la ville de Val d'Or, demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite ville.

De Joseph Grignon et autres, propriétaires catholiques romains, de la paroisse de St-Édouard, à Montréal, demandant l'adoption d'une loi exemptant de cotisation certaines parties de la paroisse Saint-Jean-de-la-Croix, de Montréal.

De la corporation de Ville St-Pierre, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la corporation de la cité de Drummondville, demandant l'adoption d'une loi relative à ladite cité.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 114) intitulé: "Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 130) intitulé: "Loi autorisant la corporation de ville Saint-Pierre, à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Lesage ait la permission de présenter un bill (No 107) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Val d'Or".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Marier ait la permission de présenter un bill (No 131) intitulé: "Loi relative à la cité de Drummondville".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi 27 janvier dernier.

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec:

L'honorable Monsieur

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et le débat continue.

Sur la motion de M. Lawn, secondé par M. Bouthillier, il est—
Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 2, intitulé:—Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement le bill suivant:

Bill No 3, intitulé: Loi relative à la taxe sur les profits des corporations.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

2 Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.

3 Loi relative à la taxe sur les profits des corporations.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills”.

Au retour des députés:

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 15 FÉVRIER 1938

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande de prolonger au 3 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 10 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1, de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Votre comité recommande de réduire le quorum à dix (10).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier du comité des règlements, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après :

De la ville d'Asbestos, demandant l'adoption d'une loi concernant la ville d'Asbestos.

De George Robert Younger, demandant l'adoption d'une loi autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre au nombre de ses membres après examen.

Votre comité recommande de prolonger au 3 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 10 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement, les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Ordonné que M. Carignan ait la permission de présenter un bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Goudreau ait la permission de présenter un bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la ville d'Asbestos".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bulloch ait la permission de présenter un bill (No 133) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec, à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit:

CONSEIL LÉGISLATIF

le 10 février 1938.

Ordonné qu'un message soit transmis à l'Assemblée législative à l'effet de l'informer que le Conseil législatif consent à se joindre à elle, ainsi qu'il en a été prié, pour constituer une commission mixte devant avoir charge des impressions législatives, et qu'il a désigné pour faire partie de cette commission mixte les honorables MM. Baribeau, Giroux, Grothé, Létourneau, Marchand, Martin, Moreau, Nicol, Ouellet, Raymond, Roy et Scott, auxquels avait déjà été confiée la surveillance des impressions du Conseil législatif au cours de la présente session.

Ordonné que cette résolution soit communiquée à l'Assemblée législative;

Ordonné que le greffier porte ce message à l'Assemblée législative.

L'honorable M. Bourque dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

États, Rapports et Statistiques des Chemins de fer jusqu'au 31 décembre 1936, conformément aux dispositions de l'art. 187, c. 230 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925.

(Document de la session No 10.)

Rapport des Chemins de fer pour l'année expirant le 31 décembre 1936, conformément aux dispositions de l'art. 4, c. 31 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925.

(Document de la session No 11.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le jeudi, 27 janvier dernier :

Que l'adresse suivante soit votée et présentée à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur de la province de Québec.

A l'honorable Monsieur

le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec.

Nous, les membres de l'Assemblée législative de Québec, réunis en session, vous prions de bien vouloir agréer, avec l'assurance de notre fidélité à Sa Majesté, nos humbles remerciements pour le discours qu'il lui a plu de prononcer afin de faire connaître les raisons de la convocation des Chambres.

Et la motion étant mise aux voix est adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu que le vingt-quatre courant, cette chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Résolu que le vingt-quatre courant, cette chambre se forme en comité pour prendre en considération les voies et moyens de payer les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 5) intitulé: "Loi abrogeant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 106) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 126) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Société coopérative des dentistes de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 113) intitulé: "Loi constituant en corporation "The Normetal Railway Company."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 121) intitulé: "Loi concernant le pain".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 124) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Survivance" compagnie mutuelle d'assurance-vie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la ville de Magog".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 114) intitulé: "Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 130) intitulé: "Loi autorisant la corporation de ville Saint-Pierre à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal, concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 107) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Val d'Or".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 131) intitulé: "Loi relative à la cité de Drummondville".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 16 FÉVRIER 1938

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 111.—Loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 24) intitulé : "Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 13) intitulé : "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 14) intitulé : "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 8) intitulé : "Loi modifiant l'article 92 de la Loi des tribunaux judiciaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant l'article 48 de la Loi de la chasse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc national de la Gaspésie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi des concours littéraires et scientifiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 15) intitulé: "Loi abrogeant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 16) intitulé: "Loi relative au bureau de censure des vues animées".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux salaires des ouvriers".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 22) intitulé: "Loi relative à la sûreté provinciale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 23) intitulé: "Loi relative à la vente avec faculté de réméré".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 12, intitulé: "Loi accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure de Commerce de Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 13, intitulé: "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi."

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 10, intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est —

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 16, intitulé: "Loi relative au bureau de censure des vues animées".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 22, intitulé: "Loi relative à la sûreté provinciale".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 5) intitulé: "Loi abrogeant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules-automobiles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation l'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la ville d'Asbestos".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 133) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 17 FÉVRIER 1938

Prière.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Larochelle, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, lue et reçue.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 110.—Loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prosper Major.

L'honorable M. Paquette, du comité des bills publics en général, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant :

Bill 104.—Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly, son épouse.

Sur la motion de M. Tellier, secondé par M. Barrette (Joliette), il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Lawrence Maurice Wilson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, lue et reçue.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 12) intitulé : " Loi accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure du Commerce de Québec".

L'honorable M. Paquette informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Paquette propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la cité de Québec, capitale de la province, a le droit de bénéficier des avantages que comporte une école supérieure d'enseignement commercial;

Attendu que cette école, sous la direction de grands éducateurs, les Révérends Frères des Ecoles Chrétiennes, est appelée à rendre d'inappréciables services;

Attendu que le gouvernement actuel désire aider à la grande cause de l'éducation par tous les moyens dont il dispose;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer à l'expansion de l'enseignement supérieur commercial à Québec;

Qu'il soit en conséquence,

Résolu,—Que, conformément aux dispositions à la loi qui sera basée sur la présente résolution, le trésorier de la province soit autorisé à payer, à même le fonds consolidé du revenu, à l'École Supérieure de Commerce de Québec, Inc., pendant vingt années, une subvention annuelle de dix mille dollars, à compter du 1er décembre 1937, la première de ces subventions ayant été versée aux Révérends Frères des Ecoles Chrétiennes le 4 février 1938.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 12) intitulé: "Loi accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École supérieure de Commerce de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

L'honorable M. Paquette informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Paquette propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder un montant annuel n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu aux fins de la Loi des subventions aux collèges classiques (Statuts refondus, 1925, chapitre 134), telle que modifiée par les lois 17 George V, chapitre 40; 19 George V, chapitre 51; 21 George V, chapitres 67 et 68 et 25-26 George V, chapitre 58, section 1, au lieu de la somme annuelle n'excédant pas trois cent vingt-cinq mille dollars, telle que déjà fixée par l'article 3 de ladite loi, le tout conformément aux dispositions de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 10) intitulé: "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil aura les pouvoirs qui lui sont attribués par l'application de la loi, qui accompagne la présente résolution, modifiant la loi 1 George VI, chapitre 6, favorisant la réouverture d'usines dans la région de Chicoutimi, et que les dépenses ainsi nécessitées seront comprises parmi celles visées par l'article 3 de ladite loi en dernier lieu mentionnée.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 13) intitulé: "Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 8) intitulé: "Loi modifiant l'article 92 de la Loi des tribunaux judiciaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 6) intitulé: "Loi modifiant l'article 48 de la Loi de la chasse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 7) intitulé: "Loi modifiant la Loi du Parc national de la Gaspésie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 11) intitulé: "Loi modifiant la Loi des concours littéraires et scientifiques".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 9) intitulé: "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 15) intitulé: "Loi fabrogeant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 24) intitulé: "Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 22 FÉVRIER 1938

Prière.

Sur la motion de M. Robinson, secondé par M. Bulloch, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Francis Reginald Neilson, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Francis Reginald Neilson Sewell, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, lue et reçue.

M. Marier du comité des règlements, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la cité de Québec, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Compagnie de Chemin de fer Temiscamingue and Abitibi Railway Company, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

Des Commissaires d'Écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, demandant l'adoption d'une loi les déclarant propriétaires de l'école de Saint-Édouard de Beauport et pour autres fins.

De Lawrence Maurice Wilson et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson.

De la cité de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant sa charte.

De la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, demandant l'adoption d'une loi modifiant les lois qui régissent ladite commission.

Ordonné que M. Raynault ait la permission de présenter un bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 120) intitulé: "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Tellier ait la permission de présenter un bill (No 117) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Delagrave ait la permission de présenter un bill (No 123) intitulé "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Pelletier (Lotbinière) ait la permission de présenter un bill (No 134) intitulé: "Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Edouard à Beauport".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Larivière ait la permission de présenter un bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant la charte "The Temiscamingue & Abitibi Railway Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 25) intitulé: "Loi relative à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, pendant viduité, à la veuve d'une personne qui a rempli gratuitement les fonctions de président de la Commission des eaux courantes de Québec pen-

dant au moins huit années, à compter du premier jour du mois suivant le décès de cette personne, une pension n'excédant pas le traitement du président en fonctions lors de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur la présente résolution, et payable à même le fonds consolidé du revenu, par versements mensuels.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 28) intitulé: "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 16, intitulé: "Loi relative au bureau de censure du cinéma".

L'honorable M. Duplessis informe alors la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer des personnes appelées "censeurs" pour constituer un organisme de surveillance et de censure du cinéma, désigné sous le nom de "Bureau de censure du cinéma".

Résolu, 2.—Que les fonctions, devoirs et traitements des censeurs seront déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil; que les censeurs siégeront dans la cité de Montréal, à l'endroit désigné par le procureur général et que leur quorum sera fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra aussi nommer, pour l'exécution de la Loi des vues animées (Statuts refondus, 1925, chapitre 174) telle que modifiée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, les secrétaires, inspecteurs, officiers, commis et autres employés qu'il croira nécessaires, et qu'il définira leurs devoirs et attributions et fixera leur traitement.

Résolu, 4.—Que dans le cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire du Bureau de censure du cinéma, le procureur général pourra lui nommer temporairement un remplaçant.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 16) intitulé: "Loi relative au bureau de censure du cinéma".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 16) intitulé: "Loi relative au bureau de censure du cinéma".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 21, intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera le traitement de l'assistant-procureur général à une somme n'excédant pas neuf mille dollars par année, conformément aux dispositions des articles 1, 3 et 4 de la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 21) intitulé: "Loi modifiant la Loi du département du procureur général".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que le bill soit renvoyé au comité du code municipal.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux salaires des ouvriers".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

Le bill, est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit lu une troisième fois à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 23 FÉVRIER 1938

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 127.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull.

M. Taché, du comité du Code Municipal présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 17.—Loi modifiant le Code Municipal.

Question par M. Casgrain.—1.—Le gouvernement de la Province a-t-il accordé des bourses à des jeunes filles de Mont-Joli, dans le comté de Matane, pour l'année scolaire 1937-38?

2.—Si la réponse est affirmative:

a) Quels sont les noms et prénoms de ces jeunes filles?

b) Où et dans quelles institutions suivent-elles leurs cours?

Réponse par l'honorable M. Paquette.—

1.—Oui, une bourse a été accordée à une jeune fille de Mont-Joli, pour l'année 1937-38.

a. Mademoiselle Cécile Béchard, fille de madame (veuve) Thomas Béchard, de Mont-Joli.

b. A l'École Normale de Rimouski.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bil (No 19) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux salaires des ouvriers".

L'honorable M. Tremblay propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:—

POUR
Messieurs:

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Layton</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Ducharme,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.</i> —53.
<i>Labbé,</i>	

CONTRE
Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte.</i> —14.

La motion est ainsi adoptée.

Et, en conséquence, ledit bill est alors lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la troisième lecture du bill (No 20) intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

L'honorable M. Tremblay propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

La motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR
Messieurs:

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barrette</i> (Joliette),	<i>Langlais,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bertrand</i> (St-Sauveur),	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc</i> (Soulanges),
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier</i> (Gaspé-Nord),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Témiscouata),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Ducharme,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.</i> —53
<i>Labbé,</i>	

CONTRE
Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bertrand</i> (Montréal-Laurier),	<i>Hamel,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Turcotte</i> —14.

La motion est ainsi adoptée.

Et, en conséquence, ledit bill est alors lu la troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 18) intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 25) intitulé: "Loi relative à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par M. Casgrain.—1. Est-il vrai que le Ministère de la Voirie a fermé le garage qu'il possédait et exploitait depuis plusieurs années, à St-Antonin, dans le comté de Rivière-du-Loup?

2. Si oui:—

a.—A quelle date et pourquoi ce garage a-t-il été fermé?

b.—Où sont maintenant réparés et mis en ordre les camions et autres machines utilisés pour l'entretien des chemins dans les comtés de Rivière-du-Loup et de Témiscouata?

Réponse par l'honorable M. Leduc:

1. Oui.

2. *a.* Ce garage a été fermé pour l'hiver pour raisons d'administration.

b. Les outillages à moteur sont réparés aux ateliers mécaniques du département de la Voirie à Québec pour raisons d'économie. La mise à point des autres outillages sera faite à l'endroit le plus approprié.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état démontrant :

1. Combien y avait-il de demandes d'emprunts pour le comté de Bagot à l'Office du Prêt Agricole provincial le 29 janvier 1938 ?

2. Quels sont les noms des personnes ayant fait ces demandes ?

3. Quel était le montant qui a été demandé par chacune de ces personnes ?

4. Combien de prêts avaient été accordés dans ce comté à cette date ?

5. A qui ces prêts avaient-ils été accordés et pour quel montant à chaque personne ?

6. Quels sont les noms de ces personnes qui avaient, à cette date, retiré leurs prêts accordés ?

7. Des prêts accordés et non payés à cette date ont-ils été payés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février 1938 ?

8. Des prêts ont-ils été accordés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février ?

9. Des prêts ont-ils été payés dans ce comté à partir du 29 janvier 1938 à venir à ce jour, à des personnes dont les prêts n'étaient pas accordés au 29 janvier ?

a) Dans l'affirmative: Donnez la liste des noms et des montants ainsi payés.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état démontrant :

1. Depuis le 3 février inclusivement à venir au 8 février inclusivement des prêts ont-ils été accordés par l'Office du Prêt Agricole dans le comté de Bagot ?

a. Dans l'affirmative, donnez les noms des personnes à qui ces prêts ont été consentis et le montant du prêt dans chaque cas ?

2. Durant la même période, des prêts ont-ils été payés sur des emprunts faits dans ce comté par le même office ?

a. Dans l'affirmative, donnez les noms des personnes à qui ces paiements ont été faits et les montants qui ont été payés ?

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 111) intitulé: " Loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 110) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prospér Major".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois", est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill 104, intitulé: "Loi concernant les successions de l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly", son épouse.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit de nouveau renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 120) intitulé: "Loi concernant la commission des écoles catholiques de Montréal".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 117) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 123) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 134) intitulé: "Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école Saint-Édouard à Beauport".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant la charte "The Temiscamingue and Abitibi Railway Company".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

JEUDI 24 FÉVRIER 1938

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 118.—Loi constituant en corporation La Société coopérative des dentistes de Québec.

Bill 128.—Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog.

Et sans amendement, le bill suivant:

Bill 109.—Loi modifiant la charte de "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Vallier".

M. Lafleur, du comité des bills publics en général, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants:

Bill 106.—"Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley à l'étude du droit".

Bill 133.—"Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat".

Question par M. Duguay—1. Les gouvernements fédéral et provincial ont-ils contribué pour le service d'eau et de lumière pour les chômeurs de la ville de St-Joseph d'Alma?

2. Si oui, quel a été le pourcentage des Gouvernements?

3. Durant combien d'années ont-ils payé?

Réponse par l'honorable M. Tremblay :

1 et 3.— Tel que ci-après.

2.—Contributions: Du 13 déc. 1932 au 31 mars 1933: fédéral, 45%; provincial, 45%; municipal, 10%.

Avril 1933 à juil. 1934 inclus: fédéral 50%; provincial, 50%; municipal, aucune.

Août 1934 à septembre 1937 inclus: entièrement payé par la province.

Question par l'honorable M. Bouchard:—1. M. Paul Emile Gagné a-t-il été nommé ingénieur en charge de l'École des mines du nord-ouest du Québec, projetée par le gouvernement ?

Dans l'affirmative:

a. A quelle date a-t-il été nommé ?

b. Quel est son salaire ?

c. Appartient-il à la Corporation des Ingénieurs professionnels de la Province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon :

a. Paul-Emile Gagnier a été nommé temporairement ingénieur-résident à la mine-école provinciale, dans le canton de Dubuisson, comté d'Abitibi, le 1er février 1938.

b. Au salaire de \$250.00 par mois.

c. Le gouvernement l'ignore.

M. Gagnier est membre associé du Canadian Institute of Mining and Metallurgy. Il est ingénieur civil diplômé de l'Ecole Polytechnique (1935), et ingénieur des mines diplômé de l'université Queen's, à Kingston (1936).

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que le comité des comptes publics soit autorisé:

1. A continuer une enquête et à requérir la comparution de toute personne et la communication de toute pièce ou de tout dossier relativement à toute affaire ou matière ayant trait à la gestion des deniers de la province;

2. A employer deux sténographes bilingues pour recueillir les dépositions des témoins entendus et prendre les autres notes que le comité jugera nécessaires;

3. A siéger les jours où la chambre ne tiendra pas de séance;

4. A considérer comme faisant partie de son enquête les dépositions et les pièces que le comité des comptes publics institué aux trois dernières sessions de la Législature a reçues au cours de l'enquête qu'il a commencée.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 26, intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie."

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que l'industrie minière a pris dans le Québec, en ces derniers temps, un essor considérable;

Attendu qu'elle est appelée, à cause de la richesse du sous-sol québécois, à jouer un grand rôle dans la vie économique de la province et à ouvrir d'intéressantes carrières à notre jeunesse;

Attendu que l'Université Laval, pionnière de l'enseignement professionnel au Canada, désire collaborer avec le gouvernement, par l'établissement, dans la cité de Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie, à la formation de techniciens en industrie minière, en géologie et en métallurgie, et qu'il y a lieu de lui accorder un concours financier raisonnable;

Qu'il soit en conséquence,

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des mines et des pêcheries, sera autorisé à conclure avec l'Université Laval une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie, et à payer pour cette fin à ladite université, à même le fonds consolidé du revenu, une subvention annuelle de cent mille dollars, aux conditions qu'il déterminera.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lu une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 26) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 29) intitulé: "Loi de l'aide à la jeunesse".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 1er MARS 1938

Prière.

M. Marier, du comité des règlements, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans chacun des cas ci-après:

De la ville de Montréal-Est, demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte.

De Francis Reginald Neilson, demandant l'adoption d'une loi pour changer son nom en celui de Francis Reginald Neilson Sewell.

De Jacques Villeneuve jr. et autres demandant l'adoption d'une loi concernant la succession de l'honorable J. O. Villeneuve.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Robinson ait la permission de présenter un bill (No 137) intitulé: "Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson, cultivateur, de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Ordonné que M. Boyer ait la permission de présenter un bill (No 135) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Barrette (Joliette), secondé par M. Lamoureux, il est—

Ordonné que M. Barrette (Joliette) ait la permission de présenter un bill (No 177) intitulé: "Loi modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Monette, secondé par M. Goudreau, il est—
Ordonné que M. Monette ait la permission de présenter un bill (No 178) intitulé: "Loi des accidents du travail, 1938".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que ledit bill soit renvoyé au comité des bills privés en général.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du secrétaire de la chancellerie le certificat d'élection suivant:

BUREAU DU SECRÉTAIRE DE LA CHANCELLERIE

Québec, le 1er mars 1938.

A Monsieur l'Orateur,

de l'Assemblée législative de Québec.

Je certifie, que conformément à un bref d'élection émis le quatorze janvier mil neuf cent trente-huit et adressé à M. Georges-Amable Deslandes, notaire et président d'élection résidant à Acton-Vale, M. Philippe Adam, médecin, à Acton-Vale, a été, ainsi qu'il appert du rapport qui se trouve dans les archives de mon bureau, élu député du collège électoral de Bagot, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de M. Cyrille Dumaine, dont l'élection avait été annulée.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
L.-P. GEOFFRION.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants :

Bill No 6, intitulé : "Loi modifiant l'article 48 de la Loi de la chasse".

Bill No 7, intitulé : "Loi modifiant la Loi du Parc national de la Gaspésie".

Bill No 9, intitulé : "Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse de Québec".

Bill No 10, intitulé : "Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques".

Bill No 11, intitulé : "Loi modifiant la Loi des concours littéraires ou scientifiques".

Bill No 12, intitulé : "Loi accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École Supérieure de Commerce de Québec".

Bill No 13, intitulé : "Loi modifiant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi".

Bill No 15, intitulé : "Loi abrogeant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires".

Bill No 21, intitulé : "Loi modifiant la Loi du département du procureur général".

Bill No 28, intitulé : "Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes".

L'honorable M. Fisher dépose sur le bureau de la Chambre :

État des comptes publics de la province de Québec et rapport annuel de l'auditeur de la province pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

(Document de la session No 14.)

L'honorable M. Duplessis dépose sur le bureau :

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 février 1938, pour un état démontrant :

1. Combien y avait-il de demandes d'emprunts pour le comté de Bagot à l'Office du Prêt Agricole provincial le 29 janvier 1938 ?

2. Quels sont les noms des personnes ayant fait ces demandes ?

3. Quel était le montant qui a été demandé par chacune de ces personnes ?

4. Combien de prêts avaient été accordés dans ce comté à cette date ?

5. A qui ces prêts avaient-ils été accordés et pour quel montant à chaque personne ?

6. Quels sont les noms de ces personnes qui avaient, à cette date, retiré leurs prêts accordés ?

7. Des prêts accordés et non payés à cette date ont-ils été payés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février 1938 ?

8. Des prêts ont-ils été accordés dans ce comté depuis cette date à venir au 3 février ?

9. Des prêts ont-ils été payés dans ce comté à partir du 29 janvier 1938 à venir à ce jour, à des personnes dont les prêts n'étaient pas accordés au 29 janvier ?

a. Dans l'affirmative: Donnez la liste des noms et des montants ainsi payés.

(Document de la session No 12.)

L'honorable M. Fisher transmet à M. l'Orateur et M. l'Orateur lit à la Chambre le message suivant de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province:

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1939, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

E.-L. PATENAUDE.

Hôtel du Gouvernement.

Québec, le 1er mars 1938.

(Document de la session No 1.)

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que ledit message, avec le budget qui l'accompagne, soit renvoyé au comité des subsides.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des voies et moyens.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion étant mise en délibération, un débat s'élève.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par M. Delagrave, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et la motion est adoptée.

En conséquence la Chambre se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitement de l'Orateur (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille deux cent vingt-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille deux cent trente dollars soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la législature) pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux chambres de la législature, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, (Imprimeur du roi), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent quatre vingt dix-neuf mille neuf cent trente-cinq dollars et quatre-vingt-dix-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour intérêts et autres dépenses (Dette publique, bureau du trésorier, Département du Trésor), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., (Bureau du revenu), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-onze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-quatre mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi concernant la gazoline, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour diverses dépenses (Bureau des Assurances), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président au comité fait rapport que le comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une deuxième fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu, Qu'un comité spécial soit institué pour étudier les questions relatives à la chasse et à la pêche en vue d'assurer la survivance de la faune et d'augmenter les revenus de la province, et que le comité ait le pouvoir d'enquêter et d'envoyer quérir des personnes, des pièces et des dossiers.

Que le comité soit composé des Honorables MM. Gagnon, Paquette, Bilodeau, Layton, et de MM. Auger (Gatineau), Barrette (Joliette), Barrette (Terrebonne), Bastien (Berthier), Beaudry (Stanstead), Bulloch (Westmount), Caron (Maskinongé), Casgrain (Rivière-du-Loup), Delagrave (Québec-Ouest), Drouin (Québec-Est), Ducharme (Laviolette), Duguay (Lac St-Jean), Dubé (Témiscouata), Jolicœur (Bonaventure), Larouche (Chicoutimi), Larivière (Témiscamingue), Labbé (Mégantic), Lawn (Pontiac), Leclerc (Charlevoix-Saguenay), Lorrain (Papineau), Paradis (Matapédia), Pelletier (Gaspé-Nord), Pouliot (Gaspé-Sud), Pouliot (Misisquoi), Robinson (Brôme), Roy (Montmorency), Tellier (Montcalm), Taché (Hull), Thibeault (Montréal-Mercier), Trudel (St-Maurice).

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 17) intitulé: "Loi modifiant le Code municipal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 106) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley, à l'étude du droit".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 133) intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 118) intitulé: "Loi constituant en corporation La Société coopérative des dentistes de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 109) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Tardif il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, le document suivant:

Copie de toute correspondance, documents, contrats, factures, plans ou tous écrits quelconques entre le gouvernement et monsieur J.-E.-G. Bolduc, enrg., à Saint-Camille, comté de Bellechasse, concernant une concession forestière connue sous le nom de "Canton Daaquam" et le paiement d'arrérages de droits de coupe dûs depuis au moins 1928 au montant d'environ \$5,456.11.

Copie de tous documents, contrats, factures, chèques ou documents quelconques établissant de quelle manière les arrérages de droits de coupe dûs par ledit J.-E.-G. Bolduc, enrg., qui se chiffraient au premier mai 1934 à \$8,253.18, ont été réduits à environ \$5,456.11.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 2 MARS 1938

Prière.

Sur la motion de M. Barrette (Terrebonne), secondé par M. Bellemare, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de MM. Douglas L. Ross et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant *The Empire Trust Company*, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, lue et reçue.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que M. Adam fasse partie du comité de l'agriculture, de l'immigration et de la colonisation; du comité des bills publics en général; du comité des bills privés en général; du comité du code municipal; du comité des industries et du commerce et du comité des privilèges et des élections.

M. Philippe Adam, député du collège électoral de Bagot, qui a prêté et souscrit sur le rôle le serment prescrit par la loi, est présenté et prend séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 30) intitulé: "Loi relative au paiement des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 31) intitulé: “Loi modifiant l'article 1641a du Code civil”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 33) intitulé: “Loi modifiant la Loi des habitations salubres”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 177) intitulé: “Loi modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile”.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas neuf mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi du service civil, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quarante-quatre mille sept cent quatre-vingts dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cent soixante et un mille cent vingt-huit dollars et quatre-vingt-dix-neuf cents soit ouvert à Sa Majesté pour shérifs de Québec et Montréal, Protonotaires, Greffier de la cour de Circuit, Greffiers des cours de Magistrats, Greffiers de la Paix,

Greffiers de la Couronne, Greffier des Appels, Régistrare de la loi des Faillites, etc.—Traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Greffiers des cours de Magistrat, comté de Saguenay, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quatorze mille sept cent trente-neuf dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux d'enregistrement: Traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Registres pour bureaux d'enregistrement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cent seize mille cent soixante-un dollars et cinquante-quatre cents soit ouvert à Sa Majesté pour Administration et entretien des palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Poursuites au criminel (Dépt. Procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Coroners: Frais et déboursés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles (Service de la circulation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille deux cent soixante-quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Salaires des secrétaires, messagers, etc. (Procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des prisons, asiles d'aliénés, bureaux publics, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Impression des timbres judiciaires (Procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Justice—Divers (Procureur Général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi relative au Tourisme, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi de la prévention des fraudes relatives aux valeurs mobilières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill N(o 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement No 178".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 137) intitulé: "Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson, de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 135) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 32) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement des mines-écoles".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bourque ait la permission de présenter un bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe et la Loi des compagnies de téléphone".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 35) intitulé: "Loi pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 36) intitulé: "Loi permettant aux corporations municipales de s'entr'aider pour combattre les incendies".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 43) intitulé: "Loi relative à la curatelle des aliénés non interdits.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture ait lieu à la prochaine séance.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 3 MARS 1938

Prière.

Sur la motion de M. Barrette (Joliette), secondé par M. Paradis, il est—

Ordonné que, la dissolution de la Législature en 1936 ayant rendu caduc le projet d'une loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée, les articles 498, 503, 510, 511, 516 et 543 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Ernest Harnois & Fils, Limitée demandant l'adoption d'une loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée

à Ernest Harnois & Fils, Limitée; que cette pétition soit immédiatement lue et reçue; et qu'il lui soit permis de présenter immédiatement le bill No 140, intitulé: "Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette, relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

En conséquence, M. Barrette (Joliette) présente un bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette, relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 116.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.

Bill 126.—Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny.

Et sans amendement, le bill suivant:

Bill 129.—Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque.

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Marier, du comité des règlements, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 10 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la présentation des bills privés.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 24 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Sur la motion de M. Lafleur, secondé par M. Barré, il est—

Ordonné que les dispositions du règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la publication des avis, à l'examen et à la présentation des bills privés, soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 139, intitulé: "Loi concernant la commission des Écoles Catholiques de Verdun".

En conséquence, M. Lafleur présente un bill (No 139) intitulé: "Loi concernant la commission des Ecoles Catholiques de Verdun", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture au bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No. 46) intitulé: "Loi modifiant l'article 50 de la Loi des terres et forêts".

En conséquence, il présente ce bill qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 47) intitulé: "Loi modifiant l'article 47 de la Loi des terres de colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 48) intitulé: "Loi relative au bureau de la trésorerie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bourque ait la permission de présenter un bill (No 27) intitulé: "Loi concernant l'amélioration des ponts publics".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet".

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 38, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi".

Sur la motion l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 39, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie".

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 40, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 41, intitulé: "Loi pour sauvegarder les droits de la province".

Sur la motion de l'honorable M. Leduc, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 43, intitulé: "Loi relative à la curatelle des aliénés non interdits".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer une ou plusieurs personnes pour agir comme curateurs d'office des aliénés non interdits, placés dans les asiles d'aliénés de la province et déterminera, lors de la nomination de chacun de ces curateurs, sa juridiction territoriale et son traitement, qui ne devra pas excéder trois mille dollars par année.

Résolu, 2.—Que le procureur général pourra nommer des secrétaires, comptables, commis et autres officiers pour aider les curateurs d'office dans leur administration et qu'il pourra déterminer leur traitement.

Résolu, 3.—Que les traitements des curateurs d'office et des personnes nommées en vertu de la résolution qui précède, seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 43) intitulé: "Loi relative à la curatelle des aliénés non interdits".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 43) intitulé: "Loi relative à la curatelle des aliénés non interdits".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé: "Loi relative à l'Hôpital St-Jean-de-Dieu".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 45, intitulé: "Loi pour assurer à la province les avantages d'un système routier de premier ordre".

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, qu'un crédit n'excédant pas sept cent quatre-vingt-cinq mille trois cent trente-six dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau du Directeur des Achats (Dépt Procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Extinction des incendies forestiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'hydroplans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 29) intitulé: "Loi de l'aide à la Jeunesse".

L'honorable M. Bilodeau informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins prévues par la loi qui accompagne la présente résolution, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas un million de dollars et qu'il pourra aussi, pour rencontrer ces dépenses extraordinaires, autoriser des emprunts pour un terme n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 29) intitulé: "Loi de l'aide à la jeunesse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 8 MARS 1938

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de M. Gagné, secondé par M. Larivière, il est—

Ordonné que les articles 510-511 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de Jacques Feeney, demandant l'adoption d'une loi validant la cléricature de Jacques Feeney et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

M. Marier, du comité des règlements, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition et l'avis sont réguliers et suffisants et que le bill est régulier et conforme à la pétition et à l'avis dans le cas ci-après:

De MM. Douglas L. Ross et autres, demandant l'adoption d'une loi concernant The Empire Trust Company.

Ordonné que M. Barrette (Terrebonne) ait la permission de présenter un bill (No 138) intitulé: "Loi relative à The Empire Trust Company".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taché, secondé par M. Labelle, il est—

Ordonné que M. Taché ait la permission de présenter un bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Bélanger, secondé par M. Boiteau, il est—

Ordonné que M. Bélanger ait la permission de présenter un bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur-suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 5, intitulé: "Loi abrogeant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles".

Bill No 8, intitulé: "Loi modifiant l'article 92 de la Loi des tribunaux judiciaires".

Bill No 16, intitulé: "Loi relative au bureau de censure du cinéma".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 18, intitulé: "Loi modifiant la Loi des cités et villes".

Bill No 25, intitulé: "Loi relative à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains".

Question par M. Bouchard.—1. Des contrats ont-ils été accordés à Monsieur Ivanhoe Bossé, de Sayabec, pour la construction de routes de colonisation dans la nouvelle paroisse de Ste-Paula ?

2. Dans l'affirmative: *a.* Ces contrats ont-ils été accordés après des demandes de soumissions publiques ?

b. Donnez une désignation des routes et la longueur des travaux faits par chaque contrat;

c. Donnez le prix qui a été payé par le gouvernement sur chaque contrat ?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Oui.

2. *a.* Oui.

b. :—

Contrat No 1.

“Ouverture, construction et gravelage de la route 37-38, rang XII et à travers les lots 37-36 et 35 rang XIII, canton Matane, paroisse Ste-Paula, comté Matapédia”.

Longueur: 2½ milles.

Contrat No 2.

“Ouverture et construction chemin de front du lot 21 au lot 47, entre les rangs XIII et XIV, canton Matane, paroisse Ste-Paula, comté Matapédia”.

Longueur: 4 2/3 milles en demi-chemin.

Contrat No 3.

“Ouverture, construction et gravelage de la route lots 37-38 du rang XI et chemin de front des lots 37 à 44, rangs X-XI, canton Matane, paroisse Ste-Paula, comté Matapédia”.

Longueur: 2 milles.

c. :—

Contrat No 1.....	\$13,450.00
Contrat No 2.....	9,315.00
Contrat No 3	2,250.00

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 1er mars courant:

“Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil” (pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens).

Et le débat se continue.

Sur la motion de M. Pouliot (Missisquoi), secondé par M. Boiteau, il est—

Ordonné que le débat soit de nouveau ajourné.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 9 MARS 1938

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, le bill suivant:

Bill 137.—Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell.

Et avec des amendements les bills suivants:

Bill 103.—Loi constituant en corporation "Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension".

Bill 131.—Loi relative à la cité de Drummondville.

Question par M. Casgrain.—1. A quelle date la Commission des Liqueurs de Québec a-t-elle annulé le bail qu'elle avait avec Madame S. Belle, pour son magasin de Rivière-du-Loup?

2. Quel était le loyer payé annuellement à Madame Belle jusqu'au 1er décembre 1937?

3. La Commission des Liqueurs a-t-elle fait un bail avec M. Louis Marquis, le propriétaire de l'immeuble où elle aura à l'avenir son magasin?

4. Si la réponse est affirmative:—

A.—Quel prix la Commission payera-t-elle annuellement?

B.—Quelle sera la durée du bail?

C.—Les parties pourront-elles y mettre fin chaque année?

D.—Si oui à quelles conditions?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

1. Par lettre en date du 31 août 1937 madame Belle a été avisée que le bail prendrait fin le 31 décembre 1937.

2. \$100.00 par mois jusqu'au 31 décembre 1937.

3. Une convention est intervenue entre monsieur Louis Marquis et la Commission des Liqueurs de Québec, mais le bail n'est pas encore signé.

Question par M. Casgrain.—1. Monsieur Louis-Philippe Rioux, avocat de Sayabec, dans le comté de Matapédia, est-il à l'emploi de l'Office du Prêt Agricole?

2. Si la réponse est affirmative:

a. Quand a-t-il été nommé?

b. Quelles sont ses fonctions?

c. Est-il chargé de faire des recherches aux bureaux d'enregistrement, de faire l'examen des titres et de donner son opinion sur leur validité?

3. Si oui, est-ce monsieur Rioux qui a donné son opinion légale sur la validité des titres de tous les prêts consentis dans le comté de Matapédia depuis sa nomination ?

Réponse par l'honorable M. Dussault:
Non.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion dont elle a été saisie, le mardi 1er mars courant:

"Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil" (pour que la Chambre se forme en comité des voies et moyens).

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité des voies et moyens et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

L'honorable M. Gagnon, du comité spécial de la chasse et de la pêche présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a choisi l'honorable M. Gagnon pour son président et recommande de réduire le quorum à cinq (5).

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 10 MARS 1938

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 125.—Loi constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada".

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants :

Bill 132.—Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*.

Bill 113.—Loi constituant en corporation *The Normetal Railway Company*.

M. Marier, du comité des bills publics en général, présente le quatrième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter sans amendement, les bills suivants :

Bill 104.—Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite Adèle Kelly, son épouse.

Bill 135.—Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Ville-neuve.

Et avec des amendements le bill suivant :

Bill 122.—Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Le bill suivant a été retiré :

Bill 118.—Loi constituant en corporation La Société coopérative des dentistes de Québec.

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants :

Statistiques Municipales pour l'année civile 1935.

(Document de la session No 13.)

État financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1935.

(Document de la session No 15.)

Rapport des Caisses Populaires, Sociétés coopératives Agricoles 1935.

(Document de la session No 16.)

Statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1935-36.

(Document de la session No 17.)

Rapport re Le tourisme dans le Québec en 1937.

(Document de la session No 18.)

Rapport de l'organisme de la petite propriété.

(Document de la session No 19.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit de quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service forestier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pépinière de Berthier "entretien", pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entomologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-neuf mille neuf cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Service d'enregistrement (cadastre) (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour La Société de Géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit de sept mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Affaires Municipales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Renseignements commerciaux (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas onze mille trois cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Recherches économiques (Affaires municipales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Recherches scientifiques, pour l'année finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-quatre mille quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des statistiques de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agent de la province à Ottawa, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Annuité à Melle Marie Régina Drolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société d'archéologie et de numismatique de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association des maréchaux-ferrants de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu comme suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants :

Bill No 106, intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley, à l'étude du droit".

Bill No 109, intitulé : "Loi modifiant la charte de "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier".

Bill No 133, intitulé : "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 44, intitulé : "Loi relative à l'Hôpital St-Jean-de-Dieu".

L'honorable M. Paquette informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Paquette propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence, à la demande et sur les instructions du gouvernement précédent, a agrandi son hôpital pour aliénés en y ajoutant un pavillon, dit Pavillon Notre-Dame-du-Rosaire, dont la construction a nécessité de la part de cette communauté un emprunt au montant d'un million cent mille dollars;

Attendu que ladite communauté a demandé l'aide du gouvernement actuel pour faire face aux obligations qu'elle a dû contracter à la suite de cette construction et qu'il y a lieu de la lui fournir;

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Que la Communauté des Sœurs de Charité de la Providence sera reconnue, pour ce qui concerne le pavillon Notre-Dame-du-Rosaire, comme une institution d'assistance publique aux termes de la Loi de l'assistance publique de Québec (Statuts refondus de Québec, 1925, chapitre 189), et le lieutenant-gouverneur en conseil pourra prendre, quant à ce pavillon, l'engagement prévu à l'article 18 de ladite loi, pour la garantie d'un emprunt n'excédant pas un million cent mille dollars, portant intérêt au taux de trois pour cent et remboursable par versements annuels du 1er mai 1938 au 1er mai 1960.

Résolu, 2.—Que le trésorier de la province sera autorisé à retenir, sur chaque contribution de deux cent seize dollars payable à la communauté pour l'entretien annuel d'un aliéné en vertu d'un contrat passé entre elle et le gouvernement de la province, les sommes nécessaires pour acquitter les intérêts et l'amortissement de l'emprunt visé à la résolution 1 et à verser ces retenues au fonds de l'assistance publique afin de le rembourser des sommes qui y seront prises pour l'exécution dudit engagement.

Résolu, 3.—Que le ministre de la santé sera autorisé à signer pour le gouvernement de la province et au nom de celui-ci les actes requis pour exécuter la garantie ci-dessus mentionnée.

Résolu, 4.—Que la contribution du gouvernement et des municipalités à l'entretien d'un aliéné à l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu ne devra en aucun cas excéder deux cent seize dollars par année.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté quatre résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 44) intitulé: "Loi relative à l'Hôpital St-Jean-de-Dieu".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 179) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 15 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Marier, du comité des règlements, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité est d'opinion que la pétition de Jacques Feeney, demandant l'adoption d'une loi validant la cléricature de Jacques Feeney, est régulière et suffisante, que le bill qui a été déposé par le pétitionnaire est

régulier et conforme à la pétition et à l'avis qui en a été donné, que cette pétition n'a pas été régulièrement et suffisamment annoncée, et que cette irrégularité ne peut cependant porter préjudice aux tiers. En conséquence, votre comité recommande de suspendre les règles à l'égard de cette irrégularité.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Statistiques municipales pour l'année civile 1936.

(Document de la session No 20.)

Sur la motion de M. Gagné, secondé par M. Larivière, il est—

Ordonné que l'article 516 du règlement soit suspendu et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 141, intitulé: "Loi validant la cléricature de Jacques Feeney".

En conséquence, M. Gagné présente un bill (No 141) intitulé: "Loi validant la cléricature de Jacques Feeney", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Résolu qu'à l'avenir, la Chambre tienne deux séances tous les jours, excepté le dimanche: la première, de trois heures à six heures du soir, et la deuxième de huit heures et demie à onze heures du soir; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 23) intitulé: "Loi relative à la vente avec faculté de réméré".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 30) intitulé: "Loi relative au paiement des taxes municipales et scolaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 33) intitulé: "Loi modifiant la Loi des habitations salubres".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 34) intitulé: "Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe et la Loi des compagnies de téléphone".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 36) intitulé: "Loi permettant aux corporations municipales de s'entr'aider pour combattre les incendies".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première et une seconde fois et adopté.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 27) intitulé: "Loi concernant l'amélioration des ponts publics".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi pour établir l'inventaire des ressources naturelles de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide à l'industrie, (Affaires municipales, etc.,) pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre millions six cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Réparations et entretien des chemins (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent quarante-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses administratives (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses administratives (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er mars 1938, pour:

Copie de toute correspondance, documents, contrats, factures, plans ou tous écrits quelconques entre le gouvernement et monsieur J.-E.-G. Bolduc, enr., à Saint-Camille, comté de Bellechasse, concernant une concession forestière connue sous le nom de "Canton Daaquam" et le paiement d'arrérages de droits de coupe dûs depuis au moins 1928 au montant d'environ \$5,456.11.

Copie de tous documents, contrats, factures, chèques ou documents quelconques établissant de quelle manière les arrérages de droits de coupe dûs par ledit J.-E.-G. Bolduc, enr., qui se chiffraient au premier mai 1934 à \$8,253.18, ont été réduits à environ \$5,456.11.

(Document de la session No 21.)

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Sur la motion de M. Leclerc, secondé par M. Langlais, il est—

Ordonné que les articles 510-511 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie", demandant l'adoption d'une loi modifiant la charte de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie", que cette pétition soit immédiatement lue et reçue et qu'il lui soit permis de présenter le bill 142, intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

En conséquence, M. Leclerc présente un bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Delagrave, il est—

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance, ordres en conseil et autres documents concernant la destitution de monsieur Louis-Philippe Proulx, géolier à la prison de Rivière-du-Loup, dans le district judiciaire de Kamouraska.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Delagrave, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toute correspondance, conventions et autres documents entre la Commission des Liqueurs de Québec et monsieur Louis Marquis, de la cité de Rivière-du-Loup, concernant la location d'un magasin pour ladite Commission audit endroit de Rivière-du-Loup.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 127) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 137) intitulé: "Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 103) intitulé: "Loi constituant en corporation *Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette, relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 139) intitulé: "Loi concernant la commission des Écoles Catholiques de Verdun".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 138) intitulé: "Loi relative à The Empire Trust Company".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 141) intitulé: "Loi validant la cléricature de Jacques Feeney".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille sept cent cinquante-neuf dollars et quinze cents soit ouvert à Sa Majesté pour Taxe d'eau sur édifices parlementaires (Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses de voyage (Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau de poste: traitements, dépenses contingentes, etc. (Travaux Publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles Normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureaux du Gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes, Octrois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes, Entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts de Péage: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 16 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Barrette (Terrebonne), secondé par M. Barrette (Joliette), il est—

Ordonné que les articles 510, 511 et 516 du règlement soient suspendus et qu'il lui soit permis de présenter la pétition de "Quebec Western Railway Company", demandant l'adoption d'une loi amendant sa charte, et que cette pétition soit maintenant lue et reçue, et qu'il lui soit permis de présenter le bill No 143, intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de Chemin de fer du Québec Occidental".

Ladite pétition est, en conséquence, présentée, lue et reçue.

En conséquence, M. Barrette (Terrebonne) présente un bill (No. 143) intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill 136.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage et ratifiant son règlement, No. 178.

Bill 108.—Loi relative à la ville de Richmond.

Bill 102.—Loi constituant en corporation, *Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham*.

Bill 124.—Loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie.

Et sans amendement le bill suivant :

Bill 107.—Loi modifiant la charte de la ville de Val d'Or.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 53) intitulé: "Loi concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val d'Or".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois", étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 52, intitulé: "Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 55, intitulé: "Loi modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles de-la-Madeleine".

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 37, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet".

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il convient de laisser la conduite de ces écoles aux meilleurs éducateurs de notre peuple, les corporations religieuses;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer dans une large mesure à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Nicolet;

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec une corporation religieuse, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Nicolet, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à ladite corporation, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de vingt mille dollars et une bourse mensuelle n'excédant pas neuf dollars par élève, jusqu'à concurrence de quatre-vingts élèves.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution qui précède auront leur effet depuis le 22 juillet 1937.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 37) intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill (No 38) intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il convient de laisser la conduite de ces écoles aux meilleurs éducateurs de notre peuple, les corporations religieuses;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer dans une large mesure à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Chicoutimi;

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec une corporation religieuse, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Chicoutimi, d'une école régionale d'agriculture et à payer pour cette fin à ladite corporation, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de quatre années, une subvention annuelle de vingt-cinq mille dollars et une bourse mensuelle n'excédant pas neuf dollars par élève, jusqu'à concurrence de quatre-vingts élèves.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution qui précède auront leur effet depuis le 22 juillet 1937.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 38) intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Pouliot (Gaspé-Sud), secondé par M. Pelletier (Gaspé-Nord), il est—

Résolu que cette Chambre:—

Attendu que la loi actuelle de l'assistance publique ne s'occupe que des cas hospitalisés;

Attendu que les municipalités pauvres ne peuvent contribuer à payer cette assistance et qu'en conséquence elles refusent de signer la carte obligatoire, et que, de ce fait, une foule de malades ne reçoivent pas de soins médicaux;

Attendu qu'il n'en coûterait pas plus cher à la Province si on amendait la loi en conséquence;

Attendu que la plupart des sociétés médicales et les médecins praticiens réclament une modification de notre système d'assistance publique;

Exprime l'opinion que le ministère de la santé soit chargé de présenter un projet de loi d'assistance publique conforme aux besoins des temps présents.

Conformément à l'ordre jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit de cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Entretien des chemins d'hiver (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des bourses pour cours additionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maison des étudiants canadiens à Paris, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Monument National, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu*, qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée provincial et archives de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour McGill University, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Université de Bishop's College, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour McGill University, Montréal:—Aide *re*: entretien d'un édifice de neurologie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecole Polytechnique, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des écoles techniques ou professionnelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-neuf mille quatre-vingt-cinq dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi de l'Ecole du Meuble, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecole industrielle de Verdun, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Maintien et entretien des écoles ou chaires destinées à l'enseignement de la papeterie (Ecole technique de Trois-Rivières), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Instruction publique en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles du soir, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à la littérature, aux beaux-arts et aux sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Association canadienne française pour l'avancement des sciences, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles d'arts et métiers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles des beaux-arts, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conservatoire Lassalle, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Fondation Strathcona, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Musée Laurier, Arthabaska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Société Provancher d'histoire naturelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Imprimeur du Roi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million cent vingt-un mille cent soixante-seize dollars et cinq cents soit ouvert à Sa Majesté pour Asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante-quatre mille, cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Octrois à diverses institutions de charité autres que celles reconnues d'assistance publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide à la protection du public contre Maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles primaires complémentaires et primaires supérieures (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills privés en général.

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Rapport du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec pour l'année 1936-37.

(Document de la session No 22.)

Rapport de l'archiviste de la province de Québec pour 1936-1937.

(Document de la session No 23.)

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 17 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le cinquième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 120.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Et de rapporter à la Chambre le bill suivant :

Bill 119.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 55) intitulé : "Loi modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles de-la-Madeleine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 52, intitulé : "Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province".

L'honorable M. Bourque informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Bourque propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le ministre des travaux publics à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, et à aménager, pour y loger des services administratifs du gouvernement, des immeubles situés dans la province qu'il juge nécessaires à ces fins et qu'il

pourra aussi l'autoriser à acquérir de gré à gré ou par expropriation, des terrains situés dans la province et à ériger et aménager sur ces terrains des édifices pour les mêmes fins.

Résolu, 2.—Que les dépenses encourues pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu et que, toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, en totalité ou en partie ces dépenses capitales au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et faits à des taux d'intérêts n'excédant pas quatre pour cent par année; que cependant le total des dépenses autorisées par les présentes résolutions ne devra pas excéder un million cinq cent mille dollars et devra être limité à cent cinquante mille dollars par immeuble.

Résolu, 3.—Que le ministre des travaux publics sera chargé de l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bourque ait la permission de présenter un bill (No 52) intitulé: "Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture bill (No 180) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec relativement au droit de vote des femmes".

M. Bélanger propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

MESSIEURS:

<i>Beaudry,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Jolicoeur,</i>	<i>Sherman.—16.</i>

CONTRE

MESSIEURS:

<i>Adam,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Delagrave,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Tremblay.—48.</i>

La motion est ainsi rejetée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinq mille cent dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ecoles des sourds-muets et des aveugles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques (cités et villes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un million de dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles publiques (écoles rurales), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Municipalités qui emploient des instituteurs, pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Journaux d'éducation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du mérite scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Certificats d'études primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Gratifications pour succès dans l'enseignement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille six cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles dans les municipalités pauvres, (catholiques), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Economie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de coupe et de couture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "Montreal Technical Institute", pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix dollars soit ouvert à Sa Majesté pour "High Schools", Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Allocation spéciale à l'enseignement protestant, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Enseignement du français, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

20. *Résolu* qu'un crédit de deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Comité protestant (Aide supplémentaire), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Centralisation des écoles rurales protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Cours d'été pour professeurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille trois cent quatre-vingts dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Municipalités pauvres (protestantes), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Classes spéciales pour enfants arriérés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Construction de maisons d'écoles centralisées et établissement de la 12ième année d'études, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne .

VENDREDI 18 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 112.—Loi concernant la ville d'Asbestos.

Bill 121.—Loi concernant le pain.

Et sans amendement les bills suivants:

Bill 105.—Loi constituant en corporation *Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont*.

Bill 141.—Loi validant la cléricature de Jacques Feeney.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 19, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux salaires des ouvriers".

Bill No 20, intitulé: "Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables".

Bill No 26, intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie".

Le conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill No 48, intitulé: "Loi relative au bureau de la trésorerie", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer.

L'article 1 est modifié en ajoutant à la fin de cet article, l'alinéa suivant:

"Le quorum du bureau est de deux membres".

La Chambre prend en considération l'amendement que le Conseil législatif a apporté au bill (No 48) intitulé: "Loi relative au bureau de la Trésorerie", et ledit amendement est lu une première et une seconde fois, et adopté.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leur amendement.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 32) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement de mines-écoles".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 27, intitulé: "Loi concernant l'amélioration des ponts publics".

Bill No 30, intitulé: "Loi relative au paiement des taxes municipales et scolaires".

Bill No 33, intitulé: "Loi modifiant la Loi des habitations salubres".

Bill No 36, intitulé: "Loi permettant aux corporations municipales de s'entr'aider pour combattre les incendies".

Bill No 37, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet".

Bill No 38, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi".

Bill No 43, intitulé: "Loi relative à la curatelle des aliénés non interdits".

Bill No 44, intitulé: "Loi relative à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu".

Bill No 46, intitulé: "Loi modifiant l'article 50 de la Loi des terres et forêts".

Bill No 47, intitulé: "Loi modifiant l'article 47 de la Loi des terres de colonisation".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

- 5 Loi abrogeant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles.
- 6 Loi modifiant l'article 48 de la Loi de la chasse.
- 7 Loi modifiant la Loi du Parc national de la Gaspésie.
- 8 Loi modifiant l'article 92 de la Loi des tribunaux judiciaires.
- 9 Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse de Québec.
- 10 Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques.
- 11 Loi modifiant la Loi des concours littéraires ou scientifiques.
- 12 Loi accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'École Supérieure de Commerce de Québec.
- 13 Loi modifiant la loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.
- 15 Loi abrogeant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires.
- 16 Loi relative au bureau de censure du cinéma.
- 18 Loi modifiant la Loi des cités et villes.
- 19 Loi modifiant la Loi relative aux salaires des ouvriers.
- 20 Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables.
- 21 Loi modifiant la Loi du département du procureur général.
- 25 Loi relative à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains.
- 26 Loi pourvoyant à l'établissement, à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie.
- 27 Loi concernant l'amélioration des ponts publics.
- 28 Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.

-
- 30 Loi relative au paiement des taxes municipales et scolaires.
 - 33 Loi modifiant la Loi des habitations salubres.
 - 36 Loi permettant aux corporations municipales de s'entr'aider pour combattre les incendies.
 - 37 Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet.
 - 38 Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi.
 - 43 Loi relative à la curatelle des aliénés non interdits.
 - 44 Loi relative à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.
 - 46 Loi modifiant l'article 50 de la Loi des terres et forêts.
 - 47 Loi modifiant l'article 47 de la Loi des terres de colonisation.
 - 48 Loi relative au bureau de la trésorerie.
 - 106 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley, à l'étude du droit.
 - 109 Loi modifiant la charte de "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier".
 - 133 Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Au retour des députés:

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est, (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage et ratifiant son règlement No 178".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que ledit bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 143) intitulé: "Loi amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des chemins de fer et autres moyens de communication.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état démontrant:

1. Le Gouvernement a-t-il acquis de gré à gré la totalité ou certaines parties de la Seigneurie du lac Témiscouata ou seigneurie Thomas, dans le district électoral de Témiscouata ?

2. Si la réponse est affirmative :

a. Quand et à quelles conditions ?

b. Quelle est la description des terres ou partie de terres ainsi acquises ?

c. Quand l'acte de vente a-t-il été passé entre le Gouvernement et les propriétaires de la dite seigneurie ?

d. Cet acte de vente est-il enregistré ?

e. S'il ne l'est pas, quand le sera-t-il ?

3. Si le Gouvernement n'a pas acquis de gré à gré ladite seigneurie ou une partie d'icelle, quand se propose-t-il de l'acheter et pourquoi la transaction n'est-elle pas encore faite ?

4. Le Gouvernement a-t-il nommé un arbitre pour fixer la valeur des terres dont il veut devenir acquéreur dans la seigneurie du Lac Témiscouata ?

5. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre ?

6. Les propriétaires de ladite seigneurie ont-ils aussi choisi un arbitre ?

7. Si oui, quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre ?

8. Ces deux arbitres en ont-ils choisi un troisième ?

9. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de ce troisième arbitre ?

10. Ces arbitres ont-ils rendu leur sentence et si oui, quelle est-elle ?

11. En vertu de quelle loi ces arbitres ont-ils été nommés ?

12. Y a-t-il, à l'heure actuelle, des colons établis sur les terres ou parties de terres que le gouvernement a acquises ou veut acquérir dans les limites de la seigneurie du Lac Témiscouata ?

13. Si la réponse est affirmative :

a. Combien de colons sont ainsi établis ?

b. Depuis quand le sont-ils ?

c. Quels sont leurs nom et prénoms ?

d. Quel était le lieu de leur résidence avant leur établissement sur les terres de la dite seigneurie ?

e. A quels endroits ces colons sont-ils établis dans la dite seigneurie ?

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant :

1. Y a-t-il des reviseurs de formules de pension de vieillesse nommés sous l'ancien gouvernement, qui ont été payés par le gouvernement actuel ?

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des reviseurs de pension de vieillesse qui ont été payés et quel montant a-t-il été payé à chacun d'eux ?

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agronomie (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Economie domestique (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du Comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain, à trois heures de l'après-midi.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 22 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Duplessis, du comité des bills publics en général, présente le sixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 139.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.

Le bill suivant a été rapporté à la Chambre:

Bill 117.—Loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant l'article 423 de la Loi des cités et villes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant l'article 34 de la Loi des liqueurs alcooliques".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 58) intitulé: "Loi relative à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Bourque, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 41, intitulé: "Loi pour sauvegarder les droits de la province".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Qu'à compter du premier décembre 1935, seront affectés d'un privilège en faveur du gouvernement de la province de Québec, représentant cette province, les biens meubles et immeubles appartenant à cette date à toute personne qui, du premier janvier 1920 au premier janvier 1936, a perçu pour son profit personnel des intérêts sur les deniers publics qui étaient ou devaient être ou auraient dû être affectés à des fins publiques.

Résolu, 2.—Que ce privilège sera pour le montant des intérêts mentionnés dans la résolution 1 plus, à titre de pénalité et de dommages liquidés, un intérêt calculé à dix pour cent par année sur ces intérêts depuis la perception de chacun de ceux-ci.

Résolu, 3.—Que le privilège stipulé à la résolution 1 prendra rang avant les frais de justice, sans formalité ni enregistrement, sur les biens meubles et immeubles visés à ladite résolution 1.

Résolu, 4.—Que dans toute instance judiciaire dirigée contre une personne visée par les présentes résolutions le certificat du trésorier de la province fera preuve *prima facie* du montant que cette personne devra au gouvernement en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 5.—Que l'instance en recouvrement de telle réclamation sera réputée matière sommaire et aura préséance sur toute autre.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 41) intitulé: "Loi pour sauvegarder les droits de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 55, intitulé: "Loi modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un fidéicommissaire pour recevoir les montants payés pour le rachat des rentes en vertu de la loi 58 Victoria, chapitre 45 et déterminer son traitement, payable à même le fonds consolidé du revenu et que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera l'endroit, dans les Iles-de-la-Madeleine, où pourra se faire tel rachat.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 55) intitulé: "Loi modifiant la loi 58 Victoria, Chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Casgrain propose, secondé par M. Messier :

Qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre le document suivant :

Copie de toutes correspondances, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toutes personnes relativement à l'établissement d'un entrepôt frigorifique à l'Isle Verte, dans le comté de Rivière-du-Loup.

M. Boiteau propose, secondé par M. Pouliot (Missisquoi) :

Que le débat qui s'élève sur cette motion s'ajourne maintenant.

M. Casgrain objecte que M. Boiteau ne peut proposer l'ajournement du débat, parce que l'auteur de la motion principale ayant répliqué, le débat est clos.

M. l'Orateur prend l'objection en délibéré.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Messier, il est—

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable monsieur le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre :

Copie de toute correspondance échangée du 1er novembre 1937 jusqu'à aujourd'hui entre le ministère de l'Agriculture de la Province de Québec et le ministère de l'Agriculture du Canada, au sujet des négociations entre le gouvernement du Dominion et celui de la Province de Québec relativement aux expositions Régionales (junior) qui doivent avoir lieu dans cette province en 1938.

Sur la motion de M. Barré, secondé par M. Trudel, il est—

Résolu que cette Chambre est d'avis :—

ATTENDU que par la loi 25-26 George V, chapitre 82, loi abolissant les rentes seigneuriales, le rachat et l'abolition des rentes seigneuriales ont été prévus à certaines conditions et certaines formalités;

ATTENDU que des municipalités et des groupes de censitaires ont protesté contre les montants réclamés par les propriétaires de seigneuries;

ATTENDU que l'expérience a démontré que pour en arriver à la disparition des rentes seigneuriales il faut prendre des moyens additionnels à ceux prévus par la loi 25-26 George V, chapitre 82;

ATTENDU qu'il est nécessaire que la valeur réelle des seigneuries soit établie d'une manière certaine et juste;

ATTENDU que ces rentes doivent disparaître au plus tôt sans préjudice des droits légitimes des seigneurs et sans charger injustement les municipalités;

QUE le gouvernement soit invité à prendre, dès cette session, les mesures nécessaires pour établir la valeur réelle des seigneuries et pour donner au problème des rentes seigneuriales, qui dure depuis trop longtemps, une solution claire, certaine et rapide.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills privés en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 121) intitulé: "Loi concernant le pain".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation *Adath Israel Congregation and Community centre of Outremont*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 141) intitulé: "Loi validant la cléricature de Jacques Feeney".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Pouliot (Missisquoi), il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que le bill soit renvoyé de nouveau au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 120) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que le député de Berthier, au cours d'un discours du ministre du travail, a prononcé des paroles insultantes pour celui-ci et a ensuite refusé de se conformer aux rappels au règlement et de retirer ces paroles.

A la demande de M. l'Orateur, le député de Berthier s'excuse d'avoir enfreint le règlement et se rétracte.

La Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des établissements industriels et commerciaux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux millions, cinq cent quatorze mille cent quatre-vingt quinze dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 35) intitulé: "Loi pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 57) intitulé: "Loi modifiant l'article 34 de la Loi des liqueurs alcooliques."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 61) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 58) intitulé: "Loi relative à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au

fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat sur la motion de M. Casgrain, de ce jour, demandant qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre: copie de toutes correspondances, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toutes personnes relativement à l'établissement d'un entrepôt frigorifique à l'Isle Verte, dans le comté de Rivière-du-Loup.

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette chambre:

Copie de toutes correspondances, rapports ou autres documents entre le gouvernement et toutes personnes relativement à l'établissement d'un entrepôt frigorifique à l'Isle Verte, dans le comté de Rivière-du-Loup.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 117) intitulé: "Loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 139) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 107) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Val d'Or".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 102) intitulé: "Loi constituant en corporation *Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 124) intitulé: "Loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour administration, vente de terres publiques pour fins de colonisation et établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour primes de défrichement, de labour et d'ensemencement (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Sociétés de Colonisation et Société d'Aide aux Colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour immigration et publicité (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 23 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Tellier, du comité des bills publics en général, présente le septième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill 134.—Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école de St-Édouard, à Beauport.

Bill 138.—Loi relative à *The Empire Trust Company*.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 39, intitulé : "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale ;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre ;

Attendu qu'il convient de laisser la conduite de ces écoles aux meilleurs éducateurs de notre peuple, les corporations religieuses ;

Attendu qu'il y a lieu pour la province de contribuer dans une large mesure à l'établissement d'une école régionale d'agriculture à Ville-Marie ;

Qu'il soit en conséquence

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, soit autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec une corporation religieuse, une entente en vue de l'établissement et du maintien, à Ville-Marie, d'une école régionale d'agri-

culture et à payer pour cette fin à ladite corporation, à même le fonds consolidé du revenu, pendant une période de cinq années, une subvention annuelle de quinze mille dollars et une bourse mensuelle n'excédant pas neuf dollars par élève, jusqu'à concurrence de soixante élèves.

Résolu, 2.—Que les dispositions de la résolution qui précède auront leur effet depuis le 1er décembre 1937.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 39) intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Carignan, secondé par M. Duguay, il est—

Ordonné que les dispositions du règlement qui ont trait à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la publication des avis, à l'examen et à la présentation des bills privés, soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 144, intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent".

M. Carignan, en conséquence, présente le bill No 144, intitulé: "Loi concernant la municipalité du village de Saint-Laurent", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 56) intitulé: "Loi modifiant l'article 423 de la Loi des cités et villes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 59) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

L'honorable M. Bilodeau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 60) intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 104) intitulé: "Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état indiquant:

1. Combien de véhicules-automobiles le Ministère de l'Agriculture a-t-il achetés depuis le 26 août 1936, à date ?

2. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces véhicules-automobiles ont-ils été achetés ?

3. Quels sont les lieux de résidence ou principal bureau d'affaires, selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations ?

4. Combien de véhicules-automobiles le Ministère de l'Agriculture a-t-il achetés de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations et quelle est la marque des dits véhicules-automobiles ?

5. Quel prix le Ministère a-t-il payé dans chaque cas ?

6. Dans quels endroits de la Province ces véhicules-automobiles sont-ils utilisés ?

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un prêt a-t-il été consenti par l'Office du prêt Agricole Provincial en faveur de monsieur Auray Fontaine, maître de poste d'Acton Vale, sur une terre située dans la paroisse de St-André D'Acton, ou ailleurs dans le comté de Bagot ?

2. Quel est le montant de ce prêt ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

Un prêt a été consenti en faveur de cette personne pour favoriser l'établissement sur la terre, de son fils et après que l'office du Crédit Agricole eut pris toutes les garanties nécessaires; ce prêt pour un montant de \$5,500.00.

Question par M. Casgrain.—1. Monsieur François Ouellet, ingénieur forestier, a-t-il été à l'emploi du Ministère des Terres et Forêts ?

2. Si la réponse est affirmative:

a. A quelle date a-t-il été nommé ?

b. Etait-il un employé permanent ?

c. A-t-il contribué au fonds de pension des employés civils ?

d. Si oui, quel montant a-t-il payé à ce fonds de pension ?

3. Monsieur Ouellet est-il encore à l'emploi du Ministère des Terres et Forêts ?

4. S'il ne l'est plus, a-t-il donné sa démission ou a-t-il été destitué ?

5. S'il a été destitué:

a. Quand l'a-t-il été et pour quelle raison ?

b. Y a-t-il eu enquête dans son cas ?

c. S'il y a eu enquête, quand, où et par qui cette enquête a-t-elle été faite ?

d. Monsieur Ouellet en a-t-il été averti, a-t-il eu l'opportunité de comparaître et de faire entendre ses témoins ?

e. A-t-il été destitué par arrêté ministériel, par lettre ou verbalement ?

f. Dans l'un ou l'autre cas, quel délai s'est-il écoulé entre la notification faite à monsieur Ouellet et son départ du Ministère ?

6. Monsieur Ouellet retire-t-il une pension du Gouvernement ?

7. Les montants qu'il avait versés au fonds de pension pendant qu'il était à l'emploi du Ministère des Terres et Forêts lui ont-ils été remis ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

Ce monsieur a été un employé permanent depuis le 1er juillet 1925. Il a été destitué dans l'intérêt public le 1er juin 1937, après que le gouvernement eut obtenu les renseignements qu'il a jugé nécessaires. Cet ancien employé ne reçoit pas de pension et conformément à la loi, n'a pas été remboursé de ses contributions s'élevant au montant de \$906.00.

Question par M. Casgrain.—1. Monsieur Louis-Philippe Rioux, avocat de Sayabec, a-t-il déjà été un des avocats de la Commission des Liqueurs dans le district judiciaire de Rimouski ?

2. Si la réponse est affirmative :

a. Quand a-t-il été nommé ?

b. Agit-il encore comme un des avocats de la Commission des Liqueurs ?

3. Si monsieur Rioux n'est plus un des avocats de la Commission des Liqueurs dans le district plus haut mentionné :

a. Quand et pour quelle raison a-t-il cessé de l'être ?

b. A-t-il abandonné ses fonctions de plein gré ou a-t-il été destitué ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

1. Non.

3. Ce monsieur n'a jamais été l'avocat de la Commission des Liqueurs, mais il a été chargé occasionnellement de plaider certaines actions instituées par la Commission des Liqueurs de Québec, et cela à la demande du procureur général, qui n'a plus requis les services de cette personne depuis plusieurs mois et cela dans un but administratif.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un prêt a-t-il été consenti en faveur de M. Alexis Lavallée, de Lac-au-Sable, comté de Portneuf ?

2. Dans l'affirmative : Quel est le montant de ce prêt ?

3. Par qui ce prêt a-t-il été recommandé ?

4. Qui a fait l'évaluation municipale des biens-fonds de M. Lavallée sur lesquels ce prêt a été consenti ?

5. Quelle est la grandeur de la terre, la valeur des animaux et des instruments aratoires que possède le propriétaire de cette exploitation hypothéquée par l'Office du Prêt Agricole ?

Réponse par l'honorable M. Duplessis :

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales en semblables matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un prêt a-t-il été accordé par l'Office du Prêt Agricole à Monsieur Campbell Lusk, de Luskville, municipalité de Eardley, Lots 14C, R. 9—14A, R. 8?

2. Dans l'affirmative: a. A quelle date ce prêt a-t-il été consenti?

b. Pour quel montant?

3. Quelle est l'évaluation municipale des lots hypothéqués par l'Office du Prêt Agricole?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales en semblables matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un chèque au montant de \$120.00 et daté du 2 février 1938 a-t-il été émis par l'Office du Prêt Agricole ou par le Trésorier de la province, à l'ordre des Émilios Charette et de Louis-Philippe Rioux, de Sayabec?

2. Dans l'affirmative: Pour quelle raison ce chèque a-t-il été émis?

3. Ce chèque a-t-il été payé sur les endossements suivants: Émilios Charette, Louis-Philippe Rioux, Madame Louis-Philippe Rioux?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales en semblables matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Quels sont les cultivateurs qui ont demandé un prêt agricole dans la paroisse de Cap-Chat, comté de Gaspé-Nord?

2. Quels sont ceux qui ont obtenu un prêt?

3. Pour quel montant ces prêts ont-ils été acceptés?

Réponse par l'honorable M. Duplessis:

Conformément à la pratique suivie continuellement par les diverses commissions fédérales, en semblables matières, il n'est pas dans l'intérêt public de répondre à cette question.

Question par M. Casgrain.—1. Monsieur Isidore Boudreau, des Iles de la Madeleine, est-il à l'emploi du Gouvernement?

2. Si oui:

a. Depuis quand?

b. Dans quel Ministère travaille-t-il?

c. Quel est son salaire?

d. En quoi consiste son travail?

Réponse par l'honorable M. Auger :

1. Oui.

a. Depuis le 27 novembre 1936.

b. Dans le Ministère de la Colonisation.

c. \$125.00 par mois, dépenses de voyage comprises.

d. Inspecteur de l'Aide aux invalides nécessiteux.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Casgrain propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Connors :

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants :

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette l'incurie du Gouvernement qui n'a pas encore donné effet à la Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses 1 George VI, chapitre 81, et réclame le paiement immédiat des allocations prévues par ladite loi.

L'honorable M. Duplessis objecte que l'amendement est irrégulier parce qu'il contient un terme non parlementaire et parce qu'il réclame le paiement de deniers publics et contrevient en conséquence à l'article 157.

M. l'Orateur prend l'objection en délibéré.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 24 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 119.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.

Votre comité recommande aussi de prolonger au 31 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. Tellier, du comité des bills publics en général, présente le huitième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants :

Bill 114.—Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean de la Croix.

Bill 140.—Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Ltée.

M. Marier, du comité des règlements, présente le onzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité recommande aussi de prolonger au 31 mars prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que cette Chambre adopte ledit rapport.

M. l'Orateur rend sa décision sur la question de règlement qu'il a prise en délibéré à la séance du mercredi 23 mars courant, l'honorable M. Duplessis ayant fait objection à l'amendement de M. Casgrain sur la motion de l'honorable M. Fisher (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

La décision de M. l'Orateur se lit comme suit :

L'amendement de M. Casgrain contient deux parties distinctes : 1° Un blâme à l'adresse du gouvernement parce qu'il n'a pas encore appliqué la Loi de l'assistance aux mères nécessiteuses ; 2° Une demande de payer immédiatement les allocations prévues dans ladite loi. La première partie est régulière, parce que c'est le droit imprescriptible de tout député de proposer un vote de blâme contre le gouvernement. Contre la deuxième partie, l'honorable M. Duplessis a soulevé une objection sérieuse : celle de contenir une demande qui entraînerait une dépense de deniers publics. Après avoir consulté les auteurs de droit parlementaire et les pré-

cédents je ne me sens pas en état de trancher la question de règlement qui a été soulevée. Et dans le cas de doute, je crois de mon devoir de soumettre l'amendement à la Chambre et sauvegarder ainsi la liberté de discussion de l'opposition.

La Chambre reprend alors le débat sur l'amendement de M. Casgrain à la motion de l'honorable M. Fisher proposant que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité des subsides).

Lequel amendement se lit comme suit:

"Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants":

"Cette Chambre, tout en étant disposée à voter des subsides à Sa Majesté, regrette l'incurie du Gouvernement qui n'a pas encore donné effet à la Loi instituant l'assistance aux mères nécessiteuses, 1 George VI, chapitre 81, et réclame le paiement immédiat des allocations prévues par ladite loi".

Et la motion d'amendement étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qu'en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Dansereau,</i>	<i>Messier.—14.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lorrain,</i>

Boiteau,
 Bourque,
 Boyer,
 Carignan,
 Coonan,
 Dubé (Rimouski),
 Dubé (Témiscouata),
 Ducharme,
 Duguay,
 Duplessis,
 Dussault,
 Fisher,
 Fleury,
 Gagné,
 Gagnon,
 Goudreau,
 Jolicœur,
 Labbé,
 Labelle,
 Lafleur,
 Lamoureux,

Marier,
 Paquette,
 Paradis,
 Pelletier (Gaspé-Nord),
 Pelletier (Lotbinière),
 Perron,
 Pouliot (Gaspé-Sud),
 Pouliot (Missisquoi),
 Raynault,
 Robinson,
 Rochefort,
 Sauvé,
 Sherman,
 Taché,
 Tardif,
 Tellier,
 Thibeault,
 Tremblay,
 Trudel,
 Vachon.—61.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour classification et inventaire des terres de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinq mille six cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes, octrois et encouragement à la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Question par M. Delagrave.—1. Le gouvernement a-t-il acheté du chlorure de calcium, du 1er mai 1937 à date?

2. Dans l'affirmative:

a. De quelles personnes, sociétés ou corporations ce calcium a-t-il été acheté et à quelles dates?

b. Qui a servi d'intermédiaire pour l'achat de ce calcium?

c. Quel prix le gouvernement a-t-il payé?

d. Est-ce que tout le chlorure de calcium ainsi acheté a été payé?

e. Sinon, quel montant est-il encore dû et pourquoi le Gouvernement retarde-t-il le paiement?

Réponse par l'honorable M. Leduc:

1. Oui.

2. a. Brunner Mond Canada Limited, comme suit:

Le 29 avril, 1937; 10 mai, 1937; 25 juin, 1937; 30 juin, 1937; 10 et 14 juillet, 1937; 24 juillet, 1937; 26 juillet, 1937; 2 août, 1937; 3 août, 1937; 4 août, 1937; 5 août, 1937; 21 août, 1937; 14 janvier, 1938.

b. C. A. Smart et Consumers Chemical Ltd.

c. \$25.00 la tonne, c'est à dire, à \$1.00 de moins que le prix payé par l'ancien régime. Comme le département en a employé 2,603 tonnes de moins que l'année précédente sans affecter l'efficacité du service, il en est résulté une économie totale de \$77,251.00 pour le gouvernement.

d. Oui, à l'exception de 30 tonnes.

e. \$750. Parce qu'il n'a pas reçu encore la facture.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 35) intitulé: "Loi pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

 VENDREDI 25 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

L'honorable M. Gagnon, du comité de la chasse et de la pêche présente le premier rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

A l'unanimité, le comité recommande :

1°—Que l'article 10 du chapitre 86, Loi concernant la chasse, soit amendé de façon à rendre plus rigoureuses les sanctions contre ceux qui achètent ou vendent de la perdrix. Le comité suggère que le minimum de l'offense soit fixé à \$25. plus \$1. par oiseau.

2°—Que l'article 5 du chapitre 86 soit également amendé de façon à ne permettre à un même chasseur que de tuer un seul chevreuil et un seul orignal.

3°—Que l'article 26 du chapitre 86 soit amendé de façon à donner une indemnité raisonnable aux personnes qui, après enquête, auraient eu raison de se plaindre des dommages causés à leur propriété par des animaux sauvages plutôt que de leur permettre de tuer ces animaux.

4°—Que l'article 35 du chapitre 86 soit modifié en vue de rendre illégale la possession de la chair d'orignal, de chevreuil ou de caribou ainsi que tout gibier à plume protégé par la présente loi ou la loi fédérale concernant les oiseaux migrateurs, après le trentième jour qui suit la fermeture de la chasse.

5°—Que l'article 54 du chapitre 83 soit amendé de façon à rendre illégale la possession de certains poissons sportifs, après le quinzième jour qui suit la fermeture de la pêche, en vue de mettre fin à des pêches abusives.

6°—Qu'un ordre en conseil soit adopté pour favoriser la protection de la grenouille dans cette province.

7°—Qu'un règlement soit adopté en vue de prohiber l'usage des verveux métalliques pour la prise du rat musqué.

8°—Que des représentations soient faites au gouvernement fédéral en vue de défendre la pêche à la truite grise, du 1er octobre au 1er mai, afin que la saison soit uniforme pour les différentes variétés de truites que l'on prend dans cette province.

9°—Que le gouvernement fédéral soit prié de mettre la loi des pêcheries de la province de Québec aussi uniforme que possible avec celle de la province d'Ontario.

10°—Que les représentations faites au comité relativement à la loi des oiseaux migrateurs soient transmises au gouvernement fédéral.

11°—Qu'il y aurait lieu d'encourager la multiplication des sanctuaires pour la protection du castor dans le nord de la province avec le concours du ministère des affaires indiennes pour améliorer, plus tard, les conditions de vie des indiens.

12°—Que des représentations soient faites au procureur général en vue de simplifier la marche des procédures contre ceux qui violent les lois de chasse et de pêche.

13°—Que l'autorité conférée aux gardes-chasse et aux gardes-pêche, en vertu de leur commission, soit étendue au-delà du comté pour lequel ils ont été nommés.

14°—Que le corps des gardes-chasse et des gardes-pêche soit réorganisé pour le rendre plus efficace en augmentant le nombre des équipes volantes et en payant davantage les officiers, sauf à en diminuer le nombre là où les circonstances le permettent.

Par ailleurs, le comité croit devoir revenir sur une suggestion qu'il avait faite l'an dernier et insister de nouveau pour qu'une licence de pêche et de chasse soit imposée aux résidents de la province, à la condition que le produit de cette licence constitue un fonds spécial, mis à la disposition du département, pour toutes les fins relatives à la protection de la faune ainsi que pour des fins de pisciculture, d'éducation et d'organisation. Le comité émet l'opinion que les colons et les cultivateurs, lorsqu'ils pêchent ou qu'ils chassent dans un rayon de cinq milles de leur résidence, pourraient être exemptés de ce permis.

Le comité désire réaffirmer d'une façon très catégorique la position qu'il a prise l'an dernier relativement aux personnes qui, au moyen de brande scie, d'huile ou de substances délétères, rendent impropres pour le poisson les eaux des lacs et des rivières. Le comité recommande que ces personnes soient traitées avec toute la sévérité prévue par les lois fédérales et provinciales.

En terminant, le comité est d'opinion que les recommandations qu'il avait faites l'an dernier et qui ont déjà reçu une suite pratique, ainsi que les recommandations qu'il a l'honneur de faire cette année, ne pourront manquer d'améliorer la situation de la faune dont l'importance est de plus en plus considérable pour notre province et notre population.

Sur la motion de M. Boiteau, secondé par M. Pelletier (Lotbinière), il est—

Ordonné que les dispositions du règlement qui ont trait à la réception et à l'examen des pétitions, ainsi qu'à la publication des avis, à l'examen et à la présentation des bills privés, soient suspendus, et qu'il lui soit permis de présenter un bill No 145, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés".

M. Boiteau, en conséquence, présente le bill No 145, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés", qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier du Conseil législatif les messages suivants, lesquels sont lus comme suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 34, intitulé: "Loi modifiant la loi des compagnies de télégraphe et la Loi des compagnies de téléphone".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants:

Bill No 52, intitulé: "Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province".

Bill No 53, intitulé: "Loi concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val d'Or".

Bill No 111, intitulé: "Loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson".

Bill No 127, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Hull".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 110 intitulé: "Loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prosper Major", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en remplaçant, aux lignes 8 et 9 de la page 2, les mots: "soixante et quinze pour cent", par les mots: "soixante-cinq pour cent".

2. a. L'article 3 est modifié en remplaçant, aux lignes 3 et 4 les mots: "soixante et quinze pour cent", par les mots: "soixante-cinq pour cent";

b. En remplaçant, à la ligne 6, l'année "1945", par l'année "1942".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 110) intitulé: "Loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prosper Major", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 103, intitulé: "Loi constituant en corporation *Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension*", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 5, page 2, est modifié en ajoutant, à la fin dudit article, les mots: "Ce ministre devra être sujet britannique, dans le cas où le ministre ne serait pas sujet britannique, les registres de l'état civil ci-dessus pourront être tenus par un secrétaire de la congrégation qui, lui, devra être sujet britannique".

Aussi le bill No 116, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la ligne 4 de l'alinéa commençant par les mots: "Les termes...", les mots: "six pour cent", par les mots: "cinq pour cent".

2. L'article 5 est modifié:

a. En ajoutant, après le mot: "général" à la fin de l'alinéa (a), les mots: "ou dans le cas d'absence ou d'incapacité de ce dernier, de la signature de la personne nommée à cette fin par le conseil".

b. En biffant, dans les lignes 5, 6, 7 et 8 de l'alinéa (f), les mots suivants: "sauf, cependant, que toutes les procédures mentionnées dans cette loi devront être faites devant un juge de la Cour d'appel au lieu d'un juge de la Cour supérieure."

Aussi le bill No 125, intitulé: "Loi constituant en corporation L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le préambule est modifié en biffant, dans le sixième alinéa, aux lignes 5, 6, 7 et 8, les mots: "et offrant, tant par son passé, que par l'esprit qui l'anime, une garantie de syndicalisme inspirés par les plus hauts principes moraux".

2. L'article 5 est modifié:

a. En ajoutant, à la suite du mot: "analogue" dans la ligne 3, les mots: "à celle de voyageurs de commerce";

b. En remplaçant, dans la ligne 4, les mots: "sont" par le mot: "soient";

3. L'article 17 est modifié à l'alinéa (c), en ajoutant, à la suite des mots: "de l'aumônier-directeur", les mots: "et de son assistant".

4. L'article 33 est modifié dans la ligne 3, en remplaçant les mots: "voyageurs de chaussures", par les mots: "voyageurs en chaussures".

5. L'article 35 est modifié en biffant, dans la ligne 2, le mot: "cependant".

Aussi le bill No 137, intitulé: "Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 3, comme article 3a:

"3a. Nonobstant le changement de son nom et les droits qui lui sont conférés, rien dans la présente loi n'a pour effet de modifier, les obligations dudit Francis Reginald Neilson, à l'égard du gouvernement de la province, ni d'affecter aucune réclamation que ce gouvernement peut avoir contre lui.

Pour les fins du présent article, le débiteur peut être appelé Francis Reginald Neilson ou Francis Reginald Neilson Sewell".

Aussi le bill No 132, intitulé: "Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié en remplaçant, dans la ligne 7, "(novembre 1940)", par "(octobre 1941)".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 103) intitulé: "Loi constituant en corporation *Slovak Evangelical Lutheran Congregation of Unaltered Augsburg Confession of the Ascension*", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 116) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Verdun", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 125) intitulé: "Loi constituant en corporation L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada", et lesdits amendements sont lus une première, et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 137) intitulé: "Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 132) intitulé: "Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, des résolutions relatives au bill No 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver".

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'ordre soit révoqué.

Ordonné que les résolutions soient retirées.

Sur la motion de l'honorable M. Leduc, il est—

Ordonné que l'honorable M. Leduc ait la permission de présenter un bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en ledit comité plénier.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

Cet amendement est lu une première fois.

La motion "Que l'amendement soit maintenant lu une seconde fois", étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Labelle,</i>	<i>Vachon.—33.</i>
<i>Langlais,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Connors,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Messier.—6.</i>

La motion est ainsi adoptée.

L'amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant l'amendement" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

L'amendement est, en conséquence, adopté.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 126) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 134) intitulé: "Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école St-Édouard, à Beauport".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 144) intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente-quatre mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agronomie et établissement de sujets britanniques sur des terres libres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour établissement des fils de cultivateurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction pour fins culturelles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi prochain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 29 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le treizième rapport de ce comité, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant:

Bill 123.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bourque ait la permission de présenter un bill (No 62) intitulé: "Loi relative aux biens de la Corporation du pont du Lac Saint-Louis".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 66) intitulé: "Loi facilitant le crédit agricole aux colons".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 67) intitulé: "Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Labbé, secondé par M. Tardif, il est—

Ordonné que M. Labbé ait la permission de présenter un bill (No 181) intitulé: "Loi protégeant les ouvriers atteints de silicose".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 70) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc National du mont Orford".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Élie, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 71) intitulé: "Loi créant une chambre agricole provinciale".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 73) intitulé: "Loi abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53 et l'article 316 du Code du notariat relatifs à la validité de certains actes notariés".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 74) intitulé: "Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 76) intitulé: "Loi concernant la libération de certains débiteurs".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 77) intitulé: "Loi modifiant la Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant le Code civil".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Élie, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 82) intitulé: "Loi pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 63, intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et commutations des taxes municipales et scolaires".

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Élie, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec".

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Dussault, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 67, intitulé: "Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales".

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 70, intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc National du mont Orford".

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 72, intitulé: "Loi pour encourager le développement minier dans la province".

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 74, intitulé: "Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation."

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 75, intitulé: "Loi créant une école de filature".

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 80, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière".

Sur la motion de M. Tellier, secondé par M. Roy, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 117, intitulé: "Loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson", a été rejeté, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Tellier, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 121, intitulé: “Loi concernant le pain”, a été rejeté, les frais ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d’impression et de traduction.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolutions relatives au bill No 22, intitulé: “Loi relative à la sûreté provinciale”.

L’honorable M. Duplessis informe la Chambre que l’honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L’honorable M. Duplessis propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser la continuation du paiement, à tout officier de la Sûreté, de son traitement ou d’une partie de son traitement après que cet officier sera devenu incapable de remplir ses fonctions par suite de blessures reçues dans l’accomplissement de ses devoirs et que, au cas de décès de l’officier à la suite de telles blessures, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder à l’épouse et aux enfants dont il était le soutien, s’ils sont dans le besoin, une indemnité n’excédant pas trois mille dollars.

Résolu, 2.—Que toutes les dépenses occasionnées pour l’organisation et le fonctionnement de la Sûreté et généralement pour l’application de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l’Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première, une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d’étudier le bill (No 22) intitulé: “Loi relative à la sûreté provinciale”.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 22) intitulé: "Loi relative à la sûreté provinciale".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, le document suivant: copie de toute correspondance, de tous rapports et de tous autres documents entre le gouvernement et toute personne, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date, concernant l'industrie de la tourbe dans la province de Québec.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Delagrave, il est—

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie de tous arrêtés ministériels et de toutes correspondances, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date, concernant l'exportation de l'énergie électrique soit dans les autres Provinces, soit aux États-Unis.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour économie rurale (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq cent six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour enseignement agricole, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent quatre-vingt-dix mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent vingt-neuf mille sept cent vingt dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour médecine vétérinaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des plantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour publicité—service de (Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie des combustibles (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour drainage (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour frais de transport se rattachant à l'établissement des colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas un mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour développement de l'industrie de la chèvrerie (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la colonisation, encouragement à la petite industrie et diverses dépenses imputables aux mouvements de colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour retour à la terre, plan Rogers-Auger (Adm.) (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Des travaux ont-ils été faits sur les chemins des rangs 3 et 4 de St-Prime, Lac St-Jean, allant vers St-Félicien depuis le 1er octobre 1936 ?
2. Ces travaux ont-ils été faits par un entrepreneur ou ont-ils été exécutés à la journée par le gouvernement ?
3. Si ces travaux ont été faits par un entrepreneur quel est le nom de cet entrepreneur ?
4. Quel montant lui a-t-il été payé pour leur exécution ?
5. Quelle était la longueur et la largeur du chemin à faire ?
6. Si les travaux ont été exécutés à la journée par le gouvernement, qui a été le surveillant en chef ?
7. Combien a coûté l'exécution de ces travaux ?
8. Combien d'hommes ont été employés à l'exécution de ces travaux ?
9. Donnez les noms de ceux qui ont travaillé et le montant total payé à chacun d'eux ?
10. Ces travaux ont-ils été payés par chèque ?
11. Par qui les chèques ont-ils été encaissés ?

L'honorable M. Auger dépose, sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de cette Chambre, en date de ce jour, donnant un état montrant :

1. Des travaux ont-ils été faits sur les chemins des rangs 3 et 4 de St-Prime, Lac St-Jean, allant vers St-Félicien depuis le 1er octobre 1936 ?
2. Ces travaux ont-ils été faits par un entrepreneur ou ont-ils été exécutés à la journée par le gouvernement ?
3. Si ces travaux ont été faits par un entrepreneur quel est le nom de cet entrepreneur ?
4. Quel montant lui a-t-il été payé pour leur exécution ?
5. Quelle était la longueur et la largeur du chemin à faire ?
6. Si les travaux ont été exécutés à la journée par le gouvernement, qui a été le surveillant en chef ?
7. Combien a coûté l'exécution de ces travaux ?
8. Combien d'hommes ont été employés à l'exécution de ces travaux ?
9. Donnez les noms de ceux qui ont travaillé et le montant total payé à chacun d'eux ?
10. Ces travaux ont-ils été payés par chèque ?
11. Par qui les chèques ont-ils été encaissés ?

(Document de la session No 24.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 113) intitulé: "Loi constituant en corporation *The Normetal Railway Company*".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 108) intitulé: “Loi relative à la ville de Richmond”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 112) intitulé: “Loi concernant la ville d’Asbestos”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 138) intitulé: “Loi relative à *The Empire Trust Company*”.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l’Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l’a adopté sans amendement.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 145) intitulé: “Loi ratifiant et confirmant un acte d’accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés”.

M. Boiteau propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité des bills publics en général.

Sur la motion de l’honorable M. Duplessis, secondé par l’honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s’ajournera aujourd’hui, elle soit ajournée à demain.

Et, alors, la Chambre s’ajourne.

MERCREDI 30 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Question par M. Bercovitch.—1. Depuis le dernier discours sur le budget, le gouvernement a-t-il emprunté de l'argent ?

2. Dans l'affirmative, quelles sont les sommes totales empruntées ?

3. Quels titres de créance a-t-on donnés au prêteur ?

4. Quel montant de ces sommes totales empruntées a été employé, pour fins de remboursement ?

5. Des soumissions ont-elles été demandées avant qu'aucun de ces emprunts ne fut effectué par le gouvernement ?

6. Par l'entremise de quelle personne, société ou corporation ces emprunts ont-ils été négociés ?

7. Quel montant net en argent le gouvernement a-t-il reçu de chaque emprunt ?

Réponse par l'honorable M. Fisher :

Pendant la période de temps mentionnée à cette question, la province a contracté deux emprunts par obligations, dont le premier pour un montant de \$31,000,000. et le second pour un montant de \$25,000,000. De cette somme totale, \$20,577,407.54 ont été pour rembourser des obligations échues et contractées par l'ancien régime. La balance a été pour payer des dettes contractées par l'ancien régime ainsi que pour le chômage et la législation sociale mise en application par le gouvernement actuel.

Des soumissions ont été demandées à divers syndicats.

Le premier emprunt a été négocié par l'intermédiaire d'un syndicat dont faisaient partie la Banque Royale du Canada et la Banque Provinciale du Canada ainsi que plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

Quant à l'emprunt de \$31,000,000, sur une première somme de \$10,000,000. la province a reçu \$98.55 par \$100.00. Sur une deuxième somme de \$10,000,000. la province a retiré \$97.75 par \$100.00. Sur une troisième somme de \$11,000,000., échue le 1er juillet 1949, la province a reçu \$97.58 par \$100.00 formant un taux moyen de \$2.78.

Quant à l'emprunt de \$25,000,000., sur une première somme de \$10,000,000. la province a reçu \$98.85725 par \$100.00. Sur une deuxième somme de \$15,000,000. la province a reçu \$97.18 par \$100.00 formant un taux réel de 3.059.

Le deuxième emprunt a été négocié par l'intermédiaire d'un syndicat dont faisaient partie la Banque de Montréal, la Banque Canadienne Nationale, la Banque Provinciale du Canada ainsi que plusieurs maisons d'affaires canadiennes-françaises et anglaises.

Relativement à ces deux emprunts, tous les frais légaux, les frais d'impressions des débentures ainsi que les frais de publicité n'ont pas coûté un sou à la province mais ont été payés par les courtiers.

Question par M. Lafleur.—1. Quels ont été les soldes des comptes de banque courants de la province au 31 mars de chaque année, de 1932 à 1936 inclusivement ? Quels ont été les taux d'intérêt sur soutirés (s'il y en a) aux mêmes dates ?

2. Quel était le solde en banque au compte courant de la province au 31 mars 1937 et le taux d'intérêt payé sur le soutiré, s'il y en a ?

3. Quels ont été les taux d'intérêt sur les bons du trésor émis par le Trésorier de la province pour la période de 1932 à 1936 inclusivement ?

4. Quel est le taux d'intérêt sur la garantie de \$3,000,000.00 de dében-
tures de la Corporation du Pont du lac St-Louis ?

5. Quel était le taux d'intérêt moyen réel obtenu sur les emprunts pour obligations de la province pour les deux périodes suivantes :

a. De mars 1925 au 30 juin 1936 ?

b. De novembre 1936 à date ?

6. Quelles ont été les commissions moyennes payées aux courtiers sur les emprunts pour obligations de la province pour les périodes mention-
nées à la question précédente ?

7. Du 30 décembre 1930 au 26 août 1936, pendant combien de temps les comptes de banques de la province ont-ils été soutirés à la banque ?

8. Pourquoi l'ancien gouvernement a-t-il ainsi soutiré ces comptes de banque ?

Réponse par l'honorable M. Fisher :

1.—	Année	Soutiré	Taux
	1932	\$10,241,649.67	5½%
	1933	2,829,740.91	5½%
	1934	4,840,558.74	5%
	1935	7,605,972.12	4%
	1936	8,855,828.54	3¾%

2.—A cette date, il n'y avait pas de soutiré, les comptes courants étant au crédit de \$1,237,187.13.

3.—	Année	A terme	A demande
	1933	5½%	5½%
	1933	5%	5%
	1934	4½%	5%
	1934	4%	4½%
	1935	3½%	4%
	1936	2¾%	3½%
	d'oct. 1936 à date (1937)	2% et 1¾%	Aucun.

4.—Antérieurement à 1937, 3¾%—actuellement, 2¾%.

5. a) 3.864%.

b) 2.57%

6. a) \$1.138 par \$100. payé par l'ancien gouvernement;
b) \$0.692 par \$100. payé par le gouvernement actuel, soit au delà de 38% de mieux que l'ancien gouvernement.

7. 2553 jours.

8. Parce que l'ancien gouvernement donnait des chèques sans avoir les fonds nécessaires à la banque.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Quels sont les noms des journaux, corporations, sociétés et personnes auxquelles le Gouvernement a payé ou avancé des frais d'annonces et de publicité depuis le 26 août 1936 à date?

Combien a-t-il payé ou avancé à chacun:

a. Pour frais d'impression et de reliure;

b. Pour frais d'annonces et de publicité;

c. Pour d'autres frais divers et subventions quelconques.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Le Gouvernement a-t-il acheté des matériaux de construction et d'autres effets ou marchandises pour les colons, depuis le 26 août 1936?

2. Dans l'affirmative:

De quelles personnes, sociétés ou corporations ces matériaux ou marchandises ont-ils été achetés?

3. Quels sont les nom, prénoms, adresse et raisons sociales selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Combien le Gouvernement a-t-il payé à chacune de ces personnes, sociétés ou corporations?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Combien de véhicules-automobiles les différents ministères, sauf celui de l'Agriculture, ont-ils achetés depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces véhicules-automobiles ont-ils été achetés?

3. Quels sont les lieux de résidence ou principal bureau d'affaires, selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Combien de véhicules-automobiles les différents ministères ont-ils achetés de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations et quelle est la marque desdits véhicules-automobiles?

5. Quel prix les différents Ministères ont-ils payé dans chaque cas?

Sur la motion de M. Delagrave, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Depuis le 1er septembre 1936 au 1er mars 1938, le Gouvernement a-t-il accordé, par l'entremise de l'un de ses Départements, services, commissions ou offices, des contrats de \$25,000. et plus ?

2. Dans l'affirmative :

a. Indiquer le nombre et la nature de chacun de ces contrats ;

b. Le Gouvernement a-t-il demandé des soumissions publiques pour chacun d'eux ?

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Le Gouvernement a-t-il fait des réparations ou améliorations à ses bureaux, édifices publics, palais de Justice, immeubles de la Commission des Liqueurs, résidences privées louées, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date ?

2. Si la réponse est affirmative, quel est le montant total des dépenses ainsi faites par le Gouvernement ?

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Le Gouvernement, ou l'un de ses ministères, services, commissions ou offices, a-t-il fait l'acquisition d'armes, de munitions et de bombes lacrymogènes depuis le 26 août 1936 jusqu'à date ?

2. Si la réponse est affirmative :—

a. Quelle sorte d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes le Gouvernement a-t-il achetées ?

b. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces achats ont-ils été faits ?

c. Quels sont les noms, prénoms, ou raisons sociales suivant le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations ?

d. Combien d'armes, de munitions ou de bombes lacrymogènes ont été achetées de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations ?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

Combien le Gouvernement, ou l'un de ses ministères, services, commissions ou offices, a-t-il payé pour l'achat d'armes, de munitions et de bombes lacrymogènes depuis le 26 août 1936 jusqu'à date ?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. Le Gouvernement a-t-il accordé des subventions depuis le 26 août 1936, à date, aux pêcheurs des Iles de la Madeleine pour leur aider à se construire des bateaux de pêche ?

2. Si la réponse est affirmative :

Quels sont les noms, prénoms et adresses de ceux qui ont ainsi obtenu des subventions et le montant accordé à chacun ?

L'honorable M. Duplessis dépose, sur le bureau de la Chambre :

Réponse à un ordre de la Chambre en date de ce jour demandant un état montrant :

1. Le Gouvernement a-t-il accordé des subventions depuis le 26 août 1936, à date, aux pêcheurs des Iles de la Madeleine pour leur aider à se construire des bateaux de pêche ?

2. Si la réponse est affirmative :

Quels sont les noms, prénoms et adresses de ceux qui ont ainsi obtenu des subventions et le montant accordé à chacun ?

(Document de la session No 25.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 22) intitulé : "Loi relative à la sûreté provinciale".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 63, intitulé : "Loi modifiant la Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et commutations des taxes municipales et scolaires".

L'honorable M. Bilodeau informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que la somme de dix mille dollars que le ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce a été autorisé à dépenser, par la loi 1 George VI, chapitre 56, section 1, pour établir :

1° La valeur réelle de tous les biens immobiliers appartenant à des corporations industrielles ou commerciales bénéficiant d'une exemption ou d'une commutation de taxes municipales ou scolaires; et

2° A combien s'élèvent les exemptions et les commutations des taxes municipales et scolaires accordées à ces établissements industriels ou commerciaux,—

soit portée à vingt mille dollars, conformément à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions.

Résolu, 2.—Que les traitements et salaires des officiers et employés visés par l'article 2 de ladite loi 1 George VI, chapitre 56, seront fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 3.—Qu'un membre de l'Assemblée législative peut être nommé officier en vertu de la résolution 2 et recevoir une rémunération et le paiement de ses frais encourus à l'occasion de ses services comme tel, sans encourir d'incapacité au sens de l'article 65 de la Loi de la Législature ou de l'article 121 de la Loi électorale de Québec.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Thibault,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Lafleur,</i>	<i>Vachon.</i> —58.

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Connors,</i>	—11.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau, ait la permission de présenter un bill (No 63) intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et commutations des taxes municipales et scolaires".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Rousseau,</i>

Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fleury,
Gagnon,
Goudreau,
Jolicœur,
Labbé,
Lafleur,

Roy,
Sauvé,
Sherman,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon.—58.

CONTRE

Messieurs:

Bastien,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,
Connors,

Dansereau,
Delagrave,
Lawn,
Messier,
Turcotte,
—11.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L’honorable M. Duplessis dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à un ordre de l’Assemblée législative, en date du 18 mars 1938, pour un état montrant:

1. Y a-t-il des reviseurs de formules de pension de vieillesse nommés sous l’ancien gouvernement, qui ont été payés par le gouvernement actuel?

2. Dans l’affirmative: Quels sont les noms des reviseurs de pension de vieillesse qui ont été payés et quel montant a-t-il été payé à chacun d’eux?

(Document de la session No 26.)

Aussi:

Réponse à un ordre une adresse de l’Assemblée législative, en date du 29 mars 1938, pour: Copie de tous arrêtés ministériels et de toutes correspondances, depuis le 26 août 1936 jusqu’à date, concernant l’exportation de l’énergie électrique soit dans les autres Provinces, soit aux États-Unis.

(Document de la session No 27.)

Aussi:

Réponse à un ordre de l’Assemblée législative, en date du 18 mars 1938, pour:

1. Le Gouvernement a-t-il acquis de gré à gré la totalité ou certaines parties de la Seigneurie du lac Témiscouata ou seigneurie Thomas, dans le district électoral de Témiscouata?

2. Si la réponse est affirmative:
 - a. Quand et à quelles conditions?
 - b. Quelle est la description des terres ou partie de terres ainsi acquises?
 - c. Quand l'acte de vente a-t-il été passé entre le Gouvernement et les propriétaires de la dite seigneurie?
 - d. Cet acte de vente est-il enregistré?
 - e. S'il ne l'est pas, quand le sera-t-il?
3. Si le Gouvernement n'a pas acquis de gré à gré ladite seigneurie ou une partie d'icelle, quand se propose-t-il de l'acheter et pourquoi la transaction n'est-elle pas encore faite?
4. Le Gouvernement a-t-il nommé un arbitre pour fixer la valeur des terres dont il veut devenir acquéreur dans la seigneurie du Lac Témiscouata?
5. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?
6. Les propriétaires de ladite seigneurie ont-ils aussi choisi un arbitre?
7. Si oui, quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de cet arbitre?
8. Ces deux arbitres en ont-ils choisi un troisième?
9. Si la réponse est affirmative: quels sont les nom, prénoms, profession et lieu de résidence de ce troisième arbitre?
10. Ces arbitres ont-ils rendu leur sentence et si oui, quelle est-elle?
11. En vertu de quelle loi ces arbitres ont-ils été nommés?
12. Y a-t-il, à l'heure actuelle, des colons établis sur les terres ou parties de terres que le gouvernement a acquises ou veut acquérir dans les limites de la seigneurie du Lac Témiscouata?
13. Si la réponse est affirmative:
 - a. Combien de colons sont ainsi établis?
 - b. Depuis quand le sont-ils?
 - c. Quels sont leurs nom et prénoms?
 - d. Quel était le lieu de leur résidence avant leur établissement sur les terres de la dite seigneurie?
 - e. A quels endroits ces colons sont-ils établis dans la dite seigneurie?

(Document de la session No 28.)

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 75, intitulé: "Loi créant une école de filature".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il y a lieu d'encourager la formation de compétences dans l'industrie textile, pour favoriser l'établissement des jeunes et le progrès de cette industrie dans la province;

Attendu que l'établissement d'une école de filature contribuera grandement à la réalisation de ces fins;

Qu'il en soit en conséquence,—

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des terres et forêts, sera autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec toute corporation municipale, institution d'enseignement ou autres tiers, une entente pour l'établissement et le maintien, dans la province, d'une école de filature en vue de former des compétences dans l'industrie textile.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé, à ces fins, à dépenser une somme n'excédant pas cent mille dollars, payable à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 3.—Que toute corporation municipale qui sera partie à une entente conclue en vertu de la résolution 1 possèdera les pouvoirs nécessaires pour l'exécuter et sera autorisée à payer, à même ses fonds généraux, les dépenses occasionnées par l'exécution de cette entente et qu'elle pourra en outre, nonobstant les dispositions contraires de toute loi générale ou spéciale, emprunter par résolution et sans autre approbation que celles du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce et de la Commission municipale de Québec, les montants nécessaires à l'exécution de cette entente.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est :—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 75) intitulé: "Loi créant une école de filature".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 67, intitulé: "Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales".

L'honorable M. Bilodeau informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à prendre les mesures qu'il jugera nécessaires pour établir avec exactitude et équité le capital requis pour le rachat des rentes substituées aux droits seigneuriaux et à dépenser, à cette fin, jusqu'à concurrence de vingt-cinq mille dollars.

Résolu, 2.—Qu'il pourra, pour l'application de la loi qui accompagne les présentes résolutions, nommer des officiers spéciaux, déterminer leurs fonctions et devoirs et fixer leur traitement.

Résolu, 3.—Qu'un membre de l'Assemblée législative pourra être nommé officier spécial en vertu de la résolution 2, et recevoir une rémunération et le paiement de ses frais encourus à l'occasion de ses services comme tel, sans encourir d'incapacité au sens de l'article 65 de la Loi de la Législature ou de l'article 121 de la Loi électorale de Québec.

Résolu, 4.—Que les dépenses autorisées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront payées à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

Et la motion "que ces résolutions soient maintenant lues une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),

Langlais,
Larivière,
Larochelle,
Larouche,
Layton,
Leclerc,

Bégin,
Bellemare,
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Bulloch,
Caron,
Castonguay,
Coonan,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fleury,
Gagnon,
Jolicœur,
Labbé,
Lafleur,

Leduc (Laval),
Leduc (Soulanges),
Lorrain,
Marier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Rousseau,
Roy,
Sauvé,
Sherman,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Trudel,
Vachon,
—55.

CONTRE

Messieurs :

Bastien,
Bertrand (Montréal-Laurier),
Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,

Connors,
Dansereau,
Lawn,
Messier,
Turcotte.—10.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues la deuxième fois.

La motion “que les résolutions soient maintenant adoptées” est mise aux voix et la Chambre se divise et l’adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d’étudier le bill (No 67) intitulé: “Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l’abolition des rentes seigneuriales”.

L’ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 67) intitulé: “Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l’abolition des rentes seigneuriales”.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Et la motion "que ce bill soit maintenant lu une troisième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Jolicœur,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Vachon,</i>
<i>Lafleur,</i>	—55.

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Connors,</i>
<i>Bertrand (Mont-Laurier),</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Turcotte.—10.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 62) intitulé: "Loi relative aux biens de la Corporation du pont du Lac Saint-Louis".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 64) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 70, intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc National du mont Orford".

L'honorable M. Gagnon informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que les gardiens et autres fonctionnaires, temporaires ou permanents, nécessaires pour l'application de la Loi du Parc national du Mont Orford, telle qu'éditée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre des mines et des pêcheries et leurs fonctions et traitements seront déterminés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Résolu, 2.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer un surintendant pour prendre charge de l'application de ladite Loi du Parc national du Mont Orford et des règlements établis sous son empire, et déterminer son traitement.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra établir des règlements pour l'octroi et le prix des licences et des permis.

Résolu, 4.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation dudit ministre des mines et des pêcheries pourra autoriser le paiement, aux conditions et de la manière qu'il détermine, à même le fonds consolidé du revenu, d'une somme n'excédant pas cinquante mille dollars pour l'exécution de ladite Loi du Parc national du Mont Orford.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 70) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc National du mont Orford".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 70) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc National du mont Orford".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Un débat s'élève.

M. Casgrain propose par voie d'amendement, secondé par l'honorable M. Connors:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette que l'application des lois concernant les pensions de vieillesse et l'établissement d'un crédit Agricole provincial aient donné lieu au favoritisme, à la propagande électorale et à un nombre considérable d'autres abus, au détriment des personnes qui sont dans les conditions requises pour bénéficier des avantages desdites lois, et demande au Gouvernement de prendre sans délai des mesures nécessaires pour remédier auxdits abus et empêcher leur répétition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Grégoire,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Turcotte,</i>
<i>Connors,</i>	—11.

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Laflour,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Lamoureux,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Roy,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Vachon.</i> —54.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté une résolution et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La dite résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

L'honorable M. Bilodeau dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

État financier des corporations scolaires pour l'année finissant le 30 juin 1936.

(Document de la session No 29.)

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 31 MARS 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

M. Bégin, du comité des bills privés en général, présente le quatorzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill No 142.—Loi modifiant la charte de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie".

Bill No 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.

Votre comité désire recommander que le bill soit imprimé de nouveau pour les membres de Votre Honorable Chambre, et qu'il soumet humblement à votre considération les amendements: A, B, C, D, E, F, G.

Votre comité fait aussi rapport que les promoteurs du bill No 130, intitulé: "Loi autorisant la corporation de ville Saint-Pierre à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente", ont déclaré qu'ils désiraient le retirer.

Votre comité recommande de prolonger au 6 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que le rapport soit adopté.

M. Boyer, du comité des bills publics en général, présente le neuvième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, les bills suivants:

Bill 115.—Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.

Bill 122.—Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.

Bill 136.—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement No 178.

Et sans amendement le bill suivant:

Bill 144.—Loi concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.

M. Marier, du comité des règlements, présente le douzième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité recommande de prolonger au 6 avril prochain inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés et de dispenser du paiement des droits additionnels prescrits par le paragraphe 1 de l'article 543 du règlement les promoteurs des bills privés, qui profiteront de la prolongation de ces derniers délais.

Résolu que le rapport soit adopté.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 69) intitulé: "Loi relative à la loi 1 George VI, chapitre 13".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Y a-t-il plusieurs personnes de Mont-Joli, dans le comté de Matane, qui ont fait application auprès du gouvernement provincial pour bénéficier des avantages du plan Rogers-Bilodeau?

2. Quels sont les noms et prénoms de ces personnes?

3. Quels sont les noms et prénoms:

a. De ceux dont les applications ont été refusées?

b. De ceux dont les applications ont été acceptées?

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 29, intitulé: Loi de l'aide à la jeunesse.

Bill No 32, intitulé: Loi pourvoyant à l'établissement de mines-écoles.

Bill No 55, intitulé: Loi modifiant la Loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 23, intitulé: "Loi relative à la vente avec faculté de réméré", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté à la suite du préambule, comme article "1":

"1. L'article 1537 du Code civil est modifié en ajoutant, après le nombre "1550", dans la quatrième ligne du premier alinéa, les nombres "1550a, 1550b, 1550c".

2. L'article 4 est modifié:

a. en ajoutant, à la ligne 12, à la fin du mot "acheteur", les mots suivants: "à compter de la date de la vente à réméré";

b. en remplaçant, à la ligne 16, le mot "acedet" par les mots: "acte de";

c. en ajoutant, à la fin dudit article, l'alinéa suivant:

“Cet acte d'obligation ou le jugement qui en tient lieu doit être enregistré dans les trente jours de sa date”.

3. L'article suivant est ajouté avant l'article 5, comme article “6”;

“6. L'article 2248 dudit code est modifié en remplaçant les mots: “est de rigueur”, dans la deuxième ligne du premier alinéa, par les mots: “a son effet, sujet aux articles 1550a, 1550b, et 1550c”.

4. Les articles 1, 2, 3 et 4 deviennent respectivement 2, 3, 4 et 5 et les articles 5 et 6 deviennent respectivement 7 et 8.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 23) intitulé: “Loi relative à la vente avec faculté de réméré”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 40, intitulé: “Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie”.

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a par terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau à la présente séance.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la présente séance.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent quarante-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales d'administration (Colonisation), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour loi de l'acquisition de certaines terres pour fins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance le Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

La résolution No 1 est lue une première et une seconde fois et adoptée.

La résolution No 2 est lue une première fois.

Et la motion "que cette résolution soit maintenant lue une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Monette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Vachon.—55.</i>
<i>Jolicœur,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Lawn,</i>

*Bouchard,
Bouthillier,
Casgrain,
Dansereau,*

*Marcoux,
Messier,
Turcotte.—11.*

La motion est ainsi adoptée.

Et la résolution, est en conséquence, lue une seconde fois.

Et la motion: "Que cette Chambre adopte maintenant la résolution" étant mise aux voix, la Chambre se divise, et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération les résolutions relatives au bill No 40, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie".

(EN COMITÉ)

Attendu que la diffusion de l'enseignement agricole dans la province est une œuvre éminemment nationale;

Attendu que la création d'écoles régionales d'agriculture est l'un des moyens les plus propres à assurer le développement normal de cette œuvre;

Attendu qu'il est dans les meilleurs intérêts de la province de contribuer généreusement à l'établissement d'une école régionale d'agriculture dans la Gaspésie.

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, soit autorisé à établir et à maintenir, dans la Gaspésie, une école régionale d'agriculture.

Résolu, 2.—Qu'il pourra acquérir ou louer et aménager les immeubles nécessaires à cette fin; qu'il pourra aussi conclure avec une corporation ecclésiastique ou religieuse une entente, aux conditions qu'il déterminera, pour l'organisation et le maintien d'une telle école et assumer, payer ou garantir les obligations contractées en vue de l'établissement d'une telle école et verser des allocations à ladite corporation.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à dépenser, pour l'application de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, à même le fonds consolidé du revenu, pendant cinq années, une somme annuelle de vingt mille dollars, et à payer une bourse mensuelle de neuf dollars par élève fréquentant cette école, jusqu'à concurrence de soixante-quinze élèves.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 40) intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 70) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc National du Mont Orford".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 66) intitulé: "Loi facilitant le crédit agricole aux colons".

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 83) intitulé: "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au

fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la Loi électorale de Québec".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Prière.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Le Dr Alphonse Lespérance est-il à l'emploi du Gouvernement comme médecin-en-chef du Sanatorium du Lac-Édouard?

2. Si oui:

a. Quel est son salaire?

b. Combien de temps par jour donne-t-il aux malades du Lac-Édouard?

c. Quel montant coûte l'Assistance Médicale au Sanatorium du Lac-Édouard?

Réponse par l'honorable M. Paquette:

1. Oui, à la demande des R.R. Soeurs Dominicaines.

2. a. \$2,000.00 par année.

b. Trois heures par jour en moyenne.

c. \$6,900.00 par année.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à l'avenir, cette Chambre tienne trois séances tous les jours, sauf le dimanche; la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; la troisième, de

huit heures et demie à onze heures du soir; et qu'à chaque séance, l'ordre des affaires soit réglé suivant les dispositions du règlement relatives aux séances du mardi.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 79) intitulé: "Loi autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-la-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 131) intitulé: "Loi relative à la cité de Drummondville".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 135) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 114) intitulé: "Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 123) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 115) intitulé: "Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 122) intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu un première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-Est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage et ratifiant son règlement No 178".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Thibeault, secondé par M. Paradis, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 118, intitulé: "Loi constituant en corporation La Société coopérative des dentistes de Québec", a été retiré, les frais ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction".

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Pelletier (Gaspé-Nord), il est—

Ordonné que, vu que le bill No 130, intitulé: "Loi autorisant la corporation de ville Saint-Pierre à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente", a été retiré, les frais ordinaires et additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés, leur soient remboursés, après déduction faite des frais d'impression et de traduction.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 69) intitulé: "Loi relative à la loi 1 George VI, chapitre 13".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Aide à la recherche des mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et Pêcheries—Jardin Zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain après-midi, à trois heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 1er AVRIL 1938

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de M. Beaudry, secondé par M. Labbé, il est—

Ordonné que M. Beaudry ait la permission de présenter un bill (No 176) intitulé: "Loi relative à la cité de Sherbrooke".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

M. l'orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

Bill No 56, intitulé: "Loi modifiant l'article 423 de la loi des cités et villes".

Bill No 61, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires".

Bill No 107, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Val d'Or".

Bill No 139, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun".

Bill No 141, intitulé: "Loi validant la cléricature de Jacques Feeney".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 14, intitulé: "Loi modifiant la loi des enquêtes sur les incendies", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 4 est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne de l'alinéa a), le mot "huit" par le mot "cinq".

Aussi le bill No 54, intitulé: "Loi modifiant la loi des mines de Québec", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 2:

2. Ladite loi est modifiée en ajoutant après l'article 54a, tel qu'édicte par la loi 24 George V, chapitre 29, section 5, et tel que modifié par la loi 1 George VI, chapitre 41, section 30, l'article suivant:

"54b. Lorsqu'une personne est injustement en possession d'un terrain couvert par un claim minier ou par un permis de mise en valeur et refuse de déguerpir ou d'en abandonner la possession, le détenteur du claim ou du permis de mise en valeur, avec la permission du ministre des mines et pêcheries, ou le ministre peut

demander à un juge de la Cour de Circuit, si le terrain est situé dans le district de Montréal, ou s'il est situé dans un autre district, à un magistrat de district ayant juridiction dans le district où le terrain est situé, par requête dûment signifiée avec un avis d'au moins dix jours francs de la date de sa présentation, l'ordre prévu au deuxième alinéa.

Le juge ou le magistrat, sur preuve satisfaisante, que telle personne est injustement en possession dudit terrain, doit accorder un ordre enjoignant à cette personne d'en abandonner la possession et de déguerpir.

Cet ordre a le même effet qu'un bref de possession, et le shérif ou tout huissier à qui il est remis pour être exécuté doit le faire de la même manière qu'il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire.

Les procédures prévues au présent article sont réputées matières sommaires et les dépens sont ceux d'une instance de première classe en Cour de magistrat de district.

Les dispositions du présent article s'appliquent lorsqu'il s'agit d'une terre publique non couverte par un claim minier ou par un permis de mise en valeur, mais situé dans un rayon de deux milles de tout claim minier ou de tout terrain affecté par un permis de mise en valeur ou vendu à titre de concession minière, et dont une personne a injustement pris possession. Dans ce cas, seul le ministre peut présenter la requête.

Les maisons ou autres bâtiments habités ou possédés par une personne ayant reçu d'un juge ou d'un magistrat l'ordre d'en abandonner la possession ou de déguerpir, deviennent la propriété de la Couronne trente jours après la date de tel ordre."

2. Les articles 2, 3 et 4 deviennent respectivement 3, 4 et 5.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 14) intitulé: "Loi modifiant la loi des enquêtes sur les incendies", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Ordonné que la première lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la loi des mines de Québec" ait lieu à la prochaine séance.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions au bill No 45, intitulé: "Loi pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est important pour la province d'avoir un réseau routier de premier ordre, répondant aux besoins de l'agriculture, du commerce, de l'industrie et du tourisme;

Attendu que la voirie provinciale entreprise et conduite sans système et laissée dans un état déplorable par l'administration précédente, exige une réfection rationnelle, avec plan d'ensemble, pour en assurer la meilleure efficacité;

Qu'il soit en conséquence:

Résolu, 1.—Que le gouvernement sera autorisé à prendre les mesures nécessaires pour arrêter et exécuter un plan d'ensemble de réfection et de construction du réseau routier de la province.

Résolu, 2.—Que le gouvernement sera autorisé à dépenser, pendant une période de quatre ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, une somme capitale n'excédant pas cinquante millions de dollars pour exécuter le programme de réfection et de construction prévu par la dite loi, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à payer, en totalité ou en partie, ces dépenses capitales au moyen d'emprunts n'excédant pas trente ans et contractés à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année.

Résolu, 3.—Que les travaux prévus par ladite loi seront exécutés sous la direction, la surveillance et l'autorité du ministre de la voirie et du ministre des travaux publics.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Rochefort,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Labelle,</i>	<i>Trudel.—47.</i>
<i>Larivière,</i>	

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier.—6.</i>

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 45) intitulé: "Loi pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Et la motion que le bill soit maintenant lu une deuxième fois étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Layton,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Goudreau,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Labelle,</i>	<i>Trudel,</i>
<i>Larivière,</i>	—47.

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Connors,</i>	<i>Messier.—6.</i>

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, le bill est lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chemins de mines (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Villages miniers, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Dépenses générales (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante et six mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Mine-École provinciale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Commission sur perception de royauté sur fourrures, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du Parc National de la Gaspésie (Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux à Ste-Émélie de l'Énergie, comté de Joliette, au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des personnes qui ont travaillé sur ces travaux?

3. Quel montant total a été payé à chacun d'eux?

L'honorable M. Duplessis dépose, sur le bureau de cette Chambre:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er avril 1938:

1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux à Ste-Émélie de l'Énergie, comté de Joliette, au cours de l'été dernier?

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des personnes qui ont travaillé sur ces travaux?

3. Quel montant total a été payé à chacun d'eux?

(Document de la session No 30.)

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi après-midi.

Et, alors la Chambre s'ajourne.

LUNDI 4 AVRIL 1938

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Bourque, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bourque ait la permission de présenter un bill (No 84) intitulé: "Loi pour venir en aide à l'agriculture dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

L'honorable M. Bourque propose, secondé par l'honorable M. Bilodeau, que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

M. Bouchard objecte que l'on ne peut procéder à deux lectures à la même séance.

M. l'Orateur suppléant rejette l'objection, vu l'entente qu'il y a eue à la séance de vendredi que des bills pourraient passer par deux étapes à la présente séance.

L'honorable M. Bouchard en appelle de la décision de M. l'Orateur suppléant.

Et la décision de l'Orateur suppléant étant ainsi mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Auger (Montréal-St-Jacques),
Béique,
Bilodeau,
Boyer,
Dubé (Rimouski),
Duplessis,
Fisher,
Fleury,
Gagnon,
Labbé,
Labelle,
Langlais,
Layton,

Leclerc,
Pelletier (Lotbinière),
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Raynault,
Robinson,
Roy,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.—26.

CONTRE

Messieurs :

Bastien,
Bouchard,
Casgrain,

Connors,
Delagrave,
—5.

Ainsi la décision de M. l'Orateur suppléant est maintenue.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Et la motion que le bill soit maintenant renvoyé à un comité plénier de la Chambre étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 88) intitulé: "Loi favorisant l'exercice de certains droits".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Tremblay, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Tremblay ait la permission de présenter un bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Taché, secondé par M. Labelle, il est—

Ordonné que M. Taché ait la permission de présenter un bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de M. Pouliot (Missisquoi), secondé par M. Tardif, il est—

Ordonné que M. Pouliot (Missisquoi) ait la permission de présenter un bill (No 183) intitulé: "Loi relative à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Des travaux ont-ils été exécutés dans le rang 12, Ste-Monique, Lac St-Jean, au cours de l'année 1937?

2. Dans l'affirmative: quel a été le contremaître en charge de ces travaux?

3. Quelles sont les personnes qui ont été employées pour l'exécution de ces travaux et quel montant a été payé à chacune d'elles?

Réponse par l'honorable M. Auger:

1. Oui.

2 et 3.—Travaux exécutés sous la direction de Monsieur Joseph Roy, du 12 juillet au 23 novembre, dans le chemin du rang XII, canton de Tail-
lon:—

Roy, Joseph.....	\$223.16
Collard, Wilfrid.....	58.01
Fortin, Charles.....	134.09
Fortin, Robert.....	130.96
Lavoie, Edgar.....	7.88
Maltais, Armand.....	128.43
Roy, Laurent.....	9.00
Bouchard, Élie.....	61.03
Gauthier, Arthur.....	11.25
Gauthier, Jos.-Émile.....	4.50
Gauthier, Médéric.....	2.25
Gauthier, Louis.....	17.08
Lachance, William.....	46.75
Bouchard, Éraclius.....	38.25
Fortin, Alphonse.....	25.20
Fortin, Paul-Étienne.....	14.40
Bou langer, Joseph.....	17.78
Bouchard, Georges.....	10.08
Fortin, Jules.....	8.33
Factures:	
Rossignol, Joseph.....	6.00
Maltais, Almas.....	19.50
Gauthier, Thomas-Ls.....	4.50
Total.....	\$978.43

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 86) intitulé: "Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable".

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 85, intitulé: "Loi favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province".

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Tremblay, il est—

Résolu qu'à la prochaine séance, la Chambre se formera en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 87, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 74, intitulé: "Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation."

L'honorable M. Auger informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le traitement du secrétaire des arbitres, nommé en vertu de l'article 13e de la loi 1 George VI, chapitre 38, tel qu'édicte par la loi qui accompagne la présente résolution, de même que les indemnités et dépens que le gouvernement peut être appelé à payer à la suite d'une sentence arbitrale, seront payés conformément à l'article 19 de ladite loi 1 George VI, chapitre 38.

Résolu, 2.—Que, conformément aux dispositions de l'article 13l de ladite loi 1 George VI, chapitre 38, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, au cas d'arbitrage, chaque partie supportera la moitié de la rémunération des arbitres, déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil, et leurs frais réels de déplacement, tel qu'approuvés par le procureur général; que les frais de témoins seront supportés respectivement par chacune des parties qui les fait entendre; que chaque partie supportera également le coût des pièces qu'elle produira comme preuve documentaire et les frais de son ou de ses procureurs, et que les autres déboursés et dépenses occasionnés par l'arbitrage seront payés par le gouvernement.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté deux résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 74) intitulé: "Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation."

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 74) intitulé: "Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Hamel, secondé par M. Marcoux, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 109, intitulé: "Loi modifiant la charte de Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier", a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique, tous les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 102, intitulé: "Loi constituant en corporation *Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham*" a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Robinson, secondé par M. Labelle, il est—

Ordonné que, vu que les faits qui ont rendu nécessaire la présentation du bill No 137, intitulé: "Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell", se sont produits la veille même de l'ouverture de la session, les droits additionnels que le promoteur de ce bill a payés lui soient remboursés, après déduction de tous frais de traduction et d'impression.

Sur la motion de M. Pelletier (Lotbinière), secondé par M. Boyer, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 134, intitulé: "Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école de Saint-Édouard, à Beauport", a pour objet de favoriser la diffusion de l'instruction publique en général, les droits additionnels que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais de traduction et d'impression.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.
Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.
Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

A six heures, M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à acquérir par achat, échange ou autrement, aux conditions et pour les montants qu'il déterminera, des bons, des obligations ou d'autres valeurs de l'Office du crédit agricole du Québec lequel est autorisé à négocier en conséquence avec le gouvernement; que les sommes requises pour l'acquisition de ces bons, obligations ou valeurs seront payés à même le fonds consolidé du revenu, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour une période n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour couvrir ces dépenses capitales.

Résolu, 2.—Que les sommes que l'Office du crédit agricole du Québec paiera au gouvernement pour le rachat des bons, obligations ou autres valeurs que détiendra ce dernier, seront versées à un fonds spécial qui devra servir, jusqu'à concurrence, à rembourser les emprunts faits par le gouvernement en vertu des présentes résolutions.

Résolu, 3.—Que les dispositions de l'article 1 de la dite loi qui seront basées sur les présentes résolutions auront leur effet depuis le premier mars 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

La motion "que les résolutions soient maintenant lues la première fois" est mise aux voix, et la Chambre se divise et l'adopte.

Ces résolutions sont, en conséquence, lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Larouche</i> ,
<i>Béique</i> ,	<i>Layton</i> ,
<i>Bilodeau</i> ,	<i>Leclerc</i> ,
<i>Boiteau</i> ,	<i>Marcoux</i> ,
<i>Boyer</i> ,	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Coonan</i> ,	<i>Perron</i> ,
<i>Drouin</i> ,	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis</i> ,	<i>Raynault</i> ,
<i>Fisher</i> ,	<i>Robinson</i> ,
<i>Fleury</i> ,	<i>Roy</i> ,
<i>Gagnon</i> ,	<i>Tardif</i> ,
<i>Labbé</i> ,	<i>Tellier</i> ,
<i>Labelle</i> ,	<i>Thibeault</i> ,
<i>Langlais</i> ,	<i>Tremblay</i> ,
<i>Larivière</i> ,	<i>Vachon</i> .—33.
<i>Laroche</i> lle,	

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien</i> ,	<i>Connors</i> ,
<i>Bouchard</i> ,	<i>Delagrave</i> .—5.
<i>Casgrain</i> ,	

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les résolutions" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 65) intitulé: "Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Larouche,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier</i> (Lotbinière),
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Pouliot</i> (Gaspé-Sud),
<i>Dubé</i> (Rimouski),	<i>Pouliot</i> (Missisquoi),
<i>Duplessis,</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Labbé,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Labelle,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Langlais,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Larivière,</i>	<i>Vachon.</i> —33.
<i>Larochelle,</i>	

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Connors,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Delagrave.</i> —5.
<i>Casgrain,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Auger</i> (Montréal-St-Jacques),	<i>Larouche,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leclerc,</i>

Boiteau,
Boyer,
Coonan,
Drouin,
Dubé (Rimouski),
Duplessis,
Fisher,
Fleury,
Gagnon,
Labbé,
Labelle,
Langlais,
Larivière,
Larochelle,

Marcoux,
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Raynault,
Robinson,
Roy,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.—33.

CONTRE

Messieurs:

Bastien,
Bouchard,
Casgrain,

Connors,
Delagrave.—5.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill No 79, intitulé: "Loi autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-la-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à conclure, aux conditions qu'il déterminera, avec les dames religieuses de Notre-Dame-de-la-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, une entente pour la garde et l'entretien des détenues dans la prison des femmes à Montréal, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 79) intitulé: "Loi autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-la-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 72, intitulé: "Loi pour encourager le développement minier dans la province".

L'honorable M. Gagnon informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Gagnon propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que la compagnie Belleterre Quebec Mines, Limited, constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, demande l'autorisation d'aménager une chute d'eau sur la rivière Winneway, au lot 53, rang VIII du canton Devlin, dans le district électoral de Témiscamingue, pour se procurer l'énergie électrique nécessaire à l'exploitation d'une mine qu'elle possède dans le canton Guillet;

Attendu que cette chute est située dans la forêt, en un endroit éloigné des régions habitées et complètement en dehors des réseaux actuels de distribution d'énergie électrique;

Attendu que la Belleterre Quebec Mines Limited a dépensé des sommes considérables pour recherches et travaux préliminaires d'exploitation et pour l'organisation et le développement de ladite mine;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la province de l'aider à se procurer le pouvoir électrique dont elle a besoin pour mettre ladite mine en valeur et de favoriser ainsi le progrès de l'industrie minière dans la province et l'ouverture de nouveaux emplois pour la population;

Attendu que la demande de la Belleterre Quebec Mines, Limited, peut être accordée sans que le plan général d'aménagement des forces hydrauliques de la région par le Syndicat national de l'électricité en soit affecté;

Qu'il soit en conséquence,

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur recommandation du ministre des terres et forêts, sera autorisé à concéder, louer ou affermer à la Belleterre Quebec Mines, Limited, pour la période de temps et aux conditions qu'il déterminera:

a) Les lots numéros 52 et 53 du rang VIII du canton de Devlin, dans le district électoral de Témiscamingue, avec le droit au lit de la rivière et aux forces hydrauliques comprises dans les bornes de ces deux lots, pour y faire les travaux nécessaires à l'aménagement et à l'exploitation desdites forces hydrauliques;

b) Un droit de passage de cent pieds de largeur pour y construire une ligne de transmission devant relier l'usine hydro-électrique projetée à la mine que ladite compagnie exploite dans le canton de Guillet;

c) Le droit d'y construire des barrages ou écluses à l'issue des lacs Travers, Baie, à la Truite, Winneway, aux Lièvres, des Fourches, pour y emmagasiner les eaux entre les basses et hautes eaux ordinaires, en vue de régulariser le débit de la rivière Winneway et par suite augmenter la puissance effective de la chute que ladite compagnie désire aménager.

Résolu, 2.—Que l'énergie électrique provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques devra servir exclusivement aux exploitations minières de ladite compagnie, sous réserve des dispositions de la résolution 3.

Résolu, 3.—Que le surplus inutilisé par ladite compagnie de l'énergie électrique provenant de l'aménagement desdites forces hydrauliques ne pourra être cédé ou vendu par elle sans l'autorisation du ministre des terres et forêts et du Syndicat national de l'électricité.

Résolu, 4.—Que les dispositions de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions prévaudront sur toute disposition incompatible d'une autre loi, générale ou spéciale.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 72) intitulé: "Loi pour encourager le développement minier dans la Province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 176) intitulé: "Loi relative à la cité de Sherbrooke".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 182) intitulé: "Loi modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 183) intitulé: "Loi relative à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain après-midi à trois heures.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 5 AVRIL 1938

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. Pouliot (Missisquoi), du comité des chemins de fer et autres moyens de communication, présente le troisième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 143.—“Loi modifiant la charte de la compagnie de chemin de fer du Québec Occidental”.

M. Tellier, du comité des bills publics en général, présente le dixième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit :

Votre comité a décidé de rapporter avec des amendements, le bill suivant :

Bill 145.—“Loi ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du Chemin de Fer Canadien Pacifique et certains intéressés”.

Question par M. Delagrave.—1. Le gouvernement a-t-il nommé un surintendant ou surveillant pour l'exécution des travaux de chômage entrepris dans le comté de Lévis, résultant de l'entente Rogers-Tremblay ou de l'initiative du gouvernement de la province de Québec ?

2. Dans l'affirmative :

a) Quelle est cette personne ?

b) Quel est son salaire mensuel ?

c) Par qui a-t-elle été recommandée à cette position ?

3. Le gouvernement a-t-il mis une automobile à la disposition du surintendant ou surveillant desdits travaux ?

4. Dans l'affirmative :

a) A qui appartient cette machine ?

b) Quel a été le salaire du chauffeur, pour 1937 ?

5. Quels montants ont été payés aux propriétaires des différentes machines employées par le gouvernement pour l'année 1937, en rapport avec les frais de déplacement du surintendant ou du surveillant ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Oui.

2. —

a) Monsieur L.-B. Pelletier;

b) \$5.00 par jour;

c) Bureau de Placement.

3. Non.

4 et 5. Répondues par 3.

Question par M. Delagrave.—1. Le Gouvernement a-t-il ouvert un bureau dans les limites de la cité de Lévis, en vertu de l'entente Rogers-Tremblay?

2. Dans l'affirmative:

a) Quelle est la personne en charge dudit bureau?

b) Par qui a-t-elle été recommandée?

c) Quel salaire lui est-il payé par jour et quel montant lui a été octroyé pour ses dépenses, au cours de l'année 1937?

3. Quels sont les autres employés dudit bureau?

4. Par qui ont-ils été nommés et quel est le salaire de chacun, par jour?

5. Quel montant leur a été octroyé pour leurs dépenses, au cours de l'année 1937?

6. Quel est le nombre d'ouvriers embauchés par l'entremise de ce bureau, au cours de 1937, sur des travaux entrepris en vertu de l'entente Rogers-Tremblay, dans le comté de Lévis?

7. Quel est le montant payé aux ouvriers embauchés auxdits travaux pour l'année 1937?

8. Quel est le montant des matériaux payé pour l'exécution des travaux de chômage, dans le comté de Lévis, au cours de l'année 1937?

9. A qui ces montants ont-ils été payés?

10. Sur la recommandation de qui les dites personnes ont fourni des matériaux?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Non.

2, 3, 4, 5 et 6 répondues par 1.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. M. Bruno Bellemare, ancien instituteur de la cité de Montréal est-il à l'emploi du gouvernement?

2. Dans l'affirmative:

a. Quelles sont ses fonctions?

b. Par qui a-t-il été recommandé?

c. Quel est son salaire?

3. Ce M. Bellemare est-il le même dont le diplôme a été révoqué par le département de l'Instruction publique en 1935?

4. Pour quelle raison ce diplôme a-t-il été révoqué?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Non.

2, 3 et 4 répondues par 1.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Monsieur Jean-Baptiste Bellemare, du comté de Maisonneuve, dans la ville de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Dans l'affirmative :

a. Sur la recommandation de qui a-t-il été nommé ?

b. Quelles sont ses fonctions ?

c. Quel est son salaire ?

d. Dans quel bureau est-il logé ?

3. Quel montant est payé par le gouvernement pour le loyer de ce bureau ?

4. A quel compte le salaire de M. Bellemare est-il chargé ?

Réponse par l'honorable M. Tremblay :

1. Non.

2, 3 et 4 répondues par 1.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 86, intitulé : "Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable".

L'honorable M. Bilodeau informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Bilodeau propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur la recommandation du ministre de l'agriculture et du ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce, conclure avec toute personne, société, corporation, institution ou gouvernement, toute convention qu'il jugera dans l'intérêt de la province, pour aider au développement de l'industrie du sucre d'érable et à la solution de ses problèmes.

Résolu, 2.—Que le gouvernement de la province sera autorisé à prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires pour appliquer la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et exécuter les conventions conclues sous l'autorité de l'article 1 de ladite loi.

Résolu, 3.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, aux fins ci-dessus prévues, autoriser le trésorier de la province à payer, à même le fonds consolidé du revenu, une somme n'excédant pas deux cent mille dollars.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première fois.

La motion "Que les résolutions soient maintenant lues une seconde fois" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Vachon.—56.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Turcotte.—9.</i>
<i>Connors,</i>	

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, lues une seconde fois.

La motion "que les résolutions soient maintenant adoptées" étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Terrebonne),
Béique,
Bélanger,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Bulloch,
Carignan,
Caron,
Choquette,
Coonan,
Drouin,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Gagné,
Gagnon,

Goudreau,
Hamel,
Jolicœur,
Labbé,
Labelle,
Lafleur,
Larivière,
Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Laval),
Leduc (Soulanges),
Marcoux,
Marier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Raynault,
Robinson,
Rousseau,
Taché,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon—56.

CONTRE

Messieurs :

Bastien,
Bercovitch,
Bouchard,
Casgrain,
Connors,

Dansereau,
Lawn,
Messier,
Turcotte.—9.

La motion est ainsi adoptée.

Les résolutions sont, en conséquence, adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, il est
Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter
un bill (No 86) intitulé: "Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion que le bill soit maintenant lu une deuxième fois étant mise
aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms
sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Hamel,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Béïque,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bertrand (St-Sauveur),</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Bulloch,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Drouin,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Vachon.—56.</i>

CONTRE

Messieurs:

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Lawn,</i>

*Bouchard,
Casgrain,
Connors,*

*Messier,
Turcotte.—9.*

La motion est ainsi adoptée.

En conséquence, le bill est lu une deuxième fois.

La motion “que le bill soit maintenant lu une troisième fois” est mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu’il suit :

POUR

Messieurs :

*Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Terrebonne),
Béique,
Bélanger,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Bulloch,
Carignan,
Caron,
Choquette,
Coonan,
Drouin,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Gagné,
Gagnon,*

*Goudreau,
Hamel,
Jolicœur,
Labbé,
Labelle,
Lafleur,
Larivière,
Larochelle,
Leclerc,
Leduc (Laval),
Leduc (Soulanges),
Marcoux,
Marier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Raynault,
Robinson,
Rousseau,
Taché,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon.—56.*

CONTRE

Messieurs :

*Bastien,
Bercovitch,*

*Dansereau,
Lawn,*

Bouchard,
Casgrain,
Connors,

Messier,
Turcotte.—9.

La motion est ainsi adoptée.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Question par l'honorable M. Bastien.—1. Quel était le montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement provincial, pour le service intérieur et pour le service extérieur :

a. Au 1er juillet 1936 ?

b. Au 1er juillet 1937 ?

Réponse par l'honorable M. Auger :

Quant à ce qui concerne le département de la Colonisation :

a. \$81,886.14.

b. \$49,565.21.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un chèque de \$1,328.88 ou de tout autre montant, a-t-il été émis en faveur de la municipalité de la paroisse de St-Gédéon, comté du Lac St-Jean, pour indemniser cette municipalité des montants qu'elle a payés à date à la suite d'accidents de travail survenus à deux personnes qui travaillaient pour son compte ?

2. Si ce chèque a été émis a-t-il été adressé à ladite municipalité ?

3. S'il a été émis et s'il n'a pas été adressé à ladite municipalité a-t-il été annulé ?

4. S'il a été annulé pour quelle raison l'a-t-il été ?

5. S'il n'a pas été transmis ni annulé quand sera-t-il transmis à la municipalité ?

Réponse par l'honorable M. Leduc :

1. Non.

2. Non.

3. Non.

4. Non.

5. Un chèque sera transmis aussitôt que la municipalité aura fourni la preuve du paiement des indemnités aux personnes accidentées.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Le Ministère de la Voirie a-t-il procédé dans le cours de l'année 1937 à la réfection d'une partie de la route Lévis-Jackman No 23 sur une longueur d'environ 27 milles, entre St-Georges de Beauce et la frontière américaine ?

2. Dans l'affirmative : Cet ouvrage a-t-il été fait à la journée ou par contrat ?

3. Si l'ouvrage a été fait par contrat, des soumissions ont-elles été demandées ?

4. Dans l'affirmative :

a. Les soumissions ont-elles été demandées par la voie des journaux ou privément ?

b. Quels étaient les noms des différents soumissionnaires, avec indication de leur adresse et les prix de leurs soumissions respectives ?

5. Quelle personne ou société a obtenu le contrat ?

6. Quel prix le contracteur a-t-il obtenu ?

7. Quel prix le ministère intéressé a-t-il payé pour le tapis bitumineux suivant l'unité de mesurage adopté par le Ministère ou le contracteur (pied carré ou verge carrée) ?

8. Quel a été le coût total de cette réfection ?

Réponse par l'honorable M. Leduc :

1. Oui.

2, 3, 4, 5, 6 et 7. Les travaux préliminaires ont été exécutés à la journée par le ministère de la voirie. Le pavage en béton bitumineux a été fait par la Provincial Construction Company, Montréal. Le département a payé \$0.05½ la verge carrée pour stabilisation et amorçage, et \$5. la tonne pour le pavage bitumineux.

8. \$348,529.64.

Question par l'honorable M. Bouchard.—1. Un contrat a-t-il été octroyé par le présent gouvernement à la Corporation Laurentienne pour la construction d'un chemin ou d'une partie de chemin entre Montmagny et Ste-Anne-de-la-Pocatière ?

2. Dans l'affirmative :

a. Quelle est la nature des travaux à faire ?

b. Pour quel montant le contrat a-t-il été octroyé ?

3. Ce contrat a-t-il été subséquemment résilié ?

4. Dans l'affirmative : Pour quelle raison l'a-t-il été ?

5. A quel entrepreneur ou à quelle compagnie d'entrepreneurs le nouveau contrat a-t-il été octroyé ?

6. Le nouveau contrat a-t-il été octroyé pour un prix global ou au pourcentage ?

7. Dans l'un ou l'autre cas quel a été le prix ou la rémunération convenue ?

8. Ces travaux sont-ils terminés ?

9. Combien ont-ils coûté jusqu'à date ?

10. Reste-t-il des réclamations en souffrance ?

Réponse par l'honorable M. Leduc :

1. Oui.

2. a) Redressement et élargissement de la route Trans-Canada.

b) \$360,549.75.

3. Non.

4, 5, 6 et 7. Répondu par 3.

8. Non.

9. \$117,644.39.

10. Non.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 71) intitulé: "Loi créant une chambre agricole provinciale".

Le Bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

L'honorable M. Bastien propose par voie d'amendement, secondé par M. Messier:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient re-tranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre est prête à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, mais elle recommande au Gouvernement d'adopter sans plus de délai, les mesures requises:

a. Pour faire cesser les dépenses extravagantes et non suffisamment productives et pour que la dépense des argents publics soit réduite à des proportions convenables;

b. Pour administrer les affaires de la Province sans emprunter chaque année des sommes considérables et augmenter ainsi dans des proportions alarmantes la dette publique.

L'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,
Bercovitch,
Bouchard,
Casgrain,
Connors,
Dansereau,*

*Hamel,
Marcoux,
Lawn,
Messier,
Turcotte.—11.*

CONTRE

Messieurs:

<i>Adam,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Lafleur,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Rousseau,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Sherman,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Vachon.—49.</i>
<i>Labbé,</i>	

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles de réforme et d'industrie (Secrétaire de la Province), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des chemins d'hiver (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes—Divers (Travaux publics), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante et un mille sept cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prisons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration à Spencer-Wood, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Annexe au Palais de justice de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante et seize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour restauration du Palais de justice et de la prison de St-Jean (St-Jean), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour achat, agrandissement et restauration du palais de justice et prison de Ste-Anne-des-Monts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour agrandissement du palais de justice et de la prison de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice et prison de Matane, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Palais de justice, Rivière-du-Loup, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant par douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Hôtel du Gouvernement, "Édifice "A", pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Escalier de communication entre la cour supérieure et la cour de circuit et aménagement en meubles métalliques (voûtes)—Mont-réal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

A six heures, M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

Huit heures et demie du soir.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 90) intitulé: "Loi relative à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative".

L'honorable M. Duplessis informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du dit projet de résolution.

L'honorable M. Duplessis propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution, les indemnités et allocations des membres du Conseil législatif et de ceux de l'Assemblée législative soient, à compter du 26 janvier 1938, payées comme elles l'étaient avant la réduction apportée par la loi 1 Edouard VIII (2e session), chapitre 10, section 2.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 90) intitulé: "Loi relative à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 181) intitulé: "Loi protégeant les ouvriers atteints de silicose".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 142) intitulé: "Loi modifiant la charte de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première, une deuxième fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 144) intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la première lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 54) intitulé: "Loi modifiant la Loi des mines de Québec", et lesdits amendements sont lus une première et une deuxième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu que les amendements du Conseil Législatif soient acceptés, mais avec l'amendement suivant:

Les six derniers alinéas de l'amendement I sont remplacés par les suivants:

“54b.—Lorsqu’une personne est injustement en possession d’un terrain couvert par un claim minier ou par un permis de mise en valeur et refuse de déguerpir ou d’en abandonner la possession le détenteur du claim ou du permis de mise en valeur, ou le Ministre des Mines et Pêcheries avec l’autorisation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil, peut demander à un juge de la Cour Supérieure ayant juridiction dans le district où le terrain est situé, par requête dûment signifiée avec un avis d’au moins dix jours francs de la date de sa présentation, l’ordre prévu au deuxième alinéa.

Le juge, sur preuve satisfaisante que telle personne est injustement en possession dudit terrain, doit accorder un ordre enjoignant à cette personne d’en abandonner la possession et de déguerpir.

Cet ordre a le même effet qu’un bref de possession, et le shérif ou tout huissier à qui il est remis pour être exécuté doit le faire de la même manière qu’il exécuterait tel bref sur action en éviction ou sur action possessoire.

Les procédures prévues au présent article sont réputées matières sommaires et les dépens sont ceux d’une instance de première classe en Cour de magistrat de district.

Les maisons ou autres bâtiments habités ou possédés par une personne ayant reçu d’un juge l’ordre d’en abandonner la possession ou de déguerpir, deviennent la propriété de la Couronne trente jours après l’expiration du délai d’exécution fixé par le juge.”

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais avec un amendement pour lequel elle demande leur concours.

L’ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d’un projet de résolution relative au bill No 85, intitulé: “Loi favorisant l’établissement et le développement de l’industrie du cidre de pomme dans la province”.

L’honorable M. Dussault informe la Chambre que l’honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L’honorable M. Dussault propose que M. l’Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que nonobstant toute disposition contraire de toute loi générale ou spéciale, le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les limites des pouvoirs qui sont conférés à la Législature par la constitution canadienne, pourra réglementer la fabrication et la vente des cidres dans la province,

déterminer les droits de fabrication et de vente et décréter des sanctions pour infractions aux règlements adoptés sous l'empire de la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 85) intitulé: "Loi favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Et un débat s'élève.

M. Casgrain propose, par voie d'amendement, secondé par M. Turcotte:

Que tous les mots après "Que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que le premier ministre de la province, alors qu'il était chef de l'opposition, a promis à différentes reprises que le gouvernement demanderait des soumissions publiques avant d'accorder des contrats;

Attendu que le gouvernement n'a pas rempli cette promesse du premier ministre et a donné plusieurs contrats sans demander de soumissions publiques;

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, blâme le Gouvernement d'avoir accordé des contrats pour des montants considérables sans demander de soumissions publiques par la voie des journaux".

L'honorable M. Duplessis déclare qu'il n'a jamais fait la promesse mentionnée dans l'amendement et objecte que celui-ci est en conséquence irrégulier.

M. l'Orateur suppléant déclare l'amendement irrégulier parce qu'il prête à un membre de la Chambre une déclaration que celui-ci nie avoir faite (Cf. note 4 sous l'art. 140 du règlement).

M. Casgrain en appelle de la décision de M. l'Orateur suppléant.

Et la décision étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit :

POUR

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Auger (Gatineau),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Barré,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Langlais,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Larouche,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Leclerc,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Leduc (Laval),</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Bourque,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paradis,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Castonguay,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Pouliot (Missisquoi),</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Rocheffort,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tardif,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagnon,</i>	<i>Vachon.—56.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Drouin,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Hamel,</i>

Casgrain,
Connors,
Dansereau,

Lawn,
Messier,
Turcotte.—12.

La décision de M. l'Orateur suppléant est ainsi maintenue.

Et le débat se continue sur la motion principale.

L'honorable M. Bastien propose, par voie d'amendement, secondé par M. Messier:

Que tous les mots après "QUE" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Attendu que le gouvernement de Québec est composé actuellement de quatorze ministres;

Attendu qu'il y a lieu de réajuster les différents ministères de façon à réduire le nombre actuel des ministres;

Attendu que le premier ministre actuel, alors qu'il était chef de l'opposition, a demandé à plusieurs reprises la diminution du nombre des ministres et a promis à l'électorat qu'une telle diminution serait faite;

Attendu que le fait pour un gouvernement de ne pas remplir ses engagements et ses promesses est de nature à mécontenter la population de cette province, à diminuer sa confiance dans l'autorité légalement constitué, à l'inciter au désordre;

Attendu qu'une population mécontente et dont le respect pour l'autorité établie diminue, est une proie facile pour les idées subversives et communistes;

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, recommande l'adoption immédiate des mesures nécessaires pour diminuer le nombre des ministres et les dépenses de l'administration de la chose publique.

M. l'Orateur suppléant déclare ce deuxième amendement irrégulier pour la même raison que ci-dessus.

M. Casgrain en appelle de la décision de M. l'Orateur suppléant, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

Adam,
Auger (Gatineau),
Auger (Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Joliette),
Barrette (Terrebonne),
Beaudry,
Bégin,
Béique,

Jolicœur,
Labbé,
Labelle,
Laflleur,
Langlais,
Larivière,
Larouche,
Layton,
Leclerc,

Bélanger,
Bellemare,
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,
Boyer,
Carignan,
Caron,
Castonguay,
Choquette,
Coonan,
Dubé (Rimouski),
Dubé (Témiscouata),
Duplessis,
Dussault,
Elie,
Fisher,
Fleury,
Gagné,
Gagnon,

Leduc (Laval),
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Marier,
Paquette,
Paradis,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Raynault,
Rocheport,
Roy,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Thibeault,
Tremblay,
Vachon—57.

CONTRE

Messieurs:

Bastien,
Bercovitch,
Bouchard,
Casgrain,
Connors,
Dansereau,

Delagrave,
Hamel,
Lawn,
Marcoux,
Messier,
Turcotte.—12.

La décision de M. l'Orateur suppléant est ainsi maintenue.

La motion principale étant soumise aux voix, la Chambre l'adopte.
 En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Au cours de la discussion, l'honorable M. Bouchard dépose une déclaration de M. Alfred-J. Hachey de Port-Daniel, faite sous serment devant Me. C. Delagrave, le 31 mars 1938.

(Document de la session No 32.)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour École des gardes-forestiers "construction et équipement", (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre millions sept cent cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour Ponts et chemins de la colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour construction de chemins de mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National, (Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MERCREDI 6 AVRIL 1938

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants :

Bill No 35. intitulé : "Loi pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries".

Bill No 39, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie".

Bill No 60, intitulé: "Loi modifiant la Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique".

Bill No 104, intitulé: "Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse".

L'ordre du jour appelle la Chambre à se former de nouveau en comité des subsides.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'élève.

M. Casgrain propose, par voie d'amendement, secondé par M. Messier:

Que tous les mots après "Que" dans la motion principale soient retranchés et remplacés par les suivants:

Cette Chambre, tout en étant disposée à voter les subsides nécessaires à Sa Majesté, regrette de ne pas avoir un contrôle plus effectif et plus complet sur la façon dont les deniers votés seront dépensés, et blâme le Gouvernement d'administrer une grande partie des affaires de la province par arrêtés ministériels, violant ainsi les prérogatives des représentants du peuple.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs:

*Bastien,
Bercovitch,
Bouchard,*

*Casgrain,
Messier,
Turcotte.—6.*

CONTRE

Messieurs:

*Adam,
Auger (Gatineau),
Auger Montréal-St-Jacques),
Barré,
Barrette (Terrebonne),
Beaudry,
Béique,
Bellemare,
Bertrand (St-Sauveur),
Bilodeau,
Boiteau,
Bourque,*

*Lafleur,
Langlais,
Larivière,
Larochelle.
Layton,
Leclerc,
Leduc (Soulanges),
Lesage,
Lorrain,
Marier,
Pelletier (Gaspé-Nord),
Pelletier (Lotbinière),*

Carignan,
Dubé (Témiscouata),
Ducharme,
Duguay,
Duplessis,
Elie,
Fisher,
Gagné,
Goudreau,
Labbé,

Perron,
Pouliot (Gaspé-Sud),
Pouliot (Missisquoi),
Rochefort,
Roy,
Taché,
Tardif,
Tellier,
Tremblay.—43.

L'amendement est ainsi rejeté.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

En conséquence, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

La Chambre siège ainsi durant quelque temps; puis M. l'Orateur suppléant ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen des résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

A une heure, M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

Bill No 113. intitulé: "Loi constituant en corporation "*The Normetal Railway Company*".

Sur la motion de l'honorable M. Bilodeau, secondé par l'honorable M. Coonan, il est—

Ordonné que l'honorable M. Bilodeau ait la permission de présenter un bill (No 92) intitulé: "Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 134".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.
Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu à la prochaine séance.

Question par M. Delagrave.—1. La province possède-t-elle, dans les limites de la cité de Lévis, un bureau de placement aux fins d'embaucher les chômeurs?

2. Dans l'affirmative:

a) Où est situé ce bureau?

b) De qui le gouvernement l'a-t-il loué?

c) Combien paie-t-il par mois pour cette location?

3. Quelle est la personne en charge de ce bureau de placement?

4. Quel salaire lui est-il payé et quel montant lui a été octroyé pour ses dépenses, au cours de 1937?

5. Quels sont les autres employés du bureau de placement?

6. Quel salaire, par jour, reçoivent ces personnes et sur les recommandations de qui ont-elles été nommées?

Réponse par l'honorable M. Tremblay:

1. Oui.

2. a. 75, rue Commerciale.

b. De M. Alphonse Dumont.

c. \$20.00.

3. M. Eugène Guérin.

4. a. \$100.00 par mois. Salaire.

b. \$19.99. Dépenses de voyage.

c. \$197.08. Dépenses de bureau.

5. M. C.-E. Bélanger.

6. \$100.00 par mois; recommandé par M. Larochelle, M.P.P.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi du Parc National de la Gaspésie, Mines et Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour pêcheries maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, (Département de la Santé), pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill No 87, intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

L'honorable M. Paquette informe la Chambre que l'honorable M. le Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Paquette propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que conformément aux dispositions de la onzième partie de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1925, chapitre 133), telle qu'édictee par la loi 17 George V, chapitre 39, section 1 et modifiée par la section 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, dans les territoires où il n'existe pas de corporation scolaire, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le surintendant de l'instruction publique à acquérir un terrain et à y faire construire une école; que ce terrain et cette école seront la propriété du gouvernement, et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra cependant, lorsqu'une municipalité scolaire sera érigée ultérieurement, conformément à la loi dans le territoire où se trouvent ce terrain et cette école, les céder, aux conditions qu'il déterminera, à la corporation scolaire.

Résolu, 2.—Que conformément aux dispositions ci-dessus telles que modifiées par la section 6 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, l'assistance financière accordée pourra représenter le coût total d'une construction lorsqu'il n'excèdera pas mille deux cents dollars et que lorsque le coût de la construction dépassera mille deux cents dollars, le secrétaire de la province, aux conditions qu'il croira justes et équitables, pourra accorder l'assistance déterminée ci-dessous:

a) Mille deux cents dollars plus trente-trois et un tiers pour cent de l'excédent au-dessus de douze cents dollars lorsque le coût de la maison dépassera mille deux cents dollars, mais n'excèdera pas mille cinq cents dollars;

b) Mille trois cents dollars plus vingt-cinq pour cent de l'excédent au-dessus de mille cinq cents dollars lorsque le coût de la maison dépassera mille cinq cents dollars, mais n'excèdera pas deux mille dollars;

c) Mille quatre cent vingt-cinq dollars plus vingt pour cent de l'excédent au-dessus de deux mille dollars lorsque le coût de la maison dépassera deux mille dollars, mais n'excèdera pas deux mille cinq cents dollars.

Resolu, 3.—Que, nonobstant les dispositions de la résolution qui précède, dans les territoires qui ne sont pas encore érigés en municipalités scolaires ou qui l'ont été depuis moins de trois ans, l'assistance accordée pourra, en raison de circonstances spéciales, s'élever jusqu'à la somme de mille sept cents dollars.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique".

Le bill, est en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 73) intitulé: "Loi abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53 et l'article 316 du Code du notariat relatifs à la validité de certains actes notariés".

L'honorable M. Duplessis propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 4, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite du préambule, comme article 1:

"1. L'article 1 de la loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 37, est modifié en y ajoutant, à la fin, l'alinéa suivant:

"Tout acte d'obligation ou de vente comportant une clause pénale de reprise de la propriété hypothéquée sur simple avis du créancier est également assimilé à la vente mentionnée dans le présent article."

2. L'article 1 est modifié en remplaçant, dans les première, deuxième et troisième lignes, les mots: "la Loi 1 Édouard VIII (2e session), chapitre 37, intitulée: "Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété", par les mots: "ladite loi".

3. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 3:

"3. L'article 11 de ladite loi est remplacé par les suivants:

"11. Lorsqu'un débiteur hypothécaire obtient le délai prévu dans la présente loi, les garants, cautions et débiteurs personnels de la créance bénéficient de ce délai.

"11a. Le tiers qui a payé avec subrogation les taxes et charges municipales, scolaires ou autres de l'année courante et des deux années qui la précèdent ne peut en réclamer le recouvrement avant le premier juillet 1939, sauf dans les cas suivants:

a) Lorsque l'immeuble affecté est l'objet d'une vente ayant l'effet du décret;

b) Lorsque le débiteur, après avoir reçu un avis conforme aux dispositions de l'article 1, ne s'est pas prévalu de celles des articles 3 et 4."

4. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 3, comme article 6:

"6. L'article 14 de ladite loi est modifié en y ajoutant, après le sous-paragraphe e), le suivant:

"f) Aux hypothèques stipulées dans un acte de vente ou de donation pour garantir une pension alimentaire."

5. L'article 5 est remplacé par le suivant, comme article 8:

"8. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 18, le suivant:

"19. Aucune action ou exécution visée à l'article 1 ne peut être commencée ou continuée après le trente avril 1938, même contre un débiteur qui a déjà obtenu un délai en vertu de la présente loi, à moins que le créancier ne lui donne de nouveau l'avis prévu par l'article 1, auquel cas ce débiteur peut se prévaloir des dispositions des articles 3 et 4."

6. Les articles 1, 2, 3 et 4 deviennent respectivement 2, 4, 5 et 7 et l'article 6 devient article 9.

Aussi le bill No 58, intitulé: "Loi relative à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. L'article 141 de la loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1925, chapitre 145), tel que modifié par la loi 18 George V, chapitre 56, section 2, est de nouveau modifié en remplaçant les mots: "dans le district électoral de Rimouski", dans la deuxième ligne du deuxième alinéa, par les mots: "et à Matane".

2. Les articles 2 et 3 deviennent respectivement 3 et 4.

Aussi le bill No 102, intitulé: "Loi constituant en corporation *"Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham"*", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. La clause 3 est amendée: a) En remplaçant dans les douzième et treizième lignes, le mot: "propriété", par le mot: "propriétés; b) en retranchant, dans la dix-huitième ligne, les mots: "ou four crématoire".

2. Le paragraphe suivant est ajouté après la clause 5:

Ce ministre devra être sujet britannique; dans le cas où le ministre ne serait pas sujet britannique, les registres de l'état civil ci-dessus pourront être tenus par un secrétaire de la congrégation qui, lui, devra être sujet britannique.

Aussi le bill No 105, intitulé: "Loi constituant en corporation *"Adath Israel Congregation and Community centre of Outremont"*", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié: a) en ajoutant, dans la première ligne dudit article, après les mots: "La corporation pourra", les mots: "après avoir au préalable obtenu l'assentiment du conseil municipal"; b) en remplaçant, dans la huitième ligne, les mots: "ladite propriété immobilière", par les mots: "lesdites propriétés immobilières".

2. L'article 5 est modifié: a) en ajoutant, dans la première ligne dudit article, après les mots: "Ladite corporation est autorisée à tenir", les mots: "soit en français soit en anglais"; b) en ajoutant, à la fin dudit article, l'alinéa suivant:

"Ce ministre devra être sujet britannique; dans le cas où le ministre ne serait pas sujet britannique, les registres de l'état civil ci-dessus pourront être tenus par un secrétaire de la congrégation qui, lui, devra être sujet britannique."

Aussi le bill No 128, intitulé: "Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog", avec l'amendement suivant, qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 12 est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne dudit article, le mot: "cent", par le mot: "soixante-quinze".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 4) intitulé: "Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que Cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 58) intitulé: "Loi relative à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 102) intitulé: "Loi constituant en corporation *Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham*", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 105) intitulé: "Loi constituant en corporation *"Adath Israel Congregation and Community centre of Outremont"*", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 128) intitulé: "Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 119, intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié dans les troisième et quatrième lignes, en remplaçant les mots: "par une résolution du bureau de direction", par les mots: "au scrutin secret par le bureau de direction".

2. L'article 7 est modifié: a) en remplaçant, dans la quatorzième ligne de l'alinéa a, le mot: "trois", par le mot: "cinq"; b) en biffant l'alinéa o, du dit article.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 119) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des Pompiers de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant l'article 1641a du Code civil".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 76) intitulé: "Loi concernant la libération de certains débiteurs."

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 114, intitulé: "Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix", est semblable à un bill présenté en 1936 et devenu caduc par suite de la dissolution de la législature, les sommes que les promoteurs ont payées leur soient remboursées, déduction faite des frais de traduction et d'impression.

Sur la motion de M. Leclerc, secondé par M. Vachon, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 142, intitulé: "Loi modifiant la charte de *Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie*", a pour objet de favoriser le développement d'une œuvre d'utilité sociale et d'assistance publique, tous les droits que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Bercovitch, secondé par l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 103, intitulé: "Loi constituant en corporation, *Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension*", a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les droits ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés après déduction de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Casgrain, secondé par M. Bouthillier, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toute correspondance entre le Gouvernement et toute personne, du 14 avril 1937 jusqu'à date, relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth, dans le comté de Frontenac.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 145) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 143) intitulé: "Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Quebec Occidental".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première, une deuxième fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

JEUDI 7 AVRIL 1938

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, les bills suivants.

Bill No 75, intitulé: "Loi créant une école de filature".

Bill No 113, intitulé: "Loi constituant en corporation *The Normetal Railway Company*".

Bill No 126, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny".

Bill No 138, intitulé: "Loi relative à *The Empire Trust Company*".

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 93) intitulé: "Loi relative à la loi 20 George V, chapitre 7".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant gouverneur en conseil pourra aux conditions qu'il déterminera, autoriser le ministre de l'agriculture à acquérir, pour servir à l'emmagasiner de produits agricoles, l'immeuble comprenant une bâtisse ou construction dont il est question dans un acte exécuté devant F.-S. MacKay, notaire, le trente août 1934, sous le numéro 17227 de ses minutes et situé sur la rue Saint-Ambroise, dans le quartier Saint-Henri de la cité de Montréal, et que lorsque pour une raison quelconque, dans l'opinion du lieutenant-gouverneur en conseil, cet immeuble ne pourra être acquis de gré à gré, il pourra autoriser le ministre de l'agriculture à s'en porter acquéreur conformément aux dispositions ci-après.

Résolu, 2.—Que le ministre donnera avis, par poste recommandée à leur dernière adresse connue de lui, au propriétaire de l'immeuble mentionné à la résolution précédente et à la personne ou aux personnes qui paraissent posséder une option sur cet immeuble, qu'il entend l'acquérir au prix mentionné dans une option signée par le président et le secrétaire de Lake of the Woods Milling Company Limited à la date du ou vers le trois février 1938.

Résolu, 3.—Que le ministre déposera pour enregistrement, au bureau de la division d'enregistrement de Montréal, une copie certifiée dudit avis et à compter de ce dépôt les biens immobiliers dont il est question ci-dessus deviendront la propriété absolue et incommutable du gouvernement de la province et ils seront purgés de tous les droits réels qui les affectaient.

Résolu, 4.—Que le ministre acquittera, à même le montant mentionné à l'article 2 de la loi 20 George V, chapitre 7, le prix de l'acquisition de ces biens immobiliers et que ce paiement pourra être fait, suivant la décision du lieutenant-gouverneur en conseil, soit à la compagnie mentionnée ci-dessus, soit à la ou aux personnes qui possèdent une option sur ces biens immobiliers ou soit à leurs ayants droit.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 93) intitulé: "Loi relative à la loi 20 George V, chapitre 7".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill (No 82) intitulé: "Loi pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Iles de la Madeleine".

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que l'Office du crédit agricole du Québec soit autorisé à emprunter, avec la garantie du gouvernement de la province, par émission d'obligations ou autrement, une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars, pour les fins mentionnées à la section 3 de la loi qui accompagne la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 82) intitulé: "Loi pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine".

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 82) intitulé: "Loi pour faciliter l'application du Crédit Agricole dans la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'honorable M. Fisher transmet à M. l'Orateur suppléant et M. l'Orateur suppléant lit à la Chambre le message suivant de l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur:

L'honorable Monsieur le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1938, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre.

HÔTEL DU GOUVERNEMENT.

Québec, le 7 avril 1938.

E.-L. PATENAUDE.

(Document de la session No 2.)

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que le message de l'honorable Monsieur le Lieutenant-gouverneur soit renvoyé au comité des subsides, avec le budget supplémentaire qui l'accompagne.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté, pour la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, pour l'exercice finissant le 30 juin 1939.

2. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille six cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses d'administration des départements (Service civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

3. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des véhicules-automobiles (Service de la circulation) (Procureur général), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

4. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi des bourses pour cours additionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

5. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille trois cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Loi de l'art musical, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

6. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas six mille six cent cinquante dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

7. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour asiles d'aliénés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

8. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour hygiène publique de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

9. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour combattre la tuberculose et la mortalité infantile dans la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

10. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour unités sanitaires de comtés, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

11. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

12. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

13. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente et un mille sept cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Économie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

14. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

15. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante et un mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien de certains édifices publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

16. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour nettoyage des bureaux, édifices de la Législature et des départements, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

17. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour écoles normales: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

18. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux du Gouvernement, Montréal: entretien et réparations, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

19. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—octrois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

20. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts-Routes—entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

21. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Ponts de péage:—entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

22. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour aide à la recherche des Mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

23. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-trois mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

24. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'exploitation des mines en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

25. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Chasse et Pêcheries—Jardin Zoologique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

26. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas treize mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pisciculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

27. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Parc National, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

28. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix-sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Pêcheries Maritimes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

29. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'Agriculture en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

30. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-cinq mille cinq cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Agronomie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

31. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cent vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Grande culture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

32. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

33. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante et huit mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie animale, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

34. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie domestique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

35. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Industrie laitière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

36. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Publicité, (Département de l'Agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

37. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'Agriculture, École de Médecine vétérinaire et École de laiterie de la province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

38. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Écoles d'Agriculture, École de médecine vétérinaire et École de Laiterie de la Province de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

39. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour réparation et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

40. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante-cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses administratives, (Voirie), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

41. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service des outillages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

42. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des chemins d'hiver, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

43. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas sept mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales, (Terres et forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

44. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

45. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour service forestier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

46. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas vingt mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour sociétés de Colonisation et Œuvre de secours aux colons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

47. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour primes, octrois et encouragement à la colonisation en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

48. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas douze mille deux cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour perception des licences, droits sur les successions, taxes sur les corporations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

49. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille huit cents dollars soit ouvert à Sa Majesté pour la Loi des véhicules-automobiles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

50. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas cinq mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour Bureau des Assurances: diverses dépenses, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

51. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas quinze mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général (Services divers), pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

52. *Résolu* qu'un crédit n'excédant pas soixante-mille dollars soit ouvert à Sa Majesté pour célébrations patriotiques et religieuses, pour l'exercice finissant le 30 juin 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté plusieurs résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des subsides.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre se forme de nouveau en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que, pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1938, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$2,263,150.00.

Résolu.—Que pour pourvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1939, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$36,419,116.72.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que ce comité a adopté deux résolutions et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Résolu qu'à sa prochaine séance la Chambre se formera de nouveau en comité des voies et moyens.

Lesdites résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 50) intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1938, et le 30 juin 1939 et pour d'autres fins du service public".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 88) intitulé: "Loi favorisant l'exercice de certains droits".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci n'a pas terminé l'examen du bill et qu'il désire avoir la permission de siéger de nouveau.

Ordonné que le comité siège ainsi de nouveau à la prochaine séance.

Question par M. Casgrain.—1. Monsieur Georges Lemieux est-il encore à l'emploi du Ministère de l'Agriculture?

2. Si la réponse est négative:

a. Quand a-t-il été destitué?

b. A quelle date a-t-il été averti de sa destitution et quand cette destitution devait-elle prendre effet?

c. A-t-il été destitué pour cause et quelles sont les raisons qui ont justifié sa destitution?

Réponse par l'honorable M. Dussault:

1. Non.
2. *a* & *b*. dans l'automne 1937; le 19 février 1938.
- c*. Dans l'intérêt public.

Question par M. Casgrain.—1. M. Gérard Filion, secrétaire de l'Union Catholique des Cultivateurs, de Montréal, est-il allé en Europe aux frais du gouvernement?

2. Si la réponse est affirmative:—
 - a*. Quelle a été la durée de son voyage?
 - b*. Combien le gouvernement lui a-t-il payé pour frais de voyage et autres dépenses?
 - c*. Quel était le but de son voyage?
 - d*. A-t-il fait un rapport?
 - e*. Quels pays d'Europe a-t-il visité?

Réponse par l'honorable M. Dussault:

1. Oui.
2. *a*) 5 mois.
- b*) \$2,000.00.
- c*) Enquêtes sur les organisations agricoles d'Europe.
- d*) Oui.
- e*) Italie, France, Belgique, Angleterre, Danemark, Allemagne et Hollande.

A une heure, M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la loi de la chasse".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier de la Chambre à la prochaine séance.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 94) intitulé: "Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu maintenant.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle de nouveau la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 88) intitulé: "Loi favorisant l'exercice de certains droits".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 89) intitulé: "Loi modifiant la Loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolution relative au bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière".

L'honorable M. Fisher informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolution.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu,—Que, sur recommandation du comité nommé en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 55 et du gérant de la Commission des liqueurs de Québec, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra augmenter, diminuer ou autrement modifier les droits exigibles en vertu des articles 26, 29 et 37 de la Loi des liqueurs alcooliques (Statuts refondus, 1925, chapitre 37), et que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur les mêmes recommandations, abolir certains de ces droits en les compensant ou en les remplaçant par d'autres, conformément à l'article 37a de ladite Loi des liqueurs alcooliques, tel qu'édicte par la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

La motion "que la résolution soit maintenant lue une première fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une première fois.

La motion "que la résolution soit maintenant lue une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, lue une deuxième fois.

La motion "que la Chambre adopte maintenant la résolution" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

La résolution est, en conséquence, adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 80) intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une deuxième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

La motion "que le bill soit maintenant lu une troisième fois" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 92) intitulé: "Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 134".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 42, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 1 est modifié dans la dix-huitième ligne, en ajoutant, après les mots "à des endroits", le mot "appropriés".

Aussi le bill No 49, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Les articles suivants sont insérés à la suite de l'article 2, comme articles 3, 4 et 5:

"3. L'article 227 de ladite loi est modifié en remplaçant les mots: "sur la base établie par l'article 249", dans les quatrième et cinquième lignes, par les mots: "d'après une table de mortalité approuvée par le surintendant des assurances et à un taux d'intérêt n'excédant pas trois et demi pour cent par an".

"4. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 227, le suivant:

"227a. Les compagnies d'assurance funéraire doivent constituer, conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 154, un fonds de réserve à même les primes perçues sur les contrats d'assurance funéraire émis, remis en vigueur ou remplacés après expiration ou déchéance, à compter du 1er juillet 1938."

"5. Ladite loi est modifiée en y ajoutant, après l'article 228, le suivant:

228a. A compter du premier juillet 1938, tout contrat d'assurance funéraire émis, remis en vigueur ou remplacé après expiration ou déchéance, doit indiquer la valeur marchande du service

funèbre promis, et stipuler que le bénéficiaire ou les bénéficiaires nommés dans le contrat ou les représentants légaux de l'assuré peuvent, lors du décès de tel assuré, exiger à leur choix le service funèbre promis ou une somme d'argent égale à sa valeur marchande telle qu'indiquée dans la police d'assurance."

2. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 4, comme article 8:

"8. L'article 250 de ladite loi est modifié en y ajoutant, dans la cinquième ligne, après les mots: "dans l'article 249", ce qui suit: "ou, s'il s'agit d'une compagnie d'assurance funéraire, dans l'article 227".

3. Les articles 3, 4 et 5 deviennent respectivement 6, 7 et 9.

Aussi le bill No 120, intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: *a)* en remplaçant, dans la quatrième ligne du sous-alinéa *kk*, les mots: "d'un demi-million deux cent quarante trois mille cinq cents", par les mots: "de trois millions trois cent quarante-trois mille cinq cents"; *b)* en ajoutant, dans la onzième ligne dudit sous-alinéa après les mots: "l'année scolaire 1938-1939", les mots: "et deux millions cent mille dollars pour boucler le budget de revenu de l'année scolaire 1938-1939; *c)* en remplaçant, dans la vingt-deuxième ligne, le mot "cinq", par le mot "dix"; *d)* en ajoutant, après la vingt-cinquième ligne, l'alinéa suivant:

"Toute émission faite pour une période de moins de quarante ans, sera rachetable à son échéance, avec le produit de la vente de nouveaux bons ou obligations; et ces nouveaux bons ou obligations pourront être émis pour des termes successifs de pas moins de dix ans, tels que la durée totale de l'emprunt n'excédera pas quarante ans."

2. L'article 3 est abrogé.

3. L'article 4 est modifié dans la huitième ligne, en ajoutant, après le mot "inconnu", les mots: "ou non dévoilé".

4. L'article 10 est modifié: *a)* en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots: "Protestant Board of School Commissioners of the city of Montreal", par les mots: "Montreal Protestant Central School Board"; *b)* en remplaçant, dans les huitième, neuvième et dixième lignes, les mots: "donné dans un journal quotidien publié en français et dans un journal publié en anglais dans la cité de Montréal" par les mots: "par un avis recommandé transmis par la poste à l'adresse de chacun des bureaux des commissaires d'écoles de la cité de Montréal".

5. Les articles 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 deviennent respectivement 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

Aussi le bill No 129, intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: a) en retranchant, dans les neuvième et dixième lignes, les mots: "et de deux cents dollars pour les échevins; b) en ajoutant, dans la dix-huitième ligne, après les mots: "et entier effet", les mots: "quant à ce qui concerne le salaire du maire".

Aussi le bill No 134, intitulé: "Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école de Saint-Edouard, à Beauport", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. Le titre est modifié en rayant, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse".

2. Le préambule est modifié: a) en rayant dans la deuxième ligne, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse"; b) en rayant dans la trente-deuxième ligne, après le mot "d'écoles", les mots "de la paroisse"; c) en rayant, dans la trente-septième ligne de la page 2, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse".

3. L'article 2 est modifié: a) en rayant dans les cinquième et sixième lignes, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse"; b) en rayant dans la vingt-neuvième ligne, après le mot "scolaire", les mots "de la paroisse"; c) en rayant dans la trente-troisième ligne, après le mot "publiques" le mot "et".

Aussi le bill No 140, intitulé: "Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié en biffant, dans les septième et huitième lignes, les mots: "(reproduit comme cédula de la présente loi)".

2. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. La subvention annuelle mentionnée à l'article 1er de la présente loi ne sera payée chaque année que lorsque la compagnie Ernest Harnois & Fils, Ltée aura établi qu'au cours de l'année écoulée, elle a payé les salaires établis pour la cité de Joliette, par les conventions collectives en vigueur dans la localité, ou par les lois fédérales ou provinciales, et ce, tant pour les travaux ordinaires de l'exploitation de son industrie, que pour les travaux de réparation ou d'entretien de ses immeubles, machineries ou autres propriétés, de même que pour la construction d'allonges, entrepôts ou dépendances."

3. La cédula comprise dans les pages 2, 3 et 4, est biffée.

4. L'article 2 devient article 3.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 42) intitulé: "Loi modifiant la Loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 49) intitulé: "Loi modifiant la Loi des Assurances de Québec, relativement aux compagnies d'assurance funéraire", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 120) intitulé: "Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 129) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 134) intitulé: "Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école de Saint-Édouard de Beauport", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 140) intitulé: "Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, secondé par l'honorable M. Bertrand (Montréal-Laurier), il est—

Résolu qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre

une copie de toutes correspondances, opinions légales et documents de toutes natures entre la municipalité de St-Gédéon et le gouvernement au sujet d'accidents de travail, survenus à des personnes travaillant pour le compte de cette municipalité, et cela depuis le 26 août 1936.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Barrette (Terrebonne), il est—

Ordonné que, vu que le bill No 133, intitulé: "Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat", n'a pu être déposé dans les délais prescrits bien que le promoteur ait fait toute la diligence possible, les droits spéciaux que le promoteur de ce bill a payé lui soient remboursés.

Sur la motion de M. Bulloch, secondé par M. Barrette (Terrebonne), il est—

Ordonné que, vu que le bill No 105, intitulé: "Adath Israel Congregation and Community centre of Outremont" a pour objet de favoriser la propagation d'un culte religieux, les honoraires ordinaires que les promoteurs de ce bill ont payés leur soient remboursés, après déduction faite de tous frais d'impression et de traduction.

Sur la motion de M. Boyer, secondé par M. Monette, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 135, intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve", n'a pu être présenté dans les délais prescrits, bien que le promoteur ait fait toute la diligence possible, les droits spéciaux que le promoteur de ce bill a payés lui soient remboursés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 77) intitulé: "Loi modifiant la Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements, dont un au titre.

Les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. Delagrave propose, secondé par M. Lawn, qu'il soit présenté à l'honorable M. le lieutenant-gouverneur une adresse le priant de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copie authentique de tous les ordres en conseil passés par le Gouvernement de la province de Québec et approuvés par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date.

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre se divise, et sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

POUR

Messieurs :

<i>Bastien,</i>	<i>Dansereau,</i>
<i>Bercovitch,</i>	<i>Delagrave,</i>
<i>Bertrand (Montréal-Laurier),</i>	<i>Lawn,</i>
<i>Bouchard,</i>	<i>Marcoux,</i>
<i>Bouthillier,</i>	<i>Messier,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Turcotte.—12.</i>

CONTRE

Messieurs :

<i>Adam,</i>	<i>Gagnon,</i>
<i>Auger (Montréal-St-Jacques),</i>	<i>Goudreau,</i>
<i>Barrette (Joliette),</i>	<i>Jolicœur,</i>
<i>Barrette (Terrebonne),</i>	<i>Labbé,</i>
<i>Beaudry,</i>	<i>Labelle,</i>
<i>Bégin,</i>	<i>Laflleur,</i>
<i>Béique,</i>	<i>Larivière,</i>
<i>Bélanger,</i>	<i>Larochelle,</i>
<i>Bellemare,</i>	<i>Layton,</i>
<i>Bilodeau,</i>	<i>Leduc (Soulanges),</i>
<i>Boiteau,</i>	<i>Lesage,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lorrain,</i>
<i>Bullock,</i>	<i>Marier,</i>
<i>Carignan,</i>	<i>Paquette,</i>
<i>Caron,</i>	<i>Pelletier (Gaspé-Nord),</i>
<i>Choquette,</i>	<i>Pelletier (Lotbinière),</i>
<i>Coonan,</i>	<i>Perron,</i>
<i>Dubé (Rimouski),</i>	<i>Pouliot (Gaspé-Sud),</i>
<i>Dubé (Témiscouata),</i>	<i>Raynault,</i>
<i>Ducharme,</i>	<i>Robinson,</i>
<i>Duguay,</i>	<i>Roy,</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Sauvé,</i>
<i>Dussault,</i>	<i>Taché,</i>
<i>Elie,</i>	<i>Tellier,</i>
<i>Fisher,</i>	<i>Thibeault,</i>
<i>Fleury,</i>	<i>Tremblay,</i>
<i>Gagné,</i>	<i>Vachon.—54.</i>

La motion est ainsi rejetée.

Sur la motion de l'honorable M. Gagnon et du consentement unanime de la Chambre, il est—

Ordonné que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier, pour prendre en considération le bill (No 95) intitulé: "Loi modifiant la loi de la chasse".

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de la Chambre:

1. Combien d'immeubles ou parties d'immeubles, le Ministère de la Voirie a-t-il acquis de gré à gré ou au moyen d'expropriation, du 26 août 1936 jusqu'à date?

2. De quelles personnes, sociétés ou corporations le Gouvernement a-t-il ainsi acquis ces immeubles ou parties d'immeubles?

3. Quels sont les noms, prénoms, ou raisons sociales, selon le cas, et adresses de ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Donnez une description sommaire des immeubles ou parties d'immeubles, y compris les constructions ainsi acquis par le ministère de la Voirie?

5. Combien ledit ministère a-t-il payé dans chaque cas pour l'acquisition de gré à gré ou au moyen d'expropriation de ces immeubles ou parties d'immeubles, y compris les constructions?

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

1. Combien le Gouvernement a-t-il dépensé depuis le 26 août 1936 à date:

a. Pour achat de clavigraphes;

b. Pour achat de machines à calculer;

c. Pour achat de machines à imprimer;

d. Pour achat de machines à comptabilité?

2. Quels sont les nom, prénoms et adresse des fournisseurs de ces machines et les montants payés à chacun d'eux?

3. Combien de machines a fournies au Gouvernement chacun des vendeurs?

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard:

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant:

1. Combien de permis pour exportation de bois de pulpe ont-ils été émis depuis le 1er octobre 1936?

2. Quels sont les noms des personnes ou des compagnies qui ont obtenu ces permis?

3. À quelle date chacun de ces permis a-t-il été émis?

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

VENDREDI 8 AVRIL 1938

Onze heures du matin.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, les documents suivants:

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 22 mars 1938, pour:

Copie de toute la correspondance échangée du 1er novembre 1937 jusqu'à aujourd'hui entre le ministère de l'Agriculture de la Province de Québec et le ministère de l'Agriculture du Canada, au sujet des négociations entre le gouvernement du Dominion et celui de la Province de Québec relativement aux expositions Régionales (junior) qui doivent avoir lieu dans cette province en 1938.

(Document de la session No 33.)

Aussi réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 mars 1938, pour:

1. Combien de véhicules-automobiles le ministère de l'Agriculture a-t-il achetés depuis le 26 août 1936, à date?
2. De quelles personnes, sociétés ou corporations ces véhicules-automobiles ont-ils été achetés?
3. Quels sont les lieux de résidence ou principal bureau d'affaires, selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?
4. Combien de véhicules-automobiles le ministère de l'Agriculture a-t-il achetés de chacune de ces personnes, sociétés ou corporations et quelle est la marque des dits véhicules-automobiles?
5. Quel prix le ministère a-t-il payé dans chaque cas?
6. Dans quels endroits de la Province ces véhicules-automobiles sont-ils utilisés?

(Document de la session No 34.)

Aussi réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 mars 1938, pour:

1. Le Gouvernement a-t-il fait des réparations ou améliorations à ses bureaux, édifices publics, palais de justice, immeubles de la Commission des Liqueurs, résidences privées, louées depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Si la réponse est affirmative, quel est le montant total des dépenses ainsi faites par le Gouvernement?

(Document de la session No 35.)

Aussi réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 1er avril 1938, pour:

1. Le ministère de la Colonisation a-t-il fait exécuter des travaux à Ste-Émélie de l'Énergie, comté de Joliette, au cours de l'été dernier:

2. Dans l'affirmative: Quels sont les noms des personnes qui ont travaillé sur ces travaux?

3. Quel montant total a été payé à chacun d'eux?

(Document de la session No 36.)

Aussi état financier du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec pour l'exercice finissant le 30 juin 1937.

(Document de la session No 37.)

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, secondé par l'honorable M. Coonan, il est,—

Résolu, que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 97, intitulé: "Loi pour venir en aide à *Verdun Protestant Hospital*".

L'honorable M. Paquette informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Paquette propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé à garantir, aux conditions qu'il déterminera et jusqu'à concurrence d'une somme de sept cent cinquante mille dollars, le montant de tout emprunt que *Verdun Protestant Hospital* pourra contracter, sous forme d'obligations ou autrement, pour l'agrandissement de son hôpital.

Résolu, 2.—Qu'il sera en outre autorisé à assumer ou garantir le paiement des intérêts payables sur le montant ainsi garanti.

Résolu, 3.—Que les sommes que le gouvernement pourra être appelé à payer en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions seront prises à même le fonds consolidé du revenu.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté trois résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Paquette, il est—

Ordonné que l'honorable M. Paquette ait la permission de présenter un bill (No 97) intitulé: "Loi pour venir en aide à *Verdun Protestant Hospital*".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill (No 98) intitulé: "Loi assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du Nord-Est de la Province".

L'honorable M. Auger informe la Chambre que l'honorable M. le lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Auger propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'il est d'intérêt public d'établir et faciliter des communications rapides entre les principaux centres du comté de Charlevoix-Saguenay et de la Côte Nord,

a) à cause de l'isolement de la population de ce comté;

b) pour assurer aux pêcheurs, aux cultivateurs et aux colons des débouchés pour leurs produits;

c) afin que toutes les parties de ce comté retirent tous les bénéfices possibles du développement de nos ressources naturelles;

Attendu que certaines parties du comté de Charlevoix-Saguenay et de la Côte Nord n'ont jamais été reliées à la province par une ligne directe de navigation et qu'il y a lieu de remédier immédiatement à cette situation;

Attendu qu'il est urgent et dans l'intérêt de la population de ces régions et de la province en général d'avoir des moyens de communications raisonnables;

Qu'il soit en conséquence,

Résolu, 1.—Que le gouvernement de la province sera autorisé à payer, pendant une période de dix années, à compter du premier juillet 1938 à la

Compagnie de Navigation Charlevoix-Saguenay Limitée, un subside annuel de dix-huit mille dollars pour maintenir en opération pendant la période annuelle de navigation, un service de transport de voyageurs et de marchandises de deux heures en deux heures entre Tadoussac et Baie Sainte-Catherine; quant au service à établir entre Baie Saint-Paul et Sept-Iles, l'horaire sera déterminé après entente entre le ministre de la colonisation et ladite compagnie; que le subside mentionné dans la présente résolution comprend l'item voté dans le budget soumis à l'Assemblée législative à la présente session et que le paiement de cet octroi sera subordonné à l'accomplissement de toutes les conditions imposées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et des autres conditions que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra décréter.

Résolu, 2.—Que la compagnie mentionnée dans la présente résolution devra, au cours de ses opérations, établir et maintenir des conditions de travail équitables et payer des salaires conformes à ceux établis par les organismes provinciaux compétents et sous la surveillance du ministre de la colonisation.

Résolu, 3.—Que l'équipage employé sur ces bateaux que cette compagnie mettra en service sur le fleuve Saint-Laurent devra être formé de marins domiciliés dans la province de Québec.

Résolu, 4.—Que les endroits où les bateaux devront faire escale seront désignés par le lieutenant-gouverneur en conseil, selon les besoins de la population et les exigences des activités économiques.

Résolu, 5.—Que la compagnie recevant un subside en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions devra fournir chaque année, à l'ouverture de la navigation, au ministre de la colonisation, le tarif des frais de transport des passagers et de la marchandise, et ce tarif, qui pourra être modifié par le lieutenant-gouverneur en conseil, devra être juste et raisonnable.

Résolu, 6.—Que le ministre de la colonisation sera autorisé à passer un contrat avec la compagnie visée à la résolution 1, pour le paiement du subside que prévoit ladite résolution, aux conditions qu'il déterminera, et il pourra de temps à autre fixer un tarif spécial pour le transport sur les bateaux de cette compagnie, des bûcherons, des colons et des pêcheurs de bonne foi et que les missionnaires ont droit à un transport gratuit sur ces bateaux.

Résolu, 7.—Que le subside prévu à la résolution 1 sera payé sur la recommandation du ministre de la colonisation, à même le fonds consolidé du revenu.

Résolu, 8.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant décréter le paiement entier ou partiel de ce subside au moyen d'emprunts, pour un terme n'excédant pas quinze ans et portant intérêt à des taux n'excédant pas quatre pour cent par an.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Sur la motion de l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Auger ait la permission de présenter un bill (No 98) intitulé “Loi assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du Nord-Est de la Province”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 99) intitulé: “Loi modifiant le Code de procédure civile”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec un amendement.

L'amendement est lu une première fois et une seconde fois et adopté.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que l'honorable M. Duplessis ait la permission de présenter un bill (No 96) intitulé: “Loi relative à la Commission des services publics de Québec”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté avec certains amendements.

Les amendements sont lus une première fois et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de M. Marier, secondé par M. Gagné, il est—

Ordonné que, vu que le bill No 131, intitulé: "Loi relative à la Cité de Drummondville", n'a pu être présenté dans les délais prescrits, bien que le promoteur ait fait toute la diligence possible, les droits spéciaux que le promoteur de ce bill a payés lui soient remboursés.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 81) intitulé: "Loi modifiant le Code civil".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendements, les bills suivants:

Bill No 22, intitulé: "Loi relative à la Sûreté provinciale".

Bill No 40, intitulé: "Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie".

Bill No 63, intitulé: "Loi modifiant la Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires".

Bill No 64, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province".

Bill No 65, intitulé: "Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec".

Bill No 79, intitulé: "Loi autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal".

Bill No 90, intitulé: "Loi relative à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative".

Bill No 115, intitulé: "Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier".

Bill No 122, intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph-Masson".

Bill No 124, intitulé: "Loi constituant en corporation La Survivance compagnie mutuelle d'assurance-vie".

Bill No 135, intitulé: "Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve".

Bill No 144, intitulé: "Loi concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill (No 69) intitulé: "Loi relative à la loi 1 George VI, chapitre 13", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est ajouté à la suite de l'article 1, comme article 2:

"2. Les dispositions abrogées ou modifiées en vertu de la loi 1 George VI, chapitre 13, reprennent vigueur et effet telles qu'elles existaient avant la date de la sanction de ladite loi."

2. L'article 2 devient article 3.

Aussi le bill (No 70) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont Orford", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

L'article 16 est modifié dans la quatrième ligne en ajoutant, après les mots: "comtés de Brome", les comtés suivants: "Compton, Missisquoi, Richmond".

Aussi le bill (No 108) intitulé: "Loi relative à la ville de Richmond", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

"1. Nonobstant les dispositions du chapitre 116 des Statuts

refondus de 1925, tel que modifié par la loi 20 George V, chapitre 52, section 1, ainsi que toute loi générale ou spéciale au contraire, il est loisible au conseil de la ville de Richmond, de construire, acquérir ou entretenir un ou des immeubles devant servir, en totalité ou en partie, à des fins municipales, ou un ou des immeubles devant servir à des fins connexes à l'agriculture."

2. L'article 2 est modifié dans la deuxième ligne, en remplaçant le mot: "vingt-cinq", par le mot: "cinquante".

3. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 2, comme article 3:

"3. Le conseil municipal est autorisé à donner à bail, à bailleur ou à vendre le ou lesdits immeubles à qui il décidera et aux conditions qu'il déterminera, pourvu que le prix de vente ne soit pas inférieur au coût du ou desdits immeubles."

4. L'article 3 est modifié dans la deuxième ligne, ou remplaçant le mot: "vingt-cinq", par le mot: "cinquante".

5. Les articles 3 et 4 deviennent respectivement 4 et 5.

Aussi le bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la ville d'Asbestos", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans les seizième et dix-septième lignes de la page 2, en biffant les mots: "attestée sous serment".

2. L'article 2 est modifié dans les huitième et neuvième lignes de la page 4, en biffant les mots: "ou qu'il aura juste sujet de soupçonner de quelque mauvais dessein".

3. L'article 4 est modifié dans les seizième, dix-septième, dix-huitième et dix-neuvième lignes, en biffant les mots: "pour prélever une taxe annuelle ne devant pas excéder cinquante cents par pied carré du terrain de la cité couvert par ces empiètements ou projections.

Aussi le bill (No 131) intitulé: "Loi relative à la cité de Drummondville", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 6 est modifié dans les trente-et-unième et trente-deuxième lignes de la page 2, en biffant, après le mot: "déclaration", les mots: "attestée sous serment".

2. L'article 16 est modifié dans la huitième ligne de la page 7, en ajoutant, après les mots: "dans aucun cas", les mots: "pour chaque genre de commerce".

Aussi le bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement No 178", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: *a*) en ajoutant, dans la première ligne, avant les mots: "La ville de Montréal-est", les mots: "Nonobstant les dispositions contraires de toute loi générale ou spéciale"; *b*) en remplaçant, dans les quatorzième et quinzième lignes, les mots: "Jusqu'à concurrence d'une somme de vingt-deux mille cent dollars", par les mots: "Jusqu'à concurrence d'une somme de vingt-quatre mille six cent soixante-dix-sept dollars et dix-neuf sous".

2. L'article 2 est modifié dans les troisième et quatrième lignes, en biffant les mots: "et annexé à la présente loi comme cédula "A".

3. Et la cédula "A" est biffée.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 69) intitulé: "Loi relative à la loi 1 George VI, chapitre 13", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 70) intitulé: "Loi pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont Orford", et les amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 108) intitulé: "Loi relative à la ville de Richmond", et les dits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 112) intitulé: "Loi concernant la ville d'Asbestos", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 131) intitulé: "Loi relative à la cité de Drummondville", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 136) intitulé: "Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement No 178", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill (No 78) intitulé: "Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières".

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à cet après-midi à trois heures et quinze minutes.

A une heure, M. l'Orateur suppléant prononce l'ajournement.

Trois heures et quinze minutes de l'après-midi.

Le greffier informe la Chambre que M. l'Orateur est absent et M. l'Orateur suppléant prend le fauteuil.

Prière.

M. l'Orateur suppléant informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement les bills suivants:

Bill No 77, intitulé: "Loi modifiant la Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrérages de taxes".

Bill No 80, intitulé: "Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière".

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur suppléant et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants:

- 4 Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété.
- 14 Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies.
- 22 Loi relative à la Sûreté provinciale.
- 23 Loi relative à la vente avec faculté de réméré.
- 29 Loi de l'aide à la jeunesse.
- 32 Loi pourvoyant à l'établissement de mines-écoles.
- 34 Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe et la Loi des compagnies de téléphone.
- 35 Loi pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries.
- 39 Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie.
- 40 Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie.
- 42 Loi modifiant la Loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver.
- 49 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec relativement aux compagnies d'assurance funéraire.
- 52 Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province.
- 53 Loi concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val d'Or.
- 54 Loi modifiant la Loi des mines de Québec.
- 55 Loi modifiant la loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.

-
- 56 Loi modifiant l'article 423 de la Loi des cités et villes.
- 58 Loi relative à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay.
- 60 Loi modifiant la Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.
- 61 Loi modifiant la Loi relative aux taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires.
- 63 Loi modifiant la Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.
- 64 Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province.
- 65 Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec.
- 69 Loi relative à la loi 1 George VI, chapitre 13.
- 70 Loi pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont Orford.
- 75 Loi créant une école de filature.
- 77 Loi modifiant la Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des arrérages de taxes.
- 79 Loi autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon-Pasteur, de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes à Montréal.
- 80 Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière.
- 90 Loi relative à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.
- 102 Loi constituant en corporation *Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham*.
- 103 Loi constituant en corporation *Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension*.
- 104 Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse.
- 105 Loi constituant en corporation *Adath Israel Congregation and Community Centre of Outremont*.
- 107 Loi modifiant la charte de la ville de Val d'Or.
- 108 Loi relative à la ville de Richmond.
- 110 Loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prosper Major.
- 111 Loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.
- 112 Loi concernant la ville d'Asbestos.

-
-
- 113 Loi constituant en corporation *The Normetal Railway Company*.
 - 115 Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.
 - 116 Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.
 - 119 Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.
 - 120 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.
 - 122 Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson.
 - 124 Loi constituant en corporation La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie.
 - 125 Loi constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada."
 - 126 Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny.
 - 127 Loi modifiant la charte de la cité de Hull.
 - 128 Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog.
 - 129 Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque.
 - 131 Loi relative à la cité de Drummondville.
 - 132 Loi modifiant la charte de *The Temiscamingue and Abitibi Railway Company*.
 - 134 Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école de Saint-Édouard, à Beauport.
 - 135 Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Villeneuve.
 - 136 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement No 178.
 - 137 Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson de la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell.
 - 138 Loi relative à *The Empire Trust Company*.
 - 139 Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun.
 - 140 Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils, Limitée.
 - 141 Loi validant la cléricature de Jacques Feeney.
 - 144 Loi concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills”.

Au retour des députés:

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Résolu que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à mardi à onze heures du matin.

Et, alors, la Chambre s'ajourne.

MARDI 12 AVRIL 1938

Onze heures du matin.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 200) intitulé: “Loi modifiant la Loi des assurances de Québec”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

La motion “que le bill soit maintenant lu une deuxième fois” est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre.

Résolu que cette Chambre se forme immédiatement en comité.

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Ordonné que l'honorable M. Fisher ait la permission de présenter un bill (No 202) intitulé: “Loi modifiant la Loi des droits sur les successions”.

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que la deuxième lecture du bill ait lieu immédiatement.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois et renvoyé à un comité plénier de la Chambre, à la présente séance.

Sur la motion de l'honorable M. Fisher, secondé par l'honorable M. Gagnon, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill No 202, intitulé: “Loi modifiant la Loi des droits sur les successions”.

L'honorable M. Fisher informe la Chambre que l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur recommande la prise en considération dudit projet de résolutions.

L'honorable M. Fisher propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1.—Que conformément au paragraphe 6a de l'article 3 de la Loi des droits sur les successions (Statuts refondus, 1925, chapitre 29), tel qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, lorsque le bien sera une valeur mobilière non cotée publiquement, mais dans le commerce libre des valeurs mobilières, tels que bons, obligations ou actions, ou un intérêt dans une entreprise ou société, publique ou privée, générale ou particulière, civile, commerciale, industrielle ou financière, le cours moyen, du jour du décès, obtenu de revues, journaux et périodiques financiers ou fournis par des agents de change, courtiers, banquiers en valeurs dûment autorisés, sera présumé représenter sa valeur réelle; si ledit bien n'est pas dans le commerce libre des valeurs mobilières, sa valeur sera déterminée en tenant compte des paragraphes 5 et 6 dudit article 3 et d'après la position financière de la compagnie, corporation, entreprise ou société, telle que révélée par les bilans, états financiers, états de profits et pertes et comptes d'opérations de ladite compagnie, corporation, société ou entreprise, et tous autres renseignements et documents que le percepteur pourra exiger des héritiers, légataires, donataires, exécuteurs testamentaires, fiduciaires ou administrateurs, ou de ladite compagnie, corporation, société ou entreprise, ou de leurs officiers; pour les fins de la présente résolution, le percepteur aura le pouvoir de diminuer ou rejeter toute réclamation pour salaires, gages, honoraires ou autre rémunération, faite par les membres de la famille de la personne décédée ou de ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires, contre une compagnie, corporation, société ou entreprise dans laquelle la personne décédée était intéressée, de quelque façon, dans une proportion de plus de 50% soit seule, soit de concert avec les membres de sa famille, ses héritiers, légataires, donataires ou autres bénéficiaires; et que le refus de fournir les bilans, états financiers, états de profits et pertes et compte d'opérations et autres renseignements et documents prescrits de la présente résolution rendra son auteur passible de la pénalité édictée au paragraphe 9 de l'article 14 de ladite Loi des droits sur les successions.

Résolu, 2.—Que conformément au paragraphe 6b dudit article 3, tel qu'édicte par ladite section 1 de ladite loi, les rentes, viagères ou autres et

dotations, seront capitalisées et estimées au montant requis, à la date du décès, par une compagnie d'assurance sur la vie, pour assurer une rente ou dotation de pareille somme.

Résolu, 3.—Que conformément au paragraphe 6c dudit article 3, tel qu'édicte par ladite section 1 de ladite loi, pour toutes les créances actives et droits non compris sous les résolutions précédentes, soit qu'il en existe quelque acte ou non, la valeur réelle sera la valeur du capital et des intérêts dus au jour du décès.

Résolu, 4.—Que la définition du mot "bien", telle que contenue dans l'article 5 de ladite Loi des droits sur les successions, telle que modifiée par la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera celle "située" dans la province au lieu de celle "réellement située" dans la province.

Résolu, 5.—Que les sections 1, 2, 3 et 5 de la loi qui accompagne les présentes résolutions s'appliqueront à toute succession ouverte depuis le 18 mai 1935 jusqu'à la mise en vigueur de ladite loi, lorsque les droits successoraux ou de mutation par décès n'auront pas été complètement payés le ou avant le 1er avril 1938.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté plusieurs résolutions.

Ces résolutions sont lues une première et une seconde fois et adoptées.

Ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, du bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

En conséquence, la Chambre se forme en comité plénier et siège ainsi durant quelque temps; puis, M. l'Orateur ayant de nouveau pris place au fauteuil, M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a examiné le bill et l'a adopté sans amendement.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Ordonné que le greffier reporte à l'Assemblée législative le bill No 50¹ intitulé: "Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1938 et le 30 juin 1939, et pour d'autres fins du service public", et informe cette Chambre que le Conseil législatif a voté ce bill sans amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 59, intitulé : "Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec".

Bill No 62, intitulé : "Loi relative aux biens de la corporation du pont du Lac Saint-Louis".

Bill No 67, intitulé : "Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales".

Bill No 83, intitulé : "Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec".

Bill No 85, intitulé : "Loi favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province".

Bill No 86, intitulé : "Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable".

Bill No 142, intitulé : "Loi modifiant la charte de *"Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie"*".

Bill No 143, intitulé : "Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants :

Bill No 71, intitulé : "Loi créant une chambre agricole provinciale".

Bill No 72, intitulé : "Loi pour encourager le développement minier dans la province".

Bill No 73, intitulé : "Loi abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53 et l'article 316 du Code du notariat, relatifs à la validité de certains actes notariés".

Bill No 74, intitulé : "Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation".

Bill No 76, intitulé : "Loi concernant la libération de certains débiteurs".

Bill No 84, intitulé : "Loi pour venir en aide à l'agriculture dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes".

Bill No 88, intitulé : "Loi favorisant l'exercice de certains droits".

Bill No 89, intitulé : "Loi modifiant la Loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents".

Bill No 92, intitulé: "Loi modifiant la Loi 25-26 George V, chapitre 134".

Bill No 93, intitulé: "Loi relative à la loi 20 George V, chapitre 7".

Bill No 94, intitulé: "Loi modifiant la loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec".

Bill No 95, intitulé: "Loi modifiant la Loi de la chasse".

Bill No 96, intitulé: "Loi relative à la Commission des services publics de Québec".

Bill No 97, intitulé: "Loi pour venir en aide à *Verdun Protestant Hospital*".

Bill No 98, intitulé: "Loi assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province".

Bill No 99, intitulé: "Loi modifiant le Code de procédure civile".

Bill No 176, intitulé: "Loi relative à la cité de Sherbrooke".

Bill No 177, intitulé: "Loi modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile".

Bill No 179, intitulé: "Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull".

Bill No 181, intitulé: "Loi protégeant les ouvriers atteints de silicose".

Bill No 182, intitulé: "Loi modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile".

Bill No 183, intitulé: "Loi relative à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham".

Question par l'honorable M. Bouchard:—1. Un octroi a-t-il été consenti à la municipalité de St-Damien de Bellechasse pour aider à la construction d'un système de protection contre les incendies?

2. Dans l'affirmative: Quelle est la nature des travaux qui ont été subventionnés et quels sont les appareils qui ont été l'objet de la subvention?

3. A qui appartiennent les travaux qui ont été subventionnés?

4. Quel est le montant de la subvention?

5. Cette subvention est-elle payable à la municipalité?

6. Y a-t-il eu des montants de payés à venir jusqu'à présent sur la ou les subventions accordées?

7. A qui ces montants ont-ils été payés?

8. Quels sont les travaux que la municipalité s'est engagée de faire?

9. Quels appareils de protection s'est-elle engagée d'acheter et de maintenir pour la protection contre le feu?

Réponse par l'honorable M. Bourque:

1. Oui.
2. Les travaux consistent dans la construction d'un barrage et d'une bâtisse pour le service des incendies et dans l'établissement de conduites en tuyaux et de bornes-fontaines. Les appareils qui ont été l'objet de la subvention sont une pompe fixe, des boyaux, lances, ajutages et divers accessoires d'un service d'incendie.
3. A la Corporation.
4. 50% d'une dépense approximative de \$24,600.00.
5. Elle le sera si la Corporation se conforme aux recommandations qui lui ont été faites.
6. Non.
7. Répondu par 6.
- 8 et 9. Ceux mentionnés dans la réponse No 2.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, secondé par l'honorable M. Bilodeau, il est—

Résolu que la Chambre se forme immédiatement en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill No 201, intitulé: "Loi pour venir en aide aux agriculteurs de la province."

L'honorable M. Dussault informe la Chambre que l'honorable Monsieur le Lieutenant-Gouverneur recommande la prise en considération de cedit projet de résolution.

L'honorable M. Dussault propose que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, et la motion est adoptée.

En conséquence, la Chambre se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Résolu.—Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre de l'agriculture, pourra, aux conditions qu'il déterminera, autoriser le trésorier de la province à avancer à même le fonds consolidé du revenu à l'Office du crédit agricole du Québec, en sus des sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux agriculteurs, une somme additionnelle de deux millions de dollars pour être employée aux fins prévues par la Loi du crédit agricole en la manière et aux conditions déterminées par cette loi et ses amendements, conformément à la loi qui sera basée sur la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur prend de nouveau place au fauteuil et M. le Président du comité fait rapport que celui-ci a adopté une résolution.

Cette résolution est lue une première et une seconde fois et adoptée.

Sur la motion de l'honorable M. Dussault, il est—

Ordonné que l'honorable M. Dussault ait la permission de présenter un bill (No 201) intitulé: "Loi pour venir en aide aux agriculteurs de la province".

En conséquence, il présente ce bill, qui est lu une première fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une deuxième fois.

Ordonné que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté le bill No 100, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 3 est modifié: *a*) en remplaçant, dans la trente-cinquième ligne de la page 3, l'année "1938" par l'année 1940"; *b*) en ajoutant, à la suite de ladite année, les mots: "si la cité de Montréal, par la majorité des deux-tiers des échevins élus en décembre 1938, le décide".
2. L'article 8 est modifié dans les dix-neuvième, vingtième, vingt et unième, vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième et première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième lignes de la page 7, en remplaçant les mots: "en remplaçant le paragraphe *hh*, tel qu'édicte par la loi 4 Édouard VII, chapitre 49, section 14 et remplacé par les lois 19 George V, chapitre 97, section 20; 22 George V, chapitre 105, section 20; 23 George V, chapitre 123, section 25 et 1 George VI, chapitre 103, section 43, par le suivant:

"*hh*. Une taxe spéciale annuelle ne devant pas excéder cent dollars sur tout courtier, et une taxe spéciale annuelle de mille dollars sur toute personne, société, compagnie ou corporation ou agent ou représentant de toute société, compagnie ou corporation faisant du courtage dans la cité sans y avoir de place d'affaires permanente; et pourvu que dans le cas d'une société de courtiers, la susdite taxe annuelle de cent dollars ne puisse être exigée que de la société".

Le présent paragraphe *hh* aura un effet rétroactif au premier mai 1937", par l'alinéa suivant:

"*a*) En en remplaçant le sous-paragraphe 2 du paragraphe *h*, tel que remplacé par la loi 3 Édouard VII, chapitre 62, section 37; 23 George V, chapitre 123, section 25; et 25-26 George V, chapitre 112, section 5, par le suivant:

"2. Une taxe spéciale annuelle sur toute personne, firme, compagnie ou corporation exploitant un ou plusieurs étaux de boucher dans la cité, en dehors du territoire à l'usage des marchés publics, cette taxe ne devant pas excéder:

1. Cinquante dollars pour le premier étal;
2. Cent dollars pour chaque étal en sus du premier jusqu'à cinq inclusivement;
3. Cinq cent dollars pour chaque étal en sus de cinq et jusqu'à dix inclusivement;

4. Mille dollars pour chaque étal en sus de dix.

b) En remplaçant le paragraphe *hh*, tel qu'édicte par la loi 4 Édouard VII, chapitre 49, section 14 et remplacé par les lois 19 George V, chapitre 97, section 20; 22 George V, chapitre 105, section 20; 23 George V, chapitre 123, section 25 et 1 George VI, chapitre 103, section 43, par le suivant:

"*hh*. Une taxe spéciale annuelle ne devant pas excéder cent dollars sur tout courtier, et une taxe spéciale annuelle de mille dollars sur toute personne, société, compagnie ou corporation ou agent ou représentant de toute société, compagnie ou corporation faisant du courtage dans la cité sans y avoir de place d'affaires permanente; et pourvu que dans le cas d'une société de courtiers, la susdite taxe annuelle de cent dollars ne puisse être exigée que de la société.

Le présent paragraphe *hh* aura un effet rétroactif au premier mai 1937.

c) En remplaçant le paragraphe *aaa*, tel qu'édicte par la loi 23 George V, chapitre 123, section 25, et remplacé par la loi 25-26 George V, chapitre 112, section 5, par le suivant:

"*aaa*) Une taxe spéciale annuelle sur toute personne, firme, compagnie ou corporation exploitant un nombre d'épicerie ou de magasins de ferronnerie et de quincaillerie, cette taxe ne devant pas excéder:

1. Cent dollars pour chaque établissement en sus du premier jusqu'au cinquième inclusivement;

2. Cinq cent dollars pour chaque établissement en sus du cinquième jusqu'au dixième inclusivement;

3. Mille dollars pour chaque établissement en sus du dixième. La présente taxe ne s'applique pas quant aux épiciers, quand telle personne, firme, compagnie ou corporation a payé la taxe prévue par le sous-paragraphe *h* du présent article."

d) En remplaçant le paragraphe *jjj*, tel qu'édicte par la loi 25-26 George V, chapitre 112, section 5, et remplacé par la loi 1 George VI, chapitre 103, section 43, par le suivant:

"*jjj*) Une taxe annuelle sur toute personne, firme, compagnie ou corporation exploitant un nombre de magasins de 5, 10 et 15 cents ("bazzars"), cette taxe ne devant pas excéder:

1. Cent dollars sur chacun des cinq premiers établissements;

2. Cinq cent dollars sur chaque établissement au-dessus du cinquième et jusqu'au dixième inclusivement;

3. Mille dollars pour chaque établissement au-dessus du dixième”.
3. L'article 14 est modifié dans la seizième ligne, en remplaçant le mot: “de”, par le mot: “ne”.
4. L'article 23 est modifié: a) en remplaçant, dans la trente-cinquième ligne, de la page 14, les mots: “Toutes les dépenses”, par les mots: “Tous les emprunts”; b) en biffant, dans les trente-cinquième et trente-sixième lignes de ladite page, les mots: “et toute utilisation de tous revenus anticipés”; c) en remplaçant, dans la trente-septième ligne de ladite page, le mot: “soumises”, par le mot: “soumis”.
5. L'article 24 est modifié dans la deuxième ligne de la page 15, en remplaçant le mot: “des”, par le mot: “ses”.
6. Les articles suivants sont insérés à la suite de l'article 24, comme articles 24a et 24b:
- “24a. La partie non utilisée des emprunts contractés sauf ceux qui le sont en vertu de l'article 351b de la charte, devra servir pour partie à consolider les dépenses de chômage encourues jusqu'à date.
- “24b. Sauf les autorisations d'emprunter en vertu de l'article 351b de la charte et pour les dépenses de chômage, toutes les autorisations non utilisées pour des emprunts non contractés sont annulées.”
7. L'article 25 est modifié: a) en ajoutant, dans la première ligne de la page 16, après les mots: “de la cité”, les mots: “pour l'exercice commençant le 1er mai 1938”; b) en remplaçant dans la dixième ligne de la page 16, l'année “1928”, par l'année “1918”.
8. Les articles 29 et 30 sont abrogés.
9. Le dernier alinéa de l'article 33, qui se lit comme suit:
- “Mais le chiffre total des pensions d'un même policier y compris le remboursement qui précède ne devra pas dépasser trois mille dollars par année, nonobstant toute autre convention contraire”.
- Est biffé.
10. L'article 34 est modifié dans les troisième et quatrième lignes, en remplaçant les mots: “ne sera payable par ladite cité”, par les mots: “ne deviendra dû et exigible”.
11. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 34, comme article 33:
- “33. Nonobstant toute disposition contraire, la cité de Montréal pourra dispenser les propriétaires de terres en culture qui ont été, en vertu d'une loi antérieurement adoptée, chargés d'une partie du coût de l'expropriation pour l'ouverture et l'élargissement du chemin Ste-Catherine, à Montréal, entre le chemin de la Côte des Neiges et le Boulevard Décary, du paiement de leur part, dans le coût de cette expropriation.

Dans ce cas, cette partie du coût de telle expropriation sera payée par la cité de Montréal”.

12. L'article 37 est modifié: a) en ajoutant, dans la première ligne, avant les mots: “la cité”, les mots: “Outre les pouvoirs conférés par l'article 24 de la présente loi,”; b) en ajoutant, à la suite dudit article, l'alinéa suivant:

“Toutes les dépenses autorisées en vertu du présent article sont soumises à l'approbation préalable du directeur des finances et de la Commission municipale de Québec”.

13. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 38, comme article 38:

“38. Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil peut ordonner le, ou avant le 1er septembre 1938, qu'un referendum soit soumis aux électeurs de la cité de Montréal sur les modifications au mode d'administration de ladite cité, en même temps que l'élection du mois de décembre 1938, aux conditions et sur les questions qu'il jugera opportunes”.

14. Les articles 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38 et 39 deviennent respectivement 29, 30, 31, 32, 34, 35, 36, 37 et 39.

Aussi le bill No 114, intitulé: “Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix”, avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: a) en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots: “et comprise dans les limites suivantes”, par les mots: “et qui s'étend des anciennes limites de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix aux limites suivantes”; b) en biffant, dans les huitième et neuvième lignes, les mots: “la rue Alma aux limites de la paroisse de Saint-Édouard”; c) en ajoutant, dans la neuvième ligne, après les mots: “sont exemptés”, les mots: “pour quinze ans seulement à compter de la date de l'imposition”.

Aussi le bill No 123, intitulé: “Loi modifiant la charte de la cité de Québec”, avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 10 est modifié: a) en ajoutant dans la huitième ligne, après les mots: “comme résidences”, les mots: “pour la même famille”; b) en remplaçant, dans la onzième ligne, le montant de \$3,500.00”, par “\$3,000.00”.

2. L'article 17 est remplacé par le suivant:

“17. L'article 571 de la loi 19 George V, chapitre 95, est remplacé par le suivant:

“Le conseil pourra nommer un ou plusieurs assistants-greffiers et ils seront assujettis, *mutatis mutandis*, aux dispositions de l'article 580.”

3. L'article 24 est modifié dans la sixième ligne, en ajoutant, après les mots: “de la cité”, les mots: “sujets à l'approbation de la Commission municipale de Québec”.

4. Les articles suivants sont ajoutés à la suite de l'article 25, comme articles 26 et 27:

"26. Il sera loisible à la cité d'imposer en bloc dans une seule colonne de ses rôles de cotisation, le total de la taxe spéciale imposée en vertu de tous ses règlements d'emprunts; la cité devra cependant, quand elle enverra ses comptes de taxe, fournir au contribuable le détail de la taxe spéciale imposée pour chaque règlement d'emprunt."

"27. (1) La cité peut imposer par règlement et prélever, à compter du 1er mai 1938 inclusivement, pour une période de deux ans à partir de la mise en force de ce règlement, en sus de toute autre taxe, une taxe spéciale dite: "taxe de vente", n'excédant pas 2% du prix de vente et d'achat, en détail, sauf les exceptions qu'elle peut déterminer dans ledit règlement, de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque, y compris le gaz et l'électricité utilisés pour l'éclairage, la force motrice et la chaleur, vendus dans le territoire de la cité. Cependant, aucune taxe ne sera imposée sur la vente de tout bien meuble, effet mobilier, toute marchandise et tout article de commerce quelconque à une personne résidant en dehors dudit territoire quand lesdites marchandises seront livrées, consommées et utilisées en dehors dudit territoire.

Sujet aux dispositions du paragraphe précédent, la taxe peut être également imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside où est sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que dans ce cas la chose qui fait l'objet du contrat se trouve dans ledit territoire, soit lors de la vente, soit lors de la livraison sauf si elle n'y est apportée que pour fins de livraison, ou que la chose qui se trouve dans ledit territoire a été transportée en dehors de ce territoire dans le but d'éviter le paiement de la taxe.

La taxe peut être également imposée et prélevée lorsqu'il s'agit d'une vente d'un véhicule automobile tel que défini dans la loi des véhicules-automobiles (S.R.Q., 1925, chapitre 35), d'un piano, d'un réfrigérateur électrique ou d'un radio ou de toute autre marchandise que le conseil pourra déterminer par règlement, à un acheteur qui a son domicile ou sa résidence ordinaire ou sa place d'affaires dans ledit territoire, quel que soit l'endroit, en dehors dudit territoire, où la vente ou la livraison a lieu.

(2) Pour les fins de la présente section, la cité de Québec, dans le règlement qu'elle est par les présentes autorisée à faire, pourra inclure les dispositions des articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18 et 19 du chapitre 112, de 25-26 George V, et de ses amendements en autant qu'elle le jugera à propos."

5. L'article 26 devient article 28.

Aussi le bill No 145, intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 2 est modifié dans la première ligne, en ajoutant, après le mot: "causes", les mots: "et réclamations".
2. Le deuxième alinéa de la clause 6 (page 7) du contrat inclus dans la cédule A est remplacé par le suivant:

"EXÉCUTÉ à St-Basile devant le notaire soussigné, le cinquième jour de décembre 1935, pour lesdits D. Germain, J. Motard, E. Bédard, A. Bussièrès, A. Germain, Alf. Hardy, V. Bédard, H. Hardy, M. Bédard, G. Germain, G. Laroche, Wilbrod Julien; le 30 janvier 1934 pour lesdits C. Paquet, Vve J.-F. Leclerc, Vve E. Germain; le 2 février 1934 pour ladite dame Vve J. Germain, et ladite dame H. Hardy; le 24 février 1934 pour lesdits M. Richard, Hercule Laroche, A. Julien; le 5 mars 1934 pour lesdits J.-E. Delisle, L. Doré et U. Delisle et O. Hardy; le 16 juin 1934 pour lesdits S. Derome, Ed. Lefebvre, Vve Jos. Lefebvre et C. Leclerc et J. Latulippe; le 28 mars 1938 pour ladite Corporation du comté de Portneuf et le 29 mars 1938 pour ladite Compagnie, sous le numéro treize cent soixante et onze des minutes dudit notaire".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 123) intitulé: "Loi modifiant la Charte de la cité de Québec", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

M. Delagrave propose:

Que cette Chambre adopte maintenant les amendements.

Et un débat s'élève.

M. Bertrand (St-Sauveur) propose par voie d'amendement, secondé par M. Ducharme:

Que la motion en discussion soit amendée en y ajoutant les mots qui suivent:

"mais avec l'amendement suivant:

"Les quatre derniers alinéas de l'amendement 4 sont retranchés".

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements" est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements tels qu'amendés sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais avec un amendement.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 145) intitulé: "Loi ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 114) intitulé: "Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

Sur la motion de M. Duguay, il est—

Résolu que la première lecture des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 100) intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal", ait lieu immédiatement et lesdits amendements sont lus une première fois et une seconde fois.

M. Duguay propose que cette Chambre adopte maintenant lesdits amendements.

Un débat s'élève.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Auger, il est—

Ordonné que le débat soit ajourné.

A une heure, M. l'Orateur prononce l'ajournement.

Trois heures de l'après-midi.

Prière.

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant:

1. Quel était le montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement provincial, pour le service intérieur et pour le service extérieur:

a. Au 1er juillet 1936?

b. Au 1er juillet 1937?

Aussi un état montrant:

1. Quel était le coût total des dépenses de voyages, pour chaque département de l'administration:

- a. Pour l'année se terminant le 30 juin 1936?
- b. Pour l'année se terminant le 30 juin 1937?

Question par M. Casgrain:—1. Combien d'argent le Gouvernement a-t-il emprunté depuis le 1er septembre 1936 au 1er mars 1938?

2. Quel a été:

- a. Le montant total de chaque emprunt?
- b. La date de l'emprunt?
- c. La date de l'échéance?
- d. Le taux de l'intérêt dans chaque cas?
- e. Le total de l'intérêt annuel dans chaque cas?
- f. Les frais de toute sorte et détaillés dans chaque cas?

3. De quelles personnes, sociétés ou corporations le Gouvernement a-t-il contracté ces emprunts?

Réponse par l'honorable M. Fisher:

Le Gouvernement a déjà répondu à ces questions et les réponses sont consignées aux procès-verbaux publiés et distribués à chaque député.

Sur la motion de M. Casgrain, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant:

1. Combien le Gouvernement Provincial a-t-il reçu du Gouvernement fédéral pour travaux remédiateurs au chômage, secours directs, travaux publics quelconques, aide à la jeunesse, subsides fédéraux, pension de vieillesse, diminution des traverses à niveau pour la route Trans-Canada:

- a. Pour l'année financière 1936-37?
- b. Du 1er juillet 1937 à date?

Aussi un état montrant si:—

1. Le Gouvernement a-t-il retenu les services de constables spéciaux à quelque titre que ce soit, depuis le 26 août 1936 à date?

2. Si la réponse est affirmative:

Quel est le nombre total des constables qui furent ainsi engagés?

3. Quel a été le montant des déboursés encourus pour la même période:

- a. En salaires?
- b. En dépenses?

Et aussi, un état montrant:

1. Combien d'officiers ou d'hommes de police de toutes catégories le Gouvernement a-t-il engagés depuis le 26 août 1936 à date, dans le corps de la Sûreté Provinciale, de la Police de circulation, de la Police des Liqueurs et de la Police des pêcheries et de la chasse?

2. Quel montant le Gouvernement a-t-il payé en salaires à tels officiers ou hommes de police pendant la même période?

Et aussi, un état montrant si:

1. Le Gouvernement a-t-il été à découvert aux banques depuis le 26 août 1936 à date?

2. Si oui:

Donnez le montant du découvert au 1er de chaque mois dans chacune des banques avec lesquelles le gouvernement fait affaires, pour la même période?

Sur la motion de l'honorable M. Bastien, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état montrant:

1. Quels sont les ministres et les membres de la Législature qui ont fait des voyages en dehors de la Province, aux frais du Gouvernement, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date?

2. Où chacun de ces ministres et de ces députés est-il allé?

3. Quel était le but de ces voyages?

4. Combien la Province a-t-elle payé à chacun de ces ministres et députés pour dépenses de voyages?

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. La garantie exigée par le Département pour le droit de coupe accordé à Monsieur J.-N. Legault, canton Pontleroy, comté de Témiscamingue, pour l'année 1936-37, a-t-elle été payée au complet avant que ce monsieur commence son ouvrage?

2. Dans l'affirmative: le montant que représentait ce droit de coupe fait dans ce même canton a-t-il été payé au complet au Département avant l'expiration du délai accordé le 1er décembre 1937?

3. La garantie exigée par le gouvernement a-t-elle été payée au complet avant le commencement de la coupe du bois sur le nouveau permis 1937-38 qui a été accordé à M. J.-N. Legault?

Sur la motion de M. Delagrave, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant:

1. Combien a coûté à date l'élargissement du chemin de Charlesbourg proprement dit, c'est-à-dire, à partir des limites de la cité de Québec jusqu'au Jardin Zoologique?

2. A combien est estimé le coût des travaux qui restent à faire sur le même chemin?

3. Ces deux montants comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation de toutes les propriétés requises?

4. Dans la négative, à combien estime-t-on les indemnités à être payées?

5. Quel est le montant de celles déjà payées?

6. A-t-on prévu, dans les plans et leur exécution relativement à l'élargissement de ce chemin, le déplacement et le changement qu'il convenait d'apporter au système d'aqueduc et d'égout de la municipalité de Charlesbourg ?

7. Ce déplacement et ce changement ont-ils été effectués ?

8. Dans la négative, que coûteront-ils ?

Aussi un état montrant :

1. Quel est le coût à date du troisième chemin de Charlesbourg, c'est-à-dire, à partir de l'Avenue de la Canardière, près de l'hôpital de l'Enfant-Jésus, jusqu'à sa jonction avec le chemin principal à Charlesbourg ?

2. A combien est estimé le coût des travaux qui restent à faire sur le même chemin ?

3. Ces deux montants comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation de toutes les propriétés requises ?

4. Dans la négative, à combien estime-t-on les indemnités à être payées ?

5. Quel est le montant de celles déjà payées ?

Et aussi un état montrant :

1. Combien a coûté à date l'élargissement du second chemin de Charlesbourg, c'est-à-dire, depuis la Côte des Pères jusqu'au Four à chaux, dans la paroisse de Charlesbourg ?

2. A quelle somme estime-t-on le coût des travaux qui restent à faire sur le même chemin ?

3. Ces deux montants comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation de toutes les propriétés requises ?

4. Dans la négative, à combien estime-t-on les indemnités à être payées ?

5. Quel est le montant de celles déjà payées ?

Sur la motion de l'honorable M. Bouchard, il est—

Ordonné qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre, un état montrant :

1. M. Louis Gauthier a-t-il été nommé gardien à la prison de St-Jérôme ?

2. Dans l'affirmative :

a. A quelle date a-t-il été nommé ?

b. Sur la recommandation de qui ?

3. Ce monsieur a-t-il donné sa résignation depuis ?

4. Dans l'affirmative :

a. A quelle date l'a-t-il donnée la première fois ?

b. A quelle date la deuxième fois ?

5. Cette résignation a-t-elle été acceptée ?

6. En donnant sa résignation le gardien démissionnaire a-t-il demandé une enquête sur certains scandales qui se passent à la prison de St-Jérôme ?

7. Le gouvernement a-t-il ordonné une enquête dans cette affaire ?

8. Dans l'affirmative:

- a. Cette enquête est-elle commencée?
- b. Est-ce que le commissaire enquêteur a fait un rapport?
- c. Quelles ont été ses conclusions?

L'honorable M. Paquette dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant:

Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 30 mars 1938, pour un état montrant:

1. Le Gouvernement a-t-il acheté des matériaux de construction et d'autres effets ou marchandises pour les colons, depuis le 26 août 1936?

2. Dans l'affirmative:

De quelles personnes, sociétés ou corporations ces matériaux ou marchandises ont-ils été achetés?

3. Quels sont les nom, prénoms, adresse et raisons sociales selon le cas, de ces personnes, sociétés ou corporations?

4. Combien le Gouvernement a-t-il payé à chacune de ces personnes, sociétés ou corporations?

(Document de la session No 38.)

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné à la séance du matin, sur la motion de M. Duguay proposant l'adoption des amendements du Conseil législatif au bill No 100, "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

L'honorable M. Duplessis propose, secondé par l'honorable M. Fisher:

Que les amendements du Conseil législatif soient acceptés, mais avec les amendements suivants:

1. L'amendement 1 est remplacé par le suivant: l'article 3 est modifié en en remplaçant dans l'avant-dernière ligne, les mots: "à commencer aux élections générales municipales de 1938" par les mots: "après les élections générales municipales de 1938 si le conseil municipal de la cité de Montréal en décide ainsi".

2. L'amendement 5 est modifié en y ajoutant les mots suivants: "et en remplaçant le mot: "juin", dans la dernière ligne de l'avant-dernier alinéa par le mot: "juillet".

3. L'amendement 7 est modifié en y ajoutant les mots suivants: "(c) en remplaçant les mots: "ne pourra jamais être réclamée", dans la treizième ligne de la page 16, par les mots: "ainsi que la somme de \$1,000,000 prévue au statut 1 George VI, chapitre 103, ne pourront jamais être réclamées".

4. L'amendement 13 est modifié en insérant dans la troisième ligne, après le mot "Conseil", les mots: ", sur la recommandation du conseil municipal de la cité de Montréal,".

5. L'article suivant est ajouté après l'article 38:

38a. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le directeur des finances de la cité de Montréal est autorisé à instituer en première instance, et de sa seule autorité, toutes les procédures qu'il jugera utiles pour percevoir les taxes, cotisations, impôts, droits, permis et licences dûs à la cité de Montréal.

La motion "Que cette Chambre adopte maintenant les amendements tels qu'amendés est mise aux voix et la Chambre se divise et l'adopte.

Les amendements tels qu'amendés sont, en conséquence, adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais avec des amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté:

Le bill No 41, intitulé: "Loi pour sauvegarder les droits de la province", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié: a) en remplaçant, dans la première ligne, "décembre 1935", par "janvier 1936"; b) en ajoutant, dans la quatrième ligne, après les mots: "à toute personne qui", les mots suivants: "faisant notoirement partie du service intérieur de la province, a perçu"; c) en biffant, dans la cinquième ligne, après "janvier 1936", les mots suivants: "a perçu".
2. L'article 3 est abrogé.
3. L'article 5 est modifié dans la troisième ligne, en ajoutant, après le mot: "autre", les mots suivants: "Cette instance sera prescrite trois ans après la sanction de la présente loi".
4. Les articles 4, 5 et 6 deviennent respectivement 3, 4 et 5.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 41) intitulé: "Loi pour sauvegarder les droits de la province", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Paquette, il est—

Résolu que les amendements du Conseil législatif soient agréés, mais avec les amendements suivants:

1. L'amendement 2 est retranché.
2. L'amendement 4 est retranché.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, mais avec des amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté :

Le bill (No 17) intitulé : "Loi modifiant le Code municipal", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer :

1. L'article 7 est abrogé.
2. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 10, comme article 10:

"10. L'article 654 dudit Code, tel que modifié par les lois 8 George V, chapitre 20, section 36; 14 George V, chapitre 84, section 2 et 18 George V, chapitre 94, section 16, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe 11 par le suivant :

"11. Les noms, prénoms et professions des personnes qui sont du sexe masculin, sujets britanniques, âgées de vingt et un ans accomplis et domiciliées dans la municipalité et qui ne sont frappées d'aucune des incapacités prévues par la Loi électorale de Québec, (1 Édouard VIII (2e session), chapitre 8)".
3. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 17, comme article 18:

"18. Nonobstant les dispositions des paragraphes *a* et *b* de la section 8 de la présente loi, les conseils devront nommer en janvier 1939, un ou des vérificateurs pour faire la vérification des comptes de la corporation pour l'année terminée le 31 décembre 1938."
4. Les articles 8, 9, 10 et 18 deviennent respectivement 7, 8, 9 et 19.

Aussi le bill (No 45) intitulé : "Loi pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer :

1. Le préambule est modifié dans les cinquième, sixième et septième lignes, en biffant les mots : "entreprise et conduite sans système et laissée dans un état déplorable par l'administration précédente".

Aussi le bill No (78) intitulé : "Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières", avec l'amendement suivant qu'il la prie d'agréer :

1. Le sous-alinéa suivant est inséré à la suite du sous-alinéa III de l'article 1, comme sous-alinéa IV :

“IV. aux achats que fait un courtier pour un client lorsqu’il reçoit, pour toute rémunération, une commission payable par ce client”.

Aussi le bill (No 81) intitulé: “Loi modifiant le Code civil”, avec les amendements suivants qu’il la prie d’agréer:

1. L’article 8 est modifié dans la vingt et unième ligne, en remplaçant les mots: “en produisant”, par le mot: “produire”.
2. L’article 12 est modifié dans les sixième et septième lignes en remplaçant les mots: “Les privilèges et hypothèques non éteints avant l’entrée en vigueur de la présente loi”, par les mots: “A l’exception des privilèges de vendeurs et des hypothèques de prêteurs, tous les autres privilèges et hypothèques”.

Aussi le bill (No 82) intitulé: “Loi pour faciliter l’application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine”, (version anglaise seulement):

Amendé dans la version anglaise seulement.

Aussi le bill (No 87) intitulé: “Loi modifiant la Loi de l’instruction publique”, avec les amendements suivants qu’il la prie d’agréer:

1. Les articles suivants sont insérés à la suite de l’article 4, comme articles 5 et 6:
 - “5. L’article 510 de ladite loi est remplacé par le suivant:
“510. L’appel ou recours est exercé au moyen d’un avis par écrit indiquant les motifs de l’appel, dont signification est faite par un huissier au secrétaire-trésorier de la commission scolaire en cause, personnellement ou au bureau ou au domicile de celui-ci.”
 - “6. L’article 513 de ladite loi est modifié en y ajoutant l’alinéa suivant:
“Le tribunal peut toujours ajourner l’audition de la cause, s’il lui paraît que les motifs de l’appel n’ont pas été suffisamment détaillés dans l’avis, et il peut, aux conditions qui lui paraissent justes, ordonner, que les détails soient fournis par l’appelant, avant l’audition de la cause ou avant la continuation de cette audition.”
2. Les articles 5, 6, 7 et 8 deviennent respectivement 7, 8, 9 et 10.

Aussi le bill (No 31) intitulé: “Loi modifiant l’article 1641a du Code civil”, avec les amendements suivants qu’il la prie d’agréer:

1. L’article 1 est remplacé par le suivant:
 - “1. L’article 1641a du Code civil, tel qu’édicte par la loi 24 George V, chapitre 75, section 1, et tel que remplacé par la loi 25-26, George V, chapitre 93, section 1, est remplacé par le suivant:

“1641a. Un locataire dans l’île de Montréal n’est tenu de permettre la visite, pour fins de location, du logement loué, et l’affichage sur la façade de ce logement, d’annonces aux mêmes fins, qu’au cours des soixante jours qui précèdent la date de l’expiration du bail, à moins de convention contraire dans le bail.”

Aussi le bill (No 24) intitulé: “Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes”, avec l’amendement suivant qu’il la prie d’agréer:

L’article 1 est modifié dans la neuvième ligne, en ajoutant, après le mot: “cultivateur”, les mots suivants: “Le montant payé pour chaque dite terre ne devra en aucun cas dépasser de plus de trente-trois et un tiers (33-1-3) l’évaluation municipale”.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 17) intitulé: “Loi modifiant le Code municipal”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 45), intitulé: “Loi pour assurer à la province les avantages d’un réseau routier de premier ordre”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 78) intitulé: “Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 81) intitulé: “Loi modifiant le Code civil”, et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 82) intitulé: "Loi pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 87) intitulé: "Loi modifiant la Loi de l'instruction publique", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 31) intitulé: "Loi modifiant l'article 1641a du Code civil", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 24) intitulé: "Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté sans amendement, le bill suivant:

Bill No 200, intitulé: "Loi modifiant la Loi des assurances de Québec".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a accepté son amendement aux amendements du Conseil législatif, sans amendement, au bill No 123, intitulé: "Loi modifiant la charte de la cité de Québec".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, le bill No 68, intitulé: "Loi modifiant la loi électorale de Québec," avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article suivant est inséré à la suite de l'article 18, comme article 19:

"19. Pour l'année 1938 seulement, dans les cités autres que Québec et Montréal, le délai du dépôt des demandes en inscription ou en radiation mentionné dans l'article 90 de la loi électorale de Québec est prolongé jusqu'au trente avril, 1938, inclusivement, nonobstant les dispositions dudit article 90 de la Loi électorale de Québec".

2. L'article 19 devient l'article 20.

Aussi le bill No 202, intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions", avec les amendements suivants qu'il la prie d'agréer:

1. L'article 1 est modifié dans la trente et unième ligne, en biffant, après les mots suivants: "décédée ou", le mot: "de".
2. L'article 6 est modifié dans la cinquième ligne, en remplaçant les mots: "complètement payés", par le mot: "réclamés".

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill (No 68) intitulé: "Loi modifiant la loi électorale de Québec", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois et adoptés.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a adoptés au bill (No 202) intitulé: "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions", et lesdits amendements sont lus une première et une seconde fois.

Sur la motion de l'honorable M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Fisher, il est—

Résolu que les amendements du Conseil législatif soient acceptés, mais avec l'amendement suivant:

L'amendement 2 est retranché.

Ordonné que le greffier porte de nouveau le bill au Conseil législatif et informe les honorables Conseillers que cette Chambre a accepté leurs amendements, avec un amendement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant :

Bill No 201, intitulé : "Loi pour venir en aide aux agriculteurs de la province".

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il n'insiste pas sur les amendements nos 2 et 4 qu'il avait apportés au bill no 41, intitulé : "Loi pour sauvegarder les droits de la province"; et qu'il n'insiste pas, non plus, sur son amendement no 2 qu'il avait apporté au bill no 202, intitulé : "Loi modifiant la Loi des droits sur les successions".

M. l'Orateur informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit :

Le Conseil législatif informe également l'Assemblée législative que le Conseil législatif a agréé les amendements qu'elle a apportés aux amendements du Conseil législatif pour ce qui est du bill No 100, intitulé : "Loi modifiant la charte de la cité de Montréal".

Sur un message de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province, transmis par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la Verge noire, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec veut bien donner au nom de Sa Majesté la sanction royale aux bills suivants :

17 Loi modifiant le Code municipal.

24 Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes.

31 Loi modifiant l'article 1641a du Code Civil.

41 Loi pour sauvegarder les droits de la province.

45 Loi pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre.

-
- 59 Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.
 - 62 Loi relative aux biens de la corporation du pont du lac Saint-Louis.
 - 67 Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales.
 - 68 Loi modifiant la Loi électorale de Québec.
 - 71 Loi créant une chambre agricole provinciale.
 - 72 Loi pour encourager le développement minier dans la province.
 - 73 Loi abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53 et l'article 316 du Code du notariat, relatifs à la validité de certains actes notariés.
 - 74 Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation.
 - 76 Loi concernant la libération de certains débiteurs.
 - 78 Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières.
 - 81 Loi modifiant le Code civil.
 - 82 Loi pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine.
 - 83 Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec.
 - 84 Loi pour venir en aide à l'agriculture dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes.
 - 85 Loi favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province.
 - 86 Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable.
 - 87 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.
 - 88 Loi favorisant l'exercice de certains droits.
 - 89 Loi modifiant la Loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents.
 - 92 Loi modifiant la loi 25-26 George V, chapitre 134.
 - 93 Loi relative à la loi 20 George V, chapitre 7.
 - 94 Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.
 - 95 Loi modifiant la Loi de la chasse.
 - 96 Loi relative à la Commission des services publics de Québec.
 - 97 Loi pour venir en aide à *Verdun Protestant Hospital*.

-
-
- 98 Loi assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province.
- 99 Loi modifiant le Code de procédure civile.
- 100 Loi modifiant la charte de la cité de Montréal.
- 114 Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix.
- 123 Loi modifiant la charte de la cité de Québec.
- 142 Loi modifiant la charte de "Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie".
- 143 Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental.
- 145 Loi ratifiant et confirmant un acte d'accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés.
- 176 Loi relative à la cité de Sherbrooke.
- 177 Loi modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile.
- 179 Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull.
- 181 Loi protégeant les ouvriers atteints de silicose.
- 182 Loi modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile.
- 183 Loi relative à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham.
- 200 Loi modifiant la Loi des assurances de Québec.
- 201 Loi pour venir en aide aux agriculteurs de la province.
- 202 Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit :

"Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills".

Alors, l'honorable Orateur de l'Assemblée législative s'adressant à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, lui a présenté le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction.

50 Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1938 et le 30 juin 1939, et pour d'autres fins du service public.

A ce bill la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

“Au nom de Sa Majesté, l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.”

Après quoi il a plu à l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la troisième session de la vingtième Législature de la province de Québec, par le discours suivant:

*Honorables Messieurs du Conseil Législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Avant de mettre un terme à vos délibérations, je tiens à vous féliciter du travail considérable que vous avez accompli pendant la session.

Les lois que vous avez adoptées sont d'une grande importance, et il me plaît de constater qu'elles paraissent s'inspirer du meilleur intérêt de la province.

Ainsi, pour en mentionner quelques-unes seulement, vous vous êtes proposé de venir en aide aux cultivateurs en instituant une chambre d'agriculture, en autorisant l'Office du crédit agricole à prêter douze millions et un quart de plus, en lui fournissant des moyens additionnels de se procurer les fonds nécessaires, en simplifiant l'application de la loi du prêt provincial dans Bonaventure, la Gaspésie et les Îles de la Madeleine, en encourageant l'industrie du cidre et celle du sucre d'érable, en pourvoyant à l'achat d'un immeuble qui serve à l'entreposage des produits de la ferme. Aux colons, vous avez rendu plus faciles l'établissement sur des terrains entièrement libres et l'accès aux terres inoccupées ne faisant pas partie du domaine public. Dans l'intérêt des agriculteurs comme du public en général, vous avez voté un crédit de cinquante millions qui permette au gouvernement, pendant les quatre prochaines années, de renover notre réseau routier suivant un plan d'ensemble bien arrêté. Pour mieux établir le règne de la justice et de la charité entre employeurs et employés, vous avez apporté à notre législation des modifications qui, tout en consacrant le droit d'association, garantissent à la fois l'autonomie patronale et la liberté du travail. Pour le bénéfice des censitaires, vous avez pris des mesures efficaces en vue de faire disparaître les rentes seigneuriales, et dans votre sollicitude pour les petits propriétaires, vous avez élaboré des lois qui les protègent et sauvegardent leurs droits. Pour aider à la jeunesse, vous avez accordé de généreuses subventions et institué de nombreuses écoles spéciales, qui lui ouvri-

ront plusieurs carrières nouvelles et lui donneront la perspective d'un brillant avenir. Bref, ces différentes lois ne peuvent manquer de produire d'excellents résultats, et, en les sanctionnant au nom de Sa Majesté, j'ai eu le sentiment, comme vous d'ailleurs en les votant, de servir les meilleurs intérêts de notre province et de sa population.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Je vous remercie d'avoir mis à la disposition des différents services les crédits nécessaires à l'administration de la chose publique. Le gouvernement, je vous prie de le croire, veillera avec soin à ce qu'ils soient dépensés avec la plus stricte économie.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vos délibérations contribueront, je n'en doute pas, à maintenir le prestige du Québec dans la Confédération et à raffermir l'autonomie que lui garantit la constitution canadienne.

En votre nom et au mien, je forme des vœux pour la prospérité de notre chère province ainsi que du Canada tout entier, et je prie la divine Providence de répandre d'abondantes bénédictions sur leur population.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit:

C'est la volonté et le désir de l'honorable Monsieur le lieutenant-gouverneur de la province que cette Législature soit prorogée *sine die*, et cette Législature est, en conséquence, prorogée *sine die*.

PRÉCIS DES DÉCISIONS PRONONCÉES PAR L'ORATEUR SUR
DES QUESTIONS D'ORDRE OU DE RÈGLEMENT

Séance du 1er février 1938.

La proposition d'étudier immédiatement en comité une résolution inscrite au feuillet est de la nature des motions proposant de passer à un ordre du jour déterminé et n'a pas besoin d'être annoncée (*Règlement*, art. 188).

Dans le cas d'urgence, il appartient à la Chambre de décider si une motion doit être annoncée ou non (cf. note sous le 2e alinéa de l'art. 132 du *Règlement*).

Première séance du 24 mars 1938.

C'est le droit imprescriptible de tout député de proposer un vote blâmant le gouvernement de n'avoir pas encore mis une loi à exécution.

L'Orateur ne se sent pas en état de trancher la question de savoir si un amendement contenant une demande de payer immédiatement des allocations prévues par une loi est régulier ou non. Il soumet en conséquence l'amendement à la Chambre, afin de sauvegarder la liberté de discussion de l'opposition.

Première séance du 4 avril 1938.

On peut procéder à deux lectures d'un bill à la même séance, lorsqu'il a été précédemment entendu que des bills pourraient passer par deux étapes à cette séance.

Deuxième séance du 5 avril 1938.

Un amendement est irrégulier lorsqu'il prête à un membre de la Chambre une déclaration que celui-ci nie avoir faite (cf. note 4 sous art. 140 du *Règlement*).

ÉTAT DES TRAVAUX DE LA SESSION DE 1938

3ième SESSION DE LA 20ième LÉGISLATURE

La session s'ouvre le 26 janvier 1938.

L'adresse en réponse au discours du trône est proposée par M. Barrette (Joliette), secondé par M. Sherman.

Les Chambres sont prorogées le 12 avril 1938.

Séances.....	47
Documents déposés sur le bureau de la Chambre; réponses aux adresses et aux ordres de la Chambre.....	37
Bills présentés en premier lieu à l'Assemblée législative.....	153
Avis de questions.....	77
Séances de comité plénier consacrées à l'étude de bills.....	123
Rapport du comité spécial chargé de choisir les membres des comités permanents.....	1
Rapports du comité des bills privés en général.....	14
“ “ des chemins de fer, etc.....	3
“ “ des règlements.....	12
“ “ des bills publics en général.....	10
“ “ des comptes publics.....	1
“ “ des privilèges et élections.....	1
“ “ de l'agriculture, de l'immigration, etc.....	2
“ “ de l'industrie et du commerce.....	1
“ “ de la bibliothèque de la législature.....	1
“ “ du code municipal.....	2
“ “ des impressions législatives.....	1
“ “ de la Chasse et de la Pêche.....	2
Bills sanctionnés.....	144

G.-S. GOURDEAU,

Greffier des archives

INDEX

DES

Journaux de l'Assemblée Législative DE QUÉBEC

2 GEORGE VI, 1938

ACCIDENTS DU TRAVAIL:—1. Loi des —relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'—. (Voir *BILLS, No 89.*)
2. Loi des—, 1938. (Voir *BILLS, No 178.*)

ACTES NOTARIÉS:—(Voir *CODE DE NOTARIAT.*)

ADATH ISRAEL CONGREGATION AND COMMUNITY CENTRE OF OUTREMONT:—
Loi constituant en corporation—. (Voir *BILLS, No 105.*)

ADMINISTRATION:—(Voir *SERVICES ADMINISTRATIFS.*)

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:—(Voir *TRIBUNAUX; TRIBUNAUX JUDICIAIRES; CODES; CONVICTIONS SOMMAIRES; BÉNÉFICIAIRES.*)

ADRESSE À SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE VI:—L'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu lettre de Sa Majesté, le priant de transmettre à l'Assemblée ses remerciements pour les bons souhaits exprimés dans l'Adresse, présentée à Sa Majesté à l'occasion de son avènement au Trône, 2.

ADRESSE AU LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—(Voir *ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE:—Résolution que la prise en considération du Discours du Trône ait lieu à pro. séance, 8. Motion de M. Barrette (Joliette), secondé par M. Sherman, que l'—soit votée et présentée, débat, débat ajourné, 11; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 28; reprise du débat, débat se continue, 30; reprise du débat, débat se continue, 33; reprise du débat suspendu à 6 heures, 34; débat se continue, ajourné, 35; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 36; reprise du débat, motion adoptée, 40.

ADRESSES:—(Pour le dépôt de Rapports et de Documents, voir DOCUMENTS DE LA SESSION.)

AFFAIRES MUNICIPALES, INDUSTRIE ET COMMERCE:—(Voir COMITÉS, *Industries.*)

AFFAIRES MUNICIPALES:—(Voir COMMISSION DES SERVICES PUBLICS; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; CODE MUNICIPAL; EXEMPTIONS ET COMMUTATIONS DE TAXES; COMMISSION MUNICIPALE; MUNICIPALITÉS.)

AGRICULTEURS:—Loi pour venir en aide aux— de la province. (Voir BILLS, *No 201.*)

AGRICULTEURS D'ARGENTEUIL ET DE DEUX-MONTAGNES:—Loi pour venir en aide aux—. (Voir BILLS, *No 84.*)

AGRICULTURE:—(Voir CRÉDIT AGRICOLE; CHAMBRE AGRICOLE; ÉCOLE D'— à NICOLET; à CHICOUTIMI; à VILLE-MARIE; dans la GASPÉSIE; SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE.)

AGRICULTURE, IMMIGRATUON ET COLONISATION (Comité de l'):—(Voir COMITÉS.)

AIDE À LA JEUNESSE:—Loi de l'—. (Voir BILLS, *No 29.*)

AJOURNEMENT:—

La Chambre s'ajourne:

(a) du jeudi au mardi, 11, 29, 37, 53, 68, 86, 95.

(b) du vendredi au mardi, 121, 150.

(c) du vendredi au lundi, 193, 268.

La Chambre, à 6 hrs du soir, suspend sa séance pour la reprendre à 7½ hrs (8½ hrs), 33.

La Chambre, à la fin de la séance du matin (8 avril), s'ajourne à l'après-midi à 3 1-4 hrs, 264.

(Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; LIEUTENANT-GOUVERNEUR; ORATEUR; SANCTIONS, SÉANCES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

ALIÉNÉS NON INTERDITS:—Loi relative à la curatelle des—. (Voir *BILLS*, *No 43*.)

ARGENTEUIL ET DEUX-MONTAGNES:—(Voir *AGRICULTEURS DANS*—.)

ASBESTOS:—Loi concernant la ville d'—. (Voir *BILLS*, *No 112*.)

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur, à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills 37, 118, 265, 291, et à la clôture de la session, le 12 avril, 291.

L'Orateur informe l'— qu'il a reçu lettre de Sa Majesté relativement à l'adresse présentée à l'occasion de son avènement au Trône, 2.

Ajourne à une heure plus tard que celle fixée par le règlement, 264.

Décide d'avoir deux séances par jour, 96; trois séances, 183, (excepté dimanche), 96, 183.

Proclamation convoquant l'—, VIII.

Ajourne à un autre jour que le jour suivant, 193, 121, 150; ajourne à une date éloignée, 11, 95.

Ajourne sans motion à cet effet, 99.

Se proroge, 295.

Loi relative à l'indemnité des membres du C. L. et de l'—. (Voir *BILLS*, *No 90*.)

(Voir *LIEUTENANT-GOUVERNEUR*; *SANCTION*; *SÉANCES*; *ORATEUR*; *ADRESSE A SA MAJESTÉ LE ROI GEORGE VI*).

ASSISTANCE PUBLIQUE:—(Voir *MOTIONS SPÉCIALES*; *HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU*.)

ASSOCIATION PROFESSIONNELLE CATHOLIQUE DES VOYAGEURS DE COMMERCE DU CANADA:—Loi constituant en corporation L'—. (Voir *BILLS*, *No 125*.)

ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DES POMPIERS:—Loi de l'— de Montréal. (Voir *BILLS*, *No 119*.)

ASSURANCES:—

1. Loi des— de Québec, relativement aux compagnies d'— funéraire. (Voir *BILLS*, *No 49*.)

2. Loi modifiant la Loi des— de Québec. (Voir *BILLS*, *No 200*.)

AUTOMOBILES:—(Voir *VÉHICULES*.)

AVOCATS:—(Voir *BARREAU*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BAGOT:—Copie du jugement annulant l'élection de M. Cyrille Dumaine, dans le district électoral de—, ainsi que copie de la renonciation à l'appel dudit jugement, 2 à 5.

Certificat d'élection de M. Philippe Adam, député du Collège électoral de—, 69.

BARREAU:—

1. Loi concernant le— et William Francis Hadley. (Voir *BILLS, No 106.*)

2. Loi concernant le— et George Robert Younger. (Voir *BILLS, No 133.*)

BEAUNE, HÉLÈNE:—Loi concernant la succession de—, veuve de Joseph-Prospér Major.

BEAUPORT:—(Voir *ECOLE SAINT-ÉDOUARD, à—.*)

BÉNÉFICIAIRES:—Loi abrogeant la Loi de la saisine de certains—. (Voir *BILLS, No 15.*)

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE:—

1. (Voir *COMITÉS.*)

2. Conseillers nommés par le Conseil législatif pour—, 27; députés nommés par l'Assemblée, 27.

BIÈRE:—(Voir *LIQUEURS ALCOOLIQUES.*)

BILLS:—

No 1.—Loi relative à la prestation des serments d'office.—Présentation, 1ère lecture (M. Duplessis), 5.

No 2.—Loi augmentant à vingt-cinq millions de dollars le crédit agricole de la province de Québec.—Motion de M. Duplessis que, vu l'urgence de cette mesure, la résolution soit maintenant étudiée en comité plénier, 13; objection de M. Bouchard; décision de l'Orateur qu'il appartient à la Chambre de décider si motion doit être annoncée; appel de cette décision, vote, décision maintenue; motion mise aux votes, adoptée, 13 à 16; recommandation du L.-G., en comité, adoption en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 16. Bill présenté, 1ère lect., 16. Motion que, vu l'urgence, la Chambre passe à l'ordre du jour pour 2e lect. du bill, vote, adoptée, 2e et 3e lect., 18 et 19. Message du C. L., 37. Sanction, 37. (2 Geo. VI, c. 2.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 3.—Loi relative à la taxe sur les profits des corporations.—Motion que résolution soit immédiatement étudiée en comité pl.; recommandation du L. G., en comité, adoptée en comité, 1ère, 2e lect., et adoption. Bill présenté (M. Fisher), 2e et 3e lect., 20. Message du C. L., 37. Sanction, 37. (2 Geo. VI, c. 28.)

No 4.—Loi modifiant la Loi relative au moratoire et sauvegardant la petite propriété.—Présentation (M. Bilodeau), 40; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 47. Message du C. L. avec amdts, 231; 1ère, 2e lect. et adoption, 233. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 92.)

No 5.—Loi abrogeant la Loi concernant les droits de propriété relatifs aux véhicules automobiles. Présentation (M. Fisher), 41; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 47. Message du C. L., 87. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 31.)

No 6.—Loi modifiant l'article 48 de la Loi de la chasse.—Bill présenté (M. Gagnon), 44; 2e lect., en comité pl., rapporté, 3e lect., 52. Message du C.L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 47.)

No 7.—Loi modifiant la Loi du Parc national de la Gaspésie.—Bill présenté (M. Gagnon), 44; 2e lect., en comité pl., rapporté, 3e lect., 52. Message du C.L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 48.)

No 8.—Loi modifiant l'article 92 de la Loi des tribunaux judiciaires.—Bill présenté (M. Duplessis), 43; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 52. Message du C. L., 87. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 72.)

No 9.—Loi modifiant la Loi des pensions de vieillesse de Québec.—Bill présenté (M. Tremblay), 44; 2e lect., comité pl., 3e lect., 53. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 4.)

No 10.—Loi modifiant la Loi des subventions aux collèges classiques.—Rés. renv. à comité, 46; recommandation du L. G., en comité, adoptée en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, 49. Bill présenté (M. Paquette), 2e et 3e lect., 50. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 70.)

No 11.—Loi modifiant la Loi des concours littéraires ou scientifiques. Bill présenté (M. Paquette), 44; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 52. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 71.)

Pour les Documents de la Session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 12.—Loi accordant une subvention de deux cent mille dollars à l'Ecole Supérieure de Commerce de Québec.—Rés. renv. à comité, 46; recommandation du L. G., en comité, adoptée en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, 48. Bill présenté (M. Paquette), 2e et 3e lect., 49. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 9.)

No 13.—Loi modifiant la Loi favorisant la réouverture des usines de la région de Chicoutimi.—Bill présenté (M. Duplessis), 43. Rés. renv. à comité, 46; recommandation du L. G., en comité, adoptée en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, 50. Ordonné que rés. renv. à comité du bill, 51. Deuxième lecture du bill, en comité pl., rapporté, 3e lect., 51. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 18.)

No 14.—Loi modifiant la Loi des enquêtes sur les incendies.—Bill présenté (M. Duplessis), 43; 2e lect., en comité pl., rapporté, 3e lect., 51. Message du C. L., avec amdt, 187; 1ère, 2e lect. et adoption, 188. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 78.)

No 15.—Loi abrogeant la Loi de la saisine de certains bénéficiaires.—Bill présenté (M. Fisher), 44; 2e lect., comité pl., 3e lect., 53. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 30.)

No 16.—Loi relative au bureau de censure du cinéma.—Bill présenté (M. Duplessis), 44. Rés. renv. à comité, 46; recommandation du L. G., en comité, adoptées; 1ère, 2e lect. et adoption, 56. Rés. renv. à comité du bill, 57. Deuxième lect. du bill, comité pl., rapporté, 3e lect., 57. Message du C. L., 87. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 77.)

No 17.—Loi modifiant le Code municipal.—Bill présenté (M. Bilodeau), 45; 2e lect., comité pl., progrès; renv. au comité du Code municipal, 58; rapporté avec amdts, 59; comité pl., rapporté amendé, 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt; 3e lect., 73. Message du C. L. avec amdts, 286; 1ère, 2e lect. et adoption, 288. Sanction, 291. (2 Geo. VI, c. 103.)

No 18.—Loi modifiant la Loi des cités et villes.—Bill présenté (M. Bilodeau), 45; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 62. Message du C. L., 87. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 62.)

No 19.—Loi modifiant la Loi relative aux salaires des ouvriers.—Bill présenté (M. Tremblay), 45; 2e lect., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. à prochaine séance, 58; motion pour 3e lect., vote, adoptée, 3e lect., 60. Message du C. L., 116. Sanctionné, 118. (2 Geo. VI, c. 52.)

BILLS:—*Suite.*

No 20.—Loi modifiant la Loi des salaires raisonnables.—Bill présenté (M. Tremblay), 45; 2e lect., comité pl., rapporté, ordre de 3e lect. à prochaine séance, 59; motion pour 3e lect., vote, adoptée, 3e lect., 61. Message du C. L., 116. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 53.)

No 21.—Loi modifiant la Loi du département du procureur général.—Bill présenté (M. Duplessis), 45. Rés. renv. à comité pl., 46; recommandation du L. G., comité, adoptée en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, 57; rés. renv. à comité chargé du bill, 58. Deuxième lect. du bill, comité pl., rapporté, 3e lect., 58. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 25.)

No 22.—Loi relative à la sûreté provinciale.—Bill présenté (M. Duplessis), 45. Rés. renv. à comité, 46; recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 155. Rés. renv. à comité chargé du bill, 155. Deuxième lect. du bill; renv. à comité pl. pro. séance, 156; comité pl., rapporté, 3e lect., 164. Message du C. L., 260. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 76.)

No 23.—Loi relative à la vente avec faculté de réméré.—Bill présenté (M. Duplessis), 46; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt; amdt lu 1ère, 2e fois et adopté; 3e lect., 96. Message du C. L. avec amdts, 178; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés, 179. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 97.)

No 24.—Loi raffermissant le mouvement de la colonisation par le prolongement et la consolidation des paroisses existantes.—Bill présenté (M. Auger), 43; 2e lect., comité pl., 3e lect., 53. Message du C. L. avec amdts, 288; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 289. Sanction, 291. (2 Geo. VI, c. 43.)

No 25.—Loi relative à l'approbation par les autorités municipales des modifications ou annulations de subdivisions de terrains.—Bill présenté (M. Bilodeau), 55; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 62. Message du C. L., 87. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 87.)

No 26.—Loi pourvoyant à l'établissement à Québec, d'une école des mines, de géologie et de métallurgie.—Rés. renv. immédiatement à comité pl.; recommandation du L. G., comité, rés. adoptée en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, 67. Bill présenté (M. Gagnon), 2e et 3e lect., 67. Message du C. L., 116. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 15.)

BILLS:—*Suite.*

No 27.—Loi concernant l'amélioration des ponts publics.—Bill présenté (M. Bourque), 82; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 98. Message du C. L., 117. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 54.)

No 28.—Loi modifiant la Loi du régime des eaux courantes.—Rés. renv. immédiatement à comité pl., 55; recommandation du L. G., en comité, adoptée en comité, 1ère, 2e lect et adoption, 55. Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 56. Message du C. L., 70. Sanction, 118. (2 Geo. VI, c. 34.)

No 29.—Loi de l'aide à la jeunesse.—Rés. renv. à comité pl., 68. recommandation du L. G., en comité, rés. adoptée en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 85. Bill présenté (M. Bilodeau), 2e lect., 3e lect., 86. Message du C. L., 178. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 5.)

No 30.—Loi relative au paiement des taxes municipales et scolaires.—Bill présenté (M. Bilodeau), 75; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 97. Message du C. L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 93.)

No 31.—Loi modifiant l'article 1641*a* du Code civil.—Bill présenté (M. Bilodeau), 76; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 235. Message du C. L. avec amdts, 287; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 289. Sanction, 291. (2 Geo. VI, c. 99.)

No 32.—Loi pourvoyant à l'établissement des mines-écoles.—Bill présenté (M. Gagnon), 78; 2e lect., en comité pl., rapporté, 3e lect., 117. Message du C. L., 178. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 14.)

No 33.—Loi modifiant la Loi des habitations salubres.—Bill présenté (M. Bilodeau), 76; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 97. Message du C. L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 64.)

No 34.—Loi modifiant la Loi des compagnies de télégraphe et la Loi des compagnies de téléphone.—Bill présenté (M. Bourque), 79; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 97. Message du C. L., 144. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 83.)

No 35.—Loi pourvoyant à la création d'une école supérieure des pêcheries.—Bill présenté (M. Gagnon), 79; 2e lect., renv. à comité pl. pro. séance, 128; comité pl., rapporté, 3e lect., 141. Message du C. L., 225. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 16.)

BILLS:—*Suite.*

No 36.—Loi permettant aux corporations municipales de s'entr'aider pour combattre les incendies.—Bill présenté (M. Bilodeau), 79; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt., amdt lu 1ère, 2e fois et adopté, 3e lect. sur div., 97. Message du C. L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 79.)

No 37.—Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Nicolet.—Rés. renv. à comité pl., 82; recommandation du L. G., en comité, progrès, 90; de nouveau en comité, rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 105. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 106. Message du C. L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 12.)

No 38.—Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Chicoutimi.—Rés. renv. à comité pl., 82; recommandation du L. G., en comité pl., résolutions adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 106. Bill présenté, 2e, et 3e lect., 107. Message du C. L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 10.)

No 39.—Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture à Ville-Marie.—Rés. renv. à comité pl., 82; recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 131. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 132. Message du C. L., 226. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 13.)

No 40.—Loi relative à l'établissement d'une école d'agriculture dans la Gaspésie.—Rés. renv. à comité pl., 83; recommandation du L. G., comité pl., progrès, pour présente séance, 179; de nouveau en comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 181. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 182. Message du C. L., 260. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 11.)

No 41.—Loi pour sauvegarder les droits de la province.—Rés. renv. à comité pl., 83; recommandation du L.G., comité pl., résol. adoptées en comité; 1ère, 2e lect., adoption, 123. Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 123. Message du C.L. avec amdts, 285; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts avec amdts, 285. Message du C.L. informant l'Ass. qu'il n'insiste pas sur ses amdts, 291. Sanction, 291. (2 Geo. VI, c. 95.)

No 42.—Loi modifiant la Loi de la voirie relativement à l'entretien des chemins d'hiver.—Rés. rev. à comité pl., 83; motion pour comité pl. sur rés.; ordre révoqué, rés. retirées, 147. Bill présenté (M. Leduc); 2e lect.,

BILLS:—*Suite.*

comité pl., rapporté, 3e lect., 147. Message du C.L. avec amdts, 248; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 250. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 50.)

No 43.—Loi relative à la curatelle des aliénés non interdits.—Bill présenté (M. Duplessis), 79; rés. renv. immédiatement à comité pl., 83; recommandation du L.G., en comité, rés. adoptées en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, 83. Rés. renv. au comité chargé du bill, 84; deuxième lect. du bill, comité pl., rapporté, 3e lect., 84. Message du C.L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 80.)

No 44.—Loi relative à l'Hôpital Saint-Jean-de-Dieu.—Rés. renv. à comité pl., 84; recommandation du L.G., rés. adoptées en comité, 1ère, 2e lect., et adoption, 94. Bill présenté (M. Paquette), 2e et 3e lect., 95. Message du C.L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 7.)

No 45.—Loi pour assurer à la province les avantages d'un réseau routier de premier ordre.—Rés. renv. à comité pl., 84; recommandation du L.G., comité pl.; rés. adoptées en comité; 1ère lect., 2e lect. sur vote, 3e lect. sur div., 188 à 190. Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect. sur vote, 3e lect. sur div., 190. Message du C.L. avec amdts, 286; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 288. Sanction, 291. (2 Geo. VI, c. 51.)

No 46.—Loi modifiant l'article 50 de la Loi des terres et forêts.—Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 81. Message du C.L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 33.)

No 47.—Loi modifiant l'article 47 de la Loi des terres de colonisation.—Bill présenté (M. Auger), 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 81. Message du C.L., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 42.)

No 48.—Loi relative au bureau de la trésorerie.—Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 82. Message du C.L. avec amdt, 116; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt., 117. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 27.)

No 49.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec, relativement aux compagnies d'assurance funéraire.—Bill présenté (M. Fisher), 87; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 98. Message du C.L. avec amdts, 248; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 251. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 85.)

BILLS:—*Suite.*

No 50.—Loi octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1938 et le 30 juin 1939 et pour d'autres fins du service public.—Bill présenté (M. Fisher), 2e et 3e lect., 244. Message du C.L., 270. Sanction, 294. (2 Geo. VI, c. 1.)

No 52.—Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour des services administratifs du gouvernement dans la province.—Rés. renv. à comité pl., 105; recommandation du L.G., en comité, rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 111. Bill présenté (M. Bourque), 2e et 3e lect., 112. Message du C.L., 144. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 21.)

No 53.—Loi concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de Val d'Or.—Bill présenté (M. Gagnon), 2e lect. sur div., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 104. Message du C.L., 144. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 69.)

No 54.—Loi modifiant la Loi des mines de Québec.—Bill présenté (M. Gagnon), 104; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 118. Message du C.L., avec amds., 187; ordonné 1ère lect. des amds, pro. séance, 188; 1ère et 2e lect., adoption avec un amdt, 219. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 44.)

No 55.—Loi modifiant la Loi 58 Victoria, chapitre 45, relativement à la tenure des terres aux Iles-de-la-Madeleine.—Rés. renv. à comité pl., 105; bill présenté (M. Duplessis), 111; 2e lect., renv à comité pl., pro. séance, 119. Recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptée en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 124. Rés. renv. à comité chargé du bill, 124. Bill en comité pl., rapporté, 3e lect., 124. Message du C.L., 178. Sanction, 265. (2 Geo. VI, c. 74.)

No 56.—Loi modifiant l'article 423 de la Loi des cités et villes.—Bill présenté (M. Bilodeau), 122; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 132. Mesasge du C.L., 187. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 61.)

No 57.—Loi modifiant l'article 34 de la Loi des liqueurs alcooliques.—Bill présenté (M. Fisher), 122; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 128.

No 58.—Loi relative à la juridiction des tribunaux des districts de Rimouski et de Saguenay.—Bill présenté (M. Gagnon), 122; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 128. Message du C.L. avec amds, 232; 1ère, 2e lect. et adoption, 233. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 73.)

BILLS:—*Suite.*

No 59.—Loi modifiant la Loi de la Commission municipale de Québec.—Bill présenté (M. Bilodeau), 122; 2e lect. sur div., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 133. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 63.)

No 60.—Loi modifiant la Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'énergie électrique.—Bill présenté (M. Bilodeau), 122; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 133. Message du C.L., 226. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 60.)

No 61.—Loi modifiant la Loi relative au taux d'intérêt des taxes municipales et scolaires.—Bill présenté (M. Bilodeau), 122; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 128. Message du C.L., 187. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 59.)

No 62.—Loi relative aux biens de la corporation du pont du lac Saint-Louis.—Bill présenté (M. Bourque), 151; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 173. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 20.)

No 63.—Loi modifiant la Loi autorisant les procédures nécessaires pour établir l'étendue des exemptions et des commutations des taxes municipales et scolaires.—Rés. renv. à comité pl., 153; recommandation du L.G., en comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère lect., 2e lect. sur vote, 3e lect. sur div., 165. Bill présenté (M. Bilodeau), 1ère lect., 2e lect. sur vote, 3e lect. sur div., 166. Message du C.L., 260. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 94.)

No 64.—Loi modifiant la Loi relative à la radiodiffusion en cette province.—Bill présenté (M. Bilodeau), 151; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 173. Message du C.L., 260. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 57.)

No 65.—Loi modifiant la Loi du crédit agricole du Québec.—Rés. renv. à comité pl., 153; recommandation du L.G., en comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère lect., 2e lect. sur vote, adoption sur div., 199. Bill présenté (M. Dussault), 2e lect. sur vote, 3e lect. sur vote, 200. Message du C.L., 260. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 36.)

No 66.—Loi facilitant le crédit agricole aux colons.—Bill présenté (M. Auger), 151; 2e lect., comité pl. rapporté, 3e lect., 182.

No 67.—Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales —Bill présenté (M. Bilodeau), 151; rés. renv. à comité pl., 154; recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptées en

BILLS:—*Suite.*

comité; 1ère lect., 2e lect. sur vote, adoption sur div., 169. Rés. renv. à comité chargé du bill, 171. Deuxième lect. du bill, en comité pl., rapporté, 3e lect. sur vote, 171. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 86.)

No 68.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 151; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts; amdts lus 1ère et 2e fois et adoptés, 183; 3e lect. sur div., 183. Message du C.L. avec amdts, 290; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts., 290. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 24.)

No 69.—Loi relative à la loi 1 George VI, chapitre 13.—Bill présenté (M. Duplessis), 178; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 186. Message du C.L. avec amdts, 261; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 263. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 22.)

No 70.—Loi pourvoyant à l'établissement du Parc national du Mont Orford.—Bill présenté (M. Gagnon), 152; rés. renv. à comité pl., 154; recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 173. Rés. renv. à comité chargé du bill, 174. Deuxième lect. du bill, renv., à comité pl., pro. séance, 174; comité pl., rapporté, 3e lect., 182. Message du C.L. avec amdt, 261; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 263. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 49.)

No 71.—Loi créant une chambre agricole provinciale.—Bill présenté (M. Dussault), 152; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. du bill, 215. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 35.)

No 72.—Loi pour encourager le développement minier dans la province.—Rés. renv. à comité pl., 154; recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 203. Bill présenté (M. Gagnon), 2e et 3e lect., 204. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 45.)

No 73.—Loi abrogeant la section 24 de la loi 14 George V, chapitre 53 et l'article 316 du Code du notariat, relatifs à la validité de certains actes notariés.—Bill présenté (M. Duplessis), 152; 2e lect. sur div., comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 231. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 81.)

BILLS:—*Suite.*

No 74.—Loi augmentant les pouvoirs du lieutenant-gouverneur en conseil afin de procurer de nouvelles terres à la colonisation.—Bill présenté (M. Auger), 152; rés. renv. à comité pl., 154; recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptées en comité, 1ère, 2e lect. et adoption, 197. Rés. renv. au comité chargé du bill, 197. Deuxième lect. du bill, comité pl., rapporté avec amdts; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. du bill, 197. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 41.)

No 75.—Loi créant une école de filature.—Rés. renv. à comité pl., 154; recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 168. Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 169. Message du C.L., 236. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 17.)

No 76.—Loi concernant la libération de certains débiteurs.—Bill présenté (M. Duplessis), 152; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt.; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt.; 3e lect. sur bill, 235. Message du C.L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 90.)

No 77.—Loi modifiant la Loi protégeant la petite propriété et le crédit municipal et scolaire par la consolidation des taxes.—Bill présenté (M. Bilodeau), 152; 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts dont un au titre, 1ère, 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. du bill, 252. Message du C.L., 265. Sanction, 266. (2 Geo. VI, 91.)

No 78.—Loi modifiant la Loi des valeurs mobilières.—Bill présenté (M. Duplessis), 153; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 264. Message du C.L. avec amdts, 286; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 288. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 82.)

No 79.—Loi autorisant une entente entre le gouvernement et les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité du Bon Pasteur de Montréal, relativement à la garde et à l'entretien des détenues dans la prison des femmes de Montréal.—Rés. renv. à comité pl., 184; recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptée en comité; 1ère, 2e lect., et adoption, 202. Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 203. Message du C.L., 261. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 8.)

No 80.—Loi modifiant la Loi des liqueurs alcooliques relativement aux permis pour la vente de la bière.—Rés. renv. à comité pl., 154; recommandation du L.G., comité pl., rés. adoptée en comité; 1ère lect., sur div., 2e lect. sur div., adoption sur div., 246. Bill présenté (M. Fisher), 2e lect. sur div., 3e lect., sur div., 247. Message du C.L., 265. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 32.)

BILLS:—*Suite.*

No 81.—Loi modifiant le Code civil.—Bill présenté (M. Duplessis), 153; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 260. Message du C.L. avec amdts, 287; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 288. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 98.)

No 82.—Loi pour faciliter l'application du crédit agricole dans la Gaspésie et les Iles-de-la-Madeleine.—Bill présenté (M. Dussault), 153; rés. renv. immédiatement à comité pl., recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptée en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 238. Rés. renv. au comité chargé du bill, 238. Deuxième lecture du bill, comité pl., rapporté, 3e lect., 238. Message du C. L. avec amdts, 287; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 289. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 38.)

No 83.—Loi modifiant la Loi des convictions sommaires de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 153; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 182. Message du C. L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 75.)

No 84.—Loi pour venir en aide à l'agriculteur dans les comtés d'Argenteuil et de Deux-Montagnes.—Bill présenté (M. Bourque), motion pour 2e lect., M. Bouchard objecte, l'orateur-sup. rejette objection, appel de la décision, vote, décision maintenue, 2e lect., renv. à comité pl. sur div., en comité, rapporté, 3e lect. sur div., 193 à 194. Message du C. L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 37.)

No 85.—Loi favorisant l'établissement et le développement de l'industrie du cidre de pomme dans la province.—Rés. renv. à comité pl., 196; recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptée en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 220. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 221. Message du C. L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 56.)

No 86.—Loi pour favoriser l'industrie du sucre d'érable.—Rés. renv. à comité pl., 196; recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère lect., 2e lect. sur vote, adoption sur vote, 208. Bill présenté (M. Bilodeau), 2e lect. sur vote, 3e lect. sur vote, 211. Message du C. L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 55.)

No 87.—Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.—Bill présenté (M. Paquette), 195. Rés. renv. à comité pl., 196; recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 229. Rés. renv. à comité chargé du bill, 230. Deuxième lect. du bill, comité pl., rapporté, 3e lect., 230. Message du C. L. avec amdts, 287; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 289. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 65.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 88.—Loi favorisant l'exercice de certains droits. Bill présenté (M. Duplessis), 195; 2e lect., comité pl., progrès, siègera pro. séance, 244; de nouveau en comité pl., rapporté avec amdts, amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. sur div., 246. Message du C. L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 96.)

No 89.—Loi modifiant la Loi des accidents du travail relativement à un bureau de révision médicale et au fonds d'accidents.—Bill présenté (M. Tremblay), 195; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 246. Message du C. L., 271. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 88.)

No 90.—Loi relative à l'indemnité des membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative.—Rés. ren. immédiatement à comité pl.; recommandation du L. G., rés. adoptée en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 218. Bill présenté (M. Duplessis), 2e et 3e lect., 218. Message du C. L., 261. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 23.)

No 92.—Loi modifiant la Loi 25-26 George V, chapitre 134.—Bill présenté (M. Bilodeau), 227; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 248. Message du C. L., 272. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 58.)

No 93.—Loi relative à la loi 20 George V, chapitre 7.—Rés. renv. immédiatement à comité pl., recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 237. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 238. Message du C. L., 272. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 39.)

No 94.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation la Société coopérative fédérée des agriculteurs de la province de Québec.—Bill présenté (M. Dussault), 2e lect., comité pl., rapporté avec amdts; amdts lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 246. Message du C. L., 272. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 40.)

No 95.—Loi modifiant la Loi de la chasse.—Bill présenté (M. Gagnon), 2e lect., renv. à comité pl., pro. séance, 245; de consentement unanime en comité pl. immédiatement sur bill, rapporté avec amdt; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amend, 3e lect. du bill, 253. Message du C. L., 272. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 46.)

No 96.—Loi relative à la Commission des services publics de Québec.—Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect., comité pl.; rapporté avec amdts; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. du bill, 259. Message du C. L., 272. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 26.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—Suite.

No 97.—Loi pour venir en aide à *Verdum Protestant Hospital*.—Sur motion en comité pl. sur rés., recommandation du L. G., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 256. Bill présenté (M. Paquette), 2e et 3e lect., 257. Message du C. L., 272. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 6.)

No 98.—Loi assurant des facilités de communication au bénéfice de la population du nord-est de la province.—En comité pl. immédiatement sur rés.; recommandation du L. G., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 257. Bill présenté (M. Auger), 2e et 3e lect., 259. Message du C. L., 272. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 19.)

No 99.—Loi modifiant la Code de procédure civile.—Bill présenté (M. Duplessis), 2e lect., comité pl., rapporté avec amdt.; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt.; 3e lect. du bill, 259. Message du C. L., 272. Sanction, 292. (2 Geo. VI, c. 100.)

No 100.—Loi modifiant la charte de la cité de Montréal. Pétition, 30; rapport, 54. Bill présenté (M. Raynault), 54; 2e lect., renv. à comité b. privés, 64; rapporté avec amdts, 176; comité pl., rapporté avec amdts; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. du bill, 199. Message du C. L. avec amdts, 274; 1ère et 2e lect. des amdts; motion que la Chambre adopte les amdts; débat ajourné, 280; reprise du débat, amdts adoptés amendés, 285; message du C. L. informant l'A. L. qu'il a agréé amdts qu'elle a apportés aux amdts du C. L., 291. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 105.)

No 102.—Loi constituant en corporation *Congregation Shevos Achim D'Beth Abraham*.—Pétition, 17; rapport, 25. Bill présenté (M. Bercovitch), 27; 2e lect., renv. à comité b. privés, 34; rapporté avec amdts, 104; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 129. Remboursement droits ord., 198. Message du C. L. avec amdts, 232; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 233. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 134.)

No 103.—Loi constituant en corporation *Slovak Evangelical Lutheran Congregation of the Unaltered Augsburg Confession of the Ascension*.—Pétition, 17; rapport., 25. Bill présenté (M. Bercovitch), 27; 2e lect., renv. à comité b. privés, 34; rapporté avec amendements, 89; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 101. Message du C. L. avec amdts, 144; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 146. Remboursement de droits ord., 235. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 135.)

No 104.—Loi concernant les successions de feu l'honorable Ulric-Joseph Tessier et de dame Marguerite-Adèle Kelly, son épouse.—Pétition, 17; rapport, 25. Bill présenté (M. Tellier), 26; 2e lect., renv. à comité

BILLS:—Suite.

b. publics, 33; rapporté, 48; l'ordre du jour appelle comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. publics, 64; rapporté, 91; comité pl., rapporté, 3e lect., 133. Message du C.L., 226. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 138.)

No 105.—Loi constituant en corporation *Adath Israel Congregation and Community centre of Outremont*.—Pétition, 17; rapport, 25. Bill présenté (M. Bulloch), 26; 2e lect., renv. à comité b. privés, 34; rapporté, 116; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 126. Message du C.L. avec amdts, 232; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 234. Remboursement des honoraires ord., 252. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 133.)

No 106.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre William Francis Hadley, à l'étude du droit.—Pétition, 25; rapport, 31. Bill présenté (M. Taché), 32; 2e lect., renv. à comité b. publics, 41; rapporté, 65; comité pl., rapporté, 3e lect., 74. Message du C.L., 93. Sanction, 119. (2 Geo. VI, c. 140.)

No 107.—Loi modifiant la charte de la ville de Val d'Or.—Pétition, 17; rapport, 35. Bill présenté (M. Lesage), 36; 2e lect., renv. à comité b. privés, 42; rapporté, 104; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 129. Message du C.L., 187. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 118.)

No 108.—Loi relative à la ville de Richmond.—Pétition, 12; rapport 25. Bill présenté (M. Goudreau), 26; 2e lect., renv. à comité b. privés, 33; rapporté avec amdts, 104; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 159. Message du C.L. avec amdts, 261; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 263. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 117.)

No 109.—Loi modifiant la charte de "Les Sœurs de Saint-Joseph de Saint-Valier".—Pétition, 17; rapport 31. Bill présenté (M. Hamel), 32; 2e lect., renv. à comité b. privés, 41; rapporté, 65; comité pl., rapporté, 3e lect., 74. Message du C.L., 93. Sanction, 119. Remboursement tous droits, 198. (2 Geo. VI, c. 132.)

No 110.—Loi concernant la succession de feu dame Hélène Beaune, veuve de Joseph-Prospér Major.—Pétition, 17; rapport, 25. Bill présenté, (M. Lafleur), 26; 2e lect., renv. à comité b. privés, 34; rapporté avec amdts, 48; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 64. Message du C. L. avec amdts, 144; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 144. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 136.)

BILLS:—Suite.

No 111.—Loi concernant l'adoption de Juanita Elinor Hamilton-Jackson.—Pétition, 17; rapport, 25. Bill présenté (M. Robinson), 26; 2e lect., renv. à comité b. privés, 34; rapporté, 43; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 63. Message du C.L., 144; Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 143.)

No 112.—Loi concernant la ville d'Asbestos.—Règl. susp. pétition présentée, lue et reçue, 30; rapport, 38. Bill présenté (M. Goudreau), 39; 2e lect., renv. à comité b. privés, 47; rapporté avec amdts, 116; comité pl., rapporté, 3e lect., 159. Message du C. L. avec amdts, 262; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 263. Sanction, 266. (2 Geo. VI, c. 115.)

No 113.—Loi constituant en corporation *The Normetal Railway Company*.—Pétition, 24; rapport, 31. Bill présenté (M. Lesage), 32; 2e lect., renv. à comité des ch. de fer, 42; rapporté avec amdts, 91; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 158. Message du C.L., 227. Message du C.L., 236. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 126.)

No 114.—Loi exemptant de cotisation certaine partie de la paroisse de Saint-Jean-de-la-Croix.—Pétition, 30; rapport, 35. Bill présenté (M. Boyer), 36; 2e lect., renv. à comité b. publics, 42; rapporté avec amdts, 138; comité pl., rapporté, 3e lect., 184. Remboursement des sommes payées (vu que le bill présenté en 1936 est devenu caduc par suite de la dissolution de la législature), 235. Message du C. L. avec amdts, 277; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 280. Sanction, 293. (2 Geo VI, c. 122.)

No 115.—Loi concernant la commission scolaire de la municipalité de la ville LaSalle, dans le comté de Jacques-Cartier.—Pétition, 17; rapport., 25. Bill présenté (M. Carignan), 26; 2e lect. renv. à comité b. publics, 33; rapporté avec amendts, 177; comité pl., rapporté, 3e lect., 185. Message du C. L., 261. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 120.)

No 116.—Loi modifiant la charte de la cité de Verdun.—Pétition, 12; rapport, 25. Bill présenté (M. Lafleur), 26; 2e lect., renv. à comité b. privés, 34; rapporté avec amdts, 80; comité pl., rapporté avec amdt.; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt.; 3e lect. du bill, 100. Message du C. L. avec amdts, 145; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 146. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 107.)

BILLS:—*Suite.*

No 117.—Loi concernant la succession de feu Lawrence Wilson.—Règle susp., pétition lue et reçue, 48; rapport, 54. Bill présenté (M. Tellier), 54; 2e lect. renv. à comité b. privés, 64; rapporté à la Chambre, 121; comité pl., comité se lève, 129. Remboursement droits ordinaires, 154.

No 118.—Loi constituant en corporation La Société coopérative des dentistes de Québec.—Pétition, 17; rapport, 31. Bill présenté (M. Thibeault), 32; 2e lect., renv. à comité b. privés, 41; rapporté avec amdts, 65; comité pl., rapport que l'examen n'est pas fini; renv. de nouveau au comité b. publics, 74; rapporté bill retiré, 91. Remboursement frais ordinaires, 185.

No 119.—Loi modifiant la Loi constituant en corporation l'Association de bienfaisance des pompiers de Montréal.—Pétition, 12; rapport, 25. Bill présenté (M. Bélanger), 26; 2e lect., renv. à comité b. publics, 33; rapporté à la Chambre, 111; l'ordre appelle comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau au comité b. privés, 126; rapporté avec amdts, 138; comité pl., rapporté, 3e lect., 149. Message du C. L. avec amdts, 234; 1ère, 2e lect. et adoption 234. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 130.)

No 120.—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.—Pétition, 24; rapport, 54. Bill présenté (M. Bélanger), 54; 2e lect., renv. à comité des b. publics, 64; rapporté avec amdts, 111; comité pl., rapporté, 3e lect., 127. Message du C. L. avec amdts, 249; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 251. Sanction, 267. (2 Geo. V, c. 66.)

No 121.—Loi concernant le pain.—Pétition, 25; rapport, 31. Bill présenté (M. Thibeault), 32; 2e lect., renv. à comité b. privés, 42; rapporté avec amdts, 116; comité pl., comité se lève, 126. Remboursement frais ordinaires, 155.

No 122.—Loi concernant la succession de feu l'honorable Joseph Masson. Pétition, 24; rapport, 31. Bill présenté (M. Boyer), 32; 2e lect., renv. à comité b. publics, 41; rapporté avec amdts, 91; l'ordre appelle comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau au comité b. privés, 127; rapporté avec amdts, 177; comité pl., rapporté avec amdt.; 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt.; 3e lect. du bill 185. Message du C. L., 261. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 137.)

No 123.—Loi modifiant la charte de la cité de Québec.—Pétition, 24; rapport, 54. Bill présenté (M. Delagrave), 55; 2e lect., renv. à comité b. privés, 64; rapporté avec amdts, 150; comité pl., rapporté, 3e lect., 184. Message du C. L. avec amdts, 277; 1ère et 2e lect. des amdts; motion que

BILLS:—*Suite.*

la Chambre adopte amdts, débat, amendement proposé à la motion, amdts tel qu'amendés adoptés, 279; message du C. L. informant qu'il a accepté son amendement aux amendts du Conseil, sans amendt, 289. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 104.)

No 124.—Loi constituant en corporation "La Survivance", compagnie mutuelle d'assurance-vie.—Pétition, 29; rapport, 31. Bill présenté (M. Pouliot, Missisquoi), 31; 2e lect., renv. à comité b. privés, 42; rapporté avec amdts, 104; comité pl., rapporté, 3e lect., 130. Message du C. L., 261. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 128.)

No 125.—Loi constituant en corporation "L'Association professionnelle catholique des voyageurs de commerce du Canada".—Petition, 29; rapport, 35. Bill présenté (M. Carignan), 39; 2e lect., renv. à comité b. privés, 47; rapporté avec amdts, 91; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 101. Message du C. L. avec amdts, 145; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 146. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 129.)

No 126.—Loi modifiant la charte de la ville de Montmagny.—Pétition, 17; rapport, 31. Bill présenté (M. Boiteau), 31; 2e lect., renv. à comité b. privés, 41; rapporté avec amdts, 80; comité pl., rapporté, 3e lect., 149. Message du C. L., 236. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 116.)

No 127.—Loi modifiant la charte de la cité de Hull.—Pétition, 25; rapport, 31. Bill présenté (M. Taché), 32; 2e lect., renv. à comité b. privés, 41; rapporté avec amdts, 59; comité pl., progrès, siègera pro. séance, 74; de nouveau comité pl., rapporté, 3e lect. sur div. 100. Message du C. L., 144. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 108.)

No 128.—Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la corporation de la ville de Magog.—Pétition, 30; rapport, 31. Bill présenté (M. Beaudry), 32; 2e lect., renv. à comité b. privés, 42; rapporté avec amdts, 65; comité pl., rapporté avec amdt; 1ère lect. de l'amdt., 2e lect. sur vote; adoption sur div.; 3e lect. du bill sur div., 147. Message du C. L. avec amdt, 233; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 234. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 114.)

No 129.—Loi modifiant la charte de la ville de La Tuque. Pétition, 17; rapport, 31. Bill présenté (M. Ducharme), 31; 2e lect., renv. à comité b. privés, 41; rapporté, 80; comité pl., rapporté, 3e lect., 126. Message du C.L. avec amdts, 249; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 251. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 112.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 130.—Loi autorisant la corporation de ville St-Pierre à se soumettre à la disposition de la charte et des règlements de la cité de Montréal, concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente. Pétition, 17; rapport, 36. Bill présenté (M. Boyer), 36; 2e lect., renv. à comité b. privés, 42; Remboursement frais ordinaires et add., 185.

No 131.—Loi relative à la cité de Drummondville. Pétition, 29; rapport, 36. Bill présenté (M. Marier), 36; 2e lect., renv. à comité b. privés, 42; rapporté avec amdts, 89; comité pl., rapporté, 3e lect., 184. Remboursement de droits spéciaux, 260. Message du C.L. avec amdts, 262; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 263. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 113.)

No 132.—Loi modifiant la charte de The Temiscamingue and Abitibi Railway Company. Pétition, 24; rapport, 54. Bill présenté (M. Lari-vière), 55; 2e lect. renv. à comité ch. de fer, 65; rapporté avec amdts, 91; comité pl., rapporté avec amdt., 1ère, 2e lect. et adoption de l'amdt.; 3e lect. du bill, 101. Message du C.L. avec amdts, 146; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 147. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 125).

No. 133.—Loi autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre George Robert Younger à l'exercice de la profession d'avocat. Pétition 24; rapport, 38. Bill présenté (M. Bulloch), 39; 2e lect., renv. à comité b. publics, 47; rapporté, 65; comité pl., rapporté, 3e lect., 74. Message du C.L., 93. Sanction, 119. Remboursement de droits spéciaux, 252. (2 Geo. VI, c. 141.)

No 134.—Loi déclarant les commissaires d'écoles pour la municipalité scolaire de la paroisse de Beauport, comté de Québec, propriétaires de l'école de St-Edouard, à Beauport. Pétition, 24; rapport, 54. Bill présenté (M. Pelletier, Lotbinière), 55; 2e lect. renv. à comité b. publics, 64; rapporté avec amdts, 131; comité pl., rapporté, 3e lect., 149. Remboursement droits add., 198. Message du C.L. avec amdts, 250; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 251. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 121.)

No 135.—Loi concernant la succession de feu l'honorable J.-O. Ville-neuve. Rêgl., susp., pétition lue et reçue, 35; rapport, 68. Bill présenté (M. Boyer), 69; 2e lect., renv. à comité b. publics, 78; rapporté, 91; comité pl., rapporté, 3e lect., 184. Remboursement des droits spéciaux, 252. Message du C.L., 261. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 139.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

BILLS:—*Suite.*

No 136—Loi modifiant la charte de la ville de Montréal-est (24 George V, chapitre 100) et donnant à la ville certains pouvoirs relatifs au soulagement du chômage, et ratifiant son règlement No 178. Règl. susp., pétition présentée, lue et reçue, 48; rapport, 68. Bill présenté (M. Boyer), 68; 2e lect., renv. à comité b. privés, 78; rapporté avec amdts, 104; l'ordre appelle comité pl., ordre révoqué, renv. de nouveau au comité b. publics, 119; rapporté avec amdts, 177; comité pl., rapporté, 3e lect., 185. Message du C.L. avec amndts, 262; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 264. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 106.)

No 137.—Loi changeant le nom de Francis Reginald Neilson, en la paroisse de Deschambault, dans le comté de Portneuf, cultivateur, en celui de Francis Reginald Neilson Sewell. Règl., susp., pétition lue et reçue, 34; rapport, 68. Bill présenté (M. Robinson), 68; 2e lect., renv. au comité b. privés, 78; rapporté, 89; comité pl., rapporté, 3e lect., 101. Message du C.L. avec amdts, 146; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 147. Remboursement droits add., 198. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 144.)

No 138.—Loi relative à The Empire Trust Company. Règl. susp., pétition lue et reçue, 75; rapport, 86. Bill présenté (M. Barrette, Terrebonne), 87; 2e lect. renv. à comité b. publics, 102; rapporté avec amdts, 131; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 159. Message du C.L., 236. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 127.)

No 139—Loi concernant la Commission des écoles catholiques de Verdun. Règl. susp.; bill présenté (M. Lafleur), 81; 2e lect., renv. à comité b. publics, 102; rapporté avec amdts, 121; comité pl., rapporté, 3e lect., 129. Message du C.L., 187. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 67.)

No 140.—Loi ratifiant un règlement du conseil de la cité de Joliette⁹ relativement à une subvention à être accordée à Ernest Harnois & Fils' Limitée.—Règl. susp., pétition présentée, lue et reçue, 79. Bill présenté (M. Barrette, Joliette), 80; 2e lect. renv. à comité b. publics, 102; rapporté avec amdts, 138; comité pl., rapporté, 3e lect. sur div., 149. Message du C.L. avec amdts, 250; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 251. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 111.)

No 141.—Loi validant la cléricature de Jacques Feeney.—Règl. susp., pétition lue et reçue, 86; rapport, 95. Règl. susp., bill présenté (M. Gagné) 96; 2e lect., renv. à comité b. privés, 102; rapporté, 116; comité pl., rapporté, 3e lect., 126. Message du C.L., 187. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 142.)

BILLS:—*Suite.*

No 142.—Loi modifiant la charte de “Les Petites Sœurs Franciscaines de Marie”. Règl. susp., pétition présentée, lue et reçue, 100. Bill présenté (M. Leclerc), 100; 2e lect. renv. à comité b. privés, 110; rapporté avec amdts, 176; comité pl., rapporté avec amdts; 1ère, 2e lect. et adoption des amdts; 3e lect. du bill, 219. Remboursement de tous droits, 235. Message du C. L., 271. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 131.)

No 143.—Loi modifiant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Occidental. Règl. susp., pétition présentée, lue et reçue, 103. Bill présenté (M. Barrette, Terrebonne), 103; 2e lect. renv. à comité ch. de fer, 119; rapporté avec amdts, 206; comité pl., rapporté avec amdt.; 1ère, 2e lect. et adoption de l’amdt; 3e lect. du bill, 236. Message du C. L., 271. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 124.)

No 144.—Loi concernant la municipalité scolaire du village de Saint-Laurent. Règl. susp., bill présenté (M. Carignan), 132; 2e lect. renv. à comité b. publics, 149; rapporté, 177; comité pl., rapporté 3e lect., 219. Message du C. L., 261. Sanction, 267. (2 Geo. VI, c. 68.)

No 145.—Loi ratifiant et confirmant un acte d’accord intervenu entre la corporation du comté de Portneuf, la compagnie du chemin de fer Canadien Pacifique et certains intéressés. Règl. susp., bill présenté (M. Boiteau), 143; 2e lect. sur div., renv. à comité b. publics, 159; rapporté avec amdts., 206; comité pl., rapporté, 3e lect., 236. Message du C. L., avec amdts, 279. 1ère, 2e lect. et adoption des amdts, 280. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 123.)

No 176.—Loi relative à la cité de Sherbrooke. Présentation (M. Beaudry), 2e lect., renv. à comité pl. pro. séance, 187; comité pl., rapporté, 3e lect., 205. Message du C. L., 272. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 110.)

No 177.—Loi modifiant les articles 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du Code de procédure civile. Présentation (M. Barrette (Joliette), 69; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 76. Message du C. L., 272. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 101.)

No 178. — Loi des accidents du travail, 1938. — Présentation (M. Monette), renv. au comité des bills privés, 69.

No 179.—Loi modifiant la Loi relative aux constituts et au régime de tenure dans la cité de Hull. Présentation (M. Taché), 87; 2e lect., renv. à comité pl. pro. séance, 90; comité pl., rapporté, 3e lect., 95. Message du C. L., 272. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 109.)

BILLS:—Suite.

No 180.—Loi modifiant la Loi électorale de Québec, relativement au droit de vote des femmes. Présentation (M. Bélanger), 87; motion pour 2e lect., vote, rejetée, 112.

No 181.—Loi protégeant les ouvriers atteints de silicose. Présentation (M. Labbé), 151; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 219. Message du C. L., 272. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 89.)

No 182.—Loi modifiant l'article 1310 du Code de procédure civile. Présentation (M. Taché), 195; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 205. Message du C. L., 272. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 102.)

No 183.—Loi relative à la corporation municipale de la partie ouest du canton de Farnham. Présentation (M. Pouliot, (Missisquoi), 195; 2e lect., comité pl., rapporté, 3e lect., 205. Message du C. L., 272. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 119.)

No 200.—Loi modifiant la Loi des assurances de Québec. Bill présenté (M. Fisher), 2e lect. sur div., comité pl., rapporté, 3e lect., 268. Message du C. L., 289. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 84.)

No 201.—Loi pour venir en aide aux agriculteurs de la province. Rés. renv. immédiatement, sur motion, à comité pl., recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptée, en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 273. Bill présenté (M. Dussault), 2e et 3e lect., 274. Message du C. L., 291. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 3.)

No 202.—Loi modifiant la Loi des droits sur les successions.—Bill présenté (M. Fisher), 2e lect., renv. à comité pl. à présente séance, 268. Motion renv. rés. à comité pl. immédiatement; recommandation du L. G., comité pl., rés. adoptées en comité; 1ère, 2e lect. et adoption, 269. Rés. renv. à comité chargé du bill, 270. Deuxième lecture du bill, comité pl., rapporté, 3e lect., 270. Message du C. L., avec amdts, 290; 1ère et 2e lect. des amdts; motion que les amdts soient acceptés avec amdt, 290. Message du C. L., qu'il n'insiste pas sur ses amdts, 291. Sanction, 293. (2 Geo. VI, c. 29.)

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—

Présentation d'un bill *pro forma*, avant la prise en considération du discours du trône, 5.

Présentation d'un bill, 45.

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.*

- Bill présenté, motion pour 2e lect., objection, l'Orateur rejette objection, appel, vote, décision maintenue, 2e lect., renv. à comité pl., sur div., 271.
- Bill présenté, 2e et 3e lect., 50, 244.
- Bill présenté, 2e lect. sur vote, 3e lect. sur div., 190.
- Bill présenté, 2e lect., 3e lect. sur div., 104.
- Bill présenté (règl. susp.) 81, 100, 103, 132, 143.
- Bill présenté (règl. susp.) sans qu'il y ait de pétition de présentée, 81, 132, 143.
- Deuxième lecture, renvoi à comité b. privés, 64; comité b. publics, 33; à comité ch. de fer, 42.
- Deuxième lecture, renvoi à comité pl., pro. séance, 64, 128.
- Deuxième lecture, étude en comité pl., rapporté, 3e lect., 47.
- Deuxième lecture, comité pl., rapporte progrès; renvoi à comité du Code municipal, 58.
- Deuxième lecture, comité pl., rapporté avec amdts, concours, 3e lect., 197.
- Deuxième lecture, bill rejeté par la Chambre, sur vote, 112.
- Deuxième lecture appelée, vote, rejeté, 112.
- Vu urgence motion que la Chambre passe à l'ordre du jour pour 2e lect., vote, 2e et 3e lect., 18.
- Rapport du comité élu, 48.
- Rapport du comité que bill a été retiré, 91.
- Bill rapporté à la Chambre, 111.
- Bill renv. à comité pl. pro. séance, 156; renv. à comité pl. sur div., 193.
- Comité pl. appelé, ordre révoqué, renv. de nouveau à comité b. publics, 64, 74, 119; renv. de nouveau à comité b. privés, 126, 127.
- Comité pl. se forme, de consentement unanime, 253.
- Comité pl. rapporte bill avec amdts; lus 1ère, 2e fois et adoptés; 3e lect. du bill, 75.
- Comité pl. rapporte bill; ordre de 3e lect., pro. séance, 58.
- Comité pl., se lève, 126.
- Comité pl. fait rapport que travail avance (progrès), 244.
- Comité pl. rapporte bill avec amdts dont un au titre, 252.
- Troisième lecture sur division, 97.
- Troisième lecture remise à proch. séance, 58.
- Troisième lect. appelée, vote, motion adoptée, 3e lect., 60.
- Message du C. L., 87.
- Message du C. L. avec amdts, 231.
- Amdts du C. L. lus 1ère, 2e fois et adoptés, 233.
- Message du C. L. avec amdts, 187; ordonné 1ère lect. des amdts pro. séance, 188.

BILLS (PROCÉDURES INCIDENTES):—*Suite.*

- Message du C. L. avec amdts, 274; 1ère et 2e lect., motion que la Chambre adopte amdts, débat, ajourné, 280; reprise du débat, amdts adoptés avec amdts, 285; message du C. L. qu'il a agréé amdts, 291.
- Message du C. L. avec amdts, 277; 1ère et 2e lect. amdts; motion pour adoption, débat, amendement proposé à la motion; amdts tels qu'amendés adoptés, 279. Message du C. L. informant qu'il a accepté son amdt aux amdts du C. L. sans amdt, 289.
- Message du C. L. avec amdts, motion que les amdts soient acceptés avec amdt, 290; message du C. L. qu'il n'insiste pas sur ses amdts, 291.
- Résolution relative à bill renv. à comité pl., 46; renv. immédiatement à comité pl., 55.
- Résolution, vû urgence, soit étudiée immédiatement, objection, décision de l'orateur qu'il appartient à la Chambre de décider; appel, vote, décision maintenue; résolution en comité, 13.
- Résolution adoptée en comité pl.; 1ère lect., 2e lect. sur vote; adoption sur division, 188, 199.
- Résolution, motion pour se former en comité pl., ordre révoqué, résolution retirée, 147.
- Résolution—De nouveau en comité pl. sur—, 105.
- Résolution—En comité pl. sur—, progrès, 90, progrès pour présente séance, 179.
- Résolution—renv. immédiatement à comité pl., recommandation, adoptée en comité, 1ère, 2e lect. et adoption de la—, 20, 67.
- Résolution—Ordonné que la— soit renv. à comité chargé du bill, 51.
- Remboursement droits ordinaires, 198; droits additionnels, 198; droits ordinaires et additionnels (bill ayant été retiré), 185; de sommes payées (vu que le bill présenté en 1936 est devenu caduc par suite de dissolution de la législature), 235; de frais ordinaires, 185; de droits spéciaux, 260; de tous droits, 235.
- Pétition lue et reçue (règl. susp.) 35, 48, 54, 75.
- Pétition présentée, lue et reçue, 75, rapport, 86.
- Pétition présentée, lue et reçue et bill présenté, 100, 103.
- Pétition—exempté de présenter—; bill présenté, 132, 143.

BILLS PRIVÉS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BILLS PUBLICS EN GÉNÉRAL (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

BUDGET:—(Voir SUBSIDES; MANDATS SPÉCIAUX; DOCUMENTS DE LA SESSION.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

CANADIEN PACIFIQUE:—(Voir COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER—.)

CENSURE:—(Voir CINÉMA.)

CHAMBRE AGRICOLE:—Loi créant une—. (Voir BILLS, *No 71.*)

CHAMBRE DES NOTAIRES:—(Voir FEENEY, JACQUES; CODE DU NOTARIAT.)

CHARLEVOIX-SAGUENAY:—Loi facilitant communication de la population du nord-est. (Voir BILLS, *No 98.*)

CHASSE:—

1. Loi modifiant l'a. 48 de la Loi de la—. (Voir BILLS, *No 6.*)

2. Loi modifiant la Loi de la—. (Voir BILLS, *No 95.*)

CHASSE ET PÊCHE:—(Voir COMITÉS.)

CHEMINS:—(Voir VOIRIE.)

CHEMINS DE COLONISATION:—(Voir COLONISATION.)

CHEMINS DE FER:—(Voir COMPAGNIES DE CHEMIN DE FER.)

CHEMIN DE FER ET AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION (Comité des):—
(Voir COMITÉS.)

CHEMINS D'HIVER:—Loi de la Voirie et entretien des—. (Voir BILLS, *No 42.*)

CHICOUTIMI:—(Voir USINE DE—; ÉCOLE D'AGRICULTURE A—.)

CHÔMAGE:—(Voir AIDE A LA JEUNESSE; MONTRÉAL-EST.)

CIDRE DE POMME:—Loi favorisant l'industrie du—. (Voir BILLS, *No 85.*)

CINÉMA:—Loi relative au bureau de censure du—. (Voir BILLS, *No 16.*)

CITÉS ET VILLES:—

1. Loi modifiant la loi des—relative à l'évaluation—. (Voir BILLS, *No 18.*)

2. Loi modifiant art. 423 de la Loi des cités et villes.—(Voir BILLS, *No 56.*)

CODE CIVIL:—

1. Loi modifiant art. 1641*a* du—. (Voir *BILLS, No 31.*)
2. Loi modifiant le—. (Voir *BILLS, No 81.*)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE:—

1. Loi modifiant le—. (Voir *BILLS, No 99.*)
2. Loi modifiant arts. 639, 717, 1029, 1048, 1069 et 1352 du—. (Voir *BILLS, No 177.*)
3. Loi modifiant art. 1310 du—. (Voir *BILLS, No 182.*)

CODE MUNICIPAL:—

1. Loi modifiant le—. (Voir *BILLS, No 17.*)
2. (Voir *AFFAIRES MUNICIPALES; MUNICIPALITÉS.*)

CODE DU NOTARIAT:—

1. Loi abrogeant art. 316 du—, relatif à certains actes notariés. (Voir *BILLS, No 73.*)
2. (Voir *CHAMBRE DES NOTAIRES.*)

COLLÈGES CLASSIQUES:—Loi des subventions aux—. (Voir *BILLS, No 10.*)

COLONISATION:—

1. Loi raffermissant la— par la consolidation des paroisses existantes. (Voir *BILLS, No 24.*)
2. Loi augmentant pouvoirs du L. G. en Conseil et nouvelles terres à la—. (Voir *BILLS, No 74.*)
3. Loi modifiant art. 47 de la Loi des terres de—. (Voir *BILLS, No 47.*)
4. (Voir *TERRES ET FORÊTS; CONSOLIDATION; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES.*)

COLONS:—(Voir *CRÉDIT AGRICOLE.*)

COMITÉS:—

Comités permanents, institués, 8.

Comité spécial nommé et chargé de préparer la liste des membres, des différents comités permanents, 8; noms des onze membres, 8; rapport, 9; concours, 11. Noms des députés composant les divers comités permanents, 9 à 11, 73 et 75.

Agriculture, immigration et colonisation:—Liste des membres, 10; nom de M. Adam ajouté à la liste, 75. 1er rapport, M. Tardif, président, quorum à dix, 13.

COMITÉS:—*Suite.*

Bibliothèque:—Comité mixte de la—nommé par l'Assemblée, 27; par le Conseil, 27.

Bills privés en général:—Liste des membres, 9; nom de M. Adam ajouté à la liste, 75. 1er rapport, M. Bégin, président, quorum à quinze, 12; 2e, quorum réduit à dix, prolongation de délais, 38; 3e, 43; 4e, 48; 5e, 59; 6e, 65; 7e et prolongation de délais, 80; 8e, 89; 9e, 91; 10e, 104; 11e, 116; 12e et prolongation de délais, 137; 13e, 150; 14e, et prolongation de délais, 176.

Bills publics en général:—Liste des membres, 10; nom de M. Adam ajouté, 75. 1er rapport, M. Duplessis, président, M. Boyer, vice-président, quorum à dix, 12; 2e, 48; 3e, 65; 4e, 91; 5e, 111; 6e, 121; 7e, 131; 8e, 138; 9e, 177; 10e, 206.

Chasse et Pêche:—Comité institué, 73; liste des membres, 73; rapport M. Gagnon, président, quorum à cinq, 90; 1er rapport, fait certaines recommandations, 142.

Chemins de fer et autres moyens de communication:—Liste des membres, 9; 1er rapport, M. Pouliot (Missisquoi), président, quorum à dix, 13; 2e, 91; 3e, 206.

Code municipal:—Liste des membres, 9; nom de M. Adam ajouté à la liste, 75. 1er rapport, M. Carignan, président, quorum à dix, 12; 2e, 59.

Comptes publics:—Liste des membres, 10; 1er rapport, M. Taché, président, quorum à dix, 25; motion de l'hon. M. Duplessis que le comité soit autorisé à continuer enquête, à employer sténographes, à siéger jours où la chambre ne tient pas séance, etc., à considérer comme faisant partie de son enquête les dépositions au cours de l'enquête des trois dernières sessions, 66.

Impressions législatives:—Comité mixte des—et nommé par l'Assemblée, 28; par le Conseil, 39.

Industries et commerce:—Liste des membres, 9; nom de M. Adam ajouté, 75. 1er rapport, M. Lafleur, président, quorum à dix, 13.

Privilèges et élections:—Liste des membres, 9; nom de M. Adam ajouté, 75. 1er rapport, M. Duguay, président, quorum à dix, 13.

COMITÉS—*Suite.*

Règlements:—Liste des membres, 9. 1er rapport, M. Marier, président, quorum à cinq, 12; 2e, 25; 3e, 31; 4e, 35; 5e, et prolongation de délai, 38; 6e, 54; 7e, 68; 8e, prolongation de délais, 80; 9e, prolongation de délais, 86; 10e, prolongation de délais, 95; 11e, prolongation de délais, 138; 12e prolongation de délais, 177.

Comité des bills privés, bill lui est renvoyé, 64.

Comité des bills publics, bill lui est renvoyé, 33.

Comité des chemins de fer, bill lui est renvoyé, 42.

Rapport d'un comité, sans amdt, 48.

Rapport d'un comité, avec amdts, 59.

Rapport d'un comité: bill rapporté à la Chambre, 111.

Comité plénier, bill lui est renvoyé; comité rapporte progrès, renv. à comité du Code municipal, 58.

Comité plénier, bill lui est renvoyé, ordre révoqué, renv. de nouveau à comité bills publics, 64, 74, 119; renv. de nouveau à comité bills privés, 126, 127.

Comité plénier se lève, 126.

Comité plénier rapporte progrès, 58, 244.

Comité plénier rapporte bill avec amdts; adoptés, 3e lect., 73.

Comité plénier rapporte bill avec amdts dont un au titre, 252.

(Voir BILLS (*Procédures incidentes.*))

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 120.*)

COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN:—Loi concernant la—. (Voir BILLS, *No 139.*)

COMMISSION DES LIQUEURS:—(Voir LIQUEURS ALCOOLIQUES.)

COMMISSION DES SERVICES PUBLICS:—Loi de la—. (Voir BILLS, *No 96.*)

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:—Loi de la—. (Voir BILLS, *No 59.*)

COMMUNICATION POUR POPULATION DU NORD-EST:—(Voir CHARLEVOIX-SAGUENAY.)

COMMUTATIONS:—(Voir EXEMPTIONS ET—; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

COMPAGNIES:—(Voir CORPORATIONS.)

COMPAGNIES D'ASSURANCE FUNÉRAIRE:—(Voir ASSURANCES.)

COMPAGNIES DE TÉLÉPHONE ET TÉLÉGRAPHE:—Loi des—. (Voir BILLS, No 34.)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER CANADIEN PACIFIQUE:—Loi ratifiant acte d'accord entre la corporation du comté de Portneuf, la—. et certains intéressés. (Voir BILLS, No 145.)

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER QUÉBEC OCCIDENTAL:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, No 143.)

COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER TEMISCAMINGUE AND ABITIBI RY Co.:—(Voir TEMISCAMINGUE—.)

COMPTES PUBLICS:—(Voir COMITÉS.)

CONCOURS LITTÉRAIRES OU SCIENTIFIQUES:—Loi des—. (Voir BILLS, No 11.)

CONGREGATION SHEVOS ACHIM D'BETH ABRAHAM:—Loi constituant en corporation—. (Voir BILLS, No 100.)

CONSEIL LÉGISLATIF:—

Messages au Conseil:

Désignant les députés qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 27; des impressions, 28.

Qu'un amdt du Conseil a été adopté par l'Assemblée, avec amdts, 285.

Messages du Conseil:

Désignant les conseillers qui feront partie des comités mixtes de la bibliothèque, 27; des impressions, 39.

Adoptant des bills de l'Assemblée législative, avec ou sans amendements, 87, 187, 274, 290.

(Voir BILLS (*Procédures incidentes*)).

CONSEIL LÉGISLATIF ET ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—Loi relative à l'indemnité des membres du—. (Voir BILLS, No 90.)

CONSOLIDATION:—

1. Loi concernant la colonisation et la— des paroisses existantes. (Voir BILLS, No 24.)

CONSOLIDATION:—*Suite.*

2. Loi protégeant la petite propriété, le crédit municipal et scolaire par la— des taxes. (Voir *BILLS, No 77.*)

CONVENTIONS COLLECTIVES DE TRAVAIL:—(Voir *SALAIRES RAISONNABLES; SALAIRES DES OUVRIERS.*)

CONVICTIONS SOMMAIRES;—Loi des— de Québec.—Voir *BILLS, No 83.*)

CORPORATIONS:—Loi relative à la taxe sur les—. (Voir *BILLS, No 3.*)
(Voir *COMPAGNIES, MUNICIPALITÉS.*)

CORPORATION DU PONT DU LAC SAINT-LOUIS:—(Voir *PONT DU—.*)

CRÉDITS:—(Voir *SUBSIDES; MANDATS.*)

CRÉDIT AGRICOLE:—

1. Loi augmentant à vingt-cinq millions le—. (Voir *BILLS, No 2.*)
2. Loi du— du Québec. (Voir *BILLS, No 65.*)
3. Loi facilitant le— aux colons. (Voir *BILLS, No 66.*)
4. Loi pour l'application du— dans la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine. (Voir *BILLS, No 82.*)
5. (Voir *AGRICULTURE.*)

CRÉDIT MUNICIPAL ET SCOLAIRE:—(Voir *CONSOLIDATION; PETITE PROPRIÉTÉ.*)

CULTIVATEURS:—(Voir *AGRICULTEURS; AGRICULTURE; CRÉDIT AGRICOLE; SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE.*)

DÉBITEURS:—Loi concernant la libération de certains—. (Voir *BILLS, No 76.*)

DÉCISIONS DE L'ORATEUR:—(Voir *ORATEUR; QUESTIONS D'ORDRE; PRÉCIS DES—.*)

DÉLAIS PROLONGÉS:—Rapports de comités pour—, adoptés par la Chambre. (Voir *RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE; BILLS; COMITÉS.*)

DENTISTES:—(Voir *SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DES—.*)

DÉPUTÉS:—

L'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu jugement de la C. S. M. re: élection de M. Cyrille Dumaine, Bagot, 2.

L'Orateur informe la Chambre que M. Philippe Adam est élu député de Bagot, 69.

M. Philippe Adam, député du collège électoral de Bagot, prend séance, 75.

Résolution que le nom de M. Adam soit ajouté à la liste des membres de certains comités, 75.

(Voir SÉANCES; ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; AJOURNEMENT.)

DEUX-MONTAGNES:—(Voir AGRICULTEURS DANS ARGENTEUIL ET—.)

DÉVELOPPEMENT MINIER:—

1. Loi pour encourager le—. (Voir BILLS, No 72.)

2. (Voir MINES.)

DISCOURS DU TRÔNE:— A l'ouverture de la session, 5; motion pour prise en considération du—, 8; à la clôture de la session, 294. (Voir ADRESSE EN RÉPONSE AU—.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—

Accidents du travail:—(Voir *Saint-Gédéon*.)

Administration:—(Voir *Dépenses de voyages*.)

Agriculture:—Rapport du Ministre de l'—, pour l'année finissant le 30 juin 1937. Déposé, 30. (No 9.)

(Voir *Office du Prêt agricole*; *Caisses populaires*; *Expositions régionales*; *Véhicules-automobiles*.)

Aide à la jeunesse:—(Voir *Subsides fédéraux*.)

Annonces et publicité:—(Voir *Journaux*.)

Archiviste:—Rapport de l'—pour 1936-1937. Déposé, 110. (No 23.)

Armes, munitions et bombes lacrymogènes:—1. Etat montrant: le Gouvernement a-t-il fait l'acquisition d'—, depuis le 26 août 1936 à date; quelle sorte achetées; de qui, noms, prénoms, ou raisons sociales des vendeurs; combien achetées. Ordonné, 163.

2. Etat montrant: combien le Gouvernement a payé pour l'achat d'— depuis le 26 août 1936 à date? Ordonné, 163.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Arrêtés ministériels:—(Voir *Ordres en conseil; Énergie électrique.*)

Bagot, comté:—(Voir *Office du Prêt agricole.*)

Banques:—État montrant: le gouvernement a-t-il été à découvert aux—depuis le 26 août 1936 à date; montant au 1er de chaque mois dans chacune des banques. Ordonné, 282.

Bateaux de pêche:—(Voir *Pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine.*)

Billets de location:—(Voir *Lambton, etc.*)

Bois de pulpe:—État montrant: Combien de permis pour exportation de— ont-ils été émis depuis le 1er octobre 1936; noms des personnes ou compagnies qui ont obtenu ces permis; à quelle date chacun de ces permis a-t-il été émis. Ordonné, 254.

Bolduc, J.-E.-G. Enrg.:—1. Correspondance avec—, Saint-Camille, Bellechasse, concernant concession forestière “Canton Daaquam” et arrérages de droits de coupe depuis 1928, au montant de \$5,456.11.

2. Correspondance établissant de quelle manière arrérages desdits droits dûs par ledit—, se chiffrant au 1er mai 1934 à \$8,253.18 et réduits, à \$5,456.11. Ordonné, 75. Déposé, 99. (*No. 21.*)

Bombes lacrymogènes:—(Voir *Armes, munitions,—.*)

Budget:—Budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1939. Déposé, 71. (*No 1.*)

Budget supplémentaire:—Des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1938. Déposé, 239. (*No 2.*)

Caisses populaires:—Caisses populaires, Sociétés coopératives agricoles 1935. Déposé, 92. (*No 16.*)

Canton Daaquam:—(Voir *Bolduc, J.-E.-G. Enrg.*)

Charlesbourg, chemin:—1. État montrant: coût à date d'élargissement du—, à partir de Québec jusqu'au Jardin Zoologique; coût des travaux qui restent à faire; ces deux montants comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation; à combien les indemnités; montant de celles déjà payées; a-t-on prévu système d'aqueduc et d'égout. Ordonné, 282.

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

2. État montrant: coût à date du troisième chemin de Charlesbourg, à partir de l'Avenue de la Canardière, près de l'hôpital de l'Enfant-Jésus; coût des travaux qui restent à faire; comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation; combien d'indemnités à être payées et celles déjà payées. Ordonné, 283.

3. État montrant: coût à date d'élargissement du second chemin de Charlesbourg, depuis la Côte des Pères jusqu'au Four à chaux; coût des travaux qui restent à faire; comprennent-ils le prix d'achat ou d'expropriation; les indemnités à être payées et celles déjà payées. Ordonné, 283.

Chemins:—(Voir *Colonisation*; *Voirie*; *Charlesbourg*.)

Chemins de colonisation:—État montrant travaux faits sur rangs 3 et 4 de St-Prime, Lac St-Jean, vers St-Félicien, du 1er octobre 1936; ont-ils été faits par un entrepreneur ou exécutés à la journée; nom de l'entrepreneur; montant payé; qui a été surveillant en chef; combien d'hommes employés; noms; ont-ils été payés par chèques et par qui encaissés. Ordonné, 158; déposé, 158. (No 24.)

Chemins de fer:—1. Rapport des— pour l'année expirant le 31 décembre 1936. Déposé, 40. (No 11.)

2. Statistiques des—, jusqu'au 31 décembre 1936. Déposé, 39. (No 10.)

Chômage:—(Voir *Subsides fédéraux*.)

Clavigraphes:—Combien le Gouvernement a-t-il dépensé depuis le 26 août 1936 à date, pour achat de—; de machines à calculer; de machines à imprimer; de machines à comptabilité; les nom, prénoms et adresse des fournisseurs et montants payés à chacun d'eux; combien de machines a fournies chacun des vendeurs. Ordonné, 254.

Colonisation:—1. Rapport du Ministère de la Colonisation, pour l'année finissant le 30 juin 1937. Déposé, 11. (No 3.)

2. (Voir *Billet de location*; *Chemins de—*; *Lambton*; *Sainte-Emélie de l'Energie*.)

Colons:—État montrant: si le Gouvernement a acheté des matériaux de construction, etc., pour les colons, du 26 août 1936; de qui ces matériaux ont-ils été achetés; les nom, prénoms, adresse et raisons sociales; combien a-t-il payé à chacun. Ordonné, 162. Déposé, 284 (No. 38.)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Commission des liqueurs:—1. État montrant: le Gouvernement a-t-il fait des réparations à ses bureaux, édifices, palais de Justice, immeubles de la—, résidences privées louées, depuis le 26 août 1936 à date; quel montant total des dépenses faites. Ordonné, 163. Déposé, 256. (No 35).

2. (Voir *Marquis, Louis.*)

Comptes de banques—(Voir *Banques.*)

Comptes publics:—État des— et rapport annuel de l'auditeur pour l'exercice finissant le 30 juin 1937. Déposé, 70. (No 14.)

Constables spéciaux:—1. État montrant: le Gouvernement a-t-il retenu services de—, depuis le 26 août 1936 à date; nombre total ainsi engagé; déboursés encourus, en salaires, en dépenses. Ordonné, 281.

2. (Voir *Police.*)

Contrats de \$25,000 et plus accordés:—1. État montrant: depuis le 1er septembre 1936 au 1er mars 1938, le Gouvernement a-t-il accordé, par l'un de ses Départements des contrats de \$25,000 et plus; indiquer le nombre et la nature de chacun de ces contrats; a-t-il demandé des soumissions. Ordonné, 162.

Corporations scolaires:—1. État financier des— pour l'année finissant le 30 juin 1935. Déposé, 92 (No 15.)

2. État financier des— pour l'année finissant le 30 juin 1936. Déposé, 176. (No. 29.)

Coupe de bois:—(Voir *Legault, J.-N.; Bolduc, J.-E.-G. Enrg.*)

Dépenses de voyages:—1. État montrant: coût total des—, pour chaque département de l'administration: années se terminant le 30 juin 1936, le 30 juin 1937. Ordonné, 281.

2. État montrant: Quels sont ministres et membres de la Législature qui ont fait voyages en dehors de la Province, aux frais du Gouvernement, depuis 26 août 1936, à date; où chacun est-il allé; but de ces voyages; combien payé à chacun pour dépenses de voyages. Ordonné, 282.

Droits de coupe:—(Voir *Bolduc; Legault.*)

Electricité:—(Voir *Energie électrique.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Energie électrique:—Correspondance, du 26 août 1936 à date, concernant l'exportation de l'énergie électrique soit dans les autres Provinces, soit aux États-Unis. Adresse votée, 156. Déposé, 167. (*No 27.*)

Enseignement:—1. Statistiques de l'enseignement pour l'année scolaire 1935-36. Déposé, 92.

2. (Voir *Corporations scolaires; Instruction publique.*)

Entrepôt frigorifique:—Correspondance relativement à l'établissement d'un— à l'Isle Verte, comté de Rivière-du-Loup; motion proposée, 125; M. Boiteau propose que le débat s'ajourne, 125; M. Casgrain objecte qu'on ne peut proposer l'ajournement du débat parce que, l'orateur de la motion principale ayant répliqué, le débat est clos, 125; M. l'Orateur prend l'objection en délibéré, 125; reprise du débat, 129; motion adoptée. Ordonné, 129.

Exportation de bois de pulpe:—(Voir *Bois de pulpe.*)

Exportation de l'énergie électrique:—(Voir *Energie électrique.*)

Expositions régionales:—Correspondance du 1er novembre 1937 à date entre le ministère de l'Agriculture de la Province et celui de l'Agriculture du Canada, au sujet des négociations entre les deux gouvernements relativement aux expositions Régionales (junior) qui doivent avoir lieu dans cette province en 1938. Adresse votée, 125. Déposé, 255. (*No 33.*)

Frais d'impression:—(Voir *Journaux.*)

Gauthier, Louis:—État montrant:—M— a-t-il été nommé gardien à la prison de St-Jérôme; à quelle date nommé; sur quelle recommandation; a-t-il donné sa résignation, quelle date, a-t-elle été acceptée; une enquête est-elle commencée, le commissaire a-t-il fait un rapport. Ordonné, 283.

Hachey, Alfred-J.:—Déclaration de M.—, de Port-Daniel, faite sous serment devant Me C. Delagrave, le 31 mars 1938. Déposée au cours de la discussion sur motion pour se former en comité des subsides, 224. (*No 32.*)

Immeubles acquis par la Voirie:—(Voir *Voirie.*)

Imprimeur du Roi:—Rapport de l'— relatif aux Statuts de la dernière Session et ceux qui lui restent en mains. Déposé, 29. (*No 8.*)

Industrie de la tourbe:—(Voir *Tourbe.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Instruction publique:—1. Rapport du surintendant de l'— pour l'année 1936-37. Déposé, 110. (*No 22.*)

2. État financier du surintendant de l'— pour l'exercice finissant le 30 juin 1937. Déposé, 256. (*No 37.*)

3. (*Voir Enseignement; Corporations scolaires.*)

Isle Verte:—(*Voir Entrepôt frigorifique.*)

Journaux:—État montrant quels sont les journaux, corporations, sociétés et personnes auxquels le Gouvernement a payé des annonces et publicité depuis le 26 août 1936 à date; combien à chacun: pour frais d'impression et de reliure; d'annonces et de publicité; autres frais divers. Ordonné, 162.

Lambton, Adstock, Aylmer et Forsyth:— 1. Correspondance du 14 avril 1937 à date, relativement à l'annulation de billets de location dans les cantons de—, dans comté de Frontenac. Ordonné, 235.

2. (*Voir Colonisation.*)

Legault, J.-N.:—État montrant: garantie exigée pour le droit de coupe accordé à Monsieur—, canton Pontleroy, Témiscamingue, pour 1936-37, a-t-elle été payée avant qu'il commence son ouvrage; le montant a-t-il été payé expiration du délai accordé le 1er décembre 1937; ou avant le commencement de la coupe du bois sur le nouveau permis 1937-38. Ordonné, 282.

Machines à calculer, à imprimer, à comptabilité:—(*Voir Clavigraphes.*)

Mandats spéciaux:—État des—. Déposé, 20 à 23. (*No 6.*)

Marquis, Louis:—Correspondance entre la Commission des Liqueurs de Québec et Monsieur— de Rivière-du-Loup re location d'un magasin. Ordonné, 100.

Mines et pêcheries:—Rapport du Ministère des—, pour l'année finissant le 30 juin 1937. Déposé, 23. (*No 5.*)

Municipalités:—(*Voir Statistiques municipales.*)

Nominations dans le service civil:—Rapports du Conseil Exécutif concernant certaines—. Déposé, 29. (*No 7.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Office du Prêt Agricole:—Combien de demandes d'emprunts pour Bagot à l'—, le 29 janvier 1938, noms des personnes ayant fait demandes, montant demandé par chacune, nombre accordé, à qui accordés et pour quel montant, ceux retirés, prêts accordés et non payés au 3 février 1938, et prêts ont-ils été payés à partir du 29 janvier 1938 à venir à ce jour. Ordonné, 63. Déposé, 70. (*No 12.*)

2. État démontrant: du 3 février au 8 février des prêts ont-ils été accordés par l'—, Bagot, noms des personnes à qui prêts consentis et montant dans chaque cas, des prêts ont-ils été payés sur emprunts faits dans ce comté. Ordonné, 63.

Ordres en Conseil:—Communication de tous les—approuvés par le Lieutenant-Gouverneur, depuis le 26 août 1936 jusqu'à date. Motion présentée et rejetée sur vote, 253.

Pêcheurs des Iles-de-la-Madeleine:—État montrant: le Gouvernement a-t-il accordé des subventions, du 26 août 1936, à date, aux pêcheurs des Iles de la Madeleine pour construire des bateaux de pêche; noms, prénoms et adresses de ceux qui ont obtenu des subventions. Ordonné, 163. Déposé, 164. (*No 25.*)

Pension de vieillesse:—État indiquant reviseurs de formules de—nommés sous l'ancien gouvernement, payés par le gouvernement actuel, noms des payés et montant à chacun d'eux. Ordonné, 120. Déposé, 167. (*No 26.*)

Pension de vieillesse —(Voir *Subsides fédéraux.*)

Permis pour exportation de bois de pulpe:—(Voir *Bois de pulpe.*)

Petite propriété:—Rapport de l'organisme de la petite propriété. Déposé, 92. (*No 19.*)

Plan Rogers-Bilodeau:—1. État montrant: Nombre de personnes de Mont-Joli, Matane, ayant fait application auprès du gouvernement pour bénéficier du plan Rogers-Bilodeau; leurs noms et prénoms; noms et prénoms de ceux dont les applications ont été refusées ou acceptées. Ordonné, 178.

2. (Voir *Subsides fédéraux.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Police:—État montrant combien d'officiers ou hommes de police le Gouvernement a-t-il engagés depuis le 26 août 1936 à date, dans la Sûreté Provinciale, Police de circulation, Police des Liqueurs et Police pêcheries et chasse; montant payé en salaires. Ordonné, 281.

Prêt agricole —(Voir *Office du*—.)

Propriété:—(Voir *Petite*—.)

Proulx, Louis-Philippe:—Correspondance concernant la destitution de monsieur—, géolier de Rivière-du-Loup, district de Kamouraska. Ordonné, 100.

Publicité:—(Voir *Journaux*.)

Réparations à bureaux, immeubles, etc.:—(Voir *Commission des liqueurs*.)

Revisers de formules de pension de vieillesse:—(Voir *Pension de vieillesse*.)

Sainte-Émélie-de-l'Énergie:—État montrant travaux exécutés à Ste-Émélie-de-l'Énergie, comté de Joliette, au cours de l'été dernier, par la Colonisation; noms des personnes qui ont travaillé; montant total payé à chacun d'eux. Ordonné, 193; déposé, 193. (*No 30.*) Réponse supplémentaire, 256. (*No 36.*)

Saint-Gédéon:—Correspondances avec la municipalité—, au sujet d'accidents de travail, survenus à des personnes travaillant pour cette municipalité, et cela depuis le 26 août 1936. Adresse votée, 251.

Saint-Prime (Lac Saint-Jean):—(Voir *Chemins de colonisation*.)

Salaires:—(Voir *Service intérieur et extérieur*.)

Seigneurie du Lac Témiscouata:—(Voir *Seigneurie Thomas*.)

Seigneurie Thomas:—Le Gouvernement a-t-il acquis—, district de Témiscouata, quand et à quelles conditions, description des terres acquises, date de vente, acte de vente est-il enregistré, arbitre pour fixer la valeur a-t-il été nommé, les noms, prénoms, profession et résidence, deux arbitres ont-ils choisi un troisième, et qui; sentence; y a-t-il des colons établis. Ordonné, 120. Déposé, 167. (*No 28.*)

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

Service civil:—(Voir *Nominations dans le—*; (*Service intérieur et extérieur.*)

Service intérieur et extérieur:—État montrant montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement, pour service intérieur et extérieur, au 1er juillet 1936 et 1er juillet 1937. Ordonné, 280.

Sociétés Coopérative agricoles:—(Voir *Caisses populaires; agriculture.*)

Solliciteurs du plan Rogers-Bilodeau:—(Voir *Rogers-Bilodeau; Subsides fédéraux.*)

Statistiques municipales:—1. Statistiques Municipales pour l'année civile 1935. Déposé, 91. (*No 13.*)

2. Statistiques municipales pour l'année civile 1936. Déposé, 96. (*No 20.*)

Subsides fédéraux:—État montrant: Combien le Gouvernement a-t-il reçu du fédéral pour travaux remédiateurs au chômage, secours directs, travaux publics quelconques, aide à la jeunesse, subsides fédéraux, pension de vieillesse, diminution des traverses à niveau pour la route Trans-Canada: pour l'année 1936-37 et du 1er juillet 1937 à date. Ordonné, 281.

Sûreté provinciale:—(Voir *Police.*)

Surintendant de l'Instruction publique:—(Voir *Instruction publique.*)

Tourbe:—Correspondence du 26 août 1936 à date, concernant l'industrie de la— dans la province de Québec. Adresse votée, 156.

Tourisme:—Rapport re tourisme dans le Québec en 1937. Déposé, 92. (*No 18.*)

Travaux publics:—Rapport du Ministre des—, pour l'année finissant le 30 juin 1937. Déposé, 23. (*No 6.*)

Travaux remédiateurs au Chômage:—(Voir *Subsides fédéraux.*)

Véhicules-Automobiles:—1. État montrant combien de— les différents ministères, sauf celui de l'Agriculture, ont achetés du 26 août 1936, à date; de qui ont-ils été achetés; bureaux d'affaires des vendeurs; quelle marque;

DOCUMENTS DE LA SESSION:—*Suite.*

prix que les différents Ministères ont payé dans chaque cas. Ordonné, 162.

2. État indiquant nombre de— que le Ministère de l'Agriculture a achetés du 26 août 1936, à date; de qui ont-ils été achetés; quels bureaux d'affaires de ces sociétés; combien achetés, quelle marque; quel prix payé; où sont-ils utilisés. Ordonné, 134. Déposé, 255. (*No 34.*)

Voirie:—1. Combien d'immeubles a-t-elle acquis de gré à gré ou expropriation, du 26 août 1936, à date; de qui; noms, prénoms, ou raisons sociales et addresses de ces personnes, description sommaire des immeubles, y compris constructions ainsi acquises; combien payé dans chaque cas. Ordonné, 254.

2. (*Voir Charlesbourg, chemin.*)

Voyages des ministres et membres:—(*Voir Dépenses de voyages.*)

DROIT DE VOTE DES FEMMES:—Loi relative au—. (*Voir BILLS, No 180.*)

DROITS:—Loi favorisant l'exercice de certains—. (*Voir BILLS, No 88.*)

DROITS DE LA PROVINCE:—Loi pour sauvegarder les—. (*Voir BILLS, No 41.*)

DROITS SUR LES SUCCESSIONS:—Loi modifiant la Loi des—. (*Voir BILLS, No 202.*)

DRUMMONDVILLE:—Loi relative à la cité de—. (*Voir BILLS, No 131.*)

EAUX COURANTES:—Loi du régime des—. (*Voir BILLS, No 28.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE MONTRÉAL:—(*Voir COMMISSION DES—.*)

ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN:—(*Voir COMMISSION DES—.*)

ÉCOLE D'AGRICULTURE À NICOLET:—Loi relative à l'établissement d'une—. (*Voir BILLS, No 37.*)

ÉCOLE D'AGRICULTURE À CHICOUTIMI:—Loi relative à l'établissement d'une—. (*Voir BILLS No 38.*)

ÉCOLE D'AGRICULTURE À VILLE-MARIE:—Loi relative à l'établissement d'—. (*Voir BILLS, No 39.*)

ÉCOLE D'AGRICULTURE DANS LA GASPÉSIE:—Loi relative à l'établissement d'une—. (Voir *BILLS*, *No 40.*)

ÉCOLE DE FILATURE:—Loi créant une—. (Voir *BILLS*, *No 75.*)

ÉCOLE SAINT-ÉDOUARD, À BEAUPORT:—Loi déclarant les commissaires d'écoles de la paroisse de Beauport, propriétaires de l'—. (Voir *BILLS*, *No 134.*)

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE QUÉBEC:—Loi accordant une subvention à l'—. (Voir *BILLS*, *No. 12.*)

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES PÊCHERIES:—Loi pourvoyant à la création d'une—. (Voir *BILLS*, *No 35.*)

ÉCOLES DES MINES, GÉOLOGIE ET MÉTALLURGIE:—

1. Loi pourvoyant à une école des—.—Voir *BILLS*, *No 26.*)

2. (Voir *MINES-ÉCOLES*; *MINES.*)

ÉDUCATION:—(Voir *INSTRUCTION PUBLIQUE*; *ÉCOLES.*)

ÉLECTION D'UN DÉPUTÉ POUR LE DISTRICT DE BAGOT:—(Voir *BAGOT.*)

ÉLECTIONS:—(Voir *LOI ÉLECTORALE*; *VOTE DES FEMMES.*)

ÉLECTRICITÉ:—(Voir *ÉNERGIE ÉLECTRIQUE.*)

EMPIRE TRUST COMPANY:—Loi relative à The—. (Voir *BILLS*, *No 138.*)

EMPRUNTS PAR LES CULTIVATEURS:—(Voir *CRÉDIT AGRICOLE.*)

ÉNERGIE ÉLECTRIQUE:—Loi concernant l'évaluation municipale des lignes de transmission d'—.— (Voir *BILLS*, *No 60.*)

ENSEIGNEMENT AGRICOLE:—(Voir *ÉCOLE D'AGRICULTURE.*)

EXEMPTIONS DE TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—(Voir *TAXES—.*)

FARNHAM:—Loi relative à la corporation municipale, partie ouest, du canton de—. (Voir *BILLS*, *No 183.*)

FEENEY, JACQUES:—Loi validant la cléricature de—. (Voir *Bills*, *No 141.*)

FILATURE:—(Voir *ÉCOLE DE—.*)

GASPÉSIE:—(Voir PARC NATIONAL DE LA—; CRÉDIT AGRICOLE; ÉCOLE D'AGRICULTURE DANS LA— et ILES-DE-LA-MADELEINE.)

GREFFIER DE LA CHAMBRE:—Le— informe la Chambre que l'orateur est absent, et l'Orateur-Suppléant prend le fauteuil, 86, 111, 264.
(Voir ORATEUR; ORATEUR-SUPPLÉANT.)

GÉOLOGIE:—(Voir ÉCOLE DES MINES,—.)

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—Proclamation signée par—, convoquant conseillers législatifs et députés pour l'expédition des affaires, VIII.

L'Orateur déclare qu'il a reçu du— certificat d'élection de Bagot et que M. Philippe Adam a été élu député, en remplacement de M. Cyrille Dumaine, dont l'élection a été annulée, 69.

HABITATIONS SALUBRES:—Loi des—. (Voir BILLS, No 33.)

HADLEY, WILLIAM-FRANCIS:—Loi concernant le Barreau et—. (Voir BILLS, No 106.)

HAMILTON-JACKSON, JUANITA ELINOR:—Loi concernant l'adoption de—. (Voir BILLS, No 111.)

HARNOIS & FILS, ERNEST, LIMITÉE, de JOLIETTE:—Loi ratifiant un règlement de la cité de Joliette relativement à une subvention à—. (Voir BILLS, No 140.)

HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU:—Loi relative à l'—. (Voir BILLS, No 44.)

HÔPITAUX:—(Voir HÔPITAL SAINT-JEAN-DE-DIEU; VERDUN PROTESTANT HOSPITAL.)

HULL:—

1. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir BILLS, No 127.)
2. Loi relative aux constituts et tenure dans la cité de—. (Voir BILLS, No 179.)

ILES-DE-LA-MADELEINE:—

1. Loi relative à la tenure des terres aux—. (Voir BILLS, No 55.)
2. (Voir CRÉDIT AGRICOLE.)

IMPRESSIONS LÉGISLATIVES (COMITÉ DES).— (Voir COMITÉS.) Conseillers nommés par le Conseil, 39; députés nommés par l'Assemblée législative, 27.

INCENDIES:—

1. Loi des enquêtes sur les—. (Voir BILLS, *No 14.*)
2. Loi permettant aux corporations municipales de s'entr'aider contre les—. (Voir BILLS, *No 36.*)

INDIGENTS:—(Voir ASSISTANCE.)

INDUSTRIES:—(Voir COMITÉS.)

INSTRUCTION PUBLIQUE:—Loi modifiant la Loi de l'—. (Voir BILLS, *No 87.*)

INTÉRÊT:—(Voir Taxes municipales et scolaires.)

JACKSON:—(Voir HAMILTON-JACKSON.)

JEUNESSE:—(Voir AIDE À LA—.)

LAC SAINT-LOUIS:—(Voir PONT DU—.)

LA SALLE:—Loi concernant la commission scolaire de la ville—, Jacques-Cartier. (Voir BILLS, *No 115.*)

LA SURVIVANCE:—Loi constituant en corporation— compagnie mutuelle d'assurance-vie. (Voir BILLS, *No 124.*)

LA TUQUE:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir BILLS, *No 129.*)

LÉGISLATURE:—(Voir CONSEIL LÉGISLATIF ET ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.)

LIBÉRATION DE CERTAINS DÉBITEURS:—(Voir DÉBITEURS.)

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—

Adresse au—. (Voir ADRESSE EN RÉPONSE AU DISCOURS DU TRÔNE.)

Discours du— à l'ouverture de la session, 5; à la clôture de la session, 294; prise en considération, 8; motion pour adresse en réponse au discours du trône, 11; débat, 11, 28, 30, 33, 34, 35, 36; motion adoptée, 40; Discours à la fin de la session, 294.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR:—*Suite.*

Requiert la présence des députés dans la salle des séances du Conseil à l'ouverture de la session, 1; pour la sanction de bills: (Voir SANCTIONS;) à la clôture de la session, 291.

Transmission du rapport de l'imprimeur du Roi, 29.

Transmission du budget, 71; du budget supplémentaire, 239.

Transmission de rapports concernant certaines nominations dans le service civil, 29.

Sanctions des bills, 37; 118; 265; 291.

Proroge les Chambres, 295.

LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL:—Loi augmentant pouvoirs du— et nouvelles terres à la colonisation. (Voir BILLS, *No 74.*)

LIGNES DE TRANSMISSION D'ÉNERGIE ÉLECTRIQUE:—Loi concernant l'évaluation municipale des—. (Voir BILLS, *No 60.*)

LIQUEURS ALCOOLIQUES:—

1. Loi modifiant l'art. 34 de la Loi des—. (Voir BILLS, *No 57.*)

2. Loi des— relativement à la vente de la bière. (Voir BILLS, *No 80.*)

LOI 58 VICTORIA, c. 45:—Loi modifiant la—. (Voir BILLS, *No 55.*)

LOI 14 GEO. V, c. 53, s. 24:—Loi abrogeant la— et art. 316 du Code du Notariat, relatifs à la validité de certains actes notariés. (Voir BILLS, *No 73.*)

LOI 20 GEO. V, c. 7:—Loi relative à la—. (Voir BILLS, *No 93.*)

LOI 24 GEO. V, c. 100:—(Voir MONTRÉAL-EST.)

LOI 25-26 GEO. V, c. 134:—Loi modifiant la—. (Voir BILLS, *No 92.*)

LOI 1 GEO. VI, c. 13:—Loi relative à la—. (Voir BILLS, *No 69.*)

LOI ÉLECTORALE:—

1. Loi modifiant la— de Québec. (Voir BILLS, *No 68.*)

2. Loi— de Québec relativement au droit de vote des femmes. (Voir BILLS, *No 180.*)

MAGOG:—Loi modifiant la deuxième partie de la charte de la ville de.—(Voir BILLS, *No 128.*)

MAJOR, PROSPER:—Loi concernant la succession de Hélène Beaune, veuve de.—(Voir BILLS, *No 110.*)

MALADES:—(Voir ASSISTANCE PUBLIQUE.)

MANDATS SPÉCIAUX:—DÉPÔT, 20-23.

MASSON, JOSEPH:—Loi concernant la succession de feu l'honorable.—
(Voir BILLS, *No 122.*)

MESSAGES: (Voir CONSEIL LÉGISLATIF; BILLS (*Procédures incidentes*)).

MÉTALLURGIE:—(Voir ÉCOLE DES MINES,—.)

MINES:—

1. Loi des— de Québec. (Voir BILLS, *No 54.*)
2. (Voir ÉCOLE DES—, GÉOLOGIE ET MÉTALLURGIE; MINES-ÉCOLES; DÉVELOPPEMENT MINIER.)

MINES-ÉCOLES:—Loi pourvoyant à l'établissement de—. (Voir BILLS *No 32.*)
(Voir ÉCOLE DES MINES.)

MONTMAGNY:—Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir BILLS, *No 126.*)

MONT ORFORD:—(Voir PARC NATIONAL DU—.)

MONTRÉAL, CITÉ:—

1. Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS, *No 100.*)
2. (Voir SAINT-PIERRE, ville.)

MONTRÉAL-EST:—Loi modifiant la charte de la ville de—.et au soulagement du chômage. (Voir BILLS, *No 136.*)

MORATOIRE:—Loi relative au— et à la petite propriété. (Voir BILLS, *No 4.*)

MOTIONS SPÉCIALES:—

1. Motion de M. Pouliot (Gaspé-Sud):
Que cette Chambre exprime l'opinion que le ministère de la santé soit chargé de présenter un projet de loi d'assistance publique conforme aux besoins des temps présents, 107.

MOTIONS SPÉCIALES:—*Suite.*

2. Motion de M. Barré:

Que cette Chambre est d'avis que le gouvernement soit invité à prendre, dès cette session, les mesures nécessaires pour établir la valeur réelle des seigneuries et pour donner au problème des rentes seigneuriales, qui dure depuis trop longtemps, une solution claire, certaine et rapide, 125.

MUNICIPALITÉS:—(Voir CITÉS ET VILLES; CODE MUNICIPAL; TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES; SUBDIVISIONS DE TERRAINS; COMMISSION MUNICIPALE; CONSOLIDATION; INCENDIES.)

NEILSON:—(Voir SEWELL.)

NICOLET:—(Voir ÉCOLE D'AGRICULTURE À—.)

NORMETAL RAILWAY COMPANY:—Loi constituant en corporation The—. (Voir BILLS, No 113).

NOTAIRES:—(Voir CODE DU NOTARIAT— CHAMBRE DES—; FEENEY, JACQUES.)

ORATEUR:—

Donne lecture du discours du trône prononcé à l'ouverture de la session, 5.

Se rend avec les députés au C. L. à l'ouverture de la session, 1.

Informe la Chambre qu'il a reçu lettre de Sa Majesté, 2.

Informe la Chambre qu'il a reçu jugement de la C. S. M. *re* Election de M. Cyrille Dumaine, comté Bagot, 2.

Prononce l'ajournement de la séance, 99, 127, 183, 218, 227, 245, 264, 280.

Rend décision sur des questions d'ordre; prend questions en délibéré. (Voir QUESTIONS D'ORDRE.)

Précis des décisions de l'—, ?

Informe la Chambre qu'il a reçu du secrétaire de la Couronne le certificat d'élection déclarant M. Philippe Adam élu député de Bagot, 69.

Communique à la Chambre Budget, 71; budget supplémentaire, 239.

Se rend au C.L. pour sanctions de bills. (Voir SANCTIONS.)

Se rend au C. L. pour la prorogation, 291.

(Voir ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE; AJOURNEMENT; SÉANCES.)

ORATEUR-SUPPLÉANT:—

Prend le fauteuil, l'orateur étant absent, 86, 111, 193, 206, 218, 225, 227, 236, 245, 255, 264.

ORDRES DE LA CHAMBRE:—

Ordre révoqué et bill renvoyé de nouveau à comité bills publics, 64; à comité bills privés, 126.

Motion pour se former en comité pl., sur résolution, ordre révoqué, résolution retirée, 147.

(Voir **BILLS** (*Procédures incidentes*); **QUESTIONS D'ORDRE**; **RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE**.)

ORDRES DU JOUR:—

1. Ordonnant le dépôt de documents sur le bureau de la Chambre. (Voir **DOCUMENTS DE LA SESSION**.)

2. Que la Chambre passe à l'ordre du jour pour 2^e lect. d'un bill (No 2), 18.

3. (Voir **BILLS** (*Procédures incidentes*); **QUESTIONS D'ORDRE**.)

OUVRIERS:—(Voir **ACCIDENTS DU TRAVAIL**; **SALAIRES DES—**; **SALAIRES RAISONNABLES**; **HABITATIONS SALUBRES**; **SILICOSE**.)

PAIN:—Loi concernant—. (Voir **BILLS**, No 121.)

PARC NATIONAL DE LA GASPÉSIE:—Loi concernant le—. (Voir **BILLS**, No 7.)

PARC NATIONAL DU MONT-ORFORD:—Loi pourvoyant à l'établissement du—. (Voir **BILLS**, No 70.)

PÊCHERIES:—(Voir **ÉCOLE DES—**.)

PENSIONS DE VIEILLESSE:—Loi des—. (Voir **BILLS**, No 9.)

PETITE PROPRIÉTÉ:—(Voir **MORATOIRE**; **CONSOLIDATION**.)

PETITES SŒURS FRANCISCAINES DE MARIE:—Loi modifiant la charte de—. (Voir **BILLS**, No 142.)

PÉTITION:—

Pétition à l'effet de présenter bill, vu que projet de loi est devenu caduc à la suite de dissolution de la législature en 1936; permission accordée, 79.

(Voir **BILLS** (*Procédures incidentes*.)

POINTS D'ORDRE:—(Voir QUESTIONS D'ORDRE.)

POLICE:—(Voir SÛRETÉ PROVINCIALE.)

POMPIERS:—(Voir ASSOCIATION DE BIENFAISANCE DES—.)

PONT DU LAC SAINT-LOUIS:—Loi relative aux biens de la Corporation du—.
(Voir BILLS, No 62.)

PONT DE BELLEFEUILLE:—Loi en aide à l'agriculteur dans comtés
Argenteuil et Deux-Montagnes. (Voir BILLS, No 84).

PONTS PUBLICS:—Loi concernant l'amélioration des—. (Voir BILLS,
No 27.)

PORTNEUF:—(Voir COMPAGNIE DU CH. DE F. C.P.R.)

PRÉCIS DES DÉCISIONS DE L'ORATEUR, 296. (Voir ORATEUR.)

PRÉSIDENTS DES COMITÉS:—(Voir ORATEUR-SPPPLÉANT.)

PRISON DES FEMMES DE MONTRÉAL:—Loi concernant la garde des détenues
dans la—. (Voir BILLS, No 79.)

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

PROCÉDURE:—(VOIR QUESTIONS D'ORDRE; CODE DE PROCÉDURE; BILLS.)

PROCLAMATION:—Convoquant la Législature, VIII.

PROCUREUR-GÉNÉRAL:—Loi du département du—. (Voir BILLS, No 21.)

PROFITS DES CORPORATIONS:—(Voir CORPORATIONS.)

PROPRIÉTÉS:—(Voir PETITE—; MORATOIRE; VÉHICULES AUTOMOBILES.)

PROROGATION *sine die*:—La législature est prorogée, 295.

QUÉBEC, CITÉ:—Loi modifiant la charte de la—. (Voir BILLS,
No 123.)

QUÉBEC OCCIDENTAL:—(Voir COMPAGNIE DE CHEMIN DE FER DU—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—

Agriculture:—(Voir *Lemieux, Georges.*)

Assistance Médicale:—(Voir *Lespérance, Dr Alphonse.*)

*Belle, Madame S.:—*A quelle date la Commission des Liqueurs a-t-elle annulé le bail de—, pour son magasin de Rivière-du-Loup, loyer payé jusqu'au 1er décembre 1937; la Commission a-t-elle fait un bail avec M. Louis Marquis, à l'avenir, durée du bail, conditions, 89.

*Bellemare, Bruno:—*M.—, ancien instituteur de Montréal est-il à l'emploi du gouvernement; ses fonctions; par qui recommandé; son salaire; est-il le même dont le diplôme a été révoqué par l'Instruction publique en 1935; pour quelle raison, 207.

*Bellemare, Jean-Baptiste:—*Monsieur—, de Maisonneuve, Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement; par qui recommandé; ses fonctions; son salaire; dans quel bureau est-il logé; montant payé pour loyer de ce bureau; à quel compte salaire est-il chargé, 208.

*Bossé, Ivanhoe:—*Des contrats ont-ils accordés à—, de Sayabec, pour routes de colonisation de Ste-Paula, ont-ils été accordés après demandes de soumissions, désignation des routes et travaux, prix payé, 88.

*Boudreau, Isidore:—*Monsieur Isidore Boudreau, des Iles de la Madeleine, est-il à l'emploi du Gouvernement, depuis quand, dans quel ministère, son salaire, genre de travail, 136.

*Bourses:—*Le Gouvernement a-t-il accordé des— à des jeunes filles de Mont-Joli, Matane, année scolaire 1937-38; leurs noms et prénoms; dans quelles institutions, 59.

Bureau de placement pour chômeurs à Lévis:—(Voir *Travaux de chômage à Lévis.*)

*Cap-Chat:—*Quels sont les cultivateurs qui ont demandé un prêt agricole dans la paroisse de Cap-Chat, Gaspé-Nord; ceux qui l'ont obtenu, quel montant, 136.

*Charette, Emilius:—*Un chèque de \$120.00 et du 2 février a-t-il été émis par l'Office du Prêt Agricole à— et Louis-Philippe Rioux, de Sayabec, raison de ce chèque émis, chèque a-t-il été payé sur les endossements suivants:—, Louis-Philippe Rioux, Madame Louis-Philippe Rioux, 136.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Chlorure de calcium:—Le Gouvernement a-t-il acheté du—, du 1er mai 1937, à date, de qui a-t-il été acheté et à quelles dates, quel intermédiaire, prix payé, quel montant encore dû, 141.

Chômeurs:—(Voir *Saint-Joseph d'Alma; Travaux de chômage.*)

Colonisation:—(Voir *Sainte-Monique; Service intérieur et extérieur; Notre-Dame-du-Lac; Bossé, Ivanhoe.*)

Commission des liqueurs:—(Voir *Belle, Madame S.*)

Comptes de banque:—Quels ont été les soldes des— courants de la province au 31 mars de chaque année, de 1932 à 1936, quels taux d'intérêt sur soutirés (s'il y en a), le solde au 31 mars 1937, taux d'intérêt sur les bons du trésor de la province de 1932 à 1936, le taux d'intérêt sur \$3,000,000.00 de débentures de la Corporation du Pont du lac St-Louis, taux d'intérêt moyen obtenu sur emprunts pour obligations de mars 1925 au 30 juin 1936 et de novembre 1936 à date, etc., 161.

Corporation du Pont du Lac Saint-Louis:—(Voir *Comptes de banque.*)

Corporation Laurentienne:—(Voir *Voirie.*)

Emprunts:—1. Depuis le dernier discours sur le budget, le gouvernement a-t-il emprunté, quelles sommes empruntées, titres de créance donnés au prêteur, montant de ces sommes empruntées a été employé pour fins de remboursement, soumissions ont-elles été demandées, par l'entremise de qui ces emprunts ont-ils été négociés, 160.

2. Combien le gouv. a-t-il emprunté du 1er sept. 1938 au 1er mars 1938; total de chaque emprunt; date, échéance, intérêt, frais, de qui emprunté, 281.

Entente Rogers-Tremblay:—(Voir *Travaux de chômage, comté de Lévis.*)

Filion, Gérard:—M.—, secrétaire de l'Union Catholique des Cultivateurs, de Montréal, est-il allé en Europe aux frais du gouvernement; durée de son voyage; Combien payé pour frais de voyage et dépenses; but de son voyage; a-t-il fait rapport; quels pays d'Europe a-t-il visité, 245.

Fontaine, Auray:—Un prêt a-t-il été consenti par l'Office du prêt Agricole à monsieur—, maître de poste d'Acton Vale, sur terre de St-André-d'Acton, ou ailleurs, comté de Bagot, montant du prêt, 134.

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Gagné, Paul-Emile:—M.—, a-t-il été nommé ingénieur de l'École des mines du Québec, quelle date, son salaire, est-il de la Corporation des Ingénieurs, 66.

Garage à Saint-Antonin:—(Voir *Saint-Antonin*.)

Incendies, protection contre:—(Voir *Saint-Damien*.)

Lavallée, Alexis:—Un prêt a-t-il été consenti à M.—, de Lac-au-Sable, Portneuf, montant du prêt, qui a fait l'évaluation municipale, grandeur de la terre, valeur des animaux et de cette exploitation hypothéquée par l'Office du Prêt Agricole, 135.

Lemieux, Georges:—Monsieur—, est-il encore à l'emploi du Ministère de l'Agriculture; a-t-il été destitué; à quelle date a-t-il été averti, quand destitution devait-elle prendre effet; quelle raisons, 244.

Lespérance, Dr Alphonse:—Le— est-il à l'emploi du Gouvernement comme médecin-en-chef du Sanatorium du Lac-Édouard; quel est son salaire; combien de temps par jour donne-t-il aux malades; quel montant coûte l'Assistance Médicale au Sanatorium, 183.

Lévis-Jackman (route):—(Voir *Voirie*.)

Lusk, Campbell:—Un prêt a-t-il été accordé par l'Office du Prêt Agricole à Monsieur—, de Luskville, municipalité de Eardley, Lots 14C, R. 9—14A, R. 8; date du prêt, montant, évaluation municipale, 136.

Marquis, Louis:—(Voir *Belle, Madame S.*)

Mines:—(Voir *Gagné, Paul-Emile*.)

Mont-Joli:—(Voir *Bourses*.)

Notre-Dame-du-Lac:—Le Gouvernement est-il propriétaire de l'immeuble où la Colonisation a des bureaux, à—, Témiscouata; numéro du cadastre, loyer annuel, à qui loyer payé, 24.

Office du Prêt Agricole:—(Voir *Rioux, Louis-Philippe; Fontaine, Auray; Lavallée, Alexis; Lusk, Campbell; Charette, Emilius; Cap-Chat*;)

Ouellet, François:—M.—, ingénieur forestier, a-t-il été à l'emploi des Terres et Forêts, à quelle date, était-il permanent, montant payé au fonds pension, a-t-il été destitué, etc., 134.

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Prêt agricole:—(Voir Office du—.)

*Rioux, Louis-Philippe:—*Monsieur—, avocat, de Sayabec, Matapédia, est-il à l'emploi de l'Office du Prêt Agricole, quand nommé, ses fonctions, est-il chargé des recherches, de l'examen des titres et de donner opinion; est-ce qu'il a donné opinion sur titres de tous les prêts de Matapédia, 89.

2. Monsieur—, avocat, de Sayabec, a-t-il été avocat de la Commission des Liqueurs, à Rimouski, quand a-t-il été nommé, agit-il encore, a-t-il abandonné ses fonctions, 135.

3. (*Voir Charette, Emilius.*)

*Saint-Antonin:—*Est il vrai que la Voirie a fermé son garage, à St-Antonin, comté de Rivière-du-Loup, date et pourquoi a-t-il été fermé, où sont maintenant réparés camions utilisés pour chemins dans Rivière-du-Loup et Témiscouata, 62.

*Saint-Damien:—*Un octroi a-t-il été consenti à—, Bellechasse, pour système de protection contre incendies; nature des travaux, appareils, montant de subvention, à qui montants payés, etc., 272.

*Saint-Gédéon (Lac Saint-Jean):—*Un chèque de \$1,328.88 a-t-il été émis en faveur de—, pour indemniser des montants payés à la suite d'accidents de travail à deux personnes qui travaillaient; a-t-il été adressé à la municipalité; si non, a-t-il été annulé; s'il n'a pas été transmis ni annulé quand sera-t-il transmis à la municipalité, 213.

*Saint-Joseph d'Alma:—*Les gouvernements fédéral et provincial ont-ils contribué pour l'eau et lumière des chômeurs de—, dans quel pourcentage, combien d'années, 65.

*Sainte-Monique (Lac Saint-Jean):—*Des travaux ont-ils été exécutés dans le rang 12,—, au cours de l'année 1937; quel a été le contremaître, personnes employées pour l'exécution des travaux et montant payé à chacune d'elles, 195.

Sainte-Paula:—(Voir Bossé, Ivanhoe.)

Sanatorium du Lac-Edouard:—(Voir Lespérance, Dr Alphonse.)

*Service intérieur et extérieur:—*Quel était le montant total payé mensuellement en salaires par le gouvernement, pour le— et pour le service—, au 1er juillet 1936, au 1er juillet 1937, 213.

QUESTIONS (ET RÉPONSES):—*Suite.*

Taux d'intérêt:—(Voir Comptes de banque.)

*Travaux de chômage, Lévis:—*1. Le gouvernement a-t-il nommé un surintendant pour l'exécution des travaux de chômage entrepris dans comté Lévis, résultant de l'entente Rogers-Tremblay ou de l'initiative du gouvernement; quelle est cette personne, son salaire, par qui recommandée, une automobile a-t-elle été mise à sa disposition; salaire du chauffeur, pour 1937; montants payés pour ces machines pour 1937, en rapport avec les déplacements du surintendant, 206.

2. Le Gouvernement a-t-il ouvert un bureau dans cité de Lévis, en vertu de l'entente Rogers-Tremblay? quelle est la personne en charge, par qui recommandée, quel salaire par jour et montant octroyé pour ses dépenses, au cours de l'année 1937, autres employés, nombre d'ouvriers embauchés, au cours de 1937, dans le comté de Lévis, montant payé aux ouvriers, montant des matériaux payé pour travaux de chômage, comté de Lévis, au cours de l'année 1937, 207.

3. La province possède-t-elle, dans les limites de la cité de Lévis, un bureau de placement aux fins d'embaucher les chômeurs, où est situé ce bureau; de qui a-t-il été loué; combien par mois; qui est en charge de ce bureau de placement; salaire et montant octroyé pour dépenses, en 1937; autres employés, leurs salaires, par jour, et sur quelles recommandations nommés, 228.

Union Catholique des Cultivateurs:—(Voir Filion, Gérard.)

*Voirie:—*1. Le Ministère de la— a-t-il procédé en 1937 à la réfection de la route Lévis-Jackman No 23 sur environ 27 milles, entre St-Georges de Beauce et frontière; cet ouvrage a-t-il été fait à la journée ou par contrat; si par contrat, des soumissions ont-elles été demandées; par les journaux ou privément; noms des soumissionnaires, et les prix; qui a obtenu le contrat; coût total de cette réfection, 213.

2. Un contrat a-t-il été octroyé par le gouvernement à la Corporation Laurentienne pour un chemin entre Montmagny et Ste-Anne-de-la-Pocatière; nature des travaux; montant du contrat; contrat a-t-il été résilié; pour quelle raison, à quel entrepreneur le nouveau contrat a-t-il été octroyé; travaux sont-ils terminés; coût à date; reste-t-il des réclamations en souffrance, 214.

Voirie:—(Voir Saint-Antonin; Chlorure de calcium; Saint-Gédéon.)

QUESTIONS D'ORDRE:—1° *Concernant des bills:*

- (a) Motion que, vû l'urgence du bill No 2, *re* Crédit Agricole, la résolution soit maintenant étudiée en comité pl., 13; objection; décision de l'Orateur qu'il appartient à la Chambre de décider si motion doit être annoncée; appel; vote; décision maintenue; motion mise aux votes, adoptée, 13 à 16.
- (b) Motion pour 2^e lect. bill No 84 *re* Pont et agriculteur d'Argenteuil et Deux-Montagnes; objection; Orateur-suppl. rejette objection; appel; vote; décision maintenue, 2^e lect., 193.

2° *Concernant les subsides:*

- (a) Le président du Comité des Subsidés fait rapport à la Chambre que le député de Berthier a prononcé des paroles non parlementaires et qu'il a refusé de les retirer; à la demande de l'Orateur, il se rétracte, 126.
- (b) M. Casgrain propose amendement: Cette Chambre regrette l'incurie du gouvernement qui n'a pas encore donné effet à la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses, 137; objection que l'amdt est irrégulier parce qu'il contient un terme non parlementaire; objection en délibéré; décision rendue, l'Orateur soumet l'amdt à la Chambre, 139.
- (c) M. Casgrain propose amendement: Cette Chambre blâme le gouv. d'avoir accordé contrats sans soumissions publiques, 221; M. Duplessis déclare qu'il n'a pas fait promesse mentionnée dans l'amdt et objecte que celui-ci est irrégulier, 221; l'Orateur le déclare tel, 222; appel de la décision; décision maintenue, 222.
- (d) M. Bastien propose amendement: Cette Chambre recommande adoption immédiate de mesures pour diminuer nombre de ministres et dépenses de l'administration publique, 223; l'orateur le déclare irrégulier, 223; appel de la décision, qui est maintenue, 223.

RADIODIFFUSION:—Loi relative à la—. (Voir BILLS, No 64.)

RÈGLEMENTS (Comité des):—(Voir COMITÉS.)

RÈGLEMENTS DE LA CHAMBRE:—(Voir BILLS, (Procédures incidentes); PÉTITIONS; QUESTIONS D'ORDRE; QUESTIONS DE PRIVILÈGES.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

RELIGIEUSES DE N.-D. DE CHARITÉ DU BON-PASTEUR:—Loi concernant les— de Montréal, relativement aux détenues dans la prison des femmes de Montréal. (Voir BILLS, No 79.)

RENTES SEIGNEURIALES:—

1. Loi pourvoyant à l'abolition des—. (Voir BILLS, No 67).
2. (Voir MOTIONS SPÉCIALES.)

RÉSEAU ROUTIER DE PREMIER ORDRE:—

1. Loi pour assurer les avantages d'un—. (Voir BILLS, No 45.)
2. (Voir VOIRIE.)

RÉSOLUTIONS:—(Voir BILLS (*Procédures incidentes.*))

RETOUR A LA TERRE:—(Voir CULTIVATEURS; COLONISATION.)

RICHMOND:—Loi relative à la ville de—. (Voir BILLS, No 108.)

RIMOUSKI ET SAGUENAY:—(Voir TRIBUNAUX.)

ROUTES:—(Voir RÉSEAU ROUTIER; VOIRIE.)

SAGUENAY:—(Voir TRIBUNAUX.)

SAINT-JEAN-DE-DIEU:—(Voir HÔPITAL—.)

SAINT-JEAN DE-LA-CROIX:—Loi exemptant de cotisations certaine partie de la paroisse de—. (Voir BILLS, No 114.)

SAINT-LAURENT:—Loi concernant la municipalité scolaire du village de—. (Voir BILLS, No 144.)

SAINT-PIERRE, VILLE:—Loi autorisant la— à se soumettre aux règlements de la cité de Montréal, concernant l'impôt sur le revenu et la taxe de vente. (Voir BILLS, No 130.)

SAISINE:—(Voir BÉNÉFICIAIRES.)

SALAIRES DES OUVRIERS:—Loi relative aux—. (Voir BILLS, No 19.)

SALAIRES RAISONNABLES:—

1. Loi des—. (Voir BILLS, No 20.)
2. (Voir OUVRIERS.)

SANCTION DES BILLS:—Le 10 février, 37; 18 mars, 118; 8 avril, 265; 12 avril, (Prorogation), 291.

SÉANCES:—

La Chambre (15 mars) décide qu'à l'avenir elle tiendra 2 séances, à 3 hrs et à 8½ hrs, excepté dimanche, 96. Le 31 mars, elle décide qu'à l'avenir elle tiendra 3 séances, à 11 hrs à 3 hrs et à 8½ hrs, excepté le dimanche, 183.

(Sous le régime des deux séances):

(a) La Chambre ne tient qu'une seule séance, à 3 hrs, 103, 111, 116, 131, 137, 142, 150, 160.

(b) La Chambre tient deux séances, le 22 mars, à 3 hrs et à 8½ hrs, 121 et 128. Elle tient deux séances, le 31 mars, à 3 hrs et à 8½ hrs, 176 et 183.

(Sous le régime des trois séances):

(a) Le Chambre tient une seule séance, à 3 hrs, 187.

(b) Elle tient 2 séances, 3 hrs et à 8½ hrs, 193, 199; 206, 218.
Elle tient 2 séances, à 11 hrs et à 3 hrs, 225, 227; 236, 245; 268, 280.

Elle tient 2 séances, à 11 hrs et à 3¼ hrs, 255, 264.

(Voir AJOURNEMENT.)

SECRÉTAIRE DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE:—(Voir GREFFIER.)

SEIGNEURIES:—(Voir RENTES SEIGNEURIALES; MOTIONS SPÉCIALES.)

SERMENTS D'OFFICE:—Loi relative à la prestation des—. (Voir BILLS, No 1.)

SERVICES ADMINISTRATIFS:—Loi pourvoyant à l'aménagement de bureaux pour— du gouvernement. (Voir BILLS, No 52.)

SERVICES PUBLICS:—(Voir COMMISSION DES—.)

SESSION:—Ouverture, 26 janvier 1938, 1; clôture, 12 avril, 1938, 295.

SEWELL, FRANCIS REGINALD NEILSON:—Loi changeant son nom en celui de—. (Voir BILLS, No 137).

SHERBROOKE:—Loi relative à la cite de—. (Voir BILLS, No 176.)

SILICOSE:—Loi protégeant les ouvriers atteints de—. (Voir BILLS, No 181.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SLOVAK EVANGELICAL LUTHERAN CONGREGATION of THE UNALTERED
CONFESSION OF THE ASCENSION:—Loi constituant en corporation—.
(Voir BILLS, *No 103.*)

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DES DENTISTES:—Loi constituant en corporation
La— de Québec. (Voir BILLS, *No 118.*)

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE FÉDÉRÉE DES AGRICULTEURS:—Loi modifiant la
Loi constituant en corporation—. (Voir BILLS, *No 94.*)

SOCIÉTÉS:—(Voir COMPAGNIES; CORPORATIONS.)

SŒURS DE SAINT-JOSEPH DE SAINT-VALIER:—Loi modifiant la charte de—.
(Voir BILLS, *No 109.*)

SOINS MÉDICAUX:—(Voir MOTIONS SPÉCIALES; ACCIDENTS DU TRAVAIL.)

SUBDIVISIONS DE TERRAINS:—Loi relative aux municipalités et subdivi-
sions de terrains. (Voir BILLS, *No 25.*)

SUBSIDES:—

Dépôt du budget de l'exercice 1939, et renvoi à comité des—, 71.
(*No 1.*)

Dépôt du budget supplémentaire pour 1938, et renvoi à comité des—,
239. (*No 2.*)

Constitution du comité des—, 40; du comité des voies et moyens, 40.

Dépôt des Comptes publics 1937, 70. (*No 14.*)

Motion que l'Orateur quitte le fauteuil (comité des subsides), motion
adoptée, 71; 13 résolutions adoptées, 73. De nouveau en comité,
16 résolutions adoptées, 76; 4 résolutions adoptées, 84; 15 résolu-
tions adoptées, 92; 5 résolutions adoptées, 98; 11 résolutions adop-
tées, 102; 32 résolutions adoptées, 107; 25 résolutions adoptées, 113;
2 résolutions adoptées, 120; comité, le Président fait rapport que
le député de Berthier a prononcé des paroles non parlementaires
et qu'il a refusé de les retirer; à la demande de l'Orateur, il se
rétracte, de nouveau en comité, 2 résolutions adoptées, 127; de
nouveau en comité, 4 résolutions adoptées, 130; motion que
l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement Casgrain, (voir
texte ci-après), objection par M. Duplessis, l'Orateur prend l'ob-
jection en délibéré, 137; l'Orateur rend sa décision, il soumet
l'amendement à la Chambre, celle-ci reprend le débat, vote sur
l'amendement, celui-ci rejeté; motion principale adoptée, la Cham-

SUBSIDES:—*Suite.*

bre de nouveau en comité, 2 résolutions adoptées, 138 à 140; 3 résolutions adoptées, 150; 15 résolutions adoptées, 156; motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement Casgrain, (voir texte ci-après), vote, rejeté, motion principale adoptée, de nouveau en comité, 1 résolution adoptée, 174 à 176; 2 résolutions rapportées; No 1 adoptée, No 2, 1ère lecture, vote sur 2e lecture, lue 2e fois et adoptée, 179 à 181; de nouveau en comité, 2 résolutions adoptées, 186; 10 résolutions adoptées, 192; motion, que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement Bastien, (voir texte ci-après), vote, rejeté, motion principale adoptée sur division, de nouveau en comité, 14 résolutions adoptées, 215; motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement Casgrain, (voir texte ci-après), objection de M. Duplessis, l'Orateur déclare amdt irrégulier, appel de la décision, vote, décision maintenue, débat se continue sur motion principale, amendement Bastien, (voir texte ci-après), l'Orateur déclare ce 2e amdt irrégulier, appel de la décision, vote, décision maintenue, motion principale adoptée sur division, de nouveau en comité, au cours de la discussion dépôt de déclaration de Alfred-J. Hadley, (*No 32*), 5 résolutions adoptées, 221 à 225; motion que l'Orateur quitte le fauteuil, débat, amendement Casgrain, (voir texte ci-après), vote, amendement rejeté, motion principale adoptée, en comité, progrès, 226; de nouveau en comité, 4 résolutions adoptées, 228; 52 résolutions adoptées, 239. Bill (*No 50*) des subsides présenté, lu 2e et 3e fois, 244. Message du C. L., 270. Sanction, 294. (2 Geo. VI, c. 1).
(Voir *Voies et Moyens*.)

AMENDEMENTS
(*Texte résumé*)

(*M. Casgrain*):—

Cette Chambre regrette l'incurie du gouvernement qui n'a pas encore donné effet à la loi de l'assistance aux mères nécessiteuses et réclame le paiement immédiat des allocations, 137.

Objection que l'amendement est irrégulier, parce qu'il contient un terme non parlementaire, qu'il réclame paiement de deniers publics et contrevient à l'article 157; l'Orateur prend objection en délibéré, 137; l'Orateur rend décision; il soumet l'amendement à la Chambre, 139.

Reprise du débat sur l'amendement; celui-ci rejeté sur vote, 139.

SUBSIDES:—*Suite.*

(*M. Casgrain*):—

Cette Chambre regrette que l'application des lois concernant les pensions de vieillesse et du Crédit Agricole ait donné lieu au favoritisme et à d'autres buts et demande au gouv. de prendre mesures pour remédier aux dits abus, 174. Amdt rejeté sur vote, 175.

(*M. Bastien*):—

Cette Chambre recommande au Gouv. (a) de faire cesser dépenses extravagantes et que la dépense des argents publics soit réduite; (b) ne pas emprunter et ne pas augmenter la dette publique, 215. Amdt rejeté sur vote, 216.

(*M. Casgrain*):—

Cette Chambre blâme le gouv. d'avoir accordé contrats sans soumissions publiques par la voie des journaux, 221.

M. Duplessis déclare qu'il n'a pas fait promesse mentionnée dans l'amdt et objecte que celui-ci est irrégulier, 221.

L'Orateur déclare amdt irrégulier, 222.

Appel de la décision; décision maintenue, 222.

Débat se continue sur motion principale, 223.

(*M. Bastien*):—

Cette Chambre recommande adoption immédiate de mesures pour diminuer nombre des ministres et dépenses de l'administration publique, 223.

L'Orateur déclare ce 2e amdt irrégulier, 223.

Appel de la décision; décision maintenue, 223.

Au cours de la discussion, dépôt d'une déclaration de M. Alfred-J. Hadley, 224.

(*M. Casgrain*):—

Cette Chambre regrette de ne pas avoir le contrôle des deniers votés et blâme le gouv. d'administrer par arrêtés-ministériels, violant ainsi prérogatives des représentants du peuple, 226. Amdt rejeté sur vote, 227.

SUCCESSIONS:—(Voir DROITS SUR LES—.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

SUCRE D'ÉRABLE:—Loi pour favoriser l'industrie du—. (Voir *BILLS*, *No 86.*)

SÛRETÉ PROVINCIALE:—Loi relative à la—. (Voir *BILLS*, *No 22.*)

TAUX D'INTÉRÊT:—(Voir *TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES.*)

TAXES MUNICIPALES ET SCOLAIRES:—

1. Loi relative au paiement des—. (Voir *BILLS*, *No 30.*)
2. Loi relative au taux d'intérêt des—. (Voir *BILLS*, *No 61.*)
3. Loi autorisant les procédures pour établir exemptions et commutations des—. (Voir *BILLS*, *No 63.*)
4. (Voir *PETITE PROPRIÉTÉ; CONSOLIDATION; MUNICIPALITÉS.*)

TAXES SUR CORPORATIONS:—(Voir *CORPORATIONS.*)

TÉLÉGRAPHE:—(Voir *COMPAGNIES DE—.*)

TÉLÉPHONE:—(Voir *COMPAGNIES DE TÉLÉGRAPHE ET—.*)

TEMISCAMINGUE AND ABITIBI RAILWAY COMPANY:—Loi modifiant la charte de The—. (Voir *BILLS*, *No 132.*)

TERRES DE COLONISATION:—

1. Loi modifiant art. 47 de la Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 47.*)
2. Loi augmentant pouvoirs de L. G. en Conseil afin de procurer de nouvelles—. (Voir *BILLS*, *No 74.*)

TERRES ET FORÊTS:—Loi modifiant art. 50 de la Loi des—. (Voir *BILLS*, *No 46.*)

TRÉSORERIE:—Loi relative au bureau de la—. (Voir *BILLS*, *No 48.*)

TESSIER, ULRIC-JOSEPH:—Loi concernant les successions de feu l'honorable —et de Marguerite-Adèle Kelly. (Voir *BILLS*, *No 104.*)

TRAVAIL:—(Voir *ACCIDENTS DU—.*)

TRAVAUX DE LA SESSION:—Tableau des—, 297.

TRIBUNAUX:—

1. Loi relative à la juridiction des— de Rimouski et Saguenay. (Voir *BILLS*, *No 58.*)
2. (Voir *CONVICTIONS SOMMAIRES.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

TRIBUNAUX JUDICIAIRES:—Loi modifiant art. 92 de la Loi des—. (Voir *BILLS, No 8.*)

USINES DE CHICOUTIMI:—Loi favorisant la réouverture des—. (Voir *BILLS, No 13.*)

UTILITÉS PUBLIQUES:—(Voir *COMMISSION DES SERVICES PUBLICS.*)

VAL D'OR:—

1. Loi concernant les municipalités scolaires catholique et protestante de—. (Voir *BILLS, No 53.*)
2. Loi modifiant la charte de la ville de—. (Voir *BILLS, No 107.*)

VALEURS MOBILIÈRES:—Loi modifiant la Loi des—. (Voir *BILLS, No 78.*)

VÉHICULES AUTOMOBILES:—Loi concernant les droits de propriété relatifs aux—. (Voir *BILLS, No 5.*)

VENTE À RÉMÉRÉ:—Loi relative à la vente à—. (Voir *BILLS, No 23.*)

VERDUN:—

1. Loi modifiant la charte de la cité de—. (Voir *BILLS, No 116.*)
2. (Voir *COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE—.*)

VERDUN PROTESTANT HOSPITAL:—Loi pour venir en aide à—. (Voir *BILLS, No 97.*)

VIEILLESSE:—(Voir *PENSION DE—.*)

VILLE-MARIE:—(Voir *ÉCOLE D'AGRICULTURE À—.*)

VILLENEUVE, J.-O.:—Loi concernant la succession de feu l'honorable—. (Voir *BILLS, No 135.*)

VILLES:—(Voir *CITÉS ET—.*)

VISITE DES LOGEMENTS À MONTRÉAL:—(Voir *CODE CIVIL—Art. 1641a.*)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

VOIES ET MOYENS:—

Constitution du comité des—, 40;
Motion que l'Orateur quitte le fauteuil (comité voies et moyens),
débat ajourné, 71; reprise du débat, débat se continue, ajourné, 88;
reprise du débat, motion adoptée, en comité, rapporte progrès, 90;
de nouveau en comité, 2 résolutions adoptées, 243; siègera pro.
séance, 244.

(Voir **BILLS**, *No 50*; voir **SUBSIDES**.)

VOIRIE:—

1. Loi relative aux chemins d'hiver. (Voir **BILLS**, *No 42*.)
2. Loi relative à un réseau routier de première classe. (Voir **BILLS**,
No 45.)

VOTE:—(Voir **CODE MUNICIPAL**.)

VOTE DES FEMMES:—Loi relative au—. (Voir **BILLS**, *No 180*.)

VOYAGEURS DE COMMERCE:—(Voir **ASSOCIATION DES—**.)

VUES ANIMÉES:—(Voir **CINÉMA**.)

WESTERN RY CO:—(Voir **COMPAGNIE DU CH. DE FER QUÉBEC OCCIDENTAL**.)

WILSON, LAWRENCE:—Loi concernant la succession feu l'honorable—. (Voir **BILLS**, *Mo 117*.)

YOUNGER, GEORGE ROBERT:—Loi concernant le barreau et—. (Voir **BILLS**, *No 133*.)

Pour les Documents de la session et les Questions, voir aux mots: "Documents de la Session" et "Questions".

